



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Entretiens à la Chambre des Députés

## La Roumanie plaide son adhésion à l'Union européenne

C'est en sa qualité de Ministre et Représentant spécial du Gouvernement roumain pour l'Intégration, la Coopération et le Développement durable que S.A.S. le Prince Radu de Hohenzollern-Veringen a été reçu par le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz.

Les entretiens ont essentiellement porté sur la demande d'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. L'intégration de la Roumanie dans les structures de l'OTAN, la situation politique et économique en Roumanie ainsi que les relations bilatérales ont constitué d'autres sujets à l'ordre du jour.

Photo (de gauche à droite): M. Joe Thielen, Secrétaire général adjoint de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, S.A.S. le Prince Radu de Hohenzollern-Veringen, M. Tudorel Postolache, Ambassadeur de Roumanie



L'APCE face à la crise irakienne

## Plein appui aux Nations Unies

"Le recours à la force contre l'Irak dans les circonstances actuelles ne serait pas justifié." Voilà la phrase-clé d'une résolution adoptée à une écrasante majorité par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) au cours de la première partie de la session 2003 qui s'est tenue du 27 au 31 janvier à Strasbourg.

L'APCE - tout en reconnaissant le refus de Bagdad de coopérer d'une manière satisfaisante avec les inspecteurs du désarmement des Nations Unies - insiste sur la nécessité de trouver à la crise une solution conforme aux principes du droit international et des résolutions spécifiques du Conseil de sécurité des Nations Unies, la seule instance pouvant prendre une décision sur l'éventuel recours à la force contre l'Irak.

Autre point fort de la session d'hiver: le débat d'urgence sur la pollution marine. Suite à l'accident du pétrolier Prestige, l'Assemblée a appelé les gouvernements européens à appliquer de manière stricte la réglementation existante, et à prendre sans délai des me-



(de gauche à droite) MM. Emile Calmes et Norbert Haupt, membres suppléants, Mme Lydie Err, membre, MM. Gusty Graas et Marcel Glesener, président et vice-président de la délégation luxembourgeoise. Mme Mady Delvaux-Stehres, membre suppléante, s'était fait excuser.

sures visant à réduire la pollution marine et à améliorer la sécurité maritime telles que l'accélération de la mise hors service des navires à simple coque, l'élargissement des couloirs de navigation ou le renforcement du contrôle du trafic.

D'un point de vue luxembourgeois, la semaine a été marquée par la désignation de M. Marcel Glesener à la Vice-Présidence de l'APCE et la reconduction de Mme Lydie Err (LSAP) à la Présidence de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes.

A quelques jours de l'ouverture de la session 2003, la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) avait présenté à la presse luxembourgeoise les activités d'une assemblée souvent méconnue du grand public.

Avis de la Commission de l'Environnement

## "Déclarer le Luxembourg zone libre de tout OGM!"

Dans son rapport pour avis sur les aspects environnementaux du projet de loi 4913 modifiant la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés, la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés exprime son souhait de voir le Luxembourg déclaré zone libre de tout OGM, à l'instar de l'ambition autrichienne.

La commission explique sa méfiance envers les OGM en énumérant tous les risques potentiels d'une dissémination volontaire et d'une mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés, qui ne peuvent être écartés à ce jour. Elle estime que les dangers potentiels pour l'agriculture et les risques écologiques et alimentaires qui s'ensuivent justifient un recours au principe de précaution, d'autant plus que "l'importance de ces risques se trouve majorée par le fait de l'irréversibilité des dommages pouvant être causés".

Si toutefois l'approche précitée, visant une interdiction totale des OGM sur le territoire luxembourgeois, n'était pas retenue, la Commission de l'Environnement revendique l'inscription dans la législation des deux conditions suivantes:

- 1) toute dissémination volontaire ou mise sur le marché d'OGM devra être soumise à la procédure commodo/incommodo telle qu'elle est requise pour les établissements classés; et
- 2) avant tout octroi d'autorisation pour l'utilisation d'OGM, l'Etat devra réclamer de la part du requérant la conclusion obligatoire d'un contrat d'assurances.

Le projet de loi 4913, transposant les deux directives européennes 98/81/CE et 2001/18, a été soumis pour examen à la Commission spéciale "Ethique" qui a sollicité l'avis de la Commission de l'Environnement sur les aspects environnementaux. La Commission de l'Environnement s'en félicite. Elle estime par ailleurs que des avis complémentaires des Commissions de l'Agriculture et de la Santé seraient indispensables.



Assemblée parlementaire de la Francophonie

# Défendre la langue française au sein des institutions européennes

C'est à Strasbourg, capitale européenne et ville symbole du dialogue des cultures, que l'APF avait choisi de réunir son Bureau du 13 au 16 janvier 2003, consciente que cette ville constitue aujourd'hui un théâtre décisif du combat pour le multilinguisme sur le Vieux Continent à la veille d'un élargissement historique de l'Union européenne. La Chambre des Députés du Luxembourg était représentée à cette réunion par M. Jos Scheuer.

Réunissant une trentaine de parlementaires venant de 19 assemblées et sénats issus de 4 conti-

nents, le Bureau a examiné les crises politiques que connaît l'espace francophone, au premier rang desquelles la Côte d'Ivoire, la Centrafrique, le Burundi et Haïti. De son côté, M. Jos Scheuer, en sa qualité de Trésorier international, a présenté le projet de budget de l'APF pour 2003.

Le point culminant de la réunion fut une entrevue avec le Président du Parlement européen M. Pat Cox, où l'APF fit part de ses préoccupations concernant la situation de la langue française au sein des institutions européennes. Elle a d'ailleurs adopté une déclara-

tion solennelle dans laquelle l'APF s'oppose fermement à la remise en cause de l'utilisation du français par ceux qui considèrent le monolinguisme comme une source d'efficacité et d'économie dans un monde globalisé. Faisant valoir qu'il n'y a qu'un pas entre langue unique et pensée unique, elle estime que le droit de chaque citoyen européen à s'exprimer et à être informé dans sa langue maternelle doit dicter le régime linguistique de l'Union européenne et être intégré dans la réflexion conduite par la Convention sur l'avenir de l'Europe.



(de gauche à droite) M. Jos Scheuer, Député luxembourgeois et Trésorier international de l'APF, M. Roch Marc Christian Kaboré, Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso et Vice-Président de l'APF, M. Jacques Legendre, Sénateur français, Secrétaire général parlementaire de l'APF

## Une délégation de porte-bonheur à la Chambre des Députés



Comme de coutume, la "Fédération des Patrons Ramoneurs et Ramoneurs-Fumistes du Grand-Duché de Luxembourg", au cours de sa traditionnelle tournée de la capitale en début d'année, est passée à la Chambre des Députés pour y souhaiter aux députés une bonne année 2003. Les ramoneurs étant consi-

dérés comme porte-bonheur, surtout lorsqu'ils sont revêtus de leur habit de travail traditionnel, M. Jean Spautz, au nom de tous les membres de l'assemblée qu'il préside, n'a pu que se dire enchanté de ces vœux.

TABLEAU DES SEANCES		SEMAINE EN COURS		SALLE	
13	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
14	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
15	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
16	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
17	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
18	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
19	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
20	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
21	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
22	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
23	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
24	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
25	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
26	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
27	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
28	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
29	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
30	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
31	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
32	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
33	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
34	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
35	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
36	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
37	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
38	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
39	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
40	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
41	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
42	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
43	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
44	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
45	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
46	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
47	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
48	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
49	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
50	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
51	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
52	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
53	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
54	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
55	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
56	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
57	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
58	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
59	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
60	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
61	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
62	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
63	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
64	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
65	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
66	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
67	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
68	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
69	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
70	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
71	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
72	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
73	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
74	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
75	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
76	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
77	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
78	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
79	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
80	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
81	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
82	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
83	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
84	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
85	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
86	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
87	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
88	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
89	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
90	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
91	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
92	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
93	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
94	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
95	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
96	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
97	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
98	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
99	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>
100	COMMISSION INTERNATIONALE	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	14 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>

## Réunions de commissions parlementaires

Le tableau en fait foi: Quand la Chambre des Députés ne siège pas en séance publique, elle ne chôme pas pour autant - bien au contraire! Pas moins de 24 séances de différentes commissions parlementaires étaient prévues pour la semaine du 3 au 7 février 2003, dont l'une rassemblait trois commissions pour une réunion jointe. Une preuve de plus que le travail en commission prend de plus en plus d'envergure dans les

agendas des députés, comme le démontrent d'ailleurs les statistiques: le nombre des réunions de commissions n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières années pour se chiffrer à un total de 554 pendant la session 2001/2002.

Depuis le début de la session 2002/2003, le 8 octobre dernier, les différentes commissions se sont réunies à 136 reprises.

## Remise d'une pétition

En date du 17 décembre 2002 le Groupe d'Action Végétarien pour l'Egalité Animale (GAVEA), ensemble avec le groupe de travail „Privat Déiereschützer“, a remis au Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, une pétition pour la protection des animaux ayant rassemblé quelque 16.000 signatures (cf. *Compte rendu N° 6*).

Plus précisément, ces deux groupes souhaitent l'inscription de la protection des animaux dans la Constitution luxembourgeoise, l'interdiction de l'abattage des animaux sans étourdissement ou anesthésie, y compris pour des motifs religieux, et l'interdiction d'importation et de vente de la viande issue d'un tel abattage.

## Chamber TV

um Réseau vun der  
Eltrona/Siemens (imagin)  
um Kanal S 40 / 455.25 MHz  
um Réseau vun der Coditel  
um Kanal S 29

# NOUVELLES LOIS

## 4794 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

- de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995

Le projet de loi 4794 prévoit l'approbation parlementaire de la Convention (K.3) sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995, et de l'Accord de Bruxelles du même jour sur son application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne.

Cette convention prévoit l'établissement d'un système d'information des douanes (SID) dans le cadre du "troisième pilier". Ce système complètera le système d'information des douanes créé dans le cadre du "premier pilier" et qui sera établi par le règlement CE n°515/97 du 13 mars 1997 relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des Etats membres de l'Union européenne et à la collaboration entre celles-ci et la Commission européenne en vue d'assurer la bonne application des réglementations douanière et agricole. Cette convention renforcera en outre la coopération entre Etats membres dans le sens voulu par la Convention de Naples de 1967 sur l'assistance mutuelle entre les administrations douanières.

Le projet de loi 4794 désigne l'Administration des douanes et accises comme l'autorité nationale autorisée, conformément à la convention, à accéder directement aux données du SID, respectivement à les exploiter. La même administration est chargée, à l'échelle nationale, du SID, conformément à la convention, en étant responsable du bon fonctionnement du système.

Par ailleurs le projet désigne l'autorité de contrôle prévue à l'article 17 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel comme l'autorité nationale de contrôle prévue par la convention pour le contrôle du respect des dispositions en matière de protection des données à caractère personnel dans le cadre de l'exploitation du SID.

En ce qui concerne le fonctionnement du SID, il y a lieu de noter que l'administration douanière nationale de chaque Etat membre introduira dans le SID les données dont elle dispose dans le domaine du trafic de stupéfiants, mais aussi dans d'autres domaines, comme le trafic d'armes, la contrefaçon etc., données qui peuvent ainsi être consultées par les administrations douanières nationales des autres Etats membres.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04.04.2001  
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

27.11.2002 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

04.12.2002 Examen et adoption de deux propositions d'amendement au projet de loi 4794

12.12.2002 Examen de l'avis compléemntaire du Conseil d'Etat sur le projet de loi 4794  
Présentation et adoption d'un projet de rapport commun sur les trois projets de loi 4768, 4794 et 4903

Vote en séance publique: 19.12.2002

## 4768 - Projet de loi

portant approbation du Protocole, établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés européennes de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 29 novembre 1996

Le projet de loi 4768 prévoit l'approbation parlementaire du Protocole (K.3), signé à Bruxelles, le 29 novembre 1996, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés européennes de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes.

Afin de dissiper les problèmes apparus quant à la compétence de la Cour de Justice des Communautés européennes, le Protocole prévoit une attribution de compétence à cette Cour pour interpréter ladite convention.

Le projet de loi prévoit d'ailleurs expressément que le Luxembourg accepte cette compétence selon les modalités prévues par le Protocole.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 14.02.2001  
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

25.04.2001 Désignation du rapporteur

27.11.2002 Présentation du projet de loi  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

12.12.2002 Présentation et adoption d'un projet de rapport commun sur les trois

projets de loi  
4768, 4794 et 4903

Vote en séance publique: 19.12.2002

## 4897 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale

2° le code des assurances sociales

3° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Le projet de loi modifie la loi du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale, telle qu'elle a été modifiée dans la suite.

L'objet des modifications apportées à cette loi-cadre est d'y introduire la non-limitation des emplois des différentes carrières. Techniquement cette opération se réalise par la suppression des nombres limites des emplois des différentes carrières, à l'instar de ce qui est prévu par toutes les lois récentes régissant la même matière. La non-limitation des emplois permet d'adapter dans des délais plus appropriés les effectifs des administrations et services en fonction de leurs besoins. Ainsi la mesure proposée par le projet de loi devrait contribuer à renforcer l'efficacité et la qualité des services administratifs dans le secteur de la sécurité sociale.

Il importe de noter que la non-limitation des emplois ne signifie pas que les services concernés seraient libres d'engager du nouveau personnel sans aucune contrainte. Le numerus clausus annuel, permettant au Gouvernement de fixer pour le recrutement de nouveaux agents les priorités qui lui paraissent utiles, restera incontournable. Ce sera donc en définitive la loi budgétaire annuelle qui décidera, sous le contrôle de la Chambre des Députés, des extensions futures des cadres des services visés par le texte sous examen.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 08.01.2002

Rapporteur: M. Alexandre Krieps

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Président: M. Niki Bettendorf):

25.02.2002 Désignation du rapporteur

11.11.2002 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

11.12.2002 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2002

## 4903 - Projet de loi

portant approbation du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relatif au champ d'application du blanchiment de revenus dans la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes et à l'inclusion du numéro d'immatriculation du moyen de transport dans la Convention, signé à Bruxelles, le 12 mars 1999

Le projet de loi 4903 prévoit l'approbation parlementaire du Protocole (K.3), signé à Bruxelles, le 12 mars 1999, concernant le champ d'application du blanchiment de revenus dans la Convention de Bruxelles du 26 juillet 1995 précité et l'inclusion du numéro d'immatriculation du moyen de transport dans cette convention.

La convention en question prévoit, entre autres, un échange d'informations sur le blanchiment d'argent lié aux infractions en matière de trafic de stupéfiants. Comme la Convention K.3 sur l'assistance mutuelle et la coopération entre les administrations douanières, signée à Bruxelles le 18 décembre 1997, prévoit une définition beaucoup plus large couvrant également le blanchiment d'argent dans le cas d'infractions douanières et communautaires, il s'agit d'aligner sur ce point la convention de 1995 sur celle de 1997.

Par ailleurs, comme le règlement du 13 mars 1997 relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des Etats membres de l'Union européenne et à la collaboration entre celles-ci et la Commission européenne en vue d'assurer la bonne application des réglementations douanière et agricole vise, entre autres, parmi les données à caractère personnel, le numéro d'immatriculation du moyen de transport, tandis que la convention de 1995 ne le mentionne pas, il s'agit d'aligner sur ce point la convention de 1995 sur ledit règlement.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 18.01.2002

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

27.11.2002 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

12.12.2002 Présentation et adoption d'un projet de rapport commun sur les trois projets de loi 4768, 4794 et 4903

Vote en séance publique: 19.12.2002

## 4933 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Au cours de la dernière décennie, l'environnement international a changé. Les Etats-Unis ne sont plus disposés à assumer la même responsabilité que par le passé sur le continent européen et

l'Union européenne a décidé de se doter d'une Force d'Intervention Rapide, comprenant 60.000 personnes capables de réaliser l'ensemble des missions de Petersberg, dont entre autres les missions de maintien de la paix.

Si le Luxembourg veut continuer de s'acquitter de ses obligations au niveau de l'OTAN et de l'Union européenne, une participation à part entière aux opérations de paix européennes est indispensable. Or, il existe une baisse d'intérêt chez les jeunes Luxembourgeois pour s'engager comme soldat volontaire. Comme la population du Luxembourg est à plus de 35% étrangère et que la composition des contingents internationaux se fait suivant une clé de répartition démographique ne tenant pas compte des différentes nationalités présentes sur un territoire d'un Etat membre, le Gouvernement prévoit une ouverture de l'armée aux citoyens communautaires.

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 23 juillet 1952 sur l'organisation militaire et permet surtout l'ouverture du service militaire luxembourgeois aux ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne, à condition qu'ils résident au moins depuis 36 mois au Luxembourg.

Une autre disposition prévoit que le candidat-soldat, qu'il soit Luxembourgeois ou ressortissant communautaire, doit être âgé de 17 ans au moins. Le mineur d'âge a besoin du consentement de ses parents et ne peut pas participer à des opérations de combat.

Enfin, dans la liste des carrières réservées exclusivement aux volontaires de l'armée, la carrière du préposé forestier de l'administration des eaux et forêts est remplacée par celle du cantonnier de cette même administration.

Dépôt par M. Charles Goerens, Ministre de la Défense, le 29.03.2002

Rapporteur: M. Jean-Paul Rippinger

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helming):

10.06.2002 Désignation du rapporteur

Examen du projet de loi

15.07.2002 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

12.11.2002 Présentation de l'amendement gouvernemental

11.12.2002 Analyse et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2002

## 4961 - Projet de loi

portant approbation de l'amendement à la Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention à Sofia, le 27 février 2001

La Convention a eu un retentissement considérable sur le droit international de l'environnement et a

favorisé l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans la région de la CEE/ONU et au niveau mondial, ce qui s'est traduit par:

- a) la promotion de l'évaluation de l'impact sur l'environnement en tant qu'instrument international efficace pour la protection de l'environnement à l'appui d'un développement durable;
- b) le renforcement de la coopération internationale, qui a permis de prévenir et d'atténuer les impacts préjudiciables sur l'environnement aux niveaux transfrontière et national;
- c) l'application généralisée de la règle selon laquelle les facteurs environnementaux doivent être pris pleinement en considération dès les premiers stades du processus décisionnel concernant les projets spécifiques;
- d) l'adoption, par les États membres de la CEE/ONU et la Communauté européenne, de lois donnant effet aux prescriptions de la Convention;
- e) la prise de conscience par la communauté internationale de l'importance de l'évaluation de l'impact sur l'environnement, dont témoigne le principe 17 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement adoptée en 1992, un an après l'adoption de la Convention;
- f) la reconnaissance de la Convention au niveau mondial, notamment par la Commission du droit international, comme un instrument novateur qui consacre les principes de l'évaluation de l'impact sur l'environnement;
- g) l'utilisation du texte de la Convention comme précédent pour l'élaboration d'autres instruments environnementaux, aux niveaux tant régional que mondial.

L'amendement de Sofia permet :

- d'une part de renforcer le dialogue objectif avec le public à travers une participation généralisée au processus de prise de décision
- d'autre part d'accroître le potentiel d'application de la Convention, en élargissant le processus de ratification à des pays non membres de la CEE/ONU

La Convention est relayée au niveau communautaire par la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 97/11/CE.

La réglementation communautaire distingue parmi les projets qui sont soumis d'office à une évaluation et les projets qui sont soumis à une évaluation sur la base d'un examen cas par cas et/ou sur la base de seuils ou critères.

A part la loi d'approbation du 29 juillet 1993, les principes directeurs de la Convention et partant de la réglementation communautaire sont reprises dans la législation luxembourgeoise et tout particulièrement dans la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En vue d'assurer une transposition fidèle de la réglementation communautaire et de combler le vide juridique en la matière, le Gouvernement a lancé des initiatives législatives à savoir :

- le projet de loi n° 4863 modifiant
  - a) la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
  - b) la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement lequel est accompagné d'un projet de règlement grand-ducal portant transposition des directives CE afférentes;

- le projet de loi n° 4787 portant

- a) transposition en droit national de la directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats ainsi que de la faune et de la flore sauvages et de la directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979, concernant la conservation des oiseaux sauvages
- b) modification de la loi modifiée du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

lequel précise les dispositions afférentes en la matière.

Finalement, le Gouvernement a décidé de faire élaborer une loi spéciale unique, transposant la réglementation communautaire pour ce qui est des infrastructures suivantes : projets de voiries normales et projets d'autoroutes, projets de routes communales, projets d'aménagement aéroportuaires et d'infrastructures ferroviaires et des tramways.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 27.05.2002

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Emile Calmes):

19.11.2002 Désignation du rapporteur  
Présentation du projet de loi

09.01.2003 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2003

### 5004 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. Ledit programme couvrira la période du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2007. L'enveloppe financière sera de 37,5 millions euros.

Le projet de loi innove dans la mesure où il créera un fonds spécial pour la promotion touristique. Ce fonds sera destiné à financer les participations de l'Etat allouées dans l'intérêt de la réalisation d'in-

vestissements éligibles à l'obtention d'une aide de l'Etat.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 05.08.2002

Rapporteur: M. Claude Wiseler

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement (Président: M. Ady Jung):

09.01.2003 Désignation du rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

23.01.2003 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2003

### 5016 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un immeuble administratif situé à Luxembourg, route d'Esch

Depuis quelques années, le Gouvernement est obligé de faire face à la problématique du logement adéquat de certains services et administrations de l'Etat. A l'heure actuelle, la problématique se caractérise surtout par une multiplicité d'adresses louées, le coût budgétaire des loyers et la dépendance des fluctuations du marché immobilier. Le projet de loi sous rubrique est destiné à autoriser le Gouvernement à acquérir un immeuble administratif situé à Luxembourg, 207-211, route d'Esch.

La Commission des Loyers consulte régulièrement le marché immobilier en portant une attention particulière aux objets pour lesquels les propriétaires sont prêts à envisager une vente en accordant une option d'acquisition au locataire. Pour le contrat de bail concernant l'immeuble décrit ci-dessus, une telle option d'acquisition au bénéfice de l'Etat pendant les trois premières années à partir de l'entrée en vigueur du contrat de bail a pu être négociée.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 23.08.2002

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

24.10.2002 Désignation d'un rapporteur

18.11.2002 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

16.12.2002 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2002

### 5021 - Projet de loi portant

- création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;

- modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant

Ce projet de loi a un double objet: d'une part, la création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance assurant la pérennité de la mémoire de la Résistance et, d'autre part, le remplacement du Conseil National de la Résistance par un Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance, nouvelle structure représentative des différentes organisations de la Résistance.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 30.08.2002

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

13.11.2002 Désignation d'un rapporteur

04.12.2002 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

13.12.2002 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2002

### 5037 - Projet de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières

Ce projet, qui vise à habiliter, jusqu'au 31 décembre 2003, le pouvoir exécutif à prendre en cas d'urgence des règlements d'administration publique, même dérogaatoires à des dispositions légales existantes, ayant pour objet des mesures d'ordre économique et financier, s'inscrit dans la lignée des lois d'habilitation qui, depuis 1946, ont été adoptées chaque année.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 15.10.2002

Rapporteuse: Mme Agny Durdu

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

27.11.2002 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

09.12.2002 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2002

### 5052 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2001

Au terme de l'article 225 alinéa 4 du CAS "le Gouvernement examine tous les deux ans s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du facteur d'ajustement par la voie législative, compte tenu des ressources et de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements. A ce sujet il soumet à la Chambre des Députés un rapport accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi."

Le dernier ajustement est intervenu par la loi du 22 décembre 2000 qui a adapté les pensions et rentes accident au niveau de vie de l'année 1999 avec effet au 1er janvier 2001. Conformément au texte légal ci-dessus cité, le moment est donc à présent venu pour examiner si un nouvel ajustement doit être opéré au niveau de vie de l'année 2001 à partir du 1er janvier 2003.

Selon le rapport annexé au projet l'indicateur mesurant l'évolution des salaires fait ressortir une progression de 3,5% entre 1999 et 2001. En conséquence, le projet de loi propose le relèvement des pensions et rentes accident de 3,5%, ceci par le biais d'une augmentation correspondante du facteur d'ajustement.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 19.11.2002

Rapporteur: M. Niki Bettendorf

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Président: M. Niki Bettendorf):

27.11.2002 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

11.12.2002 Examen de l'avis du Conseil d'Etat

12.12.2002 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2002

**Ordre du jour (suite)**

7. 4927 - Projet de loi concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement dans la Communauté européenne des créances relatives à certains impôts, cotisations, droits, taxes et autres mesures

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

8. 5016 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un immeuble administratif situé à Luxembourg, route d'Esch

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

9. 5033 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Henri Grethen et François Biltgen, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

**(Suite des débats de la 20e séance du Compte rendu n° 6)**

7. 4927 - Projet de loi concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement dans la Communauté européenne des créances relatives à certains impôts, cotisations, droits, taxes et autres mesures

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetz-projet 4927, deen der Chamber haut zum Vote virläit, bezitt sech op de Recouvrement vu steierleche Créancen an der Europäescher Gemeinschaft. Ech maachen eng kuerz Zesummefassung vun de parlamentareschen Aarbechten.

De Finanzminister huet de Projet ausgeschafft an huet en den 19. März 2002 an der Chamber déposiert. D'Chambre des Employés privés an d'Chambre de Travail hunn de Projet de loi aviséiert. Dem Statsrot säin Avis ass vum 18. Juni 2002. D'Regierung selwer huet de Projet de 9. Juli nach eng Kéier amendéiert. D'Finanz- a Budgetscommission huet sech insgesamt véiermol mam Projet beschäftigt. An dem Kontext huet se selwer nach verschidden Amendementer proposéiert, déi de 25. Oktober un de Statsrot geschéckt goufen. Den zweeten Avis complémentaire vum Conseil d'Etat ass vum 26. November vun deem Joer. Während der Sétzung vum 16. Dezember 2002 huet d'Commission de schréffleche Rapport guttgeheescht.

Wat ass elo den Inhalt vun deem Gesetz? Am Steuerrecht gëtt et e fundamentale Prinzip. Dat ass d'Territorialitéit vun de fiskalesche Gesetz. Dese Prinzip bréngt mat sech, dass de Stat seng Steieren net automatesch am Ausland andréiwe kann. Wann de Stat eng Geriichtsprozedur am Ausland lancéiere géif, da géif des Prozedur juristes als irrecevabel, dat heescht, als onzoulasseg erkläert ginn.

Fir Steieren am Ausland recouvréieren ze kënnen, ass de Stat op déi international Hëllef ugewisen. Dës international Hëllef spillt op administrativem Niveau.

Se baséiert op de Prinzipie vun der Réciprocitéit an am géigesäitege Vertrauen tëschent den Autoritéiten. Dës Hëllef setzt awer och viraus, dass ee sech kloer prozedural Regele gëtt, déi de Gesetzgeber selbstverständlech dann och esou definéiere muss.

Am Moment bestinn eng Partie vu Konventionen, déi des international Hëllef reglementéieren. Et gëtt eng multilateral Konvention um Niveau vum Benelux. Et ginn och bilateral Konventionen vu Lëtzebuerg mat de Länner Frankräich, Däitschland, Dänemark, Finnland a Schweden.

Op communautärem Niveau ass d'Hëllef beim Recouvrement schonn zënter 1978 obligatoresch, an dat um Niveau vun de Prélèvements agricoles an den Droits de douane. De Referenztext hei ass d'Direktiv 76/308/CE vum 15. März 1976. No an no ass de Champ d'application méi breet ginn, an d'TVA an d'Accise si leider bäikomm. E weidere wichtege Text ass d'Direktiv 2001/44/CE vum 15. Juni 2001, déi d'Direktiv, déi ech elo grad ugeschwat hu vun 1976, amendéiert. D'Direktiv vun 2001 fousst op folgender Feststellung:

De grenziwwerschreidende Bdruch am Beräich vun der Fiskaliléit floréiert, wann ee keng effikass Recouvrementsaccorden huet oder wann där keng besteet. Ech zitéieren den Exposé des motifs vun der europäescher Commission: „Le recouvrement des créances est un élément essentiel de la lutte contre cette menace que représente la fraude. Sans méthode efficace de collecte et de recouvrement il est vain d'instituer et de contrôler les droits de douane et les taxes. Le fait que les sommes passées en fraude puissent échapper à la compétence de l'administration nationale compromet le succès des poursuites qui seraient engagées. L'absence d'accord de recouvrement efficace encourage par conséquent la fraude transfrontalière. Les mesures nationales et même la coopération entre administrations sur la base d'accords bilatéraux ne sauraient suffir pour relever ces défis. Les accords existants en matière d'assistance mutuelle présentent trop de lacunes pour faire face à ces défis. Les deux secteurs les plus préoccupants sur la TVA et la fiscalité directe“.

Ech kommen elo op d'Grondiddie vun der Direktiv, déi de Conseil zréckbehalen huet.

Éischtens gëtt de Champ d'application matériel vun der internationaler Recouvrementshëllef weider ausgedehnt, wéi zum Beispill op d'Akommessteier an op d'Vermögenssteuer. Zweetens ginn d'Forme vun der Hëllef ënner anerem adaptéiert. Drëttens ginn d'Coopérationsprozedure renforcéiert.

Am Moment ass e Prozess géint d'Direktiv 2001/44 virun der Cour de Justice des Communautés européennes unhängelech. Déi Europäesch Commission huet dës Geriicht befaasst, well se net averstanen ass mat der Base juridique, déi de Conseil zréckbehalen huet. Trotz deem Geriichtsprozess sinn d'Memberstate forcéiert, fir hir Direktiv an hir national Gesetzgebung ze transposéieren.

D'Date-limite fir des Transposition war den 1. Juli 2002, dat heescht, dat Gesetz huet schonn eng relativ grouss Drénglechkeet.

Hâr President, de Projet de loi gesäit vir, de koordinéierten Text vun der Direktiv an d'Lëtzebuurger Recht ze transposéieren. Firwat ass d'Regierung mat op dese Wee gaangen? Den Haaptgrond ass d'Tatsaach, datt d'Basisdirektiv an déi Direktiven, déi duerno komm sinn, op eng net homogen Aart a Weis transposéiert gi sinn. An anere Wierder hu mir verschidden Texter, déi net deeselwechten hierarcheschen Niveau hunn. Konkret sinn dat dräi Gesetzer an dräi Règlements grand-ducaux.

Elei stelle sech onweigerlech Problemer um Niveau vun der Transparenz, wéi och vun der Rechtssécherheet. Fir dëser Situatioun en Enn ze maachen, proposéiert d'Regierung een eenzege Gesetzestext, dee sech jo op all déi zoustänneg Autoritéiten an op eng uniform Aart a Weis applizéiert. Den Detail gëtt duerch een oder méi Règlements grand-ducaux geregelt.

Wat steet elo konkret am Gesetzesprojet? De Projet applizéiert sech fir all Créance vum Lëtzebuurger Stad an de Beräicher vun der Akomessteier, der Vermögenssteuer, der TVA, den Accisen um Tubak, um Alkohol, um Uelech, Mineraluelech, de Steieren op den Assurancen, esou wéi um Droit à l'importation et à l'exportation. Déi zoustänneg Lëtzebuurger Autoritéit sinn d'Steierverwaltung, den Enregistrement, d'Douane an de Landwirtschaftsministère.

Et gëtt een Ennerscheid gemaach tëschent dräi Forme vun Assistance mutuelle: d'Demande de renseignement, d'Demande de modification an d'Demande de recouvrement. Weiderhi gi ganz detailléiert Konditione, ënnert deenen esou eng Hëllef méiglech ass, duerch dës Gesetz fixéiert.

Zum Schluss nach e puer Wierder zu den Avisen. Déi zwou Chamberen, déi de Projet aviséiert hunn, hu sech allenzwou mam Projet averstanen erkläert. De Statsrot approuvéiert och dese Projet. E lueft ganz besonnesch d'Qualitéit vun den Analysen an den Erklärungen um Niveau vum Exposé des motifs. Hien deelt och d'Approche, fir d'Matière vun engem eenzege Gesetzestext ze reglementéieren.

Schlussendlech insistéiert de Statsrot drop, datt d'Bestëmmung vum Secret professionnel respektéiert mussé ginn. An der Praxis sollen déi concernéiert Verwaltungen eng gemeinsam a kohärent Linn verfolge, esou datt de Prinzip vun der Egalité des

citoyens devant la loi respektéiert ka ginn.

Ech hoffen, Hâr President, dass dese Gesetzesprojet eng breet Zoustëmmung elei an der Chamber kritt. Ech géif och am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord dozou ginn. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischten huet den Hâr Jeannot Krecké d'Wuert.

**Discussion générale**

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Hâr President, net nëmme dass d'Zäit scho fortgeschrétt ass, mä och well mir mat deem Projet vun Ufank u mat d'accord waren a kee Problem an der Commission hatten, kann ech hei den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet den Hâr Jean-Paul Ripinger.

M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Hâr President, mir soen dem Rapporteur villmoos merci fir säi Rapport, a well en och esou ausféierlech dee Rapport hei virgedroen huet, ass eis Fraktioun och d'accord fir dee Projet ze stëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet den Hâr Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci Hâr President. Och vun eiser Säit wëll ech mech mengen zwee Virriedner uschlëssen, andeem ech dem Rapporteur merci soe fir seng detailléiert Explikatiounen a säi Rapport, a vun eiser Säit och d'Zoustëmmung bréngen.

**(Brouhaha général)**

M. le Président.- Den Hâr Minister Luc Frieden kritt elo d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Hâr President, ech profitéieren dann dovun, fir dem Rapporteur Lucien Clement, am Numm vun der Regierung, merci ze soen, well et ass jo net d'Längt...

**(Brouhaha général)**

...vun den Débaten déi oft d'Wichtigkeet vu Projete beweist, an dofir soll een also och net dat ënnerschätzen, wat hei vun Aarbecht vun der Finanzkommission an dem Rapporteur gemaach ginn ass, dofir merci vun der Regierung aus. Mä bei esouvill Eestëmmegkeet an der Chamber wëll ech déi net duerch meng Aussoen duerchere maachen, an dofir sinn ech frou dass dese Projet schéngt eestëmmeg gestëmmt ze ginn. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Mir kommen dann zu der Lecture vun den Artikelen.

**(Interruptions)**

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech wollt nach ganz kuerz eppes nom Hâr Minister soen, wann Der wëllt, Hâr President.

**(Brouhaha général)**

M. le Président.- Jo.

**(Hilarité)**

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Laacht net. Et ass esou, datt beim Projet mäi Kolleg, den Hâr Gibéryen, lech jo den Accord bruecht huet, mä ech wollt profitéieren vun dem Fait, datt de Budgetminister do ass, fir drop hinzeweisen, datt mer bei deem Gebai wou mir elo déi Optioun kafen, datt mir do Loyer...

**(Hilarité générale)**

Une voix.- Dir sidd am falsche Film!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Et ass gutt, et ass gutt. Ech hunn näischt gesot.

**(Brouhaha et Hilarité)**

M. le Président.- D'Diskussion ass ofgeschloss a mir kommen dann elo zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4927 a stëmmen driwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)**

D'Artikelen 1 bis 23 si gelies an ugehall.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4927.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass unanime mat 57 Stëmmen ugehall.

*Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ady Jung, Nico Loes, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Marco Schank), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Nico Loes), MM. Nicolas Strotz, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Patrick Santer);*

*Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Jean-Paul Ripinger), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. Théo Stendebach), Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydie Err), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Fernand Greisen);*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagener) et Mme Renée Wagener.*

Ass d'Chambre d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

**(Assentiment)**

Et ass esou decidéiert.

An da komme mir elo zur Diskussion vum Projet de loi 5016 iwwert de Kaf vun engem Verwaltungsgebai op der Escher Strooss. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluegt. Et sinn ageschriwwen déi Häre Bodry, Stendebach, Henckes a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Hâr Lucien Clement.

8. 5016 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un immeuble administratif situé à Luxembourg, route d'Esch

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Hâr President, Dir

Dammen an Dir Hären, säit enger Rei vu Joren ass et fir d'Regierung ëmmer méi schwierig adequat Gebaier ze fannen, fir déi verschidde staatlech Administratiounen a Servicer ënner Dag ze krienen.

Fir deem Problem Meeschter ze ginn, lount de Stat dann och eng Partie Gebaier op verschidde Adressen, dat mat sech bréngt, datt vill Servicer sou bësselchen iwwert d'ganz Stad verspreet sinn.

Et sief an deem Kontext drun erënnert, datt d'Commission des loyers Ufanks de 70er Joren eng Strategie verfollegt huet, fir d'Verwaltungen net zevill an der Stad ze verdeelen, mä éischter op dräi Kären oder Zentren ze limitéieren. Et waren dat zu engem Deel de Regierungsvéierel, de Boulevard Royal, d'Beaumonts Gaass, esou wéi de Garer Quartier mam Rousegärtchen an der Garer Plaz.

Mat de Jore konnt awer dës Strategie net méi bäibehale ginn, an d'Commission des loyers huet no an no misse verschidde Gebaier lounen, déi ursprénglech awer als Wunnraum geduecht waren. Et huet sech schnell erausgestallt, datt dës Gebaier och duerch hiert baulecht Konzept de reellen Erfuerdungen net entsprach hunn. Dës Konditiounen hunn d'Aarbechten an dësen Administratiounen an an dës Services net méi einfach gemaach.

An den achtzeger Jore sinn dunn ëmmer méi Banken an Assurances op d'Finanzplaz Lëtzebuerg komm, déi sech gréisstendeels de Stadkär vu Lëtzebuerg als Siège ausgesicht hunn. D'Präisser um Boulevard Royal esou wéi an der neier Avenue sinn zolitt an d'Luucht gaangen.

D'Verwaltungen hunn doropshi missen aner Gebaier bezéien, well d'Regierung eben net onbedéngt nach e Beitrag zu dëser Surchauffe vun de Präisser leeschte wollt. Och dës Gebaier ware meeschtens onfonctionnel, also net esou aménagéiert, wéi ee sech dat fir e modern Bürogebai hätt kënnen virstellen. An den nonzeger Joren huet sech d'Problematik dunn nach eng Kéier verschäerft, well d'Verwaltungen ëmmer méi duerch d'Haaptstad verspreet goufen, och well e rapiden Zouwuess vun der Bevölkerung selbstverständlech dann och en Zouwuess vun de Verwaltungen mat sech bruecht huet. Haut beméit sech d'Commission des loyers, fir Gebaier aus ze maachen, déi nei sinn, déi modern sinn an déi och en Opkaf duerch de Stat zu engem spéideren Zeitpunkt erlaben, wat och der staatlecher Strategie a puncto Gebaier oder Büroflächen entsprécht.

#### (M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Am Kontext vum Gesetzestext 4883, iwwert d'Acquisition vum dräi Gebaier um Kierchbiereg, hat d'Regierung ugekënnegt, dass nach weider Projeten op den Instanzewe kënne. De Projet 5016, dee mir haut zur Ofstëmmung virleien hunn, autoriséiert de Stat e Gebai ze kafen, dat sech op de Nummern 207 bis 211 op der Escher Strooss hei an der Stad befënn. D'Regierung huet dës Gebai säit kuerzem gelount an de Contrat de bail enthält eng Dispositioun, déi et der Regierung erlaabt, d'Gebai ze kafen. Dës Kaf muss allerdéngs bannent deenen nächsten dräi Joer geschéien.

D'Gebai op der Escher Strooss weist eng Rei vu Virdeeler op. Et ass en neit Gebai an d'Architektur erlaabt et, fir verschidde Servicer an deem Gebai ënnerzebréngen. Doriwwer eraus läit d'Gebai op enger Haaptachs vun der Stad, no un den öffentleche Verkéiersmëttelen an och no bei anere staatleche Verwaltungen.

De Contrat de bail gesäit e jährelche Loyer vun 1,5 Milliounen Euro vir, fir eng Gesamtsurface vu

4.400 m<sup>2</sup>, déi op sechs Etage verdeelt sinn, vu 452 m<sup>2</sup> Archiven a vun 49 Parkplazen. De Bail, deen och eng Kënnegungsklausel huet, leeft iwwer véier an en halleft Joer. De Gesetzestext gëtt der Regierung d'Méiglechkeet, fir dat Gebai zu engem hir convenablen Zeitpunkt ze kafen. De Stat kann esou senge Verwaltungen déi Infrastrukture ginn, déi se brauchen, an déi fir hir Aarbecht onerlässlech sinn. De Kaf drängt sech ëmso méi op am Kontext vun deem dach relativ héije Loyerspräis.

De Budgetskredit, fir den Ukafspräis, 18,5 Milliounen Euro kascht dat Haus, ze bloquéieren, ass e Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice, deen et der Regierung erlaabt, d'Gebai zu engem fir si opportunen Zeitpunkt ze kafen.

Fir de Rapport komplett ze maachen, wëll ech nach prezisieren, dass de Budgetminister Luc Frieden de Projet de 17. September 2002 hei an der Chamber déposéiert huet. De Statsrot huet den 8. Oktober e positiven Avis zu deemem Projet ofginn. An der Sëtzung vun der Finanzkommissioun vum 24. Oktober ass dann och de Rapporteur désignéiert ginn, an an der Sëtzung vum 19. November ass den Text vum Gesetz, esou wéi den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl ginn. Last but not least ass de schréffleche Rapport an der Sëtzung vum 16. Dezember analyséiert an ugeholl ginn.

Ech hoffen, ech konnt lech déi noutwenneg Erklärungen zu deemem Projet ginn. Ech schlësse mäi Rapport mam Accord vun der CSV-Fraktioun of. Ech recommandéiere selbstverständlech der Chamber, fir dës Projet ze stëmmen. Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Rapporteur. Den éischten Diskussionsriedner ass den Hâr Bodry. Den Hâr Bodry huet d'Wuert.

#### Discussion générale

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa meng Fraktioun wäert deen heite Gesetzesprojekt stëmmen, ass et awer esou, dass sech eng Rei vu méi prinzipielle Froen mat dem Vote vun deem heiten Text verbannen, op déi ech och wëll hei e bësse méi am Detail agoen.

U sech handelt et sech jo hei einfach ëm en Autorisatiounsgesetz, wou d'Regierung also vun der Chamber autoriséiert gëtt, fir en administratiiv Gebai, an der Escher Strooss hei an der Stad geleeën, an der Grenz vun 18,5 Milliounen Euro kafen ze goen. Dat Gebai ass fir de Moment a Locatioun vum Stat, e Bail, deen op 4,5 Joer festgeluegt ginn ass an déi Kafoptioun, déi de Stat huet, besteet während deenen éischten dräi Joer vun deem Bail do. Esou-wäit, esou gutt.

Allerdéngs stelle sech bei deemem Projet zwou Froen haaptsächlech. Froen, déi mat Landesplanung ze dinn hunn, a Froen, déi mam Finanzierungsmodus ze dinn hunn. Wat de Problem vun der Landesplanung ugeet, esou géif ech hei gären dat nach eng Kéier rapelieren, wat mir och schonn hei am Juni ervirgehuewen hate bei engem ähnleche Projet de loi, wou et drëm gaangen ass, fir en neit Verwaltungsgebai um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ze kafen. Et stellt sech d'Fro, ob d'Regierung e globaalt Konzept huet, wéi staatlech Servicer sollen hei am Land organiséiert ginn, wéi ee wëllt dezentraliséieren hei zu Lëtzebuerg a wéi een och der Regionaliséierung vu staatlecher Säit méi konkret Konture gëtt.

Ech wëll drun erënneren, dass zënter 1999, dat sinn elo knapp véier Joer hier, eng éischt Etüd virläit, déi déi viregt Regierung nach an Opdrag ginn hat, fir e Konzept

vun Dezentraliséierung vun den öffentleche Servicer hei zu Lëtzebuerg op d'Been ze krienen. Ech stelle mir d'Fro, wat dës Regierung an deem dote Beräich ënnerholl huet. Wat ass mat där Viretud geschitt? Ech kann net erkennen, dass iergendwéi un deem dote Dossier geschaff ginn wär, dass probéiert gi wär, fir eng kohärent Approche sech ze ginn als Regierung, wat den Emplacement vun neien administrative Servicer ugeet, respektiv wat d'Organisatioun vun eenzelne staatlechen Déngschtstellen ugeet am Sënn vun enger méi grousser Noperschaft zum Bierger, am Sënn och fir eng gewëssen Dekonzentréierung vun de staatleche Servicer hei zu Lëtzebuerg ze realiséieren, wou déi grouss Mass nach ëmmer um Territoire vun der Haaptstad konzentriert ass.

Et stellt sech also eng Fro, wéi ee kohärent wëllt déi staatlech Déngschtstellen iwwert d'Land organiséieren. Da stellt sech och eng Fro innerhalb vun der Stad Lëtzebuerg, wéi een an der Haaptstad wëllt eng gewisse Kohärenz an d'Lokaliséierung vun den administrative Servicer vum Stat erabrëngen. Ech muss feststellen: Och dës Projet de loi gëtt hei keng eenzeg Indicatioun an eng aner Richtung. Ech muss feststellen, dass et an deem dote Punkt zwar eenzel Décisiounen vun der Regierung gëtt, fir eenzel staatlech Stellen ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg unzesiedelen, mä ech erkennen awer keng allgemeng Démarche, fir no rationelle Kriterien ze probéieren sech also a puncto Dezentraliséierung e kloert Konzept, fir eng laangfristige Period ze ginn.

Eng zweet Form vu Bemierkung, déi ee muss maachen, dat ass de Finanzierungsmodus, deen hei gewielt ginn ass vun der Regierung, wou hei e Projet vun ëmmerhin 18,5 Milliounen Euro, dat si 740 Milliounen gutt al Lëtzebuerg Frang, einfach soll iwwer eng Ligne budgétaire vum Finanzministère ofgewéckelt ginn. Dës Kaf, wann e sech da mécht, soll also net lafen iwwert d'staatlech Investitiounsfongen - mir hu jo e Fong fir administrativ Gebaier, dee gëtt hei net erugezunn -, mä eng einfach Ligne budgétaire am Budget en capital vum Stat.

Da muss ee sech natierlech d'Fro stellen, ob eigentlech déi Ligne budgétaire genügend dotéiert ass, fir esou Akeef kënnen ze täten. Ech kucken a meng Budgetsdokumenter fir 2002, do sti fënnf Milliounen Euro an där Ligne budgétaire dran, a fir 2003, siehe da, sinn et sechs Milliounen Euro, déi virgesi ginn, a wou et-lech Projete sollen iwwert déi Ligne budgétaire ofgewéckelt ginn. Deen heite Projet eleng géif, wann d'Regierung d'Optioun zitt, also mat 18,5 Milliounen Euro zu Buch schloen.

Ech wëll drun erënneren, dass mir viru sechs Méint, den 12. Juni dës Joer, e Projet gestëmmt hunn hei an der Chamber, wou d'Regierung ermächtigt ginn ass, fir dräi administrativ Gebaier um Kierchbiereg ze kafen. Gesamtkäschtpunkt vun deemem Projet: 43 Milliounen Euro, dat sinn 1,72 Milliarde gutt al Lëtzebuerg Frang. Och deen dote Projet soll ofgewéckelt ginn iwwert déiselwech Ligne budgétaire, déi also fir 2002 dotéiert war mat fënnf Milliounen Euro, a fir 2003 dotéiert ass mat sechs Milliounen Euro. An ech si sécher, dass och nach eng Rei vu klengere Projeten, déi net hei an d'Chamber kommen, och sollen iwwert déi dote Ligne budgétaire ofgewéckelt ginn.

Elo handelt et sech dobäi ëm e Crédit non limitatif sans distinction d'exercice. Dat ass schéin a gutt.

Et kann ee selbstverständlech och systematesch dohinner goen an Ausgaben ënnerschätzen, an dann am Laf vum Joer iwwer Dépassementer dann daitlech méi Ausgaben täten, wéi d'Chamber eigentlech d'Autorisatioun dozou ginn huet. Dat kann ee selbstverständlech maachen, dat kann een zumools an Zäite vun Héichkonjunktur maachen, wou d'Statskeese mat Plus-valuë gutt gefëllt sinn an a Milliardenhéicht operéiert gëtt, wou een da kann ouni gréisser Schwierigkeiten esou Operatiounen duerchféieren.

Elo mengen ech awer, dass zumools och dës Debatten iwwert de Budget dës Joer hei an der Chamber gewisen hunn, dass sech d'Zäite geännert hunn. Dass mir och hei zu Lëtzebuerg net méi a wirtschaftleche Boomzäite sinn, mä dass mir zumindest - ech drécke mech virsiichteg aus - an Zäite vu wirtschaftlecher Stagnatioun sinn, mat deene Répercussiounen, déi dat selbstverständlech och op d'Statsfinanzen, op den Equiliber vum Statsbudget huet.

Ech stelle mer also hei, am Nimm vu menger Fraktioun, d'Fro, wéi dat do soll an Zukunft gehandhaabt ginn. Wann ee gesäit wat d'Vergaangenheet bei deene fette Jore war, da stellen ech mir d'Fro, wéi ee kann dohinner goen, an e Budget hei an der Chamber presentéieren, deen d'Majoritéit jo dann och stëmmt, wou een dach awer bei esou wichtige Lignes budgétaires weess, dass een eigentlech déi falsch Zuele vu vir eran asetzt. Dat werft fir mech e relativ schwaarzt Licht op de Prinzip vun der Wourecht bei der Opstellung vum Budget, wéi och op de Prinzip vun der Rigueur bei der Ausféierung vu Budgetsprinzipien, déi d'Regierung awer, an hire Rieden zumindest, ëmmer gären héich hält, a wou ee gemierkt huet, dass sech an der Vergaangenheet, zumindest op deem heite Punkt, net dorunner gehale ginn ass.

Ech wëll dofir och e puer Zuelen hei uféieren, wat d'Exekutioun vun deenen dote Lignes budgétaires vun deene leschte Joren ugeet. 1999 stoungen am deemolege Budget, wéi d'Chamber e votéiert huet, 150 Milliounen Lëtzebuerg Frang; schlussendlech huet d'Regierung der 375 Milliounen ausginn, dat ass plus 150% par rapport zum initiale Budget. Et sollt awer nach besser kommen. Am Joer 2000 stoungen am votéierte Budget 3,72 Milliounen Euro, d'Regierung huet - haalt lech un - 19,88 Milliounen Euro ausginn; dat ass en Dépassement vu 540%. Am Joer 2001 - dat sinn déi lescht Zuelen iwwert déi ech virleien, de Minister huet vläicht d'Zuelen och scho fir 2002 esou wäit virleien - stoung jiddfalls an deenen dote Lignes budgétaires fir Ausgabe 4 Milliounen Euro zur Verfügung, et sinn awer 32,47 Milliounen Euro ausgi ginn; dat ass e Rekord-Dépassement vun 810%.

Dat doten ass e Posten deen all Kéiers bei alle Rapporten, vun der Chambre des Comptes fréier, a vun der Cour des Comptes haut, kritiséiert gëtt, well eigentlech systematesch falsch Zuelen am Budget stinn, e systematesch vun der Regierung ënnerschat gëtt an da schlussendlech systematesch vun der Regierung dépasséiert gëtt.

Mir sinn der Meenung, dass déi dote Praxis an Zukunft net méi kann esou duerchgefouert ginn, et sief et kann ee gläichzäiteg op enger anerer Plaz Ausgabe spueren, respektiv et weess een, dass ee Mehreinnahmen huet, déi virdrun nach net am Budget drastoungen, a wou een also da kann den Equiliber garantéieren.

Wat och net gutt ass, ass ganz kloer, dass déi grouss Akeef hei, déi de Stat mécht, dass déi eigentlech an der Programmation pluriannuelle vun der Regierung a kengem Dokument erëmzefanne

sinn. Si sinn an de Fongen net dran, a si si schlussendlech och a kengem aneren Dokument mat dran.

Ech sinn der Meenung dass vun der Chamber votéiert Projeten, ob dat Projete sinn déi iwwer Fongen ofgewéckelt ginn oder iwwer aner Artikelen vum Budget - dat spillt jo keng Roll -, wann ee wëllt eng Planifikatioun maachen, muss ee se iwwer all déi Elementer do maachen. E Bauprojet ass e Bauprojet, wann d'Chamber hiren Accord gëtt, muss een dach ee vun der Chamber approuvéierte Bauprojet, dee mat enger substanzierter Dépense verbonden ass, wou d'Constitution vorschreift, datt eng Loi spéciale muss votéiert ginn, an der Programmation pluriannuelle erëmfinden, déi d'Regierung, déi de Stat mécht. Dat ass technesch parfaitement méiglech, an et ass politesch mengen och néideg. Wann een en Iwwerbléck iwwert déi zukünftige Engagementer vum Stat wëllt behalen, da muss een all Engagementer vum Stat an där Programmation erëmfinden, an et ass och néideg wann d'Chamber wëllt hir Kontrollföunctioun ausüben, dass se dann och iwwer sämtlech Donnéeë verfügt an net nëmmen deelweis.

■ M. le Président.- Hâr Bodry, erlaabt Dir eng Zwëscheffro vum Hâr Bettendorf?

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Näischt léiwer wéi dat, Hâr President?

#### (Brouhaha général)

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Ech wollt dem Hâr Bodry just soen, ech war och laang an enger Gemeng tätig, a wann een zum Beispill als Gemengepapp oder als Gemengemamm oder als Regierung op eng Stee goe muss, wou een en Objet ze kafe krit, e gudder Projet, da kann et jo awer net sinn, dass dat an enger pluriannueller Virausschau iergendwéi festgehalten ass. Déi Stee, déi ass iwwermuer, an da muss ee kënnen eng Décisioun huelen. Dat kann net esou sinn, datt een no engem Plang op fënnf, sechs, siwe Joer virus ka soen: Dat do muss mir virusgesi fir ze kafen. Dat kann net sinn. Do muss ee méi flexibel bleiwen; dat ass an de Gemengen esou, an dat ass beim Stat esou.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Hâr Bettendorf, wann Dir mir nogelauschtert hätt, dann hätt Dir déi dote Fro net bräichten ze stellen. Ech hu ganz kloer präziséiert dass et sech hei net ëm Steeën handelt.

Deen heite Projet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, an Héicht vun 18,5 Milliounen Euro, dee Projet de loi deen dës Chamber ofgestëmmt huet viru sechs Méint an Héicht vun 43 Milliounen Euro, dat huet näischt mat enger Urgence ze dinn, dat huet näischt mat engem schnelle Reagieremussen ze dinn, fir iergendwéi op enger Stee mussen kënnen als Stat aktiv ze ginn.

Dat hei si Projeten, dat hunn ech preziséiert, déi votéiert gi si vun der Chamber, wou eng Loi spéciale muss virleien no eiser Verfassung, fir dass se iwwerhaupt kënnen duerchgefouert ginn. Déi Projeten do, déi mussen een an enger Programmation pluriannuelle erëmfinden, soss ass et onméiglech eng Planung ze maachen.

Et bréngt eis jo näischt, wa mer méi bëlle Projeten an de Fongen erëmfinden, well déi zoufällig iwwert d'Fonge lafen. Wann déck Projete kënnen niendrun iwwert den normale Budget ofgewéckelt ginn - an dat si jo awer trotzdem Engagementer déi sou ferme si wéi déi Engagementer déi d'Regierung hëlt iwwert déi Projeten, déi iwwert d'Fonge lafen -, da muss een déi also kënnen hei an enger Programmation pluriannuelle, déi wëllt komplett sinn, erëmfinden. Ech betounen nach eng

Kéier: Et ass technesch méiglech, a politesch wär et wünschenswäert.

Sou dass ech also mengen, dass mir hei an enger Situatioun si wou mer esou e fragilen Equiliber, och vun eisem Statsbudget 2002, a wahrscheinlech och 2003, wäerte kennen, sou dass een also net méi ka mat darselwechter Liichtegkeet iwwer Dépassementer fir gréisser Zomme fueren, wéi dat vläicht déi lescht Jore méiglech war, mä dass et also eng Rei vu wirtschaftlechen a finanzpoliteschen Zwäng gëtt, déi et néideg maachen, dass d'Regierung an deenen dote Punkte méi Fouss bei Mol hält, wéi dat virdrun de Fall war.

Hei ass jo momentan dat Gebai a Locatioun geholl: d'Regierung huet hei just eng Optioun, fir also an deenen nächsten dräi Joer - dovunner wäert schonn e Joer elo ofgelaf sinn -, déi Optioun also kënnen ze zéien.

Mir wäerten dee Projet hei stëmmen, mä mat deem ausdréckleche Virbehalt, dass d'Regierung sech et zweemol muss iwwerleeën, an eréischt op Grund vun der zukünftiger Entwécklung vun eiser Wirtschafts- a Finanzsituatioun kann dohinner goen, an hei en Dépassement autoriséieren. Mir sinn an enger Situatioun, mengen ech, wou een d'Regierung muss kënnen mam Wuert huelen, wa se vu Rigueur a Virsicht bei der Ausféierung vum Budget schwätzt. Mir verlaangen, dass d'Regierung sech un déi Wieder hält, déi se hei d'lescht Woch an der Chamber beim Vote vum Budget deklaréiert huet. Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Bodry. D'Wuert huet den Hâr Stendebach.

■ **M. Théo Stendebach (DP).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn op dëser Plaz schonn e puermol op d'Feele vun de Raimlechkeete fir eis Statsverwaltung higewisen. Spéitstens bei der Diskussioun vum Gesetz 4883, iwwert d'Acquisitioun vun dräi administrative Gebaier um Kierchbiereg, konnt ee sech méi genee mat dësem Thema ausreneeetzen.

Jorelaang ass sech beklot ginn, dass de Stat net genuch eegen, an zum Deel och net genug géeeegent Büroraimelechkeeten zur Verfügung hätt. Dat wat ee ka soen ass, datt enert dëser Regierung awer elo seriös Efforte gemaach ginn, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Mir wësse jo, dass d'Statsservicer op ongeféier 115 verschiddenen Adressen verspreet sinn. Loune goen heescht och, datt ee sech de Contrainté vun engem Contrat de bail ennerwerfe muss. Zum Beispill muss en Deel vun der Steierverwaltung vum 31. Dezember 2004 un an nei Raimlechkeete plënnere, well de Contrat de bail ofleef. A wann ee lount kann ee seng Raimlechkeeten net esou aménagéieren, wéi dat seng Uspréich verlaangen.

Doniewent kënn, datt de Stat héich Zomme vu Locatiounen muss bezuelen. Dofir ass déi positiv Entwécklung, déi elo agesat huet, fir verstärkt eegent Kapital ze schafen, nëmme ze begrëssen. Kierzlech krute mir d'Plang fir en neit Verwaltungsgebai an der Hollerecher Strooss virgestallt. Da kommen ech och nach eng Kéier op...

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Jo, mä et ass elo op Äis geluegt.

■ **M. Théo Stendebach (DP).** - Luschtert no, Mme Wagener, dat kënn jo nach hei hannendrun.

Da kommen ech och nach eng Kéier op dat aalt Postgebai an der Hollerecher Strooss ze schwätzen, wou de Budgetminister jo op eng Question parlementaire vum Gusty Graas vum 28. Juni 2001

geäntwert hat, dass d'Regierung géing préifen, ob een op dëser Plaz och een neit Verwaltungsgebai opriichte kënn.

D'Motivatioun vun den Ugestellten, net nëmme beim Stat, ass jo och zu engem gudden Deel ofhängeg vum direkten Aarbechtsëmfeld, an dozou gehéieren d'Bürosraimelechkeeten. Ee Grond méi, fir also esou wäit wéi méiglech Propriétaire vu Gebailechkeeten ze ginn. Selbstverständlech ass dat, besonnesch um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg, net esou evident. Doniewent sinn d'Präisser jo och net ëmmer sozial.

Mat dësem Projet verlooosse mir jo vläicht den traditionelle Wee. De Stat huet sech jo am Kontrakt d'Méiglechkeet ausgehalen, bannen dräi Joer vum Locataire zum Propriétaire ze ginn. Dat huet de Virdeel, dass een déi Acquisitioun gegebenfalls zu enger Zäit ka maachen, wou déi budgetär Mëtelen dat besser erlaben. Am schlëmmste Fall kann een och ganz op déi Acquisitioun verzichten.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gebai läit jo bekanntlech an der Escher Strooss. Zu Recht gëtt am Rapport drop higewisen, dass dese Site eng gutt Ubannung un den öffentlechen Transport erméiglecht. D'Gare vun Hollerech an de städteschen Autobusdénge scht droen dozou bäi.

Eng Remarque muss ech zu dësem Site maachen. E läit jo an der direkter Proximitéit vun der Zone industrielle et commerciale vun der Cloche d'or, déi sech an deene leschte Joren immens entwéckelt huet, an och nach weider entwéckelt wäert. Dat huet de Verkäiersproblem natierlech net méi kleng gemaach. Fir an dësem Beräich am Dag eng Parkplaz ze fannen, ass net einfach. Dofir ass et gutt, dass 49 Parkplazen aménagéiert ginn. Et solle jo och Servicer an dëst Gebai kommen, wéi zum Beispill de Service de renseignement, deen u sech net vill Visiteuren unzéie wäert. Dat bréngt mech dozou, nach ofschléissend e puer Reflexiounen iwwert d'Dezentraliséierung ze maachen.

Mir musse schonn d'Chance notzen, fir deen een oder anere Statservice aus der Hauptstadt ofzezéien. Wann dat Gebai elo fräigestallt gëtt fir de Stat, erhoffen ech mir, dass dann an der Stad Lëtzebuerg, wou Gebailechkeeten eidel ginn, erëm Wunnenge kënnen dra kommen.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Lucien Clement nach merci soe fir säi Rapport. D'DP kann dësem Projet de loi jiddefalls nëmme zoustëmmen, well en dozou bäidréit, dass besser Konditiounen fir eise Statsapparat geschafe ginn. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Stendebach. Ech géif dann den Hâr Henckes froen, ob en seng Interventioun vu virdrun nach wëllt compléetieren?

**(Assentiment)**

D'Wuert huet den Hâr Henckes.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Hâr President, ech mengen, ech si mat lech d'accord, dass et vläicht besser gewiescht wär, mir hätten eng Suspension de séance gemaach, fir och alle Kolleegen et ze erlaben, d'Debatten ze verfollegen, anstatt dass een hei muss an aller Eil versichen, fir séier ee Bréitcheen z'iessen. Da kommen heiansdo esou kleng Verwiesselunge vir. Ech entschëllege mech, dass ech domadder e bësselche Perturbatioun bruecht hunn.

**(M. Jean Spautz reprend la Présidence)**

Ech wollt zum Projet de loi e puer Wuert soen. Notamment, wann

een d'Chiffre kuckt, déi hei an dem Projet virleien, an dofir ass et gutt, wann den Zoufall et wëllt, dass mir haut de Budgetminister hei hunn.

Mir hunn 18,5 Milliounen Euro virgesi fir de Prix d'achat. De Loyer vum Gebai mécht 1,5 Milliounen Euro d'Joer aus. Wann ech dat e bësse vergläichen, da fannen ech, dass, op Basis vun deem investéierte Kapital, e Loyer bezuelt gëtt, dee ronn 8% ausmécht. Op där anerer Säit hu mir ons Sue placéiert, Hâr Trésorminister, zu engem Taux, dee garantéiert wäit enert der Halschent läit, esou dass et also opportun wär fir déi Optioun, déi mir anscheinend ënnerschriwwen hunn, esou séier wéi méiglech ze exercéieren.

Ech wollt froen, wéi déi Optioun libelléiert ass. Ass et eng Optioun mat engem fixe Präis, oder ass et just nëmme eng Option d'achat? De Rapporteur ka mir dat vläicht preziséieren.

**(Interruption)**

Ech hunn dat Gesetz gelies, an et steet do „prix d'acquisition“. Ech huelen u „pour un prix maximum de...“. Wann et eng Option d'achat wär, hätt normalerweis missen e präzise Präis drastoen. Vläch kann de Präis nach no ëne reduzéiert ginn, mä wann de Präis de maximale Präis ass, da gesäit een, dass de Loyer op jidde Fall vill ze vill héich ass. Dat bekräftegt just nëmme dat, wat ech hei gesot hunn.

Deen anere Punkt, deen ee muss ervirsträchen, dat ass, dass et gutt wär, wann d'Regierung géing bekannt ginn, wéi se elo wëllt an Zukunft hir Servicer regroupéieren oder net. Ech mengen, et ass absolut berechtigt, dass déi administrativ Servicer an der Stad hir Plaz hunn, mat eventuell verschiddenen Antennen uechtert d'Land, mä et ass awer och wichteg, dass een esou vill wéi méiglech déi administrativ Servicer konzentriert, well ganz vill Leit wëllen eng Administratioun an nach een anere Service deeselwechten Dag oder déiselwecht Zäit an Anspruch huelen, an dann ass et besser, dass déi Leit dat kënnen zu Fouss maachen, anstatt dass se sech musse mam öffentlechen Transport oder mam Auto ploen, fir vun enger Administratioun bei déi aner ze kommen.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

■ **M. le Président.** - Den Hâr Bausch wëllt net méi intervenéieren. An deem Fall huet den Hâr Minister Luc Frieden d'Wuert.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Hâr President, ech hunn näischt z'iessen kritiert, well ech kontinuierlech geschafft hunn. Ech hat elo just während enger Sekonn versicht ee Maufel z'iessen, mä ech gesinn, dass mir dat net geléngt. Dir musst also weider mat engem dënne Budgetminister lech offannen.

**(Interruption)**

De Budget ass geschwënn wéi de Minister.

Ech wollt e puer Observatiounen maachen, e puer Äntwerte ginn op déi Froen, déi mir gestallt gi sinn. Ech sinn net Landesplanungsminister, kann also dofir net komplett déi éischt Observatioun vum Kolleeg Alex Bodry beäntweren. Ech géing just wëlle soen, dass, ouni dass vläch honnertprozenteg festgeluegt objektiv Critère bestinn iwwert d'Lokalisatioun vun de staatleche Servicer, mir an der Regierung gesot hunn, dass déi technesch Servicer, déi net direkt Regierungsservicer sinn, de

préférence sollen ausserhalb vum Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg lokalisiert ginn. An dëst Gebai kommen eng ganz Rei vu Servicer, déi méi direkt mat der Regierung zesummenhängen, voire Servicer, wou d'Leit aus dem Land higinn. Do bleift et, dass eng zentral Stell am Land méi einfach ass fir d'Leit, wéi wann déi ausserhalb vun der Hauptstadt lokalisiert ass.

Mir haten zum Beispill d'Diskussioun: Wann ech mäi Ministère huelen an de Justizministère iwwert de Registre de Commerce, do sinn der, déi gesot hunn: Kommt mir lokaliséieren dat iergendwou am Süden. Do hunn anerer gesot, déi méi aus dem Norden oder dem Zentrum sinn: Dat gëtt e Problem mam Accès. Also muss een de Critère vum Accès ëmmer berücksichtigen. Insofern eng Rei Servicer an Zukunft iwwer Internet wäerte goen, gëtt déi Fro manner wichteg a kann ee méi dezentraliséieren. Déi technesch Servicer ginn am Prinzip dezentralisiert.

Déi zweet Fro vum Hâr Bodry war déi iwwer de Finanzement. Vläch well Chrëschttag esou no ass, sinn ech haut exceptionell mam Hâr Bodry op ville Punkten d'accord. De Chiffer, deen am Budget steet fir d'Acquisitioun vun Immeublen, ass traditionell iwwerschratt ginn. Leider hat den Hâr Bodry keng Chifferen hei aus der Legislaturperiod 1994-1999, an d'Zäit ass esou fortgeschrott, dass ech mengen, dass meng Beamten och net méi do wäeren, fir déi kënnen ze froen. An deem éischte Joer, wou ech an der Regierung war, hate mir dee Punkt och schonn.

**(Interruption)**

Ech wollt just soen, dass et eng Konstanz doranner gëtt, an déi huet eng ganz gutt Ursach. Ech erklären lech firwat.

Et weess een tatsächlech net an deem Moment, wou een de Budget mécht, wat fir eng Gebaier ee während dem Joer keeft.

Dat ass deen éischte Punkt. Den zweete Punkt ass, datt et och en fonction vun de Recetté ganz kloer ass, datt een eng Rei Acquisitiounen net mécht. Dofir ass et net weider erstaunlech, datt mer an deene leschte Jore wou d'Recetten héich waren, wa gutt Opportunitéiten do ware fir Bürosgebai ze kafen, da gesot hunn: Mä vu datt mer et kënnen maachen a vu datt d'Loyeren héich sinn, hu mer besser mer kafen, a vu datt dat an de finanzielle Méiglechkeete vum Stat läit, hunn ech dann als Budgetminister en Dépassement de crédit op deem Kredit accordéiert.

An Zukunft wäert ech dat net méi an deem Ausmooss maachen. Et schéngt fir mech ganz kloer, datt wann déi Situatioun vun de Steierrecetté sech net verbessert, datt mir an deem nächste Joer oder an deenen nächste Jore keng nei Gebaier weder méi wäerte bauen nach kafen. Et sinn der och déi mengen, d'Loyere géife souwiso an deene nächsten zwee, dräi Joer um Büromarché substanzial falen. Ech weess dat net, ech si keen Expär an där Matière. Dat hânt jo e bëssen dovun of wat op der Finanzplaz geschitt. Dat hânt awer och domat zesummen, datt duerch den Elargissement nei Nofro no Büroer kënn. Dofir ginn déi eng an déi aner Theese vertrueden, mä et ass net d'Intentioun vun der Regierung fir elo dat, wat mer dëst Joer e puermol gemaach hunn, d'nächst Joer oder d'iwwernächst Joer weider ze féieren. Mir wëllen elo emol d'Situatioun vum Marché immobilier observéieren an dann erëm méi lounen, esou wéi meng Virgänger ëmmer quasi ausschliesslech gelount hunn.

Iwwert de Fong vun administrative Gebaier kënnen mer dat natierlech net finanzéieren, well dat sinn nëmme Suen déi fir Bauprojekte

sinn, an an de Pluriannuel kann een et natierlech net aschreiwen. Ech muss lech soen, wéi mir am Summer de Compromis ennerschriwwen hunn, hate mer d'Intentioun dat nach dëst Joer ze kafen. Da kann ech dat also net an de Pluriannuel schreiwen, an ech kann och elo net an de Pluriannuel schreiwen e Projet vun engem Gebai, dee mer vläch eréischt an zwee oder dräi Joer kafen, an dat ass den Ennerscheid, mengen ech, zu engem Bauprojet, deen eng Virlafzäit huet, wou een e Plang ausschafft an dat dann am Pluriannuel muss virgesinn.

**(Interruptions)**

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dee Projet ass e votéiert Gesetz an ech mengen, e votéiert Gesetz ass net eng einfach Indikatioun, dat ass méi bannend wéi muenchen anere Projet, deen elo an de Fongen drasteet, wou d'Chamber sech nach guer net dozou geäussert huet.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Dat ass richtig. D'Fro ass just, wéi mer dat zum Beispill géingen dëst Joer nach kafen, da kënn mer et net an de Pluriannuel vum nächste Joer hisetzen, an am Juli oder am August ass eréischt dee Compromis ennerschriwwen ginn. Da konnt et och nach net am Budget vun dësem Joer stoen. Et kann een net alles virausgesinn. Dat muss ee maachen, wann d'Opportunitéit do ass.

Ech ka mech gutt erënneren, wéi eng Kéier de President vum Comité d'acquisition komm ass a gesot huet: Mir siche Büroer an elo fanne mer op der Escher Strooss e Gebai, dat sech géif fir eng ganz Rei Servicer préetieren, dofir proposéieren ech, datt d'Regierung dat dote soll kafen. A vu datt et e Montant ass, deen eng Gesetzesbasis erfuert, si mer dun op dee Wee gaangen. Wéi gesot, dat muss ee kucken à la lumière vun de Recetten.

Ech mengen, datt den Hâr Henckes Recht huet, datt dat hei stolz Loyere sinn. Et ass och dofir firwat mer déi Option d'achat ausgehandelt hunn, an insofern d'Finanzlag et erlaabt, hu mer och wëlles déi Option d'achat ze realiséieren. Mä wéi gesot, fir d'Zukunft wëlle mer virun allem erëm lounen, wéinst der Steiersituatioun a well mer de Marché immobilier elo emol wëllen e bëssen observéieren.

Dat waren déi puer Präzisiounen, déi ech nach dozou wollt ginn an ech wär da frou, wann d'Chamber dee Projet géif stëmmen, an ech soen dem Rapporteur, dem Lucien Clement, och hei nach eng Kéier villmools merci fir déi Aarbecht, déi en hei gemaach huet.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen elo zu der Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5016 a stëmmen driwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)**

D'Artikelen 1 bis 5 si gelies an uegholl.

Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5016.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmme uegholl mat 56 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Patrick Santer), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M.*

Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Nico Loes), MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Marie-Josée Meyers-Frank), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Niki Bettendorf), MM. Jeannot Belling (par M. Théo Stendebach), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Agny Durdu, MM. Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Paul Helminger), MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch), John Schummer et Théo Stendebach);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Ben Fayot) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Fernand Greisen).

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagener) et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5033 iwwert d'Organismes de placement collectif.

Dem Rapporteur stinn 20 Minutte Riedezäit zur Verfügung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluegt, an agedroe sinn déi Häre Krecké, Ripinger, Henckes an Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Patrick Santer.

## 9. 5033 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diversifikatioun vun der Lëtzebuurger Wirtschaft ass e Begrëff, deen a leschter Zäit dacks esou gefall ass. Wann dës Diversifikatioun schonn amgaangen ass an nach en ustriewend Zil bleift, wäerten an därfer mer net déi aktuell Lokomotive vun der Lëtzebuurger Ekonomik vernoléisegen. Op där enger Säit muss d'Finanzplaz sech weider entwéckelen, an op där anerer Säit muss et op der Finanzplaz selwer ze enger Diversifikatioun kommen. An dës zwee Voleten, dat heescht d'Weiderentwécklung an d'intern Diversifikatioun vun der Finanzplaz, sinn an dësem Projet de loi verbonden.

Ech kënn mech natierlech, Här President, beschränken ze soen, et wär en technesch Projet an et wär e gudder Projet fir d'Finanzplaz, well en esou technesch ass. Ech kënn nach dobäi fügen, e wär desto besser fir d'Finanzplaz, well e méi technesch ass a well en nach dobäi laang ass; et si bal 140 Artikelen. Et ass net d'Technicitéit vun der Matière, déi et mécht, ob en Text gutt ass oder net. Et ass de Wellen, de Finanzsektor mat engem sengen Entwécklungsméiglechkeeten ugepasste kohärente legislativ Kader ze versinn, deen eenzeg an eleng wichteg ass. Et bréngt et net, vill

iwwert d'Finanzplaz ze schwätzen oder ze jéimeren ouni eppes ze maachen oder weeningstens eppes ze proposéieren, an do sinn d'Acteure vun der Finanzplaz wéi d'Politik gefuerdert. Déi eng mussen ëmmer méi attraktiv Produiten hire Clienten ubidde kënnen, déi aner mussen suergen, datt de legislativen a réglementäre Kader op der Héicht ass.

D'Banque d'émission de lettres de gage, Transfert de propriétés à titre de garantie an d'circulation des titres et autres instruments fongibles sinn e puer rezent Beispiller vun enger moderner, der Finanzplaz würdeger Léiglatioun. D'Titrisatioun an eng nei Reglementatioun vun der Fiducie stinn nach virun der Dier. An dësem Kontext ass och dës Projet de loi ze gesinn.

Et geet em eng nei Reglementatioun vun den Organismes de placement collectif, déi néideg gouf, well mer zwou Direktive vum 21. Januar 2002 ëmsetzen hunn. Mir wieren dat éischt Land, dat dës zwou Direktive integral ëmsetzt. Lëtzebuerg hat sech op dësem Gebitt ëmmer eng modern Reglementatioun ginn. Dat war 1983 an 1988 de Fall, an dat ass haut och nach de Fall.

Wa se vun Organismes de placement collectif oder Fonds d'investissements oder nach SICAVen héiere schwätzen, denken déi meescht direkt - a wat richteg ass -, mä nëmmen - wat manner richteg ass - un d'Loi-Rau-SICAVen, déi nach Steierreduktiounen erméiglechen. De Secteur vun den Organismes de placement collectif hélt awer eng bedeiend Stellung zu Lëtzebuerg an. Am Joer 2000 hunn d'Organismes de placement collectif 8,8% vum PIB ausgemaach an d'Steierakommes fir de Stat louch bei 860 Milliounen Euro oder 13,5% vun de globale Steierrecetten. 7.200 Leit hunn direkt an dësem Secteur geschafft, indirekt waren et der 13.500, dat heescht 5,53% vun de Salarieën. Zum Vergläich, an darselwechter Zäit, dat heescht am zweete Semester 2000, hunn ongeféier nëmme 6.800 Leit bei der deemoleger ARBED geschafft. Dës Zuele weisen op de wichtege Apport vun den Organismes de placement collectif fir eis Wirtschaft hin, an aus deem einfache Grond ass dës Branche net als Niewesächlechkeet unzegesinn.

No de leschten Zuelen, déi d'CSSF publizéiert huet, gëtt et zu Lëtzebuerg 1.960 Organismes de placement collectif, an d'Aktive vun dësen Placements collectifs belafe sech op 853 Milliarden Euro. Wann een nach denkt, datt et Enn 1990, also virun e bësse méi wéi zéng Joer 805 Organismes de placements collectifs gouf mat Aktive vun 72,2 Milliarden Euro, kann een de Wee gesinn, deen an där kuerzer Zäit zrëckgeluegt ginn ass. An zéng Joer ass d'Zuel vun den Organismes de placement collectif em méi wéi 250% an d'Aktiven, déi se géréieren, em méi wéi 1.180% gestiegen.

Hautdésdags ënnerleien d'Organismes de placement collectif dem Gesetz vum 30. Mäerz 1988. Dëst Gesetz vum 1988 gëtt duerch deen heite Projet de loi, awer nëmme mat Effekt op den 13. Februar 2007, abrogéiert. D'Gesetz vum 1988 hält d'Regele fir d'Grënnung, de Fonctionnement, d'Iwwerwachung an d'Liquidatioun vun den Organismes de placement collectif fest. Hei ënnerscheet een tëschent dräi verschiddene Kategorie vu Fongen.

Déi vun der Partie I, vum Gesetz vum 1988, och Organismes de placement collectif en valeurs mobilières genannt, kënnen hir Aktiven nëmmen a Valeurs mobilières investéieren; si kënnen awer en contre-partie vum Passeport européen profitéieren, dat heescht, si kënnen duerch eng einfach Prozedur an anere Memberstate vum der Unioun kommerzialiséiert ginn.

Déi an der Partie II, einfach Organismes de placement collectif genannt, kënnen an anere Produite, wéi Valeurs mobilières investéieren, mä en contre-partie bénéficiéiere si net vum Passeport européen, dat heescht si kënnen net esou einfach um Territoire vun der Unioun kommerzialiséiert ginn.

D'Partie III vum 88er Gesetz befaasst sech mat aussereuropäeschen Organismes de placement collectif, déi zu Lëtzebuerg wëllen enregistriert ginn.

Well déi zwou Direktive nëmmen d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, also déi ënner d'Partie I falen, viséieren, sinn d'Ännerungen, déi ech elo gläich wäert kuerz virstellen, wesentlech op d'Partie I beschränkt.

Dës Partie I beschreift déi verschidde juristesche Formen, déi en Organisme de placement collectif en valeurs mobilières kann uhuelen. Et sinn där haaptsächlech zwou: de Fonds commun de placement an d'SICAVen.

De Fonds commun de placement ass eng Indivisioun vu Valeurs mobilières. Den Investisseur kënn also an eng Indivisioun eran a gëtt Indivisaire. De Fonds commun de placement huet keng Personalitéit juridique, et ass also eng Société de gestion, eng Gesellschaft, déi eng eege Personalitéit juridique huet, déi de Fonds commun de placement géréiert.

Eng SICAV ass eng Société anonyme, d'Abreviatioun ass: Société d'investissement à capital variable. Den Investisseur gëtt en Aktionär vun där SICAV, et ass bal eng normal Société anonyme,...

#### (Interruption)

... - bal eng normal hunn ech gesot -, well de Prinzip vun der Fixitéit vum Kapital bei enger SICAV net virhanden ass, dat heescht, wann een Investisseur Aktionär gëtt, brauch ee keng Augmentatioun de capital iwwer eng Décisioun vun den Aktionäre virun engem Notaire ze huelen.

Ech wëll kuerz elo op déi verschidde Ännerungen, par rapport zum Gesetz vum 1988, agoen. D'Struktur vum Projet de loi ass bal identesch mat där vum Gesetz vum 1988, d'Ausnahm ass, dass elo eng nei Partie IV sech mat der Société de gestion befaasst. Dës Ännerunge betreffen déi folgend véier Punkten.

Eischtens: D'Politik de placement. An anere Wieder, do wou den Organisme de placement collectif investéieren däerf.

Wéi schonns gesot - an den Numm seet et jo och schonn aus - däerfen d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières nëmmen «en valeurs mobilières» investéieren. Et ass awer net ëmmer evident ze ënnerscheeden, wat eng Valeur mobilière ass a wat keng ass. Wann ee falsch läit, kann een op eemol net méi vum Passeport européen Gebrauch maachen, mat deene Konsequenzen déi ee sech virstelle kann.

Dofir gëtt awer elo am Projet de loi den Terme Valeur mobilière definiert a prezisiéiert, an a wat fir eng Aktiven den Organisme de placement collectif kann investéieren. Zum Beispill en dépôts en banque oder Instruments vum Marché monétaire.

Doniewent ginn d'Regele vun der Diversifikatioun vun den Investissements vum engem Organisme de placement collectif prezisiéiert. All d'Gesellschaft vum engem Grupp zum Beispill, oder ënnergeuerdent Strukturen an enger Gesellschaft, ginn als enzel Emetteure considéiert, fir d'Plafong ze berechnen.

D'Investissementspolitik vun esou engem Fong kann och ausnahmsweis no Börsenindicé gestalt ginn, wat ënner dem heitege Gesetz net ëmmer méiglech wor. En Organisme de placement collectif kann elo 100%, an net méi, wéi bis elo ënner dem 88er Gesetz, 10%, an Aktiven oder Parte vun aneren OPCen investéieren.

Esou Organismes de placement collectif en valeurs mobilières heeschen och Fonds de fonds, dat heescht si investéieren an en anere Fong.

Mä eng Dräi-Niveau-Struktur wou en Organisme an en aneren Organisme investéiert, dee selwer an en drëtten Organisme investéiert, also e Fonds de fonds de fonds, ass net erlaabt. Schlussendlech, fir mat der Investitiounspolitik ofzeschléissen, sinn d'Regele vun den Investissements en produits dérivés prezisiéiert a vervollständegt ginn.

Déi zweet grouss Ännerung betrëfft d'Société de gestion. Ennert dem Gesetz vum 1988 hat eng Société de gestion als Haaptaufgab, e Fonds commun de placement ze géréieren an huet missen e Minimum vu Kapital vum 1.250.000 Euro opweisen, egal wéivill Aktive se géréiert. Si ware kenge spezifesche Agrémenten duerch d'CSSF ënnerwerf.

De Projet de loi gesäit elo zwou verschidde Kategorie vu Sociétés de gestion vir, déi vun der CSSF agréiert mussen ginn.

Déi eng géréieren Organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Si kënnen och, wéi e Gestionnaire de fortune, op enger individualiséierter an discrétionärer Basis d'Porte-feuillé géréieren, an nivesächlech och d'Conseils-aktivitéiten oder d'Garde an d'Administratioun vu Parte vun OPCen duerchféieren.

En contre-partie muss esou eng Société de gestion e Kapital opweisen, dat proportional ass zu den Avoiren déi géréiert ginn, mat engem Minimum vum 1.250.000 Euro an engem Maximum vum 10.000.000 Euro. D'Halschent vun deem Kapital kann iwwer eng Bankgarantie beluegt ginn.

Et gouf behaupt, datt d'Minimumkapital vum op mannst 1.250.000 Euro, wat 40,3399 mol méi héich läit wéi bei enger normaler Société anonyme, ze héich ugesat wor. Nichtsdestotrotz ass dës Exigence vun der Direktiv, déi mer elo ëmsetzen, iwwerholl ginn.

Wéi schonns gesot gesäit de Projet de loi fir den Agrément vun esou enger Société de gestion eng Prozedur vir, wou ënner anere d'Honorabilitéit an d'Erfahrung vun den Dirigeanten iwwerpréift gouf. Och wann Termen, wéi Erfahrung an Honorabilitéit vun den Dirigeanten e bëssche vague schéngen ze sinn, fanne mer déi och bei der Agrémentsprozedur vu Banken am professionelle Secteur financier, wéi dat am Gesetz vum 5. Abrëll 1993 beschriwwen ginn ass, erëm, ouni datt et hei zu engem Arbitrar gefouert huet.

Eng Société de gestion kann elo verschidde Fonctiounen delegéieren, a si kann och an anere Memberstate vun der Europäescher Unioun aktiv ginn, dat heescht entweder iwwer Succursalen oder a „libre prestation de services“. Hei ass och eng vereinfacht Agrémentsprozedur virgesinn. Natierlech kënnen d'Sociétés de gestion aus anere Memberstaten och hei zu Lëtzebuerg hir Presenz markéieren.

Déi zweet Kategorie vu Sociétés de gestion kann nëmmen, wéi virdrun, Organismes de placement collectif vun der Partie II géréieren, déi also kee Passeport européen opweisen hunn.

Déi drëtt Innovatioun betrëfft d'Organismes de placement collectif vun der Partie I, déi als Société d'investissement géréieren. Hei gëtt eng Agrémentsprozedur, déi virdrun net do wor, agefouert.

De véierten a leschte Punkt ass d'Noutwendegkeet, fir den Organismes de placement collectif en valeurs mobilières e Prospectus simplifié ze veröffentlechen. Dëse Prospectus simplifié sollt den Investisseuren et erlaben, fir sech, op Grond vun engem liicht verständlechen Text en objektivi Bild vun Fong ze maachen, éier si hiert Geld dodran investéieren.

Ech wëll mä mëndleche Rapport mat folgende Remarquen ofschléissen.

Éischtens wäert d'Gesetz vum 1988 bis den 13. Februar 2007 applicabel sinn, dat ass duerch déi wichteg mä komplex Disposition transitoire bedéngt. Ech wëll elo net op dës Disposition transitoire hei agoen, Dir kënn lech e Bild vun där Komplexitéit vun deene Bestëmmungen a mengem schrëftleche Rapport maachen.

Zweetens war et wichteg, esou séier wéi méiglech dës Projet de loi ze stëmmen. Och wa bis den 12. Februar 2004 d'Organismen ënner dësem Projet de loi de Passeport européen nach net kréien, mussen sech d'Acteure vun der Finanzplaz op déi nei Regeln astellen. An deem Sënn huet de Statsrot eng grëndlech a séier Aarbecht geleescht. Zum Beispill huet en den 10. Dezember säin Avis complémentaire ofginn, wou en 23 Amendementer, déi mer him de 4. Dezember - also bal manner wéi eng Woch virdrun - iwwerrecht haten.

Drëttes wëllt ech der CSSF a besonnesch hirem Directeur général, dem Här Schaus, der Madame Delcourt an dem Här Guy merci soe fir hir Hëllef, déi se mer ginn hunn, fir dee komplizéierte Projet ze preparéieren. Och dem Här Reiter vun der Chamber ass et ze danken, datt mer haut dës Projet de loi kënnen ofstëmmen.

Véiertens da schlussendlech déi traditionell Prozedur, déi mer an der Kommissioun haten. Den 8. Oktober 2002 huet de Budgets- an Trésorminister dës Projet deponéiert, d'Chambre de Commerce huet den 21. Oktober 2002 dës Projet aviséiert, den Avis vun Conseil d'Etat ass vum 5. November 2002. Déi Avisen an de Projet de loi sinn an der Kommissioun den 19. November an den 2. Dezember analyséiert ginn, den 2. Dezember huet d'Kommissioun 23 Amendementen uegholl, déi dann de 4. Dezember dem Statsrot iwwerbruecht gi sinn. Den Avis complémentaire ass vum 10. Dezember an de 16. Dezember ass mä schrëftleche Projet unanime uegholl ginn. Den Här Urbany war net do.

Ech géif lech also bidden als Rapporteur, dës Projet unzehuelen, wéi en d'Kommissioun de 16. Dezember uegholl huet, an domadder géif ech och den Accord vu menger Fraktioun ginn. Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

#### Discussion générale

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wann eis Partei d'lescht Woch vertrauden huet, dass et zu enger Diversifikatioun, och am Ennere vun der Finanzplaz muss kommen, dann ass et evident, dass eis Partei e Gesetz wéi dat hei, wat iwwert d'OPCe geet, wat also eent vun de Standbeen ass, ënnerstëtzt, d'autant plus dass dat hei elo en Texte coordonné gëtt, dee vläicht den Iwwerbléck erëm méi einfach mécht. Dofir bréngen ech den Accord vu menger Partei.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jacques-Yves Henckes.



M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Här Santer, félicitéiere fir säi gudden Rapport. Ech mengen, hien huet sech missen hei mat enger Matière erëmklappen, déi net einfach ass, mä déi awer eng ganz grouss Wichtigkeet fir ons Finanzplaz huet.

De Projet de loi, dee mer stëmme sollen, setzt zwou Direktiven zugläich em. Eng Direktiv ass schonn elo a verschiddene Länner ugeholl. Do si mer also frou, dass mer ons an déi Reie kënne mat areie vun deene Länner, déi dat zimlech rapid gestëmmt hunn. Bei der zweeter Direktiv, déi iwwert d'Erweiterung vun de Placementsméglechkeete vun Investmententfongen, ass Lëtzebuerg dat éischt Land, wat déi Direktiv ëmsetzt. Ech mengen, dat ass e gutt Zeechen, wat mer domadder ginn.

D'Plaz Lëtzebuerg gëtt mat deem Vote a mat deem neie Gesetz, wat mer elo stëmme, no baussen hin en Zeechen, dass d'Finanzplaz déi éischt Plaz ass, déi wëllt op deen neie Wee goen, vun deenen neie Méiglechkeete vun der Direktiv profitéieren an och kucken, dass se hir Plaz domadder international ka behaupten an och ausbauen. Dee Message no baussen ass ganz wichteg, wa mer dës Direktiv hei als Éischt ëmsetzen.

Dat Zweet, wat wichteg ass, wann een eng Direktiv als Éischt ëmsetzt, dat ass dass ons Akteure vun der Finanzplaz, haapt-sächlech d'Banken, sech deen Ablack och scho kënne preparéieren an nei SICAVen oder Fonds communs de placement virgesi mat enger neier Investitiounspolitik, déi se direkt kënne ëmsetzen an ënnert d'Leit bréngen. Ech hoffen, dass et zu deem Succès kënnt, dee mer eis allegueren erwaarden duerch déi nei Zeechen, déi mer huet ginn.

Deen drëtten Punkt, deen ee muss ervirsträichen, wann ee séier handelt, dat ass, dass mer déi éischt Fonge wäerten hunn, déi op Basis vun deem neie Gesetz deen europäesche Pass kréie mat neien Avantagen an der Investitiounspolitik. Et muss ee begréissen, notamment, dass net nëmme kann investéiert ginn an Aktien an an Obligatiounen, mä dass an Zukunft een Deel vun de Fonge kann investéiert ginn an Dépôts financiers. Ech mengen, dat ass e positivt Element. Dat gesot, Här Minister, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deemem Projet bréngen.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen dem Här

Santer ganz staark félicitéiere fir déi excellent Aarbecht, déi hien esouwuel a sengem schrëftlechen, wéi och a sengem mündlechen Rapport gemaach huet. Dat erlaabt et eis ganz einfach eisen Accord ze ginn, an net weider dozou ze schwätzen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, ech géif mech och am Numm vun der Regierung deem Merci an där Unerkennung un de Rapporteur Patrick Santer uschléissen. Dese Projet ass de Beweis, dass d'Regierung wëllt eng zolitt, diversifiéiert a konkurrenzfähige Finanzplaz hunn. Duerfir sinn ech frou, dass dese Projet hei eng breet Majoritéit, voire eng Unanimité an der Chamber wäert fannen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5033 a stëmme driwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Lucien Weiler)**

D'Artikelen 1 bis 138 si gelies an ugeholl.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5033 ass eestëmmegeg ugeholl mat 53 Jo-Stëmme.

**Ont voté oui:** MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Patrick Santer), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Marco Schank), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Nico Loes), MM. Nicolas Strotz et Lucien Weiler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling (par M. Théo Stendebach), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Alexandre Krieps), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Niki Bettendorf), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M.

Mars Di Bartolomeo (par M. Jean Asselborn), Mme Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Aly Jaerling);

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domat wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Ech wollt nach drop opmierksam maachen, dass de Projet de loi 4933 iwwert d'Organisation vun der Arméi mar de Mëtteg als éischte Projet de loi um Ordre du jour ass, an net, wéi virgesi war, mar de Moien als éischten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 20.47 heures)**

## Ordre du jour

- Communications
- Ordre du jour
- 5052 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2001  
(*Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*)
- 4897 - Projet de loi modifiant
  - 1<sup>o</sup> la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale
  - 2<sup>o</sup> le code des assurances sociales
  - 3<sup>o</sup> la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat  
(*Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*)
- 4768 - Projet de loi portant approbation du Protocole, établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés européennes de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 29 novembre 1996
- 4794 - Projet de loi portant approbation
  - de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;
  - de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995
- 4903 - Projet de loi portant approbation du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relatif au champ d'application du blanchiment de revenus dans la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes et à l'inclusion du

numéro d'immatriculation du moyen de transport dans la Convention, signé à Bruxelles, le 12 mars 1999

(*Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte des projets de loi - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Henri Grethen et Carlo Wagner, Ministres.

**(Début de la séance publique à 9.05 heures)**

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

D'Regierung schéngt keng Kommunikatioun ze maachen ze hunn.

### 1. Communications

Ech maachen lech folgend Kommunikatiounen:

En date du 17 décembre 2002 le Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale (GAVEA) a déposé, ensemble avec le groupe de travail „Privat Déiereschützer“, la pétition N°246 pour l'interdiction de l'abattage des animaux sans étourdissement ou anesthésie, y compris pour motifs religieux, l'interdiction d'importation et de vente de la viande issue d'un tel abattage et l'inscription de la protection des animaux dans la Constitution luxembourgeoise.

Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 18 décembre 2002, le

-Projet de loi N°5072 portant 1. modification de l'article 46 et de l'article 56-2 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et 2. introduction des articles 37-2 et 78-2 dans la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a déposé le

-Projet de loi N°5073 modifiant la loi du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers.

### 2. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun haut ubelaangt, wëll ech lech drun erënneren, datt de Projet de loi 4933 iwwert d'Arméi aus organisatoresche Grënn am Nomëtteg um halwer dräi drückennt.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5052 iwwert d'Pensiounen an d'Unfallrenten.

D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeleegt. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Glesener, Di Bartolomeo, Krieps, Gibéryen, Bausch, Urbany a Lux. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Niki Bettendorf.

3. 5052 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2001

**Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Niki Bettendorf (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Rapporteur hunn ech d'Éier lech dese Projet de loi virstellen, de Projet portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2001. Ech hunn Zäit genuch fir dee virzedroen, esouguer wann

ech kuerz drop aginn, wéi a firwat mer verschidde Punkte schlussendlech aus dem Gesetzesprojekt erausgeholl hunn, Punkten, déi u sech näischt mam Intitulé vum Gesetz ze dinn haten, och wann eenzel Punkte gutt drabliwwen wieren.

Ech wëll bemierken, datt bei Regierung virrun esou Punkten oft am Budgetgesetz ënnerbruecht gi sinn. Dat war net gutt. Zemools war et net gutt fir d'Oppositioun. Obschonns ee mat verschiddenen Ofännerungen averstane war, huet ee schlussendlech dergéint gestëmmt, well traditionsgeméiss an aus Iwwerzeegung d'Oppositioun de Budget net stëmmt. An deemem Projet hu mer an der Kommissioun de Fait staark diskutéiert, dass insgesamt néng Punkte sollte gesetzlech verankert ginn, dovun aacht punktuell Adaptatiounen vum Code des Assurances sociales, déi net direkt eppes mam Intitulé ze dinn haten. Eng Oppositioun huet direkt gefrot dës Punkten aus dem Projet erauszehuelen, d'Majoritéit war der Meinung - an als President hunn ech dës Meinung gestäipt -, mer sollten de gesamte Projet diskutéieren, dann op den Avis vum Conseil d'Etat waarden, fir dann déi definitiv Décisioun ze huelen.

Erlaabt mer kuerz den initialen Inhalt virstellen. Fir d'éischt geet et jo em den Ajustement vun de Pensiounen. Dem Gesetz no examinéiert d'Regierung all zwee Joer ob et muss, soll oder net soll zu enger Revisioun vum Facteur d'ajustement vun de Pensiounen kommen. D'Regierung mécht der Chamber e Rapport a wann noutwenneg déposéiert se dann ee Projet de loi fir d'Pensiounen ze ajustéieren. De leschten Ajustement hate mer den 22. Dezember 2000, mat deem d'Pensiounen op den 1.1.2001 un de Liewensniveau vun 1999 ugepasst gi sinn. Elo ass also de Moment komm, fir datselwecht ze maachen, an zwar d'Upassung vun de Pensiounen an den Unfallrenten un de Liewensniveau vun 2001, an zwar vum 1. Januar 2003 un.

Opgrond vum Regierungsrapport

sinn d'Gehälter tëschent 1999 an 2001 3,5% gestiegen; dat bedingt eng Augmentatioun vun de Pensionen och vun 3,5%, an dat iwwert de Wee vum Facteur d'ajustement. De Käschtpunkt beleef sech fir d'Joer 2003 op 61 Milliounen Euro. Dës Verbesserung ka vun der Assurance pension gedroe ginn; no de leschte Previsiounen ass fir 2003 e positive Solde tëschent Recettes an Dépenses vu 516 Milliounen Euro ze erwaarden. De Käschtpunkt fir den Ajustement vun den Unfallrenten beleef sech op 4,6 Milliounen Euro an den Ajustement ass och fir d'Fonctionnaires. Am Exposé des motifs vum Gesetz steet, datt den Ajustement vun de Pensionen fir d'Personal vum Stat sech fir 2003 op 9,5 Milliounen Euro beleef.

Här President, mir wollten och nach am Rapport drun erënneren, datt et zënter 1994 en Indicateur unique gëtt amplaz vun den zwee Indicateuren, déi bis 1992 gebraucht gi sinn, fir d'Pensionen an d'Unfallrenten esouwuel wéi de Salaire social minimum unzespäsen. Am allgemenge Konsens gouf deemools dës nei Methodologie en place gesat an huet laangen Diskussiounen en Enn gemaach.

Gëschter beim Projet iwwert de Salaire social minimum hu mer öfters iwwert déi nei Method geschwat, déi säit Ugangs den 90er Jore gebraucht gëtt, fir d'Ajustement vum Salaire social minimum, awer och vun de Pensionen, ze rechnen. Wat gouf dann deemools geännert? Ech wëll nach eng Kéier kuerz an dräi Wierder dorop agoen.

Fir d'éischt goufen d'Léin vun de Fonctionnaire mat an d'Berechnung erageholl an da goufen zweetens d'Gratificatiounen och derbäi gezielt, an derbäi kuum dann och nach, dass d'Gehälter bis siwemol de Mindestloun gezielt goufen. Virdu koume fir d'Berechnung nëmmen d'Gehälter bis zum Plafond cotisable a Betracht, deen deemools fënnemol de Mindestloun war an haut och nach ass. Dir gesitt, alles Fakten, déi sech positiv op d'Ajustement vun de Pensionen auswirken.

Här President, wat déi zousätzlech Dispositiounen ubelaangt, déi hei am Gesetz stoungen, do gëtt et ee Problem mat der Attribution vun der Indemnité pécuniaire de maternité. D'Fra, déi enceinte ass an déi d'Stagekonditiounen erfëllt, muss och an de Benefiss vun der Indemnité kommen, och wa se net méi affiliéiert ass beim Ufank vum Congé de maternité. Dat hei muss gesetzlech ugepasst ginn.

En zweete Punkt ass de Fonctionnement vun der Assemblée générale vun der Union des Caisses de Maladie. Hei muss och léigeféiert gi fir den Equiliber vun der Stëmmentzuel ze halen, ganz gläich ob d'Memberen all present sinn oder net.

En anere Punkt, wat de Financement vun der Assurance accident ubelaangt: Et mussen och nach zwee Artikelen am CAS geännert ginn. Wat d'Mise en compte vun de Babyjoren ubelaangt muss garantéiert ginn, datt d'Babyjore Recht ginn op d'Majoratioun vun de Pensionen, mindestens gläich mam Forfait d'éducation. Wat d'Prise en charge vun den administrative Käschte vun de Betriebskrankkeesen ubelaangt, déi solle mat deenen anere Keese gläichgestallt ginn.

Da war eng Mesure conservatoire virgesinn, fir eng Explosioun vun de Käschten - d'Prestations en espèces - vun der Assurance dépendance ze verhënneren. Fir de Prinzip vun der Gläicheit ze garantéieren sollt bei enger accessoirer Aktivitéit, gekoppelt un d'Haaptaktivitéit, d'Kotisation net méi brauche bezuelt ze gi fir d'accessoire Aktivitéit bis zum Maximum cotisable compte tenu vum

Revenu bei der Haaptaktivitéit. Ech hoffen, dass ech elo an deem Saz kloer genuch war.

Da stoung am Projet d'Indexupassung vun den Honorairé bei den Dokteren, Zänndokteren a verschiddenen anere Prestataires de soins. Ech sträife kuerz d'Avisé vun de Berufschamberen. Bei der Redaktioun vum Rapport hate mer just den Avis vun der Privatbeamtechamber, si huet sech géint d'Aart a Weis ausgeschwat, wéi sollt léigeféiert ginn. Den Ajustement vun de Pensionen an den Unfallrenten huet si awer positiv aviséiert. Datselwecht gëllt fir d'Recht op d'Indemnité pécuniaire de maternité, de Fonctionnement vun der Assemblée générale vun der UCM, d'Modificatioun vum Financement vun der Assurance accident agricole, d'Adaptatioun am Kader vun de Babyjoren an d'Prise en charge vun den administrative Käschte vun de Betriebskrankkeesen.

D'Privatbeamtechamber war kritesch vis-à-vis vun der Indexupassung vun den Tariffer fir Dokteren, Zänndokteren an anere Prestataires de soins. Datselwecht gëllt fir déi geplangte Mesure compensatoire bei der Assurance dépendance.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet elo och hiren Avis ginn. E steet net am Rapport, ech wëll en awer kuerz zitieren. Si approuvéiert den Ajustement. Si mëcht der Regierung an ons e béise Fanger, wëll mer säit 1994 et net fäerdeg bréngen, an eisen Texter vu „salaires et traitements cotisables“ ze schwätzen. An eisen Texter steet nach ëmmer nëmme „salaire cotisable“.

Mir versprächen, dat déi aner Kéier ze maachen.

#### (Interruption)

Ech mengen, heimat kënnen mer eis net verdinn.

Ech ginn net op aner Remarken an, well déi jo elo net méi am Gesetz drastinn. Och e gemeinsamen Avis vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce hu mer gëschter kritt. Si weisen op hiren Avis hin am Kader vun der Rentereform a si géint den Ajustement vun de Pensionen. Si soen: „Afin de ne pas hypothéquer davantage la situation financière de l'assurance pension, toute nouvelle hausse des prestations est à refuser“. Déi zwou Chamberen opposéiere sech also dem Ajustement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum Avis vum Conseil d'Etat. Och de Conseil d'Etat bemängelt, dass de Projet sech net op den Ajustement beschränkt huet. Déi fundamental Kritik ass, dass keng Zäit bleift fir d'Berufschamberen, a rasonnabelen Délaien hir Avisen ofzeginn, well d'Gesetz muss den 1.1.2003 a Kraaft trieden. De Conseil d'Etat wëllt, dass aus dem Artikel 1 d'Punkte 5 bis 8 aus dem Projet erauskommen, soss misst hien, de Conseil d'Etat, sech formell opposéieren. Dat ass erëm eng Kéier d'Indexierung vun den Tariffer vun den Dokteren, Zänndokteren an anere Prestataires de soins. D'Aart a Weis virzegoen, seet de Conseil d'Etat, géif net a Richtung vun enger méi grousser Responsabilitéit an der Tarifautonomie goen.

Aus all deem, wat ech elo virgedroen hunn, huet d'Kommissioun Santé a Sécurité sociale folgend Konklusiounen gezunn: Vu den Avis vum Conseil d'Etat, no räiflicher Iwwerleung a mam Averstännis vum Minister vun der Sécurité sociale, hu mer eestëmmege beschloss, eis op eng eenzeg Mesure ze beschränken, an zwar op den Ajustement vun de Pensionen an den Unfallrenten.

D'Dispositiounen vun der Indexatioun vun den Tariffer fir Doktere sollen an engem globale Projet de loi presentéiert ginn. D'Kommissioun weist op e largé politische

Konsens hin an der Fro vun der Indexupassung vun den Tariffer, eng Fro, déi bei adequate Verhandlung mat den Doktere schonns als positive Punkt kann ugesi ginn.

Wat d'Assurance dépendance ubelaangt, soll d'Mesure compensatoire am Kader vun engem iwwerschaafte Gesetzestext fir d'Assurance dépendance behandelt ginn. Domadder sinn ech duerch de Projet. D'Kommissioun war eestëmmege der Meenung, d'Pensionen an d'Unfallrenten op den 1.1.2003 ëm 3,5% ze erhéien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem klengen geschëllte Cadeau un d'Pensionnairen an d'Unfallrentner, an no der Rentereform am Summer,...

#### (Interruption)

Ech hat et d'éineschter gesot, dann hat Dir net opgepasst.

...kënnen mer berouegt eis Aarbechte fir 2002 ofschléissen. Ech soen all deene merci, déi am Laf vum Joer gutt mat ons zesumme geschafft hunn a wënsche schéi Feierdeeg, lech, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsrieder ass den Här Marcel Glesener agedroen.

#### Discussion générale

M. Marcel Glesener (CSV).- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun félicitéieren ech dem Berichtstatter, eise Kolleg Niki Bettendorf, fir säi prezise schréfftlechen an detailléierte mëndleche Bericht, deen exakt d'Diskussiounen an d'Entscheidungen aus der zoustänneger Kommissioun erëmgëtt.

De Kolleg Bettendorf huet dee virleiende Projet am Detail virgestallt. De Rentenajustement baséiert op der Lounentwécklung vun de Joren 2000 an 2001. De Rapporteur huet déi noutwenneg Erklärung zur ugewannter Methodologie ginn an huet Stellung bezunn zum Rapport vun der IGSS, deen d'Basis vun deem Projet duerstellt.

Ech wëll dem Berichtstatter seng Ausféierungen net widderhuelen a mech op e puer méi prinzipiell Aussoe beschränken, ouni awer d'Rumm vun deem Projet ze verlossen.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Här President, erlaabt mer virop eng Bemierkung. Gëschter, beim Ajustement vum Mindestloun, hu mer dauernd festgestallt, dass mer net bei eise Berodungen am Besëtze ware vun den Avisé vun de Berufschamberen, a mer den Aarbechtsminister gebieden hunn, dofir Suerg ze droen, dass d'IGSS méi fréi hire Rapport ofschléiss an der Regierung presentéiert, fir dass si och méi fréi kann de Projet op den Instanzeewe ginn. Datselwecht wëll ech nach eng Kéier un d'Adress vum Gesundheitsminister richten. Ech sinn iwwerzeegt, wann zwee Ministeren darselwechter Meenung sinn a gläichzäitig intervenéieren, da brénge mer et bestëmmt fäerdeg an zwee Joer méi fréi de Projet de loi kënnen ze diskutéieren, wann d'Berufschamberen an d'Méiglechkeet gesat ginn, fir kënnen hir Avisé rechtzäitig ofzeginn.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier kuerz festhalen, dass de leschten Ajustement, den 1. Januar 2001 erfall ass. Deen Ajustement ass gerechent ginn op Grond vun der Lounentwécklung aus de Joren 1998 an 1999. Ech hunn dat rappeliert, well dat och Jore waren, wou d'Gewerkschaften hir Engagementer, déi se an

der Tripartite agaange waren, fir duerch Lounmoderatiounen Massenaarbeitslosegkeet hei zu Lëtzebuerg ze verhënneren, respektéiert hunn. Si hunn déi Versprächen, déi se do agaange sinn, agehalen. Den Ajustement war deemools 3,1% an huet dat erëmginn, wéi d'Léin an deene Joren an d'Luucht gaange sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann also haut en Ajustement vun 3,5% méiglech ass, ouni datt eng Beitragserhéijung eng Folleg dovun ass, trotz engem Käschtpunkt vu ronn 95 Milliounen Euro, ouni dass d'Reserve vun de Pensionen onnéideg belascht ginn, dann ass dat och zum Deel d'Resultat vun der Finanzreform vun 1984. Deemools ass d'Risikogemeinschaft agefouert ginn. Deemools ass definitiv d'Émlageverfahren zu Gonschte vum Kapitaldeckungsverfahren festgehale ginn. Deemools sinn déi ominéis Scholdzertifikater getilgt ginn an als Contrepartie ass dem Stat seng Bedelegung un der Rentefinanzierung an Etappen op 85% gehuewe ginn. No der Reform war et méiglech, am Laf vun de Jore wesentlech Rentenverbesserungen ze verwierklechen.

Dëst Joer ass ee weidere grouss Schrëtt zu méi Rentegerechtigkeit hi gemaach ginn. D'Pensionen sinn am Summer däitlech gehéicht ginn. Déi lescht Wochen hunn eis Rentner hir Joresennprime kritt. An elo, zum 1. Januar 2003, kënnen mir eng zousätzlech Erhéijung vun 3,5% vu sämtleche Renten a Pensione beschléissen.

Ech mengen, et ass dat d'Resultat vun enger gudder Sozialpolitik, déi mat Sécherheet einmaleg do steet a wou vill Länner an der EU sech un eis kënnen ee Beispill huelen. Déi Verbesserungen, Kolleeginnen a Kolleegen, déi am Laf vun de leschte Joren an och elo, duerch den Ajustement realiséiert ginn, déi sinn duerch aus ze verkräften. An et ass net esou, dass no deem Ajustement d'Finanzierungssituatioun vun eise Pensionen méi schwierig géif ginn, an dass d'Pensionen manner sécher wieren. Au contraire!

D'Reservé vun de Pensionenkeese waren 2001 - dat muss ee sech emol virstellen - 4,76 Milliarden Euro. An d'Reserven, déi gi nach däitlech erop. Fir dëst Joer si se op 5,19 Milliarden Euro geschätzt. Dat sinn an ale Frangen 209 Milliarden. Et ass och dat d'Resultat vun enger gudder Finanzierungs politik, déi mir 1984 hei ageleet hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, alles dat ass och d'Resultat vun enger erfollegräicher Sozialpolitik. An et besteet, dat wëll ech ganz kloer och am Numm vun der CSV soen, absolut kee Grond, d'Grondprinzipie vun eise Pensionenversicherungssystem ze änneren. Mir hale fest um Émlageverfahren a mir hale fest um Generatiounevertrag.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer nach eng kuerz Bemierkung an ech wëll domat un d'Uféierung vum Niki Bettendorf uschléissen. Mat deem Projet wollt de Gesundheitsminister acht punktuell gesetzlech Ofännerungen, mat deene mer d'accord sinn, déi awer näischt mat dem Rentenajustement ze dinn hunn, beschléisse loosse. Mir waren - ech wëll soen d'CSV - géint esou eng legislativ Prozedur, an dat aus engem ganz bestëmmte Grond. De Rapporteur huet dat gesot. Mir hunn dat och an der Kommissioun analyséiert. An deem Fall ass et wierklech ubruecht spezifesch Gesetzprojeten ze maachen, déi dann hiren normale legislative Wee ginn, a wou een dann och Zäit huet déi Ofännerungen op hir Auswirkungen hi genau ze analyséieren. Deemzufolleg ware mer der Meenung eis haut nëmme mat dem Ajustement ze befaassen an

eis op den Ajustement vun 3,5% ze beschränken.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat gesot, wëll ech ofschléissend festhalen, datt deesen Ajustement vun de Renten a Pensionen berechtigt ass. Dausende vun eise Matbierger kréien duerch deesen Ajustement eng wuelverdénge Verbesserung vun hirem Akommes, an dofir kann ech och am Numm vun der CSV eis Zoustëmmung zu deemem Projet ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den nächsten Orateur ass den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Här President hanneru mer, merci soe fir säi Rapport, deen objektiv d'Diskussiounen an der Kommissioun erëmgëtt. Ech wëll allerdinge liicht dat nuancéiere wat mäi Virriedner, de Marcel Glesener gesot huet zu dem Opdeele vum Projet oder zum Erausléise vun deenen acht Moosnamen, déi eigentlech näischt mam Ajustement ze dinn hunn an deem Sënn, dass et net esou ass, dass d'CSV vun Ufank un der Meenung war fir de Projet an zwee ze deelen a sech just op den Ajustement ze beschränken, mä dass d'CSV eréischt där Meenung war wéi de Gesundheitsminister oder de Sécurité-sociale-Minister nom Avis vum Conseil d'Etat keen anere Choix méi hat an de Gesundheitsminister, respektiv de Sécurité-sociale-Minister dat selwer proposéiert huet. Dass den Här Glesener vläicht selwer där doter Meenung war, dat ass eng aner Saach, mä ech ka mech net erënneren, dass eng kloer Positioun an der Kommissioun an deem Sënn vun der CSV formuléiert gi wär. Au contraire, d'Majoritéit vun der Kommissioun huet sech fir den urspréngleche Projet ausgedréckt gehat an ech soen dat ënnert der Kontroll vum President.

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, den Här Glesener wëllt gäre reagieren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Selbstverständlech.

M. Marcel Glesener (CSV).- Merci, Här President. Här Di Bartolomeo, déi nuancéiert Duerstellung zu mengen Ausféierungen wëll ech dann och nach eng Kéier frësch nuancéieren. Et ass net grad esou wéi Dir dat sot, Här Di Bartolomeo. Wann Der d'Rapporten noliest vun eise Sätzege vun der Kommissioun, da stellt Der fest, dass ech am Numm vum menger Fraktioun gesot hunn, dass mer Bedenken hu géint esou eng legislativ Prozedur, an dass mer et léiwer gesinn, wa mer dat do géifen trenne vum Projet. Dat steet am Rapport dran.

De President huet awer a senger Weisheet du gesot: Okay, loosst mer emol ofwaarde wat de Statsrot seet, mä kommt, mir diskutéieren emol an ënnersichen de ganze Projet, wéi en elo virläit. An dunn hu mer zougestëmmt a mir hu gesot: Okay, da maache mer elo mol d'Analys vun dem gesamte Projet an da gesi mir weider. An dat hu mer gemaach, an an där Sätzge duerno hu mer eestëmmege decidéiert, fir de Projet ze splitten.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci, Här Glesener, fir déi Prezisioun. Ech wëll just domat bestätegt wëssen, dass d'CSV oft dat eent denkt an dat anert mécht,...

#### (Interruptions diverses)

...- Här President, wann Der wëllt, dass ech den Nol nach méi déif aschloen -, an dass se ganz oft dat Richteg denkt an dat Falscht mécht.

**(Interruptions diverses)**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Upassung vun de Pensionen a Renten an d'Lounentwécklung tëschent 2000 an 2001 oder d'Erhéijung vun de Rente vum Secteur privé a public ëm 3,5% ab 1. Januar fënnst eis Ennerstëtzung. Et ass fir d'zweete Keier wou mam Rentenajustement net nëmmen d'Renten an d'Pensionen aus dem private Secteur ugepasst ginn, mä och d'Pensionen vun de Fonctionnaire gläichzäiteg ugepasst ginn. D'Zil vum Ajustement ass, d'Kafkraaft vun de Pensionéierten a Renteneempfänger un d'Kafkraaft vun de Lounempfänger unzepassen.

De Käschtepunkt vun dësem Projet läit bei 75,1 Milliounen Euro, wann een de Privatsektor, d'Rentes accident an d'Fonctionnaire zesumme rechnet, an ech mengen, dat soll een och op déi koordinéiert Aart a Weis maachen.

De Rentenajustement ass kee Geschenk. Et ass och keen Automatismus, mä et ass eng politesch Décision noutwendeg viru Regierung a Parlament, fir d'Renten un d'Lounentwécklung unzepassen. Ech hu gesot, dass et kee Cadeau ass an dofir weisen ech och déi Position vun der Chambre de Commerce et des Métiers zréck, déi sech dem Rentenajustement opposéieren, grad wéi hir Position sech ähneln bei deem Projet, iwwert dee mer gëschter diskutéiert hunn, bei der Adaptation vum Mindestloun.

De Rentenajustement ass e sozialen Acquis zënter 1985, an duerch déi successiv Ajustementer zënter 1985 sinn d'Renten an d'Pensionen eppes iwwer 30% an d'Luucht gaangen. Duerch den Index sinn déiselwecht Renten a Pensionen an d'Luucht gaangen, a wann een dann déi strukturell Moosname vun 1987, 1991 an 2002 derbäi rechnet, da kënnst een op eng Steigerung vun de Renten a Pensionen vu bal 100% a 17 Joer. Dat soll een och emol eng Keier esou koordinéiert kucken. Et gëtt wahrscheinlech keen anert Land op der Welt wou d'Pensionen an nëmme 17 Joer esou dynamesch an d'Luucht gaange sinn. Ech soen dat ouni Wäerturteil.

**(Interruption)**

Ech fäerte ganz, dass Dir mat deenen dote Moosname räichlech weineng ze dinn hat, mä dass dat eng Evoluition an eiser Sozialpolitik war, déi och ouni 7/6...

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Et war einfach rengen Zoufall!

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Voilà.

**(Interruption)**

Den Här Jaerling däerf näischt méi soen.

**(Interruptions)**

Ech mengen, dass dat bei lech och scho laang net méi de Fall ass.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Da wëll ech lech awer elo soen, wann Der sot, „dat ass bei lech och scho laang net méi de Fall“, dass Der domadder zougitt, dass et bei lech de Fall ass.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Neen, ech mengen domadder d'CSV.

**(Hilarité)**

■ M. le Président.- Och wann ech fir eng lieweg Chamber sinn, hu mir nach e laange Programm haut, an haut den Owend gitt Der gären alleguer mat Zäiten heem. Ech géif lech also bieden, vun de Moien un disziplinéiert ze sinn, fir dass mer gutt duerch eise Programm kommen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci, Här President, fir Är Ennerstëtzung, mä Dir verstitt,

dass ech et genëssen, wann ech emol erëm eng Keier Mikroen hunn, déi op sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot zum Rentenajustement, dee jo nach dee Punkt ass, deen iwwreg bliwwen ass an eisem Projet de loi, deen eis de Moien interesséiert, bréngen ech den Accord vun eiser Fraktion.

Ech wëll awer dann nach kuerz op déi aner Elementer vum Projet de loi agoen, haaptsächlech op deen, deen d'Indexierung vun den Dokteschtariffer ugeet, wou, mengen ech, datselwecht géllt wat een insgesamt zu der Aart a Weis ka soen, wéi de Projet de loi hei huet missten diskutéiert ginn: An enger gewësser Zäitnout, wou eenzel Avisé vum de Chambres professionnelles bei der Diskussion vun eisem Projet nach net dobanne waren, ënner anerem dee vun der Chambre de Travail.

Ech stelle fest, dass d'Regierung vun dem Projet de loi iwwert den Ajustement profitéiert huet, fir insgesamt aacht aner Punkte mat anzubauen. Enner anerem, zwee méi fundamental Punkten: dee vun der Indexierung vun den Dokteschtariffer an dee vu gewëssen Adaptationen, déi awer relativ incisiv gewiescht wären, bei der Fleegeversicherung.

Zu der Aart a Weis wëll ech dat heite soen. D'Diskussion mat den Dokter, tëschent Regierung an Dokter, an der Quadrupartite an den Dokter, ass relativ laangwierig gewiescht, a si ass ugaangen am Zesammenhang mat deene Moosnamen, déi mir 1999 geholl hunn, fir d'Defiziter vun de Krankekeesen auszgläichen, wou d'Regierung gesot hat, dass all d'Partner missten Affer bréngen, fir d'Krankekeesen an den Equiliber ze bréngen.

**(Interruption)**

Ech wëll net am Detail op déi Diskussionen agoen. Ech stelle just fest, dass d'Regierung Problemer hat, fir déi dote Position bei den Dokter duerchzusetzen, an dass si zu engem gewëssenen Zäitpunkt bereet war, iwwer e Gesetzesprojet d'Dokteren zu engem Beitrag ze zwingen. Duerno ass et zum Konflikt komm, de Gesetzesprojet ass zréckgezu ginn, d'Dokteren hunn op reell Problemer opmierksam gemaach. D'Regierung huet Verhandlungsbereitschaft gewisen an huet eng Dier opgemaach, déi bis elo net op war, an zwar déi vum Dekonventionement oder Deeldekonventionement.

An ech hunn déi verschidden Debatten, déi mir hei am Parlament haten, nogelies, et war de Gesondheitsminister dee gesot hat, doriwwer kéint een diskutéieren, wéi wäit dass ee géif goen, dat war eng aner Saach. Mä d'Boite de Pandore war op, an du si während Méint plus au moins hefteg Diskussionen lass gaangen.

An ech mengen d'Chamber huet virun engem Joer bei engem Débat d'actualité an där dote Diskussion hir Roll gespillt, wéi se eigentlech bal à l'unanimité déi dote Diskussionen tranchéiert huet, an huet mat eis gesot: Keen Dekonventionement an och keen Deeldekonventionement. An ech ka mech erënneren, eis Fraktion huet bei där Geleeënheet op der Tribün hei gesot, dass den Dekonventionement oder den Deeldekonventionement déi falsch Änwert op e reelle Problem war, deen d'Dokteren um Terrain kennen, an dass mir selbstverständlech d'Diskussionen mat den Doktere géifen ennerstëtzen, fir déi reell Problemer um Terrain geléist ze kréien.

**(Interruption)**

Selbstverständlech.

■ M. Marcel Glesener (CSV).- Här Di Bartolomeo, ech wollt lech froen: Zu welchem Projet schwätze mer? Schwätze mer

elo iwwert den Ajustement oder schwätze mer iwwer aner Projeten, aner Saachen, déi mer vum Projet getrennt hunn? Ech hu gemengt, Dir wiert mat eis d'accord gewiescht, fir all déi Froen do vum Ajustement ze trennen an eis nëmmen op den Ajustement ze beschränken. Mä Dir schwätzt näischt méi wéi iwwert den Ajustement. Dir schwätzt elo iwwert déi Saachen, déi net méi am Projet stinn. Ech verstinn dat net.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ma Dir wäert mir dach kee Maulkuerf wëllen undoen, Här Glesener?

■ M. Marcel Glesener (CSV).- Ma neen, da bleift dach beim Projet, beim Thema!

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- An ech weess, dass et lech net arrangéiert wann ech lech soen, dass Dir duerch eng Hannerdier Moosname wollt era bréngen, wou mir ganz gäre bereet sinn, fir offen driwwer ze diskutéieren.

■ M. Marcel Glesener (CSV).- Mä dat ass jo guer net wouer, dat entsprécht jo net der Wourecht!

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- A mir hu ganz laang an der Kommission iwwert deen dote Volet diskutéiert. Da wäert et jo wuel erlaabt sinn, hei op der Tribün iwwert deen dote Punkt ze diskutéieren.

■ M. Marcel Glesener (CSV).- Ma ech hu jo iwwert den Ajustement...

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat ëmsou méi, well ech déi dote Opregung net verstinn, well mir an der Kommission - also schwätzen ech erëm eng Keier ënner der Kontroll vum President - eng ganz propper Diskussion gefouert hunn an och...

■ M. Marcel Glesener (CSV).- Mä Dir maacht et awer hei net.

■ Une voix.- Den Här Di Bartolomeo soll viru fueren.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här Glesener, ech fannen dass Dir lech an deene leschten zwee Deeg räichlech Méi gitt, fir lech an Är Peinlechkeet dauernd ze iwwertreffen.

■ Une voix.- Ha ha.

■ M. Marcel Glesener (CSV).- Dat do ass typesch Bartolomeo. Mä domat gitt Dir net méi eescht geholl.

■ M. le Président.- Wann ech gelift, ech géif lech bieden den Här Mars Di Bartolomeo schwätzen ze loossen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Also, Här Glesener...

■ M. le Président.- Dir hat Zäit genuch, fir dat ze développéieren, wat Dir wollt soen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här Glesener, wee vun eis zwee am meeschten eescht geholl gëtt, doriwwer loossen ech d'Leit jugéieren, well ech kenne kaum ee Mensch, dee sech an senger Carrière sou oft op de Kënn gespaut huet, wéi Dir.

■ M. le Président.- Also wann ech gelift, packt lech!

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Selbstverständlech wäert ech mech...

■ M. Marcel Glesener (CSV).- Dat do ass awer esou peinlech! Sou peinlech!

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Selbstverständlech wäert ech mech...

■ M. Marcel Glesener (CSV).- Dat do hunn ech net néideg. Ech géif lech bieden, Här President, den Här Di Bartolomeo e bëssen ze bremsen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Selbstverständlech wäert ech mech packen, an deem Moos wou den Här Glesener sech un d'Spillegeen hält, déi hei an der Chamber üblech sinn.

Ech wollt just nach eng Keier drop hiweisen, dass mer eng gutt Diskussion an der Kommission zu deem dote Volet haten, an dass mer déi dote Diskussionen jo net eleng gefouert hunn. D'Regierung huet an dem Mount Juli, no laangen Diskussionen an der Quadrupartite, offensichtlech en Accord mat der AMMD fonnt, fir d'Problemer, déi um Terrain bestinn, ze léisen.

Ech muss allerdéngs soen, dass ech mech gewonnert hunn, dass dee Moosnamepaket relativ spët op den Dësch vun der Chamber komm ass, an et huet mech nach méi gewonnert, dass eng vun deene Propositionen dann an de Projet Ajustement sollt agebaut ginn. De Minister huet d'Explikation dofir ginn an déi liicht och an. Hie war der Meinung dass et net schlecht war wann een deen dote Volet géif abauen, fir den Drock e bësse gemeeschtert ze kréien a sécher och, fir den Dokter de gudden Wëllen ze weisen.

Mir sinn allerdéngs der Meinung, dass, bei aller Guttgemengtheit vun där dote Moosnam, de Wee dee falsch war. Wa mer en Accord mat den Doktere fannen, an deen huet e ganze Koup Voleten, deen huet och e ganze Koup Implikationen, souwuel op d'Union des Caisses de Maladie wéi gegebenefalls op de Statsbudget, da solle mer doraus e Gesamtpaket maachen, mir sollen deen an een Text erakleeden, mir sollen en déposéieren a mir sollen e gruppéiert diskutéieren.

Wann d'Fuerderungen an d'Resultat berechtigt sinn, da muss mer och de Courage hunn, och an enger bësse méi ugespaanter wirtschaftlescher Situation, fir dee Moosnamepaket hei an der Chamber kënnen ze diskutéieren, well Dir wësst, dass an där Diskussion, iwwert Dekonventionement, jiddereen an deser Chamber bereet war seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

An de President weess, dass mir an där éischer Kommissionssëtzung, wou mir iwwert dese Projet diskutéiert hunn, vun eis aus drop higewisen hunn, dass eng grouss Gefor war, dass deen dote Punkt, deen eigentlech friem an dem Projet de loi iwwert den Ajustement war, vum Statsrot géif erausgebaatscht ginn, wann de Statsrot senger Doctrine géif trei bleiwen. Mir haten eis net geiert, an de Conseil d'Etat huet a sengem Avis eng Opposition formelle ugekënnegt gehat, fir de Fall wou mer ënner anerem deen dote Punkt géifen dra loossen.

Ech begrëssen dann och dass d'Regierung, an och d'Majoritéit vun der Kommission, zu deene selwechte Konklusionen komm sinn, wéi an där éischer Sëtzung eng Minoritéit an der Kommission, an dass mir eis haut op den Ajustement beschränken. An de Minister huet sech engagéiert, fir dee ganze Moosnamepaket, dee mat der Dokteschvereeneigung ausgehandelt ginn ass, an engem Projet de loi op den Dësch ze leeën.

An da wënsche mer eis och, Här Minister, dass mir bei deem Projet och eng Fiche financière dobäi kréien, well déi huet, an dësem Stadium, am Projet de loi gefeelt

gehat, dat heescht mir wousten näischt iwwert den Impakt vun där Moosnam, déi Dir proposéiert hat, a mir wousten och virun allem net wéi d'Laascheverdeeling wär, ob d'Regierung géif en Deel Responsabilitéit iwwerhuelen oder ob dat zu Laaschte vun der Union des Caisses de Maladie wär, déi hire Budget virun engem Mount verofschit huet, a wou déi heite Moosnam net dra war.

D'Konklusion also: Mir si frou, dass mer eis am Endeffekt an dësem Projet de loi op den Ajustement begrenzt hunn, dee mer begrëssen an och stëmme wäerten, an dass mer deen zweete Volet vun dësem urspréngleche Gesetz wäerten an en anere Projet de loi akleeden. Mir si jiddefalls bereet déi dote Diskussionen ze féieren. Net awer duerch eng Hannerdier, mä oppen, mat de Kaarten um Dësch. Ech menge mir brauchen déi dote Diskussionen net ze fäerten. An ech fäerte ganz, dass duerch déi Aart a Weis déi mir gewielt hunn, d'Diskussionen net erliichtert gi sinn, mä erëm eng Keier erschwéiert gi sinn. Dat hunn ech zulescht un de Reaktiounen vun der Dokteschvereeneigung gesinn, an et soll een ni eppes verspréche wou ee vun Ufank u weess, dass et schwierig ass, ze halen. Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- An nëmmen iwwert de Projet schwätzen!

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Här Gibéryen, ech hat näischt anescht wëllen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech hat och näischt anescht erswärt.

■ M. Alexandre Krieps (DP).- Voilà.

**(Interruption)**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Demokratescher Fraktion wëll ech natierlech hei fir d'éischt onsem Kolléeg, dem Rapporteur Niki Bettendorf fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport merci soen.

Ech hunn natierlech, Här Gibéryen, am Virfeld vun dësem Projet de loi d'Debatten zu dem leschten Ajustement vum Dezember 2000 nogelies. Ech wëll net déi Polemik vun deemools hei méi déif analyséieren. Mir halen natierlech haut fest, dass deemools am Dezember 2000 d'haaptpolitesch Opposition hire preelektoralen Versprechen, deem faméisen 10-Punkte-Programm, nogelaf ass. Si hu widerholl, dass d'gewerkschaftlech Plattform vu virum de Wahlen 1999 eng siweprozenteg strukturell Opbesserung gefuerdert hat.

Si hunn deemools dem Statsminister Juncker virgeworf, ronderëm de Rentendësch Verzögerungstaktik ze instauréieren, obschonns hie selwer am Mee 2000 dee Rentendësch proposéiert hat. Glécklecherweis huet onse Sozialminister Carlo Wagner sech duerch dat nostalgesch Geplänkel vun der parlamentarescher Opposition net aus der Rou bréngen gelooss an e Gesetzesprojet op de Wee geschéckt, dee mir am Ufank vum Summer hei ugehall hunn. Wat d'Demokratesch Partei esou speziell houfreg mécht ass, dass an där Rentenopbesserung vu virum Summer, souwuel strukturell, wéi selektiv Mesuren dra waren, wou grad deene sozial Schwache gehollef ginn ass.

Wa mir also deen heiten Ajustement vun 3,5% betruuechten, stelle mir fest, dass de Calcul vun der Héicht vun deem Ajustement enger Rei Critären ennerläit, dat ass

de Rapport vun der IGSS un d'Regierung. An ech erënneren drun, dass dee leschten Ajustement op den 1. Januar 2001 3,1% war, dass deen Ajustement op den 1. Januar 1999 1,3% war. Wann ech dorobber hiweisen, wëll ech domadder soen, dass d'Héicht vun deem Ajustement haaptsächlech ofhänkt vun der Verdéngschlag vun den Aktiven. Am Ajustement op den 1. Januar 1999 huet sech natierlech doudsécher d'Lounmoderation vun der Métt vun den 90er Jore bei der Ausrechnung bemierkbar gemaach.

Den Här Gibéryen huet allerdéngs d'lescht Woch schonn hei den Ajustement vum Joer op den 1. Januar 2005 ausgerechent, well hien huet nämlech d'lescht Woch hei d'Rechnung gemaach, dat misst mindestens 3,2% ginn.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dorueter.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Dorueter, géif ech soen.

Ech ginn net op déi Polemik an, Här Gibéryen, well den Här Di Bartolomeo huet lech virdrun drun erënnert, dass de Mechanismus vum Ajustement vun 1985 staamt, dat heescht laang ier Är Partei op dem Kiosk vun der Place d'Armes gebuer ginn ass. Mä ech mengen, d'Reserve vun de Pensiounskeessen, dat ass hei scho gesot ginn, sinn dräimol d'Joresausgaben. De Coefficient de charge, dat heescht d'Zuel vun de Pensionéierten op honnert Aktiver, ass erof op 41 gaang, plus au moins. Den Taux de cotisation bleift stabil an d'Assiette de cotisation bleift onverännert. Den Här Di Bartolomeo a Lux huer Partei muss ech awer aus Eierlechkeet hei gutt halen, dass an de Legislaturen 1984 bis 1994 d'Rente strukturell em eppes iwwer 19% an d'Luucht gesat gi sinn. Allerdéngs mat engem Deplafonnement vum Plafond cotisable.

■ **Une voix.**- Hutt Dir dat net gutt fonnt?

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Dat ass net ëmmer ganz gutt. Wann Dir uewen ewechhuel, fir enne bäizesetzen, dat si Mechanismen, déi si relativ ongesond.

**(Interruption)**

Jo. Am Avis vun der Chambre de Commerce...

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Hutt Dir elo Jo gesot?

**(Hilarité)**

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Neen, ech ginn net op dat doten an. Dir kennt mech jo.

**(Interruption)**

Jo, ech mengen dat och, Här Bausch. Dir hutt jo d'lescht Woch Steierpropositionen hei gemaach, déi ech gäre schréfflech an Ärem Wahlprogramm erëmgesinn.

**(Brouhaha général)**

Den Avis vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Mä am Contraire zu lech, hu mir net eng ganz Rei Saachen dra geschriwwen, déi mir duerno net realiséiert hunn.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Ech verweisen nach op deen Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, déi an hirem zweeten Alinea zu deem Projet nach vum Régime contributif schreift an dese Projet oflehnt am Hibleck op d'onsécher Finanzéierungslag, méttel- a laangfristeg, a vun de Pensiounssystemer an Europa.

Deseen Ajustement vun de Pensiounen un d'Léin vun den Aktiven

ass a bleift fir d'Demokratesch Fraktioun, niewent der Indexupassung, dat heescht, un d'Liewenskäschten, dat sécherst Méttel géint d'Altersarmutt, well d'Pensiounen haaptsächlech deenen eelere Matbierger zegutt kommen, speziell deenen, déi nëmmen Deelrenten hunn. Dat hei ass en exemplarescht Beispill vun enger leeschtungsbezunnener Solidaritéit vis-à-vis vun enger eelerer Bevölkerungsgrupp. Aus menge positiven Ausféierung kënnt Dir lech schonn virstellen, dass d'Demokratesch Fraktioun, ënnert dem Virsätz vum Jean-Paul Ripinger, deser sozial ausgeriichtener Gesetzesvirlage Zoustëmmung bréngt. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Krieps. Den nächsten Orateur ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären. Här President, ech wëllt och ufänken, andeem ech dem Rapporteur vun deem Projet de loi, dem honorable Kollege Niki Bettendorf wëll merci soen. Hien ass scho bal Spezialist elo ginn an de Rapporte vun dese Gesetzesprojeten, déi jo all zwee Joer sech hei widderhuelen. Ee vun deene leschte Projekte viru Chrëschttag ass dann all zwee Joer d'Augmentatioun vum Mindestloun, respektiv vun de Renten.

Dese Projet ass e Projet, deen eng normal Prozedur duerchleef, wou am Fong net vill Diskussionsstoff dran ass, well mir eis och méi oder wéiniger alleguerten eens sinn, fir déi Ajustementen regelméisseg ze maachen. En ass am Fong just am Virfeld e bëssen an d'Diskussion komm, well en iwwert dat Normalt erausgaangen ass, wat nun emol am Projet vun engem Ajustement dran ass. D'Regierung hat gemengt gutt ze doen, fir nach aner acht Punkte mat an dat Gesetz hei anzubauen. Et war virun allem d'Opposition, déi direkt an der Kommission gesot huet, dass dat e schlechte politesche Stil wier, fir esou e Gesetz ze gebrauchen oder ze méssbrauchen, fir eng Rei vun aner Politike mat anzubannen. Ech brauch net méi op déi eenzel anzegoen. Dat hu meng Virriedner gemaach.

Et ass och, mengen ech, vum Conseil d'Etat du mat Recht drop higewise ginn, dass een dat net soll esou maachen, an et ass eng Opposition formelle zu net allen, mä zu verschiddene Punkten ugekënnegt ginn. Domadder ass dann dunn am Accord mat dem zoustännegen Minister an der Kommission decidéiert ginn, all déi Punkten, déi net mat dem Ajustement zesammenhängen, aus dem Projet erauszehuelen. Ee Punkt ass sécherlech wichteg, dat ass dee vun der Indexéierung vun den Honorairé vun den Dokteren. Ech mengen, de Kollege Mars Di Bartolomeo huet virdrun hei gesot, dass d'Chamber am Fong zu engem richtegen Zäitpunkt eng wesentlech Décisioun geholl huet, wéi si praktesch eestëmmege heibannen tranchéiert huet, fir dass een net sollt vun engem Deel- oder ganzen Dekonventionnement vun den Dokteren ausgoen. Dat war e wichtegen Akzent, deen d'Chamber gesat huet, a wat och sécherlech dunn der Regierung et erméiglecht huet, besser kënnen ze verhandelen, well d'Chamber an engem wesentleche Punkt eng Décisioun geholl huet.

Mir hunn och vun eiser Säit gesot, dass mir domadder averstane wieren an och géife wëssen, dass ee misst bei den Dokteren, souwuel hir Formatioun, wéi hir Responsabilitéit berücksichtegen, wann een iwwert d'Honoraren diskutéiert. Et ass e Beruff, wou ee praktesch bis 30 Joer studéiere muss. Dat muss een, mengen ech, herno, plus d'Responsabilitéit, unerkennen. Et ass awer kee

Projet, deen éischters presséiert huet, well zu deem Zäitpunkt, wéi en an d'Gesetz ageschriwwen ginn ass, ass geschwat ginn, dass Métt vum Joer déi nächst Indexbranche géif erfalen. An der Zwëschenzäit gétt geschwat dovun, dass se Ausganks d'nächst Joer géif erfalen, sou dass am Fong net eng Urgence bestanen huet, fir dat nach an esou e Projet eran ze huelen.

Eppes aneschters, wat ech och net verstanen hu vum Minister, well et ass jo politesch gesinn, géif ech mengen, eng positiv Saach, wann hei eng Indexéierung vun den Honorairé géif festgeschriwwen ginn am Gesetz - ee vu mengen ale Léiermeeschteren huet ëmmer gesot, et soll een ni zwee Fester matenee feieren -, ass, firwat dass d'Regierung dese Projet wollt an en aneren integréieren. Et ass dach sécherlech méi positiv fir e Minister, wann hien esou e Punkt kann an e separate Projet maachen, fir dat no bausen an och vis-à-vis vun deene betraffene Leit kënnen ze verkafen. Mir op jidde Fall sinn net dergéint, dass d'Honorairé vun den Dokteren hei indexéiert ginn, mä...

■ **M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Entschëllegt, Här Gibéryen, dat schwätzt jo fir d'Bescheidenheet vum Minister.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...an där heiter Prozedur, wou mer dat an esou engem Schnellverfahre mat duerchgebaatscht hätten, wier dat sécherlech op d'Käschte vun enger fondéierter Diskussion iwwert déi ganz Problematik gaangen. Elo, mengen ech, kréie mer dann d'Geleeenheet fir iwwert dat ganz Thema do ze diskutéieren. Esou wäit zu deem wat aus dem Projet erausgeholl ginn ass.

Här President, deen Ajustement diskutéiere mer elo haut hei, wéi gesot, opgrond vun enger Prozedur, déi hei, mengen ech, eng Selbstverständlechkeet ginn ass, an zwar dat mer all zwee Joer iwwert d'Inspektiounen rechne loosse, wat d'Gehälter an deenen zwee Joer virdrun, an deem Fall am Joer 2000 an 2001, fir eng Evolution gemaach hunn. Dat ass an deem Fall 3,5%. Mir wëssen, dat zënter enger Rei vu Joren net nëmme méi d'Gehälter aus dem Privatsecteur geholl ginn, mä datt och am Berechnungsmodus d'Gehälter vun der Fonction publique mat berücksichtegt ginn, sou dass am Fong elo d'Gesamtsalarialat aus dem privaten an öffentleche Secteur gekuckt gétt, wéi do d'Loonentwécklung an deenen zwee Joer war, wat och an der Logik ass, well jo och d'Pensionnairen alleguer, esouwuel déi aus dem private wéi aus dem öffentleche Secteur, kënnen vun deem Ajustement hei profitéieren.

Dir wësst, dass den ADR déi Partei war, déi laang Joren dofir gekämpft huet, dass an der Fonction publique de System vun der Péréquatioun ofgeschaaft ginn ass - dat ass dunn och geschitt - an zënterhier ginn d'Pensiounen aus dem privaten an öffentleche Secteur zum selwechten Zäitpunkt zum selwechte Pourcentage verbessert, wat elo wéi gesot, vum 1. Januar 2003 un de Fall erëm eng Kéier ass.

Dofir, géif ech soen, hu mer der aus der Fonction publique vill kritt. Dat huet eis awer weider net wéi gedoen, well mer einfach der Iwwerzeegung waren, dass et de richtige Wee ass, dass ee Mënsch hei am Land wéi deen anere behandelt gétt. Haut kann een am Fong soen, dass, wa mer dee System bäibehalen hätte vun der Péréquatioun, da wieren d'Pensiounen an der Fonction publique net esou ugepasst gi wéi se momentan iwwert den Ajustement uge-

passt ginn, well esouguer wa mer déi ablécklech Augmentatioun vun zweemol 1,6% géifen huelen, déi déi Aktiv géife ginn, da géifen dat 3,2% ginn. Hei gétt et 3,5% duerch dese Ajustement. Wa mer wëssen, dass hei jo d'Joer vun de Lounaugmentatiounen vun 2000 matberücksichtigt ginn ass, wou d'Augmentatioun net 1,6 war, sou kommen am Fong déi pensionéiert Fonctionnairen duerch den Ajustement besser ewech, quité dass en zäitverschoben ass em ee bis zwee Joer, mä si komme besser am Prinzip ewech, wéi wa mer nach de Péréquatiounssystem géife bäibehalen.

Haut, wann een och e bëssen an d'Gewerkschaftspress vun de Gewerkschaften, vun der Fonction publique erakuckt, hunn ech net méi festgestallt, dass een dat contestéiert huet vun deene Gewerkschaften, esouwuel am Eisenbunnerssecteur wéi am direkte Stattssecteur, mä et hat een esouguer éischer d'Gefühl wéi wa verschidde Gewerkschaften an der Fonction publique dat géifen als hiren Erfolleg dohinner stellen, dass d'Pensiounen och elo an der Fonction publique iwwert den Ajustement ugepasst ginn. Mir huelen dat zur Kenntnis, dass eben déi Situation sech och do berouegt huet. Mir haten eis och kee Merci erwaart, mä ech mengen et ass awer haut eng Tatsaach, dass dank där Initiativ, déi mir deemools geholl hunn, d'Péréquatioun ofgeschaaft ginn ass an duerch den Ajustement ersat ginn ass, an dass haut d'Pensiounen an der Fonction publique méi erhéicht gi wéi wa mer den Accord salarial applizéiert hätten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

**(Interruptions)**

Jo, et ass just mat engem Décalage vun engem bis zwee Joer, awer reell gesinn ass an deenen...

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Déi Augmentatioun hätt bedeit, Här Gibéryen, dass bei de Statsbeamten, déi zum Beispill elo déi nächst dräi Joer dräimol 1,6% kréien, do och automatesch d'Pensionären déi matkritt hätten.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma jo.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Ma rechent emol déi lescht fénnef Joer zesammen, wéi vill d'Gehälter am Stat an d'Luucht gaange sinn, da wësst Der...

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir schwätze vun zwee Joer.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Wann Der iwwert déi lescht fénnef Joer kuckt, ass et eendäiteg...

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, Här Bausch, do leit Der falsch. Dir kennt ëmmer nëmme kucke wat d'Gehälter an deenen zwee Joer an d'Luucht gaange sinn a wat d'Pensiounen elo an deenen zwee Joer an d'Luucht ginn, da ginn d'Pensiounen méi an d'Luucht iwwert den Ajustement wéi d'Gehälter an deenen zwee Joer an d'Luucht gaange sinn. Dat ass awer eng Tatsaach. Dir kennt net fénnef Joer huelen, Dir kennt ëmmer nëmmen déi zwee Joer huelen.

**(Interruptions)**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt domadder just soen, dass ëmmer gesot ginn ass, dass, doduerch dass mer de Péréquatiounssystem ofgeschaaft hatten an duerch den Ajustement ersat haten, d'Fonctionnairen géifen därmoossen hir Pensiounen gekierzt kréien, dass dat net de Fall ass, mä dass et doriwwer eraus och eng gerecht Measure ass, dass ee wéi deen aneren am Land behandelt gétt.

Här President, et wier och gutt wann eng aner Iddi vum ADR res-

pektéiert gi wier vun deser Chamber, nämlech wa mer eng Pensiounskeess an der Fonction publique agefouert hätten. Dir wësst, wéi mer vun der Péréquatioun vun 3% vun 1993 u bis 1999 op 8% eropgaange sinn, dass mer deemools d'Propos gemaach hunn, dass een hätt sollen dee Supplément vu Cotisationen, amplaz dass deen direkt an de Statsbudget erëm als eng Recette gebucht gi wier, op eng Pensiounskeess fir d'Statsbeamte setzen.

Mir müssen alleguer wëssen, an et ass och haut schonn ugeklongen, dass d'Pensiounen am Privatsecteur haut, wa mer d'est Joer fäerdeg hunn, wäerten em 5,2 Milliarden Euro, also iwwer 200 Milliarden aler Franco Reserven hunn, mä dass mer an der Fonction publique keng Reserven hunn, dass déi müssen aus den alljährleche Budgete finanziert ginn. Wann et awer an deenen nächste Joren, wat keen hofft, géif Realitéit ginn, dass d'Statsrecetté géife massiv zréckgoen, dann ass et och sécherlech da vill méi schwéier fir héich Gehälter oder Pensiounen an der Fonction publique mat klengere Recetté beim Stat kënnen ze finanzéieren. Mer wëssen, dass d'CGFP jo och ëmmer eng Rechnung gemaach huet wou se gesot huet, am Fong wier esou ee Pourcentage vun de Steierrecetté vertriebar, dass dee géif als Gehälter oder Pensiounen ausbezahlt ginn. Wa mer also mat de Steierrecetten eng Kéier géifen zréckgoen, wär et dann an där Logik, dass een och misst iwwert d'Héicht vun de Pensiounen oder Gehälter zréckdenken, wat d'Finanzéierung ubelaangt.

Duerfir hu mer vun Ufank u gesot, dass et och am Intérêt vun der Fonction publique gewiescht wier - esou wéi mer et iwwregens bei de Gemengen hunn, well bei de Gemengefonctionnairen hu mer eng Pensiounskeess, déi zwar net elo déi Deckungsrécklagen huet wéi d'Pensiounskeessen an Privatsecteur, mä déi awer eng Deckungsrécklag huet -, wann ee fir d'Statsbeamten eng Pensiounskeess gemaach hätt. Well déi jonk Leit, déi haut an der Fonction publique sinn, oder déi Aktiv, déi haut an der Fonction publique sinn, déi jo 8% Cotisationen bezuelen, esou wéi se och am Privatsecteur bezuelen ginn, mir kënnen deenen net d'Garantie ginn, dass mer hinne méttelfristeg kënnen déi Pensiounen bezuelen, well keng Reserven, keng Fongen do sinn. Dofir kann een haut am Fong soen, dass d'Pensiounen am Privatsecteur méi garantéiert si wéi d'Pensiounen an der Fonction publique, well eben iwwer Jorzéngten am Privatsecteur Reserven ugeluegt gi sinn.

Här President, ech wëll och duerfir net elo weider nach eng Kéier hei op d'Resultater vum Rentendesch agoen. Se sinn de Moie kuerz hei ugeschloe ginn. Ech mengen mir ware frou, dass mer do e wesentleche Schrack gemaach hunn a Richtung Rentegerechtheek, dass mer déi zwee Pensiounssystemer ee Schrack méi no unenee bruecht hunn. Mir hunn deemools als ADR eis Forderungen, a mir hunn dat am Kader vun de Budgetsdebatten hei nach eng Kéier diskutéiert, ervirgedroen, wat natierlech 15 Milliarde kascht. Ech hunn dat och d'lescht Woch hei gesot, dass ass nun emol eben de Präis vun der Differenz tëschent deenen zwee Regimer. Wa mer gär Rentegerechtheek hei am Land maachen, da muss mer eben an dee saueren Appel bäissen, a wann dat net ze finanzéieren ass, da muss ee sech d'Fro stellen, wéi et da fir deen ee Secteur finanziéierbar ass, a fir deen anere Secteur, dee seng eege Cotisationen, seng eege Reserve geschaaft huet, net finanziéierbar ass.

Dat wäert eng Diskussion an der Zukunft bleiwen - ech wëll se haut hei net verdéiwen - an dat ëmsou

méi, well mer jo awer wëssen, de Kollege Marcel Glesener huet dat de Moie mat Recht hei gesot, datt mer och deen Ajustement hei duerchaus finanziell kënne verkräften opgrond vun deene grouse Reserven, déi do sinn. Och wann et ekonomesch wäert e bësse méi lues hei am Land goen, wäerten d'Reserven nach an deenen nächste Joren trotzdeem weider uklammen, opgrond vun deem grouse Prozentsaz, deen an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen ass vun den Aktiven. Esouguer wann e stagnéieren an esouguer wann e llicht zrëckgoe géif, géif den Iwwerschoss u Plusvaluen, dee mer an de Pensiounskeesen hunn, all Joer nach an enger Rei vu Jore weider an d'Luucht goen. Ob dat iwwer 20, 30, 40 Joer esou ze verfrueden ass, Här President, dat weess ech haut hei net ze soen.

Wa mer kucken, wéi séier dass d'Politik ännert, wa mer wëssen, dass am Fréijoer d'Haaptthema war, dass Lëtzebuerg keng 700.000 Awunner dierft kréien, a wa mer wëssen, wéi déi Evolution sech bannent e puer Woche gedréint huet, wou et en ekonomeschen Abroch ginn ass, da gesi mer, dass mer am Fréijoer mol net woussten, wou d'Land Ausgangs des Joers géing stoen, esou dass et och wäert schwéier sinn, fir iwwer 40 Joer viraus ze kucken.

Ech sinn awer frou vum engem vun de sozialpolitesche Spriecher, vum Marcel Glesener vun der CSV, hei confirméiert kritt ze hunn, dass d'Rente sécher sinn, dass se finanzierbar sinn, well et héiert een dat jo net ëmmer aus deem Eck do, wann ech nëmmen drun denken, dass vun no dem Rentendéisch en eise Statsminister net midd gëtt, fir ëmmer ëmmer drop hanzeweisen, dass déi Leeschtungen, déi mer um Rentendéisch duerchgesat hunn, net finanzierbar wäeren. Am Kader vum Budget huet den Här Statsminister esouguer gesot, déi Leit vum Rentendéisch missten hir Fuerderungen an dat, wat se duerchgesat hunn, nach eng Kéier iwwerdenken. Et gëtt systematesch versicht eng Angscht ze schüren, fir de Leit am Privatsektor e schlecht Gewëssen ze maachen, wéi wa se déi Renten net zegutt hätten oder wéi wann dat d'Land géif un de Bord vum Ruin oder un de Rand vun senger finanzielle Capacitéit bréngen. Dobai hunn déi Leit iwwer Jorzéngten hir Cotisatioune selwer bezuelt, keen aneren huet hinne se bezuelt. Si hunn hir Reserve selwer ugeluegt a si kréien elo vun hire Cotisatioune dat als Pensioun, wat se selwer abezuelt hunn. Si brauchen also net dem Här Juncker oder soss engem merci ze soen, mä si hunn dat selwer an hirem Liewe geleescht fir déi Pensioun, déi se kréien.

An den Här Juncker fënnt natierlech dann och an CSV-Kreeser, am Cercle Joseph Bech, ëmmer erëm eng Ennerstëtzung, déi nach méi wäit geet wéi den Här Juncker selwer, déi net nëmmen dem Privatsektor mä och dem öffentleche Sektor en Deel vun senger Pensioun wellt ewechhuelen a se zrëckféieren op eng Mindestpensioun an der Héicht vun soziale Mindestloun. Dat heescht, vu gëschter u kritt, wann de Cercle Joseph Bech sech duerchsetzt, all Aarbechter, all Privatbeamten, all Bauer, all Geschäftsmann, all Fonctionnaire keng Pensioun méi, déi méi héich ass wéi 55.000 aler Lëtzebuurger Frang. Gott sei Dank huet déi Tendenz an der CSV op déi aner Parteien nach net iwwergegraff. Wéi wäit se an der CSV intern Fouss gefaasst huet, dat mécht eis awer Gedanken,...

#### (Interruptions)

...well déi Leit, déi dat geschriwwen a gesot hunn, déi setzen nach ëmmer fest op hire Still a maache sech och nach ëmmer breet, sou dass engem do Fuerchtbares bevirstoe kann. Ech

sinn awer iwwerzeegt, dass d'Leit am Land déi Kloersicht behalen, dass se bei den nächste Wahl wëssen, wat fir eng Partei se zumindest net dierfen ennerstëtzen, wa se och nach gären an Zukunft hir Pensiounen einegermoosse garantéiert behalen.

Här President, dat gesot mengen ech, sollte mer alleguerte frou sinn, dese Projet stëmmen ze kënnen. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer et erëm eestëmmeg wäerte maachen, och mat der Stëmm vum Här Santer, fir dass d'Pensionnären aus dem privaten an aus dem öffentleche Sektor zum 1. Januar hir gerecht Upassung vun 3,5% kënne kréien.

**M. le Président.** - Deen nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, wann ee sech géif drop beschränken a senger Ried, fir nëmmen ze diskutéieren iwwert dat, wat mer hei um Pabeier virun eis leien hunn, da géing et ganz séier goen, da wäere mer séier fäerdeg, well eigentlech steet just den Ajustement vun 3,5% um Ordre du jour. Wann ee mat der Methodologie d'accord ass, wéi deen Ajustement berechent ass, da kënn ee soen: Mir ginn eisen Accord an da ginn ech mech erëm setzen.

Ech wëll vu virera soen, dass mer den Ajustement wäerte stëmmen, well awer profitéieren, fir e puer méi prinzipiell Iwwerleungen ze maachen zu der Rentepolitik insgesamt, well ech mengen, dass den Ajustement vun haut gewëssermoossen déi lescht Etapp duerstellt an de Rentenerhéijungen, déi mer am Joer 2002 virgeholl hunn. Et ass awer esou, och wann de Gros vun de Saachen, déi méi direkt decidéiert gi waren um Rentendéisch, elo realiséiert gi sinn, da bleiwen eng ganz Rei Saachen opstoen, déi net um Rentendéisch diskutéiert a geléist gi sinn, a well se nach net diskutéiert an net geléist gi sinn, heescht dat beileiwen net, dass se manner wichtig wäeren.

Den éischte Punkt op deen ech well agoen, dat ass, dass mer nach ëmmer de Problem vun der laangfristeger finanzieller Ofsecherung vun eise Rentensystem hunn. Et ass jo esou, dass mer an deene leschte Méint, well déi laangfristeg finanziell Ofsecherung net garantéiert ass, déi obskuren Theorie presentéiert kritt hunn, virun allem vun enger Partei. Den Här Gibéryen huet et schon ugeschwat. An der CSV si Proposen op den Déisch komm, déi eigentlech näischt aneschtars ware wéi ee brutalen Aschnëtt an eise System vun der sozialer Sécherheet. Dofir si mer och frou driwwer, dass zumindest den aktuelle Premier- a Finanzminister vun der CSV ganz daitlech Wieder geschwat huet, fir zumindest dee Courant a senger Partei zurechtzewiesen an ze soen, dass se op deem do Punkt falsch léigen. Den Här Glesener huet dat haut nach eng Kéier widderholl.

Fir eis ass et ganz kloer als Gréng: Mir stinn zum Umlageverfahren. Mir sinn der Meinung, dass nëmmen d'Umlageverfahren als solches dat Eenzege ass, wat eng sozial Gerechtheek am Rentenberäich kann oprechterhalen. Alles aneschtars, zum Beispill wann ee géif iwwergoen zu engem System, deen am Extrem effektiv esou kënn ausgesinn, wéi den Här Gibéryen et virdru beschriwwen huet, féiert derzou, dass mer eng Desolidarisierung kréien an der Gesellschaft, dass déi sozial Schwaach ënnert d'Rieder gerd.

Et ass allerdéngs esou, dass eng ganz Rei Saache mer um Rentendéisch um Désch leien haten aus der Etüd eraus vum BIT, déi net vun der Hand ze weise sinn, a wou mir eigentlech bedauert hunn

an och nach haut bedauern, dass et net méiglech war iwwert de Rentendéisch eraus iwwert déi méi laangfristeg Perspektiven ze diskutéieren.

Dir wësst alleguerten, dass de BIT berechent huet, dass mer, wa mer de System, wéi en haut existéiert, laangfristeg wëlle finanzierbar halen, mer da mussen e Wirtschaftswuesstum hei zu Lëtzebuerg behale vu 4% an der Moyenne iwwert déi nächst 30, 40 Joer. Ech sinn och der Meinung, dass, wat de fundamentale Prinzip ubelaangt, deen do beschriwwen ginn ass, deen eigentlech richtig ass. Et ass leider ni fäerdeg bruecht ginn, fir am Detail driwwer ze diskutéieren, an dofir well ech haut e puer Wuert dozou soen, d'autant plus wou ech e Rapport kritt hunn am September vun der IGSS iwwert eise Pensiounensystem, wou eng ganz Rei Objektiv definéiert gi sinn, déi ech interessant fannen a wou ech haut der zwee well eraushuelen.

Firwat ass dat wichtig, dass mer dee laangfristegen héije Wuessstum mussen hunn, wa mer déi héich Qualitéit an eise Leeschtungen wellen halen? Dat kënn virun allem dohier, dass mer zu Lëtzebuerg eng exceptionell Situatioun hunn am Rentensystem par rapport zu ville vun eisen Nopeschlänner, déi dora besteet, dass mer een Drëttel vun eise Rentensystem fiscaliséiert hunn. Ech weisen drop hin, dass bei deenen 8%, déi jiddferen hei zu Lëtzebuerg an de Rentensystem cotiséiert, de Stat och 8% drop leet, dat heescht een Drëttel vum Käschtpunkt vun eise Rentensystem. Een Drëttel vun de Recetten, déi mer hu beim Rentensystem, ass vum Stat, vun der Allgemengheet, vun de Steiergelder garantéiert.

Et ass natierlech kloer, wa mer an eng Situatioun längerfristeg kéimen, wéi déi, an där mer elo sinn - dat hu mer jo am Kader vum Budget laang a breet diskutéiert -, da géif et relativ séier enk am ordinäre Budget ginn, dat heescht, da géif et fir de Stat relativ séier enk ginn ze garantéieren, dass en déi 8% weider fir all Einzelne kann an d'Déppen erabréngen.

De Budgetminister huet nach virun zwee Deeg hei gesot, dass de Moment d'Sozialausgabe beim Budget vum Stat 44% ausmaachen. Bei deene Sozialausgaben ass d'Sécurité sociale den absolut déckste Batz an et ass zimlech kloer, dass, wann et laangfristeg zu engem Konjunkturabroch kënn, wéi mer en de Moment kennen - e muss emol net esou schlëmm bleiwen - mä wa mer net déi 4% errechen, da geet et ganz séier an d'Richtung, dass de Stat Problemer kritt fir deen Undeel, deen en haut an d'Pensiounen erafléisse léisst u Cotisatioune, nach kënnen ze garantéieren, an dann ass et och kloer, dass déi Reserven, déi mer hu bei de Pensiounskeesen, ganz séier opgefriess sinn a mer ganz séier wäerten e Finanzierungsproblem kréien.

Et ass och esou, dass eigentlech fir meng Begrëffer an deem Objektiv 7 vun dem Rapport vun der IGSS dat relativ gutt beschriwwen gëtt. Do gëtt nach eng Kéier erkläert, wéi de System fonctionnéiert an et gëtt drop higewisen, dass et muss fäerdeg bruecht ginn, och à la longue, en équitabel Verhältnis ze kréien tëschent der Population active an de Pensionéierten, wat de Finanzement ubelaangt vum Generationensystem, well soss d'Solidaritéit net méi spillt.

Wat ass d'Konsequenz, wann de Stat eng Kéier géif decidéieren, aus deene Grënn, déi ech gesot hunn, net méi esou een héijen Undeel an d'Pensiounskeesen ze be-

zuelen? D'Konsequenz dovunner wär, dass dann natierlech d'Assurée selwer misste méi een héije Bäitrag bezuelen, dat heescht d'Cotisatioune géife massiv eropgoen.

Dat géif bedeuten, datt mer da ganz séier an d'Situatioune géife kommen, wéi mer se an den Nopeschlänner hunn, zum Beispill an Däitschland, wou jo ee Wahnsinnsproblem de Moment besteet fir d'Pensiounen ze finanzéieren, wou mer e komplett Mësverhältnis kréien tëschent deenen Aktiven an deene Pensionéierten, wou deenen Aktiven en immens héijen Undeel vun hirem Loun ewech geholl gëtt fir d'Pensiounen vun de Retraitéen am Moment ze bezuelen, ouni awer emol eng Garantie ze hunn, datt déijéineg, déi dann dee Moment ganz héich Cotisatioune bezuelen, en héijen Deel vun hirem aktuelle Loun mussen ofginn, selwer eng Garantie hunn, datt se déi nämlech Pensioun awer herno kréien.

Dat heescht, mir riskéieren deementspreechend laangfristeg eng Desolidarisierung ze kréien an der Gesellschaft, wou déi Jonk sech iergendwann eng Kéier soen: Mir maachen dat do net méi mat, mir hunn dees genuch, well dat ass ee Spill wou mir eigentlech d'Verléierier derbai sinn a wou et dann duerch déi Desolidarisierung ganz séier derzou kënn kommen, datt de System als solches a Fro gestallt gëtt.

Dofir, wa mer haut iwwert den Ajustement decidéieren, gëtt och ganz gutt drop higewisen eigentlech an deem Rapport vun der IGSS an Schluss, an ech zitieren dat: „Mais ce n'est qu'à condition que les ressources du régime des pensions le permettent que les pensions sont adaptées toutes les deux années par une loi spéciale à l'évolution réelle des salaires.“

Dofir, wann den Här Gibéryen hei virdru gesot huet: „Et ass scho bal eng Selbstverständlechkeet ginn, datt mer all zwee Joer hei ajustéieren“, da wëllt ech drop hiweisen, datt déi Selbstverständlechkeet séier kann en Enn fannen, wa mer an déi Situatioun komme wéi ech virdru gesot hunn. Ech sinn och dofir der Meinung, datt, wa mer iwwer laangfristeg Finanzierungsentscheidungen schwätzen a virun allem iwwert déi Solidaritéit do schwätzen, déi ech virdru beschriwwen hunn, da komme mer och net derlaanscht fir eng Kéier iwwert eng Reform vun eise Ajustementssystem nozedanken.

Ech sinn der Meinung a meng Fraktioun ass der Meinung, datt ee sécherlech net den Ajustement soll ofschafen, loin de là. Deen ass e gutt Instrument. Och d'Methodologie, wéi mer zur Berechnung komme vun deem Prozentsaz, ass richtig. Mä ech mengen awer, datt ee muss eng Kéier diskutéieren, zumools mer jo och elo wëssen, datt den Ajustement jiddferen hei zu Lëtzebuerg betrëfft, ob en aus deem engen oder anere Régime kënn, iwwert de Plafonnement beim Ajustement.

Fir eis als Gréng ass et op alle Fall kloer: De legale System kann net dofir do si fir d'Pensiounen an egal wat fir enger Héicht weiderhin op déi do Aart a Weis an Zukunft ze ajustéieren. Mir sinn der Meinung, datt dat net tragbar ass, d'autant plus wou mer och nach am leschte Joer bei der Steierreform nei generéis Instrumenter geschafen hunn, wou déi Leit, déi ganz héich Gehälter hunn, och nach iwwert de Steiersystem elo sech kënnen zousazverséchere goen an donc sech op hir héich Pensioun, déi se haut schon hunn, déi mer duerch de legale System garantéieren, och nach kënnen eppes drop leeën iwwert d'Steierabatemente vun deene se kënnen profitéieren fir Zousazpensiounen opzebauen.

Ech menge mir fueren do entretemps zwee- wann net dräispu-

reg an deem do Beräich. Dofir sinn ech der Meinung, vu datt mer déi Instrumenter do geschafen hunn, datt dat Matière à discuter ass, an datt bei deene Leit wou mer dee Revenu usetzen, dat sécherlech net ganz ënne soll ugesat ginn; et soll sécherlech en uerdentleche Revenu sinn an der Retraite, deen de legale System garantéiert. Mä ech mengen et muss een iergendwou eng Kéier ee Plafong setzen an da muss een driwwer diskutéieren kënnen, ob et doriwwer eraus dann net einfach normal ass, datt déi Leit, déi an hirer aktiver Carrière e ganz héicht Gehalt hunn, en plus wou se nach vun deenen Abatemente steierlech kënnen profitéieren, wa se da wellen och nach méi eng héich Pensioun herno hunn, selwer dofir suerge sollen, datt se dat, wat se iwwert dee legale System eraus versprach kréien, och nach an Zukunft dann an hirer Pensioun kënnen kréien, andeem se sech selwer verséchere.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir hunn e Plafond cotisable am Privatsektor.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här Gibéryen, och de Plafond cotisable...

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann d'Leit cotiséiere bis op deen Niveau, da mussen och hir Revenuen...

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här Gibéryen, dat ass richtig vun dem Plafond cotisable am Privatsektor, mä esouguer deen ass am Verhältnis héich ugesat. Ech sinn net der Meinung, datt ee muss, wann een ajustéiert, ëmmer och bis op de Plafond cotisable ajustéieren. Ech fannen, datt et duerchweeegs misst méiglech sinn ze diskutéieren, ob ee seet: Déi 3,5%, mir ajustéieren déi bis op ee gewëssent Gehalt. Dat heescht, datt am Fong ab engem gewëssene Gehalt fir déi Leit just ee Sockelbetrag spillt, an datt vun do an hiert Gehalt net méi ajustéiert gëtt. Dat heescht, et soll jiddferen eppes kréien, dat ass kloer, egal wéi héich seng Pensioun oder sai Gehalt ass herno, mä et soll ee plafonnéieren. Ech mengen, datt dat eng Mesure ass, déi sécherlech am Intérêt ass, virun allem vun deene klengen Pensiounen, wa mer wëlle laangfristeg de System esou an där Qualitéit assuréieren, wéi mer dat haut maachen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Bausch, mir sinn eis jo eens, doriwwer kann een diskutéieren, mä mer sinn eis jo awer eens, datt dat da fir sämtlech Pensionnären ass.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Selbstverständlech, dat muss fir sämtlech Pensionnäre gëllen, egal ob se aus dem öffentlechen oder dem private Sektor kommen.

Ech kommen dann, Här President, zu engem anere Punkt, dee menger Meinung no och ganz wichtig ass am Zesammenhang mat éischtens der Gerechtheek am System. Dat heescht, et gëtt menger Meinung no nach ëmmer ee grouse Schwaachpunkt generell an eise Rentensystem. Et ass e Fait, datt mer, wat Männer a Fraen ubelaangt an eise System, nach ëmmer ee Problem hunn, datt et einfach haaptsächlech Frae sinn, déi duerch spezifesch Liewenssituatiounen herno, nämlech duerch de Fait, datt se kenger aktiver Beschäftigung noginn, a Situatioune kënnen gerd, datt se herno ofrutschen an d'Aarmutt, et kann ee bal soen op ee soziale Minimum, well mer nun eemol eng Situatioun hunn déi opbaut op den Droits dérivés, wéi mer se haut kennen.

Et ass nun eemol esou, wann eng Fra mat 40 Joer gescheet gëtt an da mat 42 oder 43 Joer erëm

ufänt eng aktiv Beschäftigung unzuhuelen an da cotiséiert, dann ass et zimlech kloer, vu datt se näischt vun hirem Partner zegutt huet, mat deem se während esou vill Joer zesumme gelieft huet, datt se herno an hirem Rent, déi se sech dann opbaut, net vill kann erauskreien. An dann ass et natierlech evident, jee nodeem wéi spéit se an déi do Situatioun kënnt, kënnt se jee nodeem natierlech nach schlechter ewech, a mir sinn nach ëmmer prinzipiell der Meinung, datt een den do Problem nëmmen an de Grëff kritt, andeem een an eng Richtung geet vun der Individualiséierung vun de Rechter.

Mä ech sinn awer och der Meinung, datt, esouguer wat de finanzielle Volet ubelaangt, d'Individualiséierung vun de Rechter ee wichtige Thema ass. Et ass och esou, datt am Objektiv 10 vum Rapport vun der IGSS, deen elo den 30. September 2002 erauskomm ass, dee ganze Beräich beschriwwen gëtt an drop verweise gëtt, datt dat och um europäeschen Niveau, also datt heescht am Kader vun der Europäescher Unioun, e grousst Besuegnes ass, datt also e groussen Drock entsteet fir an déi do Richtung eppes ze maachen. Och d'Kommissioun gëtt eng ganz Rei Rekommandatiounen fir do ze handelen.

Mir wëssen, datt um Rentendesch op Drock hin - virun allem géif ech esouguer soe vun deene Grängen - an der Schlussdeklaratioun eppes festgehale ginn ass, nämlech fir een Aarbechtsgrupp anzusetze fir an déi do Richtung eppes ze analyséieren an ze kucken wéi dat machbar ass, wéi een och eng Transitioun kritt, laangfristeg gesinn, zu esou engem System. Et ass zimlech kloer: Annerungen am Rentensystem, déi kann een net bannent enger Generatioun maachen, déi kann een nëmme laangfristeg usetzen. Déi mussen iwwer eng Generatioun erausgoen duerch eben d'Komplexitéit vum System, mat deem mer hei ze dinn hunn. Dat war nach ëmmer eis Lwervegung. Esou ass et natierlech och hei sécherlech de Fall, datt een net ka bannent enger Generatioun brutal Annerungen maachen, mä et muss een dat iwwer laangfristeg Zilsetzungen upeilen.

Deen Aarbechtsgrupp do soll an déi do Richtung schaffen. Bis elo weess ech allerdéngs net esou richtig, wat an deem Aarbechtsgrupp erauskomm ass oder wat do gemaach ginn ass. Ech hunn esou e bëssen de béise Verdacht, datt nach net ganz vill do geschitt ass. Ech wär frou wann de Minister vun der Sécurité sociale haut géing profitéieren vun deser Geleeënheet, fir eis dann emol ze soe wou deen Aarbechtsgrupp drun ass a wéini e gedenkt, datt éischt Zwëscherresultater erauskommen.

Ech wëll awer och nach op een aneren Aspekt hiweisen, deen an deem dote Kader wichtig ass. Dat ass dee vun der Fraebeschäftigungsquot, deen och an deem Objektiv 10 hei gutt, menger Meinung no, beschriwwen gëtt a wou och eng Rei vu Rekommandatiounen gemaach ginn. Et ass esou, wa mer wëllen deen héijen Niveau halen an eisem Rentensystem, hunn ech virdu gesot, da mussen mer héich Croissancen hunn. Mer mussen awer op där anerer Säit en héijen Emploi hunn. Mir mussen den Niveau vun deene Cotisatiounen mindestens op deem Niveau halen, wann net esouguer nach dauernd steigere.

Et ass esou, datt mer jo och zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren dat fäerdeg bruecht hunn. Esouguer am Moment wou mer an enger Phas si wou d'Konjunktur méi lues geet, stelle mer fest, datt den Emploi trotzdeem ënnert dem Stréch nach lichter an d'Luucht geet. Mä de Problem dee sech eng Kéier fir eis stellt, an dat gesi mer jo haut schon, ass, datt mer em-

mer méi Schwierigkeete kréie fir deen Emploi ze besetzen, datt mer ëmmer méi wäit mussen siche goe fir nach Leit ze fannen, déi zu Lëtzebuerg deen Emploi besetzen, mat allen negative Konsequenzen déi dat huet am Beräich Landesplanung, mat allen negative Konsequenzen déi dat huet wat nei Infrastrukturkäschten ubelaangt fir déi Leit, déi mer dann op Lëtzebuerg unzéien.

Et gëtt awer nun eemol een Deel vun eiser Populatioun, wou mer ganz genau wëssen dass mer nach eng grouss Reserv hunn, fir kënnen den Emploi ze besetzen, an dat sinn d'Fraen. Mir sinn zu Lëtzebuerg nach ëmmer zimlech um Wupp vun der Europäescher Unioun wat d'Fraebeschäftigungsquot ubelaangt. Mir sinn esouguer, wann ech eis vergläiche mat deene méi nordesche Länner - haaptsächlech d'skandinavesch Länner -, extrem wäit hannen. Do si bei Wäitem méi grouss Effort gemaach ginn a mir mussen kucken, och am Kontext an am Intérêt vun der laangfristeger Ofsécherung - wéi gesot - vun eisem Rentensystem, deen doten Aspekt méi detailléiert ze diskutieren a méi Efforten ze maache fir do e Schratt weider ze kommen. Ech hoffen, datt den Här Minister eis herno vläicht do kann e puer éischt konkret Indicatiounen ginn, wéi wäit datt en do ass.

En drëtter Punkt deen ech nach wollt uschwätzen, deen eigentlech och op de Rentendesch verlagert ginn ass a wou just gesot ginn ass, datt en Aarbechtsgrupp géing agesat ginn, ass dee fir ze kucken, nei Finanzierungsquellen ze erschleissen, fir déi laangfristeg finanziell Ofsécherung vun eisem System ze garantéieren.

Mir wëssen allegeruente datt déi Lounbezunnenheet vun de Recetten, déi mer haut hunn, sécherlech Virdeeler huet well se mol éischtens erlaabt e kloren Lwervebléck ze behalen, wie wat beim Finanzement vun der sozialer Sécherheet bäidréit. Mer wëssen awer entre-temps och, datt et eng ganz Rei Betriber oder ekonomesch Secteure gëtt, déi eigentlech näischt méi an d'sozial Sécherheet bezuelen, well mer déi Lounbezunnenheet do hunn. Well et ass nun emol esou, datt ee Betriber, dee wéineg, fir net ze soe bal keng Leit méi beschäftigt, dee bezilt och ganz béineg, fir net ze soe bal näischt méi, an d'sozial Sécherheet.

De Solidarmodell, op dee mer hei zu Lëtzebuerg, an iwwerhaapt nach an den europäesche Länner, eis Pensiounssystemer opgebaut hunn, deen hat awer am Ursprung eben och déi Iddi, datt d'Betriber hire Beitrag sollen dozou bäidroen, fir dese Solidarmodell ze finanzéieren. An ech mengen, datt een dofir muss eng eschthafte Diskussioun féieren, fir en neie System vu Cotisatiounen fir déi Betriber anzeféieren, déi net esou aarbechtsintensiv sinn, an dat aus zwee Grënn:

Éischtens ass et esou, datt et oft déi Betriber oder déi Secteure sinn, déi bei Wäitem méi Benefisier maachen, wéi déi, déi lounintensiv sinn. An zweetens ass et jo och esou datt, souguer am Intérêt vun de Betriber, et laangfristeg esou muss sinn, datt mer och do tëschent de Betriber eng besser Solidariséierung kréien, datt mer net dauernd déi penaliséieren, déi nach Leit beschäftigen, déi also nach mënschlech Aarbechtskraaft an hire Betriber beschäftigen, an déi belounen, déi eigentlech am meeschten dofir suergen, datt keng mënschlech Aarbechtskraaft méi an hirem Betriber schafft.

An och dat, fir iwwert déi nei Finanzierungsquellen ze diskutéieren, hate mir als Grëng, als mëttelbis laangfristeg Optioun, um Rentendesch erabruucht.

Et gëtt entre-temps eng Rei Pisten, wat ee sech do alles kënnt virstellen, déi och am Ausland du-

erch Etüden opgewise ginn. Et war natierlech kloer, datt een an där kuerzer Zäit um Rentendesch déi do Problemer net kënnt léisen, an dofir ass an der Schlussdeklaratioun decidéiert ginn, datt och do en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff soll ginn, dee sech mat deem Volet soll beschäftigen.

Och do weess ech emol net esou richtig, ob et entre-temps am Ministère iwwerhaapt en Aarbechtsgrupp gëtt. Beim éischte Punkt, hunn ech gesot, do weess ech datt et ee gëtt; bei deem hei weess ech iwwerhaapt net ob et ee gëtt an ech wär frou wann den Här Minister mer herno kënnt soen ob hien deen Aarbechtsgrupp agesat huet, a wa jo, wien do dra setzt respektiv wéi wäit datt d'Aarbechte vun deem Grupp sinn.

An da wëll ech zum Schluss nach just zwee Sätz zu deem Aspekt, deen den Här Gibéryen virdrun hei ugeschwat huet, soen. Dat éischt wat ech him wëll soen, datt ass datt ech net mat him averstane sinn, datt d'Statsbeamten duerch den Ajustement an der Moyenne besser ewech kéime wéi duerch d'Péréquatioun. Ech ginn him zwar Recht, am Sënn vun enger globaler Gerechtegkeet, datt dat, wat mer haut hunn, méi richtig ass. Do ginn ech him 100%eg Recht. Hei gëtt elo ee behandelt wéi deen aneren, d'Pensiounen gi gläichméisseg ajustéiert, egal a wat fir engem System dass een ass; also do sinn ech 100%eg mat him d'accord.

Mä wann een zum Beispill op déi lescht fënnf Joer kuckt - an et deet mer Leed, Här Gibéryen, ech wëll lech drop hiweisen, déi meescht Accords salariaux an der Vergaangenheet si meeschtens op zwee Joer an net op dräi Joer ofgeschloss ginn -, wann ech des Legislaturperiod huelen, déi mer elo d'nächst Joer ofschleissen, da kann een duerchweegs gesinn, datt d'Statsbeamte bei der Péréquatioun besser ewech komm wäeren.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech mengen, Dir kënnt ëmmer nëmmen zwee Joer kucken.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Neen, Här Gibéryen, Dir kënnt et dréie wéi Dir wëllt. Ech wëll lech just soen, datt wann ech weess, datt am öffentleche Secteur iwwer fënnf Joer - ech weess et elo net méi genau, well ech de Prozentsaz vun deenen éischten zwee Joer net méi genau weess -, d'Gehälter ëm ronn 10% an d'Luucht gaange sinn, da wäeren d'Rente bei der Péréquatioun a fënnf Joer ëm 10% an d'Luucht gaangen, beim Ajustement awer nëmme maximal tëschent 6 a 7%. Et ass also ganz kloer, dass duerch d'Ofschafte vun der Péréquatioun d'Statsbeamten do verluer hunn.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen, neen.

■ Une voix.- Här Bausch, Dir hutt Recht.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dat kann een och iwwert déi lescht Joren novollzéien.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat ass net richtig.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ech wëll awer elo net weider mat lech doriwwer streiden; ech ginn lech Recht, datt et fir d'Gerechtegkeet besser ass, esou wéi et haut ass.

Da wëll ech lech awer soen, dass ech 100%eg mat lech d'accord sinn iwwert dee Mëssstand, datt am öffentleche Secteur keng Pensiounskeess geschafe ginn ass, a virun allem fir deen neie Regime dee mer agefouert hunn.

Wéi mer d'Péréquatioun ofgeschafft hunn, ass jo gläichzäiteg och eng gläichwäerteg Cotisatioun fir d'Statsbeamten agefouert ginn, wéi se am Privatsécteur besteet. Am Contraire zum Privatsécteur ass et de Moment esou, datt déi 8%, déi d'Leit cotiséieren, net an eng Keess fléissen, mä einfach an de Statsbudget. An da kënnt jo nach dobäi - dat muss ee wëssen, datt de Stat jo do och nach eng Contrepartie vun 8% muss liwweren, sou wéi hien et am Privatsécteur mécht.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- A beim Stat.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dat heescht op all Gehalt vun all Statsbeamten oder öffentlechem Beamten hei am Land, kommen um Enn vum Mount 16% Cotisatioun an de Statsbudget. Bon, dat ass zwar a sech do "dominant donnant", mä et wier sécherlech am Intérêt vun de Statsbeamte gewiescht, fir datt se géife wësse wou se dru sinn, datt genau definéiert wär, wou déi Sue sinn a wat mat deene Sue geschitt.

De Moment kann de Stat locker vum Hocker higoen an egal wat domadder finanzéieren. Hie ka mat deene Sue Stroosse bauen, hie ka mat deene Sue maache wat hie wëllt, et ass am Budget net sichtbar, wou déi Reserven, déi Suen, déi do iwwer Joren opgebaut gi sinn.

An ech si sécher datt dat irgendwann eng Kéier an deenen nächste Joren, a virun allem beim neie Regime, zu heftege Konflikter wäert féieren, sécherlech net an deenen nächste Joren, mä an 10, 15 oder 20 Joer, dat weess een ni, an datt eng Kéier eng Generatioun vu Statsbeamten oder öffentleche Beamten domm drucke wäert, wa se mierken, datt si eigentlech keng Reserven hunn, well effektiv déi Gelder einfach an de Budget gefloss sinn an et guer net kloer ass wéivill iwwert déi Joren do zesumme komm ass. An da wäert de Sträitpunkt lassgoen an dat wäert da vill Freed ginn, wann dann iwwer 20 Joer nogerechent gëtt, wéivill dat da soll sinn.

Ech ginn also dem Här Gibéryen total Recht, an ech sinn och der Meinung, datt et do verpasst ginn ass, fir esou eng Pensiounskeess anzeféieren.

Dat gesot, Här President, wëll ech awer nach eng Kéier betounen, datt déi méi prinzipiell Bemierkunge wierklech extrem wichtig sinn, datt mer déi escht huelen an drun eruginn, an net elo mengen de Problem vun de Renten, haaptsächlech dee vun der finanzieller Ofsécherung, wär geléist, an e wëll den Accord vun eiser Fraktioun bréngen, fir den Ajustement vun deem Joer ze stëmmen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

■ M. Serge Urbany (déli Lénk).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt an der Sozialgeschicht vun eisem Land keng aner Institutioun, déi esou nohalte op de Liewensniveau an op d'Liewensgefill vun de Leit agewierkt hätt, wéi déi vun der Sécurité sociale. Si huet eis vergiesse geden, wat et heescht krank ze sinn a sech net fleegen ze kënnen, well keng Suen do sinn. Si huet domat och eng prodigiéis Entwécklung vun enger demokratischer Medizin garantéiert, wou sech am Verhältnis Dokter-Patient keng béidsäiteg Suergen ëm d'Geld ageschlaach huet, wéi dat an anere liberale Beruffer de Fall ass. D'Entwécklung vun der Medizin huet ze enger Verlängerung vun Liewen ënner bessere Bedingungen bäigedroen.

An dann eist Pensiounswiesen. Wat fir eng revolutionär Errungenschaft, wann een d'Situatioun mat där am 19. Jorhonnert vergläicht, wou d'Gesondheet während engem 16-Stonnen-Dag an de Fabricke verschlass ginn ass an dann op den Trottoir gehäit ginn ass wann d'Aarbechtskraaft ausgegott war. An dann am beschte Fall konnt op d'Famill, op d'Assistance publique oder op e puer Erspuerner fir d'Liewensniveau zréckgegraff ginn.

Den Ekonomist Bernard Friot huet dee radikalen erneierende Charakter vum Pensiounswiesen an der Revue française des Affaires sociales N°3 vum Joer 2000 folgendermoosse plastesch beschriwwen: „Le fondement du bonheur des retraités“ - huet hie geschriwwen - „c'est qu'ils vivent la nouveauté inouïe d'être payés pour être libres. Ils sont payés, ils ne touchent pas une allocation publique au titre de la solidarité nationale envers les personnes âgées, mais du salaire au titre d'un contrat entre employeur et salarié. Comme les salaires directs, les pensions sont financées par des cotisations versées par les employeurs à l'occasion des emplois. Proportionnelles à ces salaires directs, les cotisations sont immédiatement dépensées et non pas accumulées dans des fonds d'épargne. Elles ouvrent droit à des pensions proportionnelles aux salaires directs et référées comme eux à la qualification. Et ils sont payés pour utiliser librement leur temps. Ils ne doivent rien à quelque employeur que ce soit, et tous ceux qui sont en bonne santé, disent leur bonheur de pouvoir travailler (parfois comme ils ne l'ont jamais fait avec une telle intensité) librement.“

D'Sécurité sociale, mengt och deeselwechte Bernard Friot, datt ass am Fong geholl d'Unerkennung vun der Situatioun ausserhalb vun der Aarbecht vun deene Leit déi schaffen, duerch en indirekte Loun, dee se während hirem Aarbecht a Form vu Sozialbeitrag bezuelt kréien.

D'Leit sinn duerch déi Situatioun net nëmme méi eng Force de travail, si hunn net nëmme méi eng Valeur marchande, mä si hunn an der Gesellschaft e Statut, deen iwwert déi reng Valeur marchande vun hirem Aarbechtskraaft am Betriber aarbecht, grad esou wéi och e Kollektivvertrag oder d'Aarbechtsgesetz de Leit esou e Statut séchert.

A mer sinn hei am Fong geholl och e bësse bei där Notion - elo geht den Här Glesener eraus -, déi mer gëscht diskutéiert hunn, vun der Valeur fondamentale du travail. An ech fannen op déi Notion misse mer an Zukunft nach zréckkommen, sou wéi op d'Fro vum Wäert vun der Aarbecht, an och op d'Fro: Wie schafft iwwerhaapt d'Wäerter vun der Aarbecht an eiser Gesellschaft, an dat besonnesch well jo zënter méi wéi zéng Joer versicht gëtt, d'Fundamente vun der Sécurité sociale, vun eisem Krankekeesen- a Pensiounswiesen, a Fro ze stellen.

Et ass virdrun hei den Numm vum Cercle Joseph Bech gefall, mä dat geet jo wäit iwwer esou kleng marginal Zierkelen eraus, marginal an der Quantitéit, wëll ech soen.

(Brouhaha général)

Mä si drécke jo awer eppes aus, wat vill méi déif ass a vill méi verwuerzelt ass an der Gesellschaft, a wat jo versicht ginn ass schon zënter zéng Joer op d'mannst an eiser Gesellschaft déif ze verwuerzelen.

Mam Argument gëtt operéiert, eis Sécurité sociale wier net méi ze finanzéieren. Dat also, wat d'Leit virun allem ugesinn als eng kolossal Verbesserung vun hirem Liewen - „le bonheur“, seet de Bernard Friot, deen ech virdrun zitéiert hunn, d'Gléck, dat ass dat, wat d'Sécurité sociale fir d'Leit

ass, dat ass dat, wat natierlech eng anstänneg Rent fir d'Leit duerstellt - dat gëtt am politeschen Discours ëmgewandelt an e Problem: d'Rentemauer.

Dat ass am Fong geholl dat, wat mir elo zënter zéng Joer an där Diskussioun do erliwen. A wa mir gewësse Reklammefilmercher kucke vu Liewensversécherungen, da gi Kanner gewisen, déi sech un de Kapp weise mam Fanger, wa si op d'Fro mussen äntwerten, ob si wëlle fir d'Pensioun vun hiren Elteren opkommen. Dat heescht mat der Urangschicht vun de Leit, am Alter eleng gelooss ze ginn, gëtt op eng ganz tiefenpsychologesch Manéier versicht, Reklamm ze maache fir eng privat Versécherung.

Et ass ee vun deene gréisste Mythen, menger Meenung no, vun der leschter Zäit, an eng vun deene gréissten intellektuellen Onéierlechkeeten dernieft, fir d'Leit gleewen ze dinn, Privatpensiounsfonge wiere méi à même dem Finanzéierungsproblem bäizekommen, wéi eng öffentlech sozial Versécherung nom Émlageverfahren.

Wouranner besteet de Finanzéierungsproblem? Ma natierlech doranner, dass duerch déi eegen Dynamik vun der Sécurité sociale, vun där ech virdu geschwat hunn, d'Leit méi al ginn. Et kann een et och positiv ausdrécken a soen, d'Leit bleiwe méi laang jonk. Dat ass och eng Aart a Weis, fir deeselwechte Problem auszudecken. Si mussen also och méi laang medezinesch betreit ginn a si mussen méi laang eng Rent kréien. Dat ass jo den eigentleche Finanzéierungsproblem.

Elo muss een awer soen: Och e Pensiounsfong finanziert seng Renten a fofzeg Joer aus deeneselwechte Quelle wéi e Versécherungswiesen nom Émlageverfahren. Well fir déi Suen ze hunn, fir da seng Renten ze finanzéieren, muss hien a fofzeg Joer seng Aktie verkafen. Et gëtt souguer behaupt, dass déi amerikanesch Pensiounsfongen, déi jo schon zënter Jorzéngte bestinn, géife grad zu dësem Zäitpunkt an Europa kommen, well si à maturité komm wieren. Dat heescht, dass den Taux de charges tëschent Aktiven a Pensionnaire sech esou verschlechtert huet, dass si elo mussen no frischem Geld sichen, fir hir Renten ze bezuelen. Wann een eng Aktie iergendwou huet, da sinn dat jo keng Suen! Dat si Besëtzer, déi hirem Besëtzer d'Recht ginn en Deel vun de Suen opzehiewen, déi an der realer Wirtschaft vun den Aarbechter a vun de Beamten all Dag erschafft ginn.

Deen eigentlechen Ennerscheid tëschent der Sécurité sociale an de private Pensiounsfonge läit also och net onbedéngt doran, dass déi eng op der Bourse spekuléieren an déi aner net. Mir hu gesinn, dass och dem öffentleche Pensiounsfong, der grousser Reserv vun der Sécurité sociale, ugerode ginn ass op der Bourse ze spekuléieren. Do kann also net déi eigentlech Differenz leien, mä déi eigentlech Differenz läit an der Kontroll an am Besëtzt vun deem Ganzen.

Éischtens: D'Assurés vun der Sécurité sociale kënnen d'Sécurité sociale selwer verwalten, ënnert der demokratischer Kontroll vun der Öffentlechkeet, vum Stat an och vum Parlament. Zweetens funktionéieren déi Keesen nom solidarische Prinzip. Dat heescht d'Recht op Prestatiounen huet een, wann een och am Besoin ass a wann een d'Konditiounen erfëllt, fir se ze kréien. Sief et, dass ee krank oder schwanger ass, oder dass ee seng Pensioun beansprucht. Dat ass evidenteweis bei private Fongen net onbedéngt de Fall.

Drëttens ënnerscheiden se sech och nach duerch de Finanzéierungsmodus, well deen den direk-

ten Zesammenhang mat der Aarbecht a mam Salaire hiestellt, d'Cotisation ass proportional zum Salaire. En Drëttel ass zwar fiskaliséiert, an do gëtt iwwert d'Solidarité nationale dann och en Deel bezuelt. Selbstverständlech muss een och iwwert deen Deel diskutéieren. Mä ech mengen, wichtig ass et, dass den Hauptdeel ganz kloer aus der Aarbecht kënnt.

Also an Zukunft muss ouni Zweifel ëmmer méi e groussen Deel vum erschaafte Räichtum fir d'sozial Sécherheet geholl ginn. Dat werft eng Rei vu Verdeelungsfroen op. Dat ass déi ganz Fro vun der Finanzéierung, wéi se hei och ugeschnidde ginn ass. Wann d'Cotisationen an d'Luucht ginn, schmälert dat de Profit vun deene Leit, déi d'Betriben besetzen, well et ass jo kloer, d'Patrone bezuelen esouwuel d'Part patronale, wéi och d'Part salariale, als Unerkennung fir déi Aarbecht, déi se kréien. Et kann awer och esou sinn, wann am Betrib e schlecht Kräfteverhältnis ass - an duerfir ass et och wichtig, dass d'Gewerkschaften do sinn, fir am Betrib fir e richteg Kräfteverhältnis ze surgen - da kéint et natierlech och sinn, dass den Nettoloun geschmälert gëtt, amplaz de Profit an de Betriben. Duerfir hanken all déi Froen ganz enk mateneen zesammen.

Eng weider Fro vun der Ëmverteilung ass déi: Sollen d'Leit dann elo méi laang schaffe goen, wéi dat heiansdo verlaangt gëtt, an domat hirer Gesondheet schueden, jee nodeem, wou se méi laang schaffe goe sollen? Ech schwätzen elo net vun der allgemenger Fro vun der Aktivitéit am Alter, mä vun der ordonnéierter Aktivitéit eleng nëmme mat deem Zil, wéi et jo och den europäesche Virgaben entsprécht, fir d'Rentesystemer ze finanzéieren.

Am Mëttelpunkt vun der Renten-debatt stinn also zentral Verdeelungsfroen. Och zum Beispill Verdeelungsfroen zwëschent dem Verhältnis vun den direkte Léin an enger Gesellschaft an den indirekte Léin, wéi d'Sécurité sociale et duerstellt. Et geet och ëm d'Fro vun der Solidaritéit zwëschent deenen, déi besser verdéngen, an deenen, déi manner gutt verdéngen. Den Här Bausch huet virdu virgeschloen, wann ech hie richtig verstanen hunn, de Cotisationsplafong an der Sécurité sociale erofzesetzen. Ech sinn éischter der Meenung, de Cotisationsplafong soll an d'Luucht gesat ginn oder souguer ganz ofgeschafft ginn, fir och déi Solidaritéit zwëschent deenen, déi eng besser Pai hunn, an deenen, déi keng esou eng gutt Pai hunn, ze garantéieren.

Dat si Froen, déi muss een allegueren eng Kéier ganz seriö diskutéieren. Dat sinn zentral Verdeelungsfroen. Sécher ass op jidde Fall, an dat hunn déi lescht zéng bis 20 Joer gewisen, dass d'Verhältnis sech zwëschent de Revenuë vum Kapital an de Revenuë vun der Aarbecht global verschlechtert huet au détriment vun deene vun der Aarbecht. Et muss alles gemaach ginn, fir dat Verhältnis ze redresséieren. All Moosnam, déi dozou féiert, fir dat Verhältnis ze redresséieren ass prinzipiell eng positiv Moosnam, esou also och dësen Ajustement, deem ech heimat wëll meng Zoustëmmung ginn.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech hei d'Wuert ergreifen, esou ass et, fir drop hinzeweisen, dass trotz aller Euphorie, déi bei dësem Gesetzesprojekt virläit, awer eng Rei Leit vergiess gi sinn, nämlech déi, déi weder duerch dësen Ajustement nach

duerch d'Opbesserung vun de Léin a Gehälter an de Betriben eppes bäikréien, an dat sinn déi Leit, déi an der Préretraite sinn. Dat heescht déi Leit, déi an der Préretraite sinn, kréie bis bal véier Joer, wou se kënnen an der Préretraite sinn, während deene véier Joer vu kenger Säit eppes bäi. Ech emfannen dat awer als Ongerechtheet an ech hunn et och schon e puermol hei ugeschnidde. Si kréien awer, fir richtig ze bleiwen, fiktiv déi 8%, déi mir elo dëst Joer gestëmmt hu bei de Renten, op deem Montant bäi, dee se an der Préretraite zegutt hätten.

Et ass awer esou, dass mir säit 1993 e Gesetz hunn, wat seet, dass dee Montant, deen d'Leit als Préretraite zegutt hätten, vun de Pensiounskeesen op de Fonds pour l'emploi iwwerwise gëtt, fir en Deel vun der Préretraite ze bezuelen. Elo kann et awer esou sinn, dass déi Leit, déi an der Préretraite sinn, an - ech ginn elo e Beispill - 80.000 Frang Préretraite hunn, an awer zum Beispill 90.000 Frang Préretraite zegutt hätten, mä déi awer net gewiesselt hunn an och vläicht net wëssen, dass se wiesele kënnen, dass dann dës Augmentatioun, déi mir elo hei stëmme bei de Pensiounen, an d'Statskeess geet. Dat ass deen ee Fall.

Deen zweete Fall ass, dass ech net kann domat d'accord sinn, dass aus de Pensiounsfonge Suen erausgeholl ginn, fir de Fonds pour l'emploi ze speisen, well de Fonds pour l'emploi ass eng Beschäftigungsmesure an d'Rente sollen an de Renteeese bleiwen, zumools, wou mir jo elo hei schon an der Diskussioun sinn, dass mir de Leit e schlecht Gewëssen arieden, well mir d'Rente geschwënn net méi kéinte bezuelen. Da muss mir och dofir surgen, dass déi Suen, déi an de Renteeese sinn a vum Privatsecur erschafft gi sinn, och do dra bleiwen an net eriwuerdrainéiert ginn an de Statsbudget, deen op eemol elo net méi opgeet. Vun 1993 u sinn dat bal zéng Milliarden.

Dat heescht 10 Milliarden aler Frang, déi am Rentefong, deen elo 200 Milliarden ass, feelen. Et wär also sennvoll...

#### (Interruption)

Wat gelift? Déi kommen an de Fonds pour l'emploi an domadder gëtt d'Préretraite bezuelt.

Et ass ee Gesetz vun 1993 wat hei gestëmmt ginn ass. Et ass net richtig, dass de Stat déi Augmentatiounen, déi elo hei gestëmmt ginn, an d'Statskeess gëtt, well de Fonds pour l'emploi bezilt nëmme den Montant vun der Préretraite un de Préretraitebezieher, an dat wat e vun de Pensiounen weider iwwerwise kritt geet an d'Statskeess. Dat bleift am Fonds pour l'emploi an dat ass net richtig. Zumools wou jo och schon all Rentner säi Beitrag fir de Fonds pour l'emploi iwwert d'Solidaritéitsteier leescht.

Ech hat hei eng Proposition de loi deponéiert fir dat erëm riicht ze bëien, dass sollen déi Suen am Rentefong bleiwen. Ech weess net ob déi Proposition de loi jeemools eng Kéier hei zur Diskussioun kënnt oder ob se schon am ronnen Dossier verschwonnen ass? Op jidde Fall wär et awer elo sennvoll, zumools an dëser Situatioun, wou mer jo vu Fonge schwätzen, dass mer do géife surgen, dass iwwerall déi Fongen do bleiwe wou se higeheieren an dass net Fonge vun de Pensiounskeesen zweckentfremt gi fir Beschäftigungsmesuren ze bezuelen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Minister vun der Sécurité sociale Carlo Wagner.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt selbstverständlich mech och fir d'éischt mol uschléissen un d'Félicitatiounen un de Rapporteur, deen effektiv een excellent schréfflechen a mëndleche Rapport gemaach huet.

Et ass haut hei vu praktesch sämtleche Riedner ugeschwat ginn, dass mer initialement e Gesetz ënnerbreet haten, wou néng Punkten drop stoungen, wat allgemeng kritiséiert ginn ass. Ech muss soen, meng eenzeg Suerg war, ech hat vläicht ze vill Ardeur fir munch Punkten, déi awer wichtig waren, esou schnell wéi méiglech durchzekeréien.

Ech muss awer soen, Här Asselborn, dass ech och mat där heiter Solutioun ka liewen. Ech hu mech jo och spontan dozou bereet erkläert an ech hunn och gesot, dass et mech net géif stéiere wa mer géife beispillsweis déi Mesuren, déi jo géifen d'Prestatiounen vun der Assurance dépendance am spezielle Gesetz, wat elo virum Summer wäert kommen, traitéieren, an dass mer dat, wat d'Indexation automatique vun den Tariffer ubelaangt, och géifen an ee Gesetz faasse mat sämtleche Mesuren.

Ech muss soen, ech si selbstverständlich - kënnt Der lech virstellen - net begeeschtert, dass mer haut nëmme iwwert den Ajustement vun de Pensiounen diskutéieren. Ech kann awer ganz gutt domadder liewen. Wat déi siwe Punkten, déi Rescht bleiwen, ubelaangt, sinn ech souguer bereet, wann dat gewünscht ass, fir si wien eenzel Projets de loi draus ze maachen, well mir hate jo, en fait, néng Punkten an deem Projet stoen an déi néng Punkte waren alles Verännerunge vum CAS. Déi siwe Punkten déi iwwreg bleiwen, do ass och net all Kéier e Rapport zwëschent deene verschiddeenen, sou dass et vläicht, wa mir wëllen eis méi Aarbecht maachen, ubruecht wär, fir eis dann ze beschäftege mat siwen eenzelne Projeten.

Ech muss soen, wat d'Indexation automatique ubelaangt, dass ech dat och gesot hunn an der Kommissioun, dass et a mengen Aen ze interpretéiere wär als ee Signal un de Corps médical, un d'AMMD, dass mer effectivement gewëllt wären, sou wéi et hei an der Chamber gesot ginn ass, sou wéi et och vun de Partenaires sociaux gesot ginn ass, fir den Dokteren ze hëllefen an där Situatioun wou se de Moment dra sinn. A wann ech bei der Indexation automatique sinn, déi wäert mat engem klengen Décalage vun e puer Méint kommen. Et ass net tragesch, et ass virdu scho gesot ginn, vu dass déi nächst Indexupassung net ze erwaarden ass virum nächste Summer.

Ech muss allerdéngs soen, wou ech e bësse gestaunt hunn an de Conseil d'Etat net ka ganz novollzéien, dat ass a senger Argumentatioun wou e seet: «Le Conseil d'Etat estime opportun de permettre une consultation aussi large que sereine des partenaires concernés par ce changement important.», also Partenaires sociaux.

Ech weess net, de Statsrot ass vläicht net am Bild doriwwer, mä déi Diskussiounen mat de Partenaires sociaux, déi daueren elo schon zënter gutt zwee Joer. Ufanks dëses Joers ass souguer eng Commission spéciale agefouert ginn, déi justement iwwert déi dote Punkten diskutéiert huet. Et ass e Rapport final un d'Partenaires sociaux gaangen am Juli. Sou, dass ech mam beschte Wëllen net gesi wéi een d'Concertation élargie kéint maachen. Mä vläicht kann ech doriwwer opgekläert ginn.

Ech wëll och trotzdem drun erënnere, dass, wat dat éierewäert

Haus hei ubelaangt, mer hei och, ech mengen den Här Di Bartolomeo hat et schon ugeschwat, virun ongeféier engem Joer eng Aktualitätsdebatt iwwert deen dote Sujet haten, an dass och an der éischter Sétzung vun der Kommissioun iwwert deen heite Projet de loi en fait déi Indexation automatique net am Fong, mä éischter an der Form - dat heescht, dass et am Kader vun dësem Gesetz géif traitéiert ginn - kritiséiert ginn ass.

Den Här Glesener huet et virun ugeschwat, fir de Processus ze accélérieren. Ech gleewen, dass den Här Aarbechtsminister deem direkt bäigestëmmt huet. Et ass jo esou dass en d'Chiffere vum IGSS kritt. Wa mussen Chifferen hei am Land doriwwer erausgi ginn, an och an aneren Domainen, dann ass all Kéier den IGSS ugeschwat. Selbstverständlich si mir och beschte Wëllens déi dote Procédure esou schnell wéi méiglech zu Enn ze kréien. Ech kann lech awer soen, dass mat deem Material, mat deem mer schaffen, den IGSS ganz oft iwwerfuert ass, aarbechtméissig gesinn. Wéi gesot, mir wäerten awer do eist Beschta maachen.

D'Ofsécherung à long terme vun eise Renten ass och hei ugeschwat ginn, am Kader vun der Hausse vun deem Ajustement vun 3,5%. Ech mengen et sinn Diskussiounen, déi mer zënter annerhallwem Joer hei féieren. Just nach eng Kéier pour rappel: Ech mengen, et war den Här Bausch, deen dat ugeschwat huet vun der Croissance économique an esou virun, dass ee misst ganz gutt oppassen. Allegueren déi, déi do bausse kritiséieren an elo soen: «Ah, gesitt Der, elo si mer schon an där Situatioun wou mer keng 4% méi hunn.», ech mengen, Här Bausch, Dir sidd mat mir averstannen, dass allegueren déi Leit en fait Onrecht hunn. Well wa mer d'Etud vum BIT kucken, déi Etud baséiert op Chiffere vun 1999. A wa mer d'Joergäng 1999, 2000, 2001, 2002 huelen, dann hu mer trotz zwee schlechte Joren déi 16%, déi mer brauchen, praktesch erreicht. Vu mengem Standpunkt aus, an och als Ekonomist, muss ech soen: Wann een also den Objektiv erreicht wou 50% schlecht Joren dra sinn, da mengen ech soll ee vorsiichteg bleiwen, mä net ze vill dobaussen alarméieren, esou wéi verschidde Leit dat maachen.

Ech wëll trotzdem och nach eng Kéier rappelléieren - an dat gëtt jo och ëmmer nees dobaussen ignoréiert -, dass all siwe Joer, dat heescht déi nächste Kéier am Joer 2006, d'Situation financière vun de Rente souwiso iwwerkuckt gëtt. Mir hunn also automatesch Signaler dran.

Et ass ugeschwat ginn iwwer verschidde Groupe-de-travaillen, z. B. deen iwwert d'Individualisation. Dat waart och Dir, Här Bausch. Dee Groupe de travail, deen huet seng Aarbechten, mengen ech, säit engem Joer ongeféier opgeholl. Déi lescht Sétzung, wann ech gutt rensignéiert sinn, war net méi spéit wéi dës Woch. Et ass e ganze Katalog vu Problematiken opgestallt gi wou wäert och activement dru geschafft ginn. Ech hoffen, dass ee kann e Rapport Enn nächstem Joer virleeden.

Dir wësst, dass déi Problematik net einfach ze léisen ass an dass se besonnesch komplex ass. Dass beispillsweis och bei de Frauen d'Intéreten net justement d'selwecht sinn, suivant ob d'Dammen doheim sinn, dat heescht Femme au ménage sinn, oder ob se effektiv schaffe ginn? Mir mussen also kucken an deene Saachen och Approchementer ze kréien.

Wat een anere Groupe de travail ubelaangt, an dat geet och an de Kader era vun der laangjäreger Ofsécherung vun eise Renten, dat ass dee vun der Gestion de patrimoine, dee mer och um Renten-dësch zrëckgehalen haten. Dee

Groupe de travail huet excellent Aarbecht gemaach. Do sinn déi éischt Konkusiounen gezunn. D'Preparatiounen sinn amgaang fir e Projet de loi ze maachen a mir wäerten dee Projet de loi op alle Fall nach virum Summer déposéieren, sou dass mir kéinte mat enger méi moderner a mat enger méi effikasser Gestion de patrimoine fir den 1. Januar 2004 ufänken.

Dir Dammen an Dir Hären, wann dobaussen ëmmer nees Angscht gemaach gëtt, wéi laang eise Rentensystem nach hält, solle mir dat beileiwen net dramatiséieren. Ech ka mech erënneren, dass den Här Juncker hei gesot huet viru kuerzer Zäit, dass effektiv de Lëtzebuurger d'Tendenz hätt, fir ze vill déi däitsch Senderen ze lauschten. D'Situatioun vun eise Rente solle mer net ënnerschätzen, mä d'Situatioun, wat d'Renten ubelaangt, ass bei Wäitem net ze vergläiche mat deem däitsche System, wou se nëmmen nach Reservieren hu vun ongefëher engem Mount. Ech géif soen, do ass d'Situatioun ganz dramatesch. Hei zu Lëtzebuerg, sou wéi mir et gesinn hu bei der BIT-Etüd, wäert et op alle Fall fir déi nächst 15, 20 Joer kee Problem sinn, wat awer net wëllt soen, dass mir d'Situatioun net sollen de près suivéieren a scho Redressementer eventuell virhuelen dee Moment, wou éischt Unzeeche kommen, dass d'Situatioun géif e bësse biergof goen.

#### (Interruptions)

Wësst Dir, ech si bis elo a mengem Liewen nach ni un enger Mauer hänke bliwwen. Ech hunn nach ëmmer versicht, fir driwwer ze klammen.

#### (Hilarité)

Dat gesot, mengen ech, brauchen déi Pensionéiert op alle Fall wéinst deem Ajustement kee schlechte Gewëssen ze hunn.

Et ass virdu gesot ginn, dass am Artikel 225, Alinéa 4 vum CAS steet, dass deen Ajustement en fait net automatesch ass, mä dass d'Regierung all zwee Joer géif examinéieren, ob et ubruecht wär, fir een Ajustement ze maachen oder net. Op alle Fall kënnen mer hei rouege Gewëssen soen, dass deen Ajustement honnertprozenteg ze verrieden ass, an allegueren déi pensionéiert Leit kee Cadeau kréien, mä déi Augmentatioun vum 1. Januar 2003 u méi wéi verdéngt hunn.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5052 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an uegell.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5052.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass unanime mat 60 Stëmmen uegell.

*Ont voté oui:* MM. Willy Bourg (par M. Jean-Marie Halsdorf), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

*Mme Simone Beissel, MM. Jean-not Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel),*

*Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Mars Di Bartolomeo), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);*

*MM. Jean Colombero (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener;*

*M. Serge Urbany.*

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

#### (Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4897 iwwert de Personalkader vun der Sécurité sociale. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluegt. Et si schonn ageschriwwen: déi Hären Di Bartolomeo, Schroell, Gibéryen a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alexandre Krieps.

#### 4. 4897 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale

2° le code des assurances sociales

3° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

#### Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

**M. Alexandre Krieps (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi 4897 gesäit vir, fir a véier Verwaltung vum der Sozialer Sécherheet d'Personal opzestocken, wann den Aarbechtsvolumen dat erfuerdert. Déi véier Verwaltung sinn d'Inspection générale vun der Sécurité sociale, de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, de Service national d'action sociale, de Conseil arbitral an de Conseil supérieur vun den Assurances sociales. Subsidiäresch befaasst dese Projet sech och nach mat zwou Ofännerunge vun Artikelen vum Code des Assurances sociales a mat zwou spezifesche Personalfroen.

An der Kommissioun ass de Rapport zu deemem Projet eestëmme uegell ginn, no grëndlecher Analys vum Avis vun der Chambre des Fonctionnaires, Avis, dee positiv war, an och no grëndlecher Analys vum Avis vum Statsrot, deen zwou pertinent Remarque gemaach huet, déi mir an der Kommissioun iwwerholl hunn. Ech verweisen op de schréffleche Rapport an deemem Zesammenhang, dee vum Secrétaire général adjoint Martin Bisenius a senger Leit verfaasst ginn ass, an dee wéi ëmmer excellent ass.

Mir hunn an der zoustänneger Kommissioun gefrot, fir an engem Joer gewuer ze ginn, wéivill Leit dann op dat heite Gesetz hin agestallt wäerte ginn? Duerch dest Gesetz gëtt den Numerus

clausus beim Stat net emgaangen, gi jo déi ze schafend Posten iwwert d'Loi budgétaire geregelt. Als Rapporteur vun deemem Gesetz ass mir leider nëmmen nodréiglech agefall, dass dat heite Gesetz, wat sech mat Carrièreaspekter beim Stat ofgëtt, am Fong hätt misse systematesch mat der Commission vun der Fonction publique ënnersicht ginn. Bekannt ass, dass déi betreffend Verwaltung vum der sozialer Sécherheet ëmmer méi Aarbecht hunn an dass dest Gesetz hinnen et erlabe wäert, am Intérêt vum Sozialversécherter méi performant ze schaffen. Ech bieden em Är Zoustëmmung. Merci villmoos.

**M. le Président.**- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen. Den Här Meyers huet Wuert.

#### Discussion générale

**M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Krieps merci fir deen excellente schréfflechen a mündleche Rapport a bréngen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, ech hunn ëmmer Angscht, dass mäi Mikro net geet.

**M. le Président.**- Dir stitt léiwer op enger Bühn.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Haaptzilssetzung vum Projet ass excellent vum Rapporteur, dem Här Alexandre Krieps, definéiert ginn. Hien huet drop higewisen, dass d'Haaptzill vum Projet ass, d'Limitatioun vun der Zuel vun de Mataarbechter an deene verschiddene Carriären an de Servicer a Juridiktione vun der Sécurité sociale opzehiewen, esou wéi se nach an enger Rei vu méi eelere Gesetzer besteet a wéi se bei méi rezente Gesetzer schonn net méi besteet.

D'Zilssetzung vun deemem Projet ass, fir méi Flexibilitéit bei der Astellung vu Personal an deene betreffenen Institutiounen, déi d'IGSS, de Contrôle médical, de SNAS, de Conseil arbitral an de Conseil supérieur sinn, ze sueren. Wéi richtig ënnerstrach ginn ass, heescht dat net, dass mir elo ganz fräi kënnen astellen an deenen doten Institutiounen, mä an Zukunft géllt net méi déi duebel Limite vum Gesetz a vum Numerus clausus, mä nëmmen nach déi vum Numerus clausus, wou, wuel verstanen, de Cadre fermé jährléich duerch ee Règlement grand-ducal festgehale gëtt.

Ech wëll just drop hiweisen, dass dat d'Haaptelement ass. Donieft ass eng Rei vu méi klengere Modifikatiounen virgesinn, wou de Statsrot zumindest Schwieregkeeten hat, fir d'Konstruktioun ze verstoen, virun allem beim Artikel 1.5. Ech muss agestoen, dass och no den Explikatiounen, déi mir vun den zoustännegen Instanze kritt hunn, mir nach ëmmer net ganz kloer ass, firwat dass déi Operatioun op deem dote Wee gemaach ginn ass.

Selbstverständlech bréngt eis Fraktioun den Accord zu deemem Projet. Ech hätt mir allerdings kënnen virstellen, dass mir am Virfeld, net eréischt an engem Joer, gesot kritt hätten, wou dann am Moment dee gréissten Drock an deenen eenzelne Verwaltung ass, wat d'Haaptmotivatioun ass, fir dass mir op deen dote Wee ginn, wou mir mat deem akuteste Personal-mangel konfrontéiert sinn, wéi d'Regierung et gesäit, fir an deenen nächste Budgetprojeten

deenen do Problemer Rechnung ze droen. Dat gesot, bréngen ech den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Marco Schroell agedroen. Den Här Schroell huet Wuert.

**M. Marco Schroell (DP).**- Här President, ech géif och gären dem Här Alexandre Krieps félicitéieren fir säi kuerzen a prägnante Rapport. Et geet jo em d'Verbesserung vun der Effikasitéit a vun der Qualitéit vun de Prestatiounen vun der Sécurité sociale an dofir ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu deemem Projet de loi.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Och vun eiser Säit ee Merci un de Rapporteur.

Ech mengen als Deputéierte gi mer alleguer, ouni Ausnahm heibannen, regelméisseg ugeschwat vu Leit, déi mat der Sécurité sociale ze dinn hunn, dass dat hei oder dat do net séier genuch geet. Ech menge mir waren eis alleguer bewosst, dass do eng Rei vun Administratiounen net genuch Personal hunn an och iwwert de Wee vun där normaler Prozedur net séier genuch konnte méi Leit rekrutéieren. Dat heite Gesetz soll deem ophëllefen, eis Méiglechkeete gi fir eben iwwert déi Prozedure vum Budget an iwwer Reglementer kënnen d'Zuel vun de Leit esou anzesetzen, wéi se effektiv gebraucht ginn. Dat ass eng positiv Evolutioun a se fént och dofir eis Zoustëmmung.

**M. le Président.**- Deen nächsten ass den Här François Bausch.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, mir bréngen den Accord vun eiser Fraktioun.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Minister Carlo Wagner.

**Une voix.**- Mol eng Zoustëmmung vun der Regierung!

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Här President, ech wëll all deenen, déi elo intervenéiert sinn, merci soen. Et ass effektiv esou, dass d'Simplificatioun vun där heite Prozedur och wäert ee positiven Impakt op d'Effikasitéit hunn. Ech wëll also all deenen, déi dat Gesetz hei stëmme wäerten, merci soen.

**M. le Président.**- Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4897 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 6 si gelies an uegell.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo iwwert dee virleien-de Gesetzesprojet of.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Nee oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmme uegell mat 57 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Ferny Nicklaus-Faber);

*Mme Simone Beissel, MM. Jean-not Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. Théo Stendebach), Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);*

*MM. Jean Colombero (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira et Jean Huss (par M. François Bausch).*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vun de Projets de loi 4768, 4794 an 4903 iwwert den Artikel K.3 vum europäeschen Traité. Déi dräi Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluegt. Et sinn ageschriwwen: den Här Fayot, d'Madame Beissel, den Här Henckes an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen dräi Projeten, den honorabelen Här Patrick Santer.

5. 4768 - Projet de loi portant approbation du Protocole, établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés européennes de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 29 novembre 1996

4794 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

- de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995

4903 - Projet de loi portant approbation du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relatif au champ d'application du



blanchiment de revenus dans la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes et à l'inclusion du numéro d'immatriculation du moyen de transport dans la Convention, signé à Bruxelles, le 12 mars 1999

#### Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetzesprojete 4768, 4794 an 4903, déi der Chamber haut vom Vote virleien, bezéie sech allen dräi op d'Vervollstännegung vum Système informatique douanier, an Ofkierzung SID, an der Europäescher Unioun. Well dës Projete ganz enk matenee verstréckt sinn, huet d'Commission juridique d'Décision getraff, fir dës Projeten an engem eenzege mëndleche wéi schréffleche Rapport ze behandelen.

Den Objet vun deene Gesetzesprojeten ass de parlamentareschen Accord zu insgesamt véier internationalen Texter. Et ass haaptsächlech d'Konvention iwwert de Gebrauch vun der Informatik am Beräich vun den Douanen, déi de 26. Juli 1995 zu Bréissel ënnerschriwwen ginn ass. Si gëtt och d'Konvention SID genannt. De Projet de loi 4794 ass d'Approbatoun vun där Konvention a vun engem Accord iwwert d'provisoresch Uwendung vun där Konvention. De Projet de loi 4768 bezitt sech op e Protokoll iwwert d'Jurisdiction vum europäesche Gerichtshaff. De Projet de loi 4903 gesäit eng punktuell Ännerung vun der Konvention SID vir, fir se mat dem Informatiounsautauschsystem vum éischte Piller inhaltlech gläich ze stellen; konkret geet et ëm d'Definition vun de Blanchimentsaktivitéiten.

Eent vun den Haaptobjektiver vun der Europäescher Unioun ass d'Schafe vun engem Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Justiz. Dëst Objektiv gëtt erreicht souwuel duerch Preventioun wéi och duerch Repressioun vu Kriminalitéit.

Mëttelen, déi den Traité iwwert d'Europäesch Unioun virgesäit, sinn éischtens de Rapprochement vun den nationale Strofgesetzegebungen, an zweetens d'Zusammenaarbecht tëschent nationalen Autoritéite wéi d'Police, d'Douane an d'Justiz. Déi grenziwwerschreidende Kriminalitéit huet leider quantitativ wéi och qualitativ zougéill. D'Verbriecher ginn duerch keng Grenze méi behënnert. Zousätzlech profitéiere se vun der Tatsaach, datt d'Zusammenaarbecht tëschent nationale Verwaltungen nach ëmmer duerch bürokratesch Barrière behënnert gëtt. Zesumme mat anere Verwaltungen sinn déi nationale Douanesautoritéiten a Preventioun a Repressioun vu verschiddenen Infractione géint déi europäesche an national Gesetzegebung agebonnen. Si maachen dat um Territoire vun der Unioun wéi och op hiren Aussegrenzen. Fir dës wichtiger Aufgaben besser gerecht ze ginn, ass eng méi staark Zesammenaarbecht tëschent nationalen Douanesverwaltungen néideg.

An der Vergaangenheet ass op deem Plang scho manches ënerholl ginn. Ech denken hei haaptsächlech un d'K.3-Konvention „relative à l'assistance mutuelle et à la coopération entre les administrations douanières“, déi Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 6. Juli 2001 approvüert huet. Weiderhi muss een de Système d'information douanier vum éischte Piller erwähnen. Dës System gëtt, well et den éischte Piller ass, duerch ee Règlement communautaire 515 vum 13. März 1997 geregelt.

D'Konvention SID, déi der Chamber haut virläit, fousst op den Artikel K.3 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun. Si regelt de Système d'information douanier vum drëtten Piller, dofir ass et eng klassesch international Konvention, déi vun den nationale Parlämenter approvüert muss ginn. Dës Konvention ass als complémenteaire zum Règlement 515/97 unzegesinn. Zousätzlech verstärken d'Texter, déi haut gutt ze heesche sinn, d'Zusammenaarbecht tëschent den Douanesverwaltungen, wéi se an der Kooperatioun an d'Assistance-mutuelle-Konvention virgeschriwwen ass.

Hâr President, wat sinn d'Objektiver vum Système d'information douanier vum drëtten Piller a wéi fonctionnéiert dës System? Et geet drëm fir méi Effikassitéit an d'Preventioun wéi och an d'Repressioun vu bestëmmten Infractionen ze kréien. Dat haaptsächlech am Beräich vum Drogenhandel, vun Import-Exportbestimmungen a vun Transitregelungen fir Wueren. Den Informatiounsautausch tëschent den Douanesautoritéite gëtt méi séier gemaach, d'Kooperatioun an d'Kontrollprozedure gi verbessert.

D'Häerzstéck vum SID ass eng zentral Datebank, déi vun allen Douanesverwaltungen aus alle Memberstate vun der Unioun ugezaapt ka ginn. Dës Datebank gëtt vun de Memberstate mat Donnéeë gespeist. D'Memberstate sinn och responsabel dofir, datt déi Donnéeën, déi an dëser Datebank sinn, richteg, aktuell a legal sinn. Déi europäesch Kommissioun bekëmmert sech ëm déi technesch Gestiou vum System. E grouss Wäert gëtt op den Datenschutz geluegt.

D'Konvention SID leet strikt Datenschutzregelungen fest a beriff sech op d'Dateschutzkonvention Nummer 108 vum Conseil de l'Europe vum 1981. Doniewent sinn déi national Dateschutzgesetzter, wéi hei zu Lëtzebuerg d'Gesetz vum 2. August 2002 uwendbar. Als nationaalt Kontrollorgan vun der Legalitéit vun den Donnéeën, déi an der SID-Datebank gespeist ginn, fungéiert déi Ad-hoc-Kommissioun, déi am Artikel 17 vum Dateschutzgesetz den 2. August vun deem Joer virgesinn ass. Dës Kommissioun besteet aus dem Procureur Général d'Etat a sengem Représentant, dee se présidéiert, an zwee Membere vun der Commission nationale pour la protection des données.

D'Administration des douanes et accises kritt zwou Funktiounen. Éischtens ass se op nationalem Plang déi zoustänneg Autoritéit fir de System SID. Zweetens ass se Responsable de traitement am Sënn vum Dateschutzgesetz vum 2. August vun deem Joer.

All eis national Gerichter, an net nëmme déi iewesch Gerichter, wéi dat an anere Länner wéi Portugal an Irland de Fall ass, hunn d'Recht fir am Kader vun engem Prozess den europäesche Gerichtshaff mat enger Question préjudicielle iwwert d'Interpretation vun der Konvention SID ze befaassen. Déi eenzeg Kondition dofir ass, datt esou eng Question préjudicielle noutwendeg ass, fir de Prozess ze tranchéieren. Meenungsënnerscheeder tëschent Memberstaten an der europäescher Kommissioun kënnen och dem europäesche Gerichtshaff virgeluegt ginn, wann an de sechs Méint virdru keng Léisung fonnt ka ginn.

Schlussendlech soen ech nach e puer Wieder zu den Avisé vum Statsrot. De Statsrot huet d'Tatsaach kritiséiert, datt den initiale Gesetzesprojete eng Rei vu wichtege Projeten net beäntwere géif. Dorphin huet de Justizminister am Numm vun der Regierung eng schréffleche Stellungnahm ageeicht, déi vun der Commission juridique gedeelt gëtt.

Een Haaptpunkt vun den Iwwerleeungen vum Statsrot a vun der Regierung betrëft d'Kompetenze vun der Douanesverwaltung.

Éischtens huet dës Verwaltung keng Zoustännegkeeten an dem Beräich vun der Geldwäscherei. Zweetens muss si d'Konvention SID esou applizéieren, dass si an de Limité vun hire Kompetenze bleift, déi si duerch eis national Législatioun kritt huet. Drëtens schaaft dës Konvention SID keng nei Kompetenze fir d'Douanesverwaltung. An deem Kontext muss een och soen, datt de Procureur d'Etat d'Donnéeën, déi hien op der Basis vum Artikel 40 iwwert de Finanzsecteur sammelt - dat sinn d'Indizien iwwert d'Geldwäscherei -, net an d'Datebank vum SID integréiere kann.

Ofschléissend wëilt ech soen, datt déi véier international Texter, déi eis haut hei zur Ofstëmmung leien, ganz wichtege Elementer bei der Bekämpfung vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit sinn. Well d'Verbriecher keng Hürde kennen, muss alles an d'Wee geleet ginn, fir deenen nationale Verwaltungen ze erlaben, duerch eng effikass europäesch Kooperatioun d'Anhale vun den nationalen an europäesche Bestëmmungen respektéieren ze doen.

Hautdésdags ass also Europa och bei der Verbriechensbekämpfung gefuerdert, an déi dräi Projete vun haut bedeite konkret Schrëtt an dës Richtung. Si sinn eng batter noutwendeg Begleitmoossnam, fir déi dagdeeglech schwéier Aarbecht vun der Douanesverwaltung méi effikass ze gestalten.

Dës Projet ass den 12. Dezember unanime an der Commission juridique uegohll ginn, wou Dir méi detailléiert Bestëmmungen iwwert déi véier Texter erëmfanne kënnt. De Rapport ass also unanime an der Commission juridique uegohll ginn, an dofir wollt ech hoffen, dass déi Unanimitéit sech och an deem Plenum zréckspigelt. An ech géif den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet ginn, wat ech gëschter beim Projet iwwert d'OPCs-Gesetz vergiess hat. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Hâr Ben Fayot agedroen.

#### Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP).- Hâr President, et handelt sech hei ëm Projeten, déi e Gebitt behandelen, wat d'Bierger an Europa ganz staark interesséiert, nämlech e Raum vu Gerechtegkeet, Fräiheet an och Bekämpfung vu Kriminalitéit opzebauen.

Mir betriede mat dësen dräi Gesetzesprojeten awer eng Aart Geheimwëssenschaft, déi den Hâr Patrick Santer ganz excellent beherrscht, wat och sai Rapport beweist. Et ass e Rapport dee ganz einfach a kloer déi Projeten duerleert an och seet wat d'Essenz dovunner ass, an ech brauch also net méi op den Detail vun dem Inhalt zréck ze kommen.

Ech wollt awer trotzdem e puer Saachen iwwert d'Émfeld vun dëser Konvention an dat wat do hannendrun hänkt soen. Wann ech soen, et ass eng Aart Geheimwëssenschaft, kéint ech jo och soen, et ass eng esoteresch Partie vum europäeschen Eeneigungsprozess an där mer eis hei befannen, déi déi wéinegst Bierger, an och déi wéinegst Politiker, zu Lëtzebuerg wéi an Europa, duerkucken.

Ech schwätze vun deem wat d'Europaspezialisten den drëtten Piller nennen, anerer schwätze vum Titel IV vum Traité vun der Europäe-

scher Unioun. An et ass och interessant dass déi al Artikelbezeichnung nach bäibehale ginn ass, nämlech den Artikel K3; dat gesäit iergendwéi e bësse méi geheimnisvoll aus wéi wann een en elo géif den Artikel 31 nennen, deen elo eigentlech den Artikel K3 an der Numeréierung vun den Traitéen ersat huet.

Ech wollt trotzdem awer soen, dass schon den Titel vun de Projeten e bëssen den Duercherneen an der Matière weist. Wa mer dann de Projet 4794 kucken, dee schwätzt vun enger Konvention, an zugläch vun engem Accord iwwert déi provisosch Applikation vu gewësse Memberstate vun där Konvention. An domat gëtt illustréiert, wat dat Instrument vun der Konvention un Onzoulängelechkeet huet, nämlech dass d'Memberlänner laang brauchen, fir ze ratifizéieren an ze transposéieren, an dass eigentlech dat internationaalt Instrument do relativ ineffikass an onzefriddestellend ass, well et esou laang brauch bis een zu enger Mesure kënnt.

An dann den zweete Projet, de 4768, dee betrëft dann e Protokoll iwwert d'Interpretation vun dëser Konvention duerch den Europäesche Gerichtshaff. An dat ass och interessant, well jo den Europäesche Gerichtshaff am drëtten Piller wäitgehend ausgeschalt ass, a mir eis do an engem Raum befannen, wou et dem Bierger schwéier ass seng individuell Rechter ze verteidegen.

A schliesslech muss de Projet 4903 e Protokoll approvüieren, deen dës Konvention un eng aner Konvention, am éischte Piller, déi sougenannte Konvention Neapel 2, upasst. An dat alles weist...

#### (Interruption)

Also Hâr Santer, ech hunn hei d'Wuert net ze verdeelen, ech mengen...

M. le Président.- Jo, Hâr Santer.

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Ech wollt just eng Kloorstellung maachen. Deen zweete Protokoll ass eng Upassung net un Neapel 2, mä un d'Reglement vum éischte Piller. Déi Texter sinn hoergenee d'selwecht.

M. Ben Fayot (LSAP).- Mä ech huelen awer un dass dat Règlement vum éischte Piller aus der Konvention vun Neapel 2 erausgeet.

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Alles hänkt zesummen.

M. Ben Fayot (LSAP).- Voilà.

#### (Interruption)

Hâr Mehlen, do huet Dir absolut Recht dass dat relativ komplex ass.

Just fir ze soen dass mir an deem drëtten Piller en Informatiounssystem tëschent den Douanesverwaltungen opbauen, mä dass mir dat eben op enger intergouvernementaler Basis maachen, well mir ganz einfach keng gemeinschaftlech Mëttelen an deem Piller hunn, fir dat méi effikass a méi schnell ze maachen. An d'Bierger, déi verstinn effektiv net, firwat dass dat esou komplizéiert ass, fir eng relativ einfach Saach, nämlech d'Douanesverwaltung vun den eenzelne Länner vun der Europäescher Unioun en mesure ze setzen, fir eben d'Kriminalitéit, illicite Trafiken, allerhand Drogenhandel an esou weider ze bekämpfen, duerchezéien.

Une voix.- Et kann een also soen, et wier en institutionelle Problem.

M. Ben Fayot (LSAP).- Et ass ganz bestëmt en institutionelle Problem, an dofir wollt ech dann

och soen, dass mer am Konvent, wou ech jo d'Éier hunn, mam Hâr Helming, eis Lëtzeburger Chamber ze vertrieeden,...

#### (Interruption)

Ech mengen et ass eng gutt Geleeënheet fir emol eis Kolleegen doriwuer ze informéieren, déi eis do ersetzen, den Hâr Gibéryen selbstverständlech, an d'Madame Wagener och, fir keen ze vergiessen.

Dass mer an engem Aarbechtsgrupp N° 10, an deem ech d'Éier hat ze sinn, iwwert den drëtten Piller eng Partie Propositione gemaach hunn. An natierlech wësse mer och, dass an deem Gebitt do d'Länner och ganz staark op hir national Souveränitéit halen.

Et ass ee sensibel Gebitt, et ass d'Justiz, et ass d'Police, et ass dann hei d'Douanesverwaltung, an dofir si mer eben nach ëmmer op där reng intergouvernementaler Schinn, a mir mussen menger Ansiicht no probéieren, dass mir zum Beispill dat intergouvernementaalt Instrument vun der Konvention duerch e Gemeinschaftsinstrument ersetzen.

Zum Beispill eng Décision-cadre oder eng Loi-cadre, wéi et och an engem aneren Aarbechtsgrupp vum Konvent proposéiert gëtt, also Instrumenter, déi méi flexibel, besser adaptabel a méi schnell ëmsetzbar sinn. Well de Problem bei enger Konvention ass jo och, dass wa se emol eng Kéier e bësse muss ëmgeännert ginn, dass erëm dee ganze Rateschwanz vu Ratifizierung vun all Land muss gemaach ginn. Et ass also wichtege, dass mir do besser Instrumenter an der Gemeinschaftspolitik kréien, a vun deem intergouvernementale Piller ewechkommen.

Ech wollt och nach trotzdem hei ervirsträchen, dass mer an der Verbriechensbekämpfung insgesamt, grad wéi och spezifesch op deem Gebitt, eng ganz Partie Institutionen hunn, eng ganz Partie Elementer, déi jiddereen op sengem Plang doru schaffen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Douane an d'Police, mir hunn um europäesche Plang Europol, den Office européen de lutte antifraude, mir hunn dann och schon erëm eng Kéier Fichieren, de Système informatique Schengen, mir hunn de Fichier vun Europol, a mir hunn och déi verschidden Aktivitéite vun Office européen de lutte antifraude, an do riskéiere mer ganz schnell en Duercherneen ze kréien amplaz e Mateneen, an et ass äusserst wichtege, dass mir d'Effikassitéit vun all deenen Instrumenter duerch eng méiglechst grouss Koordinatioun hierstellen.

Dat waren, Hâr President, déi puer Wieder déi ech wollt zu dëser Konvention an zu deene Protokollen, déi dorunner hänken, soen. Ech menge virun allem awer, dass et interessant wär, wa mer vläicht mol an engem oder zwee Joer vun der Douanesverwaltung dann och e Rapport kréien iwwert de Fonctionnement vun deem SID, Système informatique douanier, an och vun de Resultater, déi dee System bréngt.

Well et geet jo drëm, fir dass mer iwwert déi Informatiounen, déi mer an deem Fichier hunn, an zu deenen dann déi national Administratiounen Zougank hunn, mat deenen entspreche Sëcherheetsmesuren natierlech, dass mir do duerch effektiv Resultater an der Bekämpfung vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit kréien. An dat wär mäi Wonsch un d'Regierung, dass mer dës géifen am An behalen, dass mer net nëmme eng Konvention hei ratifizéieren, mä dass mer dann och zesumme mat der Douanesverwaltung an zesumme mat der Regierung de Suivi dovunner maachen, dass mir da wierklech gesinn, wat mer hei prezis a konkret fir d'Bierger kënnen maachen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP).- Här President, ech wëll fir d'éischt dem Patrick Santer merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, de Rapporteur selwer an och den Här Fayot hunn elo schonn all d'Facetté vun deenen dräi héich technesch Projete bëllich. Dës Projete sinn e Meilsteen a Saache verbessert Koordination an Zesummenaarbecht duerch de Gebrauch vun der Informatik tëschent den europäeschen Douanë fir d'Prevention an d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit vun all Zort. Mir hunn déi Projeten an de Kommissiounen an alle Sparten examinéiert an diskutéiert. Dese Projet fënnt de volleren Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert kritt nach den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, et ass ganz wichteg, dass mir déi nei Gesetzgebung hunn. Ech wollt de Rapporteur froen, wéi vill Länner déi Konventionen scho ratifizéiert hunn. Ech mengen, et sinn der just nëmmen e puer.

Et ass awer wichteg, dass mir op dee Wee ginn, well déi international Kriminalitéit am Gebitt vun den Douanen hält zou, a mir mussen reagéieren. Mir hu scho gesinn, dass bei Europol eng gutt Reaktioun war, wat um Intergouvernemental geschitt ass. Ech hoffen, dass mir mat deenen Instrumenter och d'Kriminalitéit am Gebitt vun der Douane richteg kënnen bekämpfen. Dofir bréngen ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dese Gesetzesprojeten.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, et ass ganz léif, dass Dir mir d'Wuert

gitt. Ech daerf dofir just am Numm vun der Regierung merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu deenen Texter.

M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4768 a stëmmen driwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi 4768 (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an uegeholl.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 4768 et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet de loi si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmme uegeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. Niki Bettendorf), Marco Schroell (par Mme Agny Durdu), John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Ben Fayot), Lucien Lux (par M. Jean Asselborn), Mme Lydia Mutsch*

(par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mir elo zur Lecture vum Projet 4794.

**Lecture du texte du projet de loi 4794 (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an uegeholl.

Mir stëmmen elo of iwwer de Projet de loi 4794.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 4794 et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet de loi si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmme uegeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Ferny Nicklaus-Faber);

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger*

(par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. Théo Stendebach), Marco Schroell (par Mme Maggy Nagel), John Schummer et Théo Stendebach;

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);*

*MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mir elo zur Lecture vum Projet de loi 4903 a mir stëmmen dorüwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi 4903 (par M. Jean Spautz)**

Den Article unique ass gelies an uegeholl.

Mir stëmmen elo of iwwer de Projet de loi 4903.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 4903 et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet de loi si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmme uegeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Ferny Nicklaus-Faber);

*Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Emile Calmes), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par Mme Agny Durdu), Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Mars Di Bartolomeo), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wäeren dann um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëttag um halwer dräi. Als éischte Punkt um Ordre du jour steet d'Gesetz 4933 iwwer déi nei Militärorganisatioun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 11.35 heures)**

## Ordre du jour

- 4933 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

*(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

- 5021 - Projet de loi portant

- création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;
- modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant

*(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

- 5037 - Projet de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de régler certaines matières

5058 - Proposition de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de régler certaines matières

*(Rapport de la Commission juridique - Présentation de la proposition de loi 5058 - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

- Discours de fin d'année

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; MM. Henri Grethen et Charles Goerens, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

**(Début de la séance publique à 14.31 heures)**

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir kommen dann direkt zur Diskussion vum Projet de loi 4933 iwwer d'Arméi. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluegt. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Loes, Bodry, Calmes, Koepp, Bausch an Urbany. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Rippinger.

- 4933 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense**

M. Jean-Paul Rippinger (DP), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mir alleguerter wëssen huet d'Lëtzebuerger Arméi, esouwuel op nationalem wéi awer och op internationalem Plang, wichteg Missiounen ze erfëllen.

Op nationalem Plang ass hir Hauptmissioun, am Fall vun engem Militärkonflikt, eist Land ze verdeedegen, mä awer och bei enger gréisserer Katastroph den öffentliche Verwaltung Bästend ze leeschten an der Bevëlkerung ze hëllefen.

Op internationalem Plang stellt eis Arméi de Beitrag vu Lëtzebuerg zu der gemeinsamer Verdeedegung tëschent de Bündnispartner am Kader vun internationalen Organisatiounen wéi zum Beispill der NATO duer. D'Lëtzebuerger Arméi participéiert säit ville Joren ënnert dem Mandat vun der UNO u Friedensmissiounen an hëlleft an der Iwwerwaachung vun dem Anhale vun internationale Verträge. Esou zum Beispill um Balkan säit 1992, mat Observateuren an Ostslowenien, dann a Kroatien am Kader vun der UNPROFOR, der IFOR an der SFOR bis 1999, wou Lëtzebuerg mat der Belsch saï Contingent aus Bosnien-Herzegowina zréckgezunn huet, fir et dann am Kosovo ze engagéieren.

Am Exposé des motifs liese mir entre autres, dass bei der Konferenz vum 20. November 2000, der sougenannter Conférence européenne d'engagement de capacités, Lëtzebuerg sech engagéiert huet op d'Joer d'Personal vun enger ganzer Compagnie zu Verfügung ze stellen. Nom Rotatiounsprinzip ginn d'Contingenten all véier Méint renouveléiert, dat heescht, dass 180 Persounen disponibel mussen si fir aktiv ze sinn am Kader vu Missiounen vum Typ Petersberg.

Am Kader vun der Europäescher Unioun huet Lëtzebuerg sech och engagéiert, u Friedensmissiounen vum deemem Typ Petersberg deelzehuelen. Esou hunn d'Memberstate beim Europäesche Conseil zu Helsinki sech als globaalt Objektiv gesat, bis 2003, fir d'Ausféiere vun dese Missiounen, bis zum Niveau vun engem Corps ze goen, Corps, dee 15 Brigaden, also 16.000 Mann begräift.

Et huet sech an eiser Geschicht ëmmer erëm gewise wéi wichteg et fir ee klengt Land wéi Lëtzebuerg ass, Bündnisser mat staarke Partner anzugeen. Nëmme des Bündnisser maachen et Lëtzebuerg méiglech seng Onofhängegkeet ze halen an op internationalem Plang mat ze wierken. Dofir baséiert eise Verdeedegungssystem dorop, dass mir Member vun der NATO sinn an aktiv um Opbau vun enger europäescher Verdeedegung deelzehuelen.

Dat aussepolitisch Émfeld huet sech an deene leschte Joren dramatesch verännert. Esou stellen déi extrem bluddeg lokal Konflikter, den Terrorismus an d'Verbreedung vu Massenvernichtungswaffen nei Erausforderungen un eis Verdeedegungssystemer duer. Mir hunn haut einfach de Problem, besonnesch bei der Gestiou vun de Krisen an Europa, dass eis Arméi net genouch Leit huet fir deenen neien Erausforderungen gerecht ze ginn. Déi rezent Efforten, déi gemaach goufen, wéi d'Erhéijung vum Sold vun eisen Zaldoten an déi intensiv Recrutementscampagne, hunn

zwar geholfen für die Beruff vum Zaldot méi attraktiv ze maachen, awer si ginn nach net duer.

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, soll dës Situatioun änneren. Et kënnen elo och Zaldote rekrutiert gi bei eisen auslänneschen EU-Matbierger déi zu Lëtzebuerg wunnen an déi nach net d'Lëtzebuenger Nationalitéit hunn. Dat heescht also, dass si net mussen waarde bis dass se dës Lëtzebuenger Nationalitéit kréien oder besëtzen, ier se sech géingen an d'Arméi kënnen engagéieren.

Den Objektiv vun deem heite Gesetzessprojet ass awer net fir eng Arméi vu Mercenairen oder Frontalieren opzestellen, am Géigendeel. De Projet de loi gesäit vir, dass nëmmen EU-Bierger, déi scho mindestens 36 Méint, dat heescht, dräi Joer, zu Lëtzebuerg sinn, kënnen hir Kandidatur stelle fir Zaldot ze ginn.

D'Opmaache vun der Lëtzebuenger Arméi fir Net-Lëtzebuenger huet eng Rei positiv Effekter. Esou hëlleft et, déi jonk EU-Bierger, déi sech als Zaldot mellen, besser an eis Gesellschaft ze integréieren an et bereet hinnen de Wee op eng Lëtzebuenger Statsbiurgerschaft vir. Falls si nämlech dräi Joer am Land wunnen, dann erfëlle si no hirem Militärservice vun zwee Joer, dee se da gemaach hunn, d'Konditiounen vum modifizéierte Gesetz vum 24. Juli 2001 dat virgesäit, dass een no fënnf Joer Residenz zu Lëtzebuerg kann déi Lëtzebuenger Nationalitéit ufroen. Des Weideren engagéiere sech déi zoustänneg Servicer vun der Lëtzebuenger Arméi och, fir deene Leit, déi déi Lëtzebuenger Nationalitéit wëllen unhuelen, an hiren Démarchen ze hëllefen.

An der Kommissioun hu mir des Weidere festgehalten, dass déi europäesch Volontairen, déi sech an der Lëtzebuenger Arméi mellen, awer och mussen minimal Lëtzebuenger Kenntniser hunn, dat heescht minimal Kenntniser vun der Lëtzebuenger Sprooch. Noutfalls mussen si kënnen während hirem Engagement Lëtzebuenger Coursen huelen. Des Weideren ass d'Iddi fir dës Mesuren nëmmen op EU-Bierger ze limitéieren, kompatibel mat der Iddi vun enger europäescher Verteidigungspolitik. Et huet ee Member vun der Kommissioun gesot, wat d'Kenntniser vun der Lëtzebuenger Sprooch ubelaangen, wann déi auslännesch EU-Bierger an d'Arméi antriede solle géif den Text vum Projet de loi dat net preziséieren. Et huet der Kommissioun awer noutwenneg geschéngt fir dat ervirzehiewen, dass dat awer wichteg ass fir de Phénomène d'intégration an der Arméi.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis de Problem opgeworf, dass ee muss oppassen, dass Auslänner, déi sech wëllen an der Lëtzebuenger Arméi engagéieren, keng juristesche Problemer an hirem Heemechtsland kréien, well an esou engem Land déi Leit dem Service militaire obligatoire ënnerleeë wäeren. D'Regierung, esou wéi dat aus dem Projet de loi ervirgeet, ass sech dëser Problematik bewusst, an esou sinn och schonn déi noutwenneg Démarché bei deenen zoustännegen Autoritéiten ënnerholl gi fir déi Situatioun ze clarifizéieren. Op jidde Fall kann een awer schonn haut behaupten, dass sech keen auslännesche Fräiwëllege kann an der Lëtzebuenger Arméi engagéieren, wa seng national Gesetzgebung dat net erlaabt.

Ech hat viru kuertem de Lëtzebuenger Ambassadeur zu Athen hei zu Besuch, dee mir gesot huet, dass deen Accord tëschent Griichenland a Lëtzebuerg, wat den Engagement vu Griichen an d'Lëtzebuenger Arméi ugeet, amgang wär finaliséiert ze ginn.

En zweete Volet vum Gesetzesprojet ass d'Aschreiwen an d'Gesetz vun der Alterslimite vu 17 Joer fir all nei Rekruten. Dës Limite war virdrun nëmmen am Arméisreglement

fixéiert a steet elo am Gesetz. All mannerjähreg Rekrute mussen de schrëfflechen Accord vun hiren Elteren oder hirem legalen Tuteur hunn. Si dierfen och net u Kampfhandlungen oder Militäroperationen, weder op nationalem nach op internationalem Plang, deelhuelen.

Ee Member an der Kommissioun war net iwwerzeegt, dass den Antrëtt an d'Arméi mat 17 Joer conform wär zu der Konventioun iwwert d'Droits de l'enfant. Mir sinn der Meenung gewiescht an der Kommissioun - hie ka vläicht Recht hunn -, dass dat e juristesche Problem ass dee sech effektiv stellt an dass dës Mesur wichteg si fir déi Lëtzebuenger Gesetzgebung no dréiglech conforme ze maache mat dem Protocole facultatif vun der Konventioun iwwert d'Rechter vun de Kanner vum 25. Mai 2000, déi zu New York ënnerschriwwen ginn ass, iwwert d'Deelhuele vu Kanner an arméierte Konflikter. Déi ass och amgang zu Lëtzebuerg ratifizéiert ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt op dëser Plaz nach eng kéier ënnersträichen, dass de Statut vun de fräiwëllegen Zaldoten een aneren ass wéi de Statut vum Statsbeamten. D'Zaldote sinn also net Deel vun der Fonction publique. Et gëtt historesch verschidde Carrière beim Stat fir déi déi fräiwëlleg Zaldoten eng Exclusive oder eng Prioritéit kruten. Esou hate si d'Exklusivitéit fir Carrièren, wéi zum Beispill déi vum Ënneroffizéier vun der Arméi, vum Bréifdréier an och vu Gardien am Prisong. Si haten d'Prioritéit op déi Plazen, déi an der Carrière inférieure an deenen anere staatlechen Administratiounen oder Betriber ausgeschriwwen goufen.

Am initiale Gesetzestext stinn eng Rei vu Prezisiounen wat d'Opziele vun de Carrièren an den Emploie betrëfft, fir déi déi fräiwëlleg Zaldoten e prioritären oder en exklusiven Accès hunn. D'Konditioun heifir ass awer, dass d'Kandidaten d'Lëtzebuenger Nationalitéit hunn.

De Conseil d'Etat seet a sengem éischten Avis, dass duerch dësen Text déi bestoend Konditiounen iwwert den Accès an de Statsdéngecht renforcéiert, also verstärkt, dat heescht méi restriktiv géife ginn. En huet sech deemno formell géint dës Mesure opposéiert, well si, senger Meenung no, a Kontradiktioun ass mat dem Droit communautaire. Verschidde Carrièren, dat wësse mer, si scho beim Stat op fir EU-Bierger. Deemno huet de Conseil d'Etat net den Intérêt gesi fir de fräiwëllegen Zaldoten, déi net d'Lëtzebuenger Nationalitéit hunn, net déiselwech Rechter ze gi wéi déi, déi hire Lëtzebuenger Kollege reservéiert sinn. Compte tenu vun deem Avis huet den zoustänneg Minister den 23. Oktober 2002 e Regierungsamendement presentéiert, deen an dann och an der zoustänneg Kommissioun virgedroen huet.

De But vun dësem Amendement war d'Dispositiounen vum Artikel 3 vum Gesetzesprojet, deen den Artikel 25 vum modifizéierte Gesetz vum 23. Juli 1952 iwwert d'Organisation militaire ofännert, ze alignéieren op dat wat allgemeng an der Fonction publique applicabel ass. Deemno huet also déi Opposition formelle keng Berechtigung méi gehat an an engem zweeten Avis ass dunn och de Statsrot dorobber zrëckkomm a war d'Accord mat deem amendéierten Text, deen d'Regierung him presentéiert huet.

Et ass wichteg dës Konditiounen oprecht ze erhalen an deem neie Gesetz, fir et weiderhin de fräiwëllegen Zaldoten ze vereinfachen hir Berufscarrière no hirer Déngechtzäit vu mindestens zwee Joer bei der Arméi mat Erfolleg weider ze féieren. Mä dës Privilegien zielen nëmme fir Lëtzebuenger Zaldoten an net fir déi Net-Lëtzebuenger, déi duerch dat neit Gesetz an der Arméi kënnen déngen.

Déi Net-Lëtzebuenger fräiwëlleg Zaldote kënnen awer ee vun deene Beruffer ergräifen a prioritäre Secteuren, déi fir d'EU-Bierger opstinn. Et handelt sech hei zum Beispill ëm Carrièren an de Beräicher vun der Recherche, der Schoul, der Gesondheet oder dem Transport. Dee Projet de loi, dee mir haut virleien hunn, stëmme mer also, an dëse Projet de loi ass och am Accord mam Gesetz vum 17. Mai 1999 iwwert den Accès vun den EU-Bierger an der Fonction publique.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet dëse Projet och favorablement aviséiert. Relevéiere mer nach, dass de Poste vum Préposé forestier, also vum Fierschter, aus der Lëscht vun de Carrièren, déi exklusiv fir Volontäre reservéiert waren, suppriméiert ginn ass. An Zukunft ginn déi rekrutiert an der Section environnement national am Lycée technique agricole zu Ettelbréck.

Ech ginn lech net Lecture vun all deene Carrièren, déi am Gesetzestext stinn. Déi kënn Der an eisem schrëffleche Rapport noliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aufgabe vun eiser Arméi hu sech iwwert déi lescht Jore geännert, mä et sinn der och vill méi ginn. Eis Arméi ass awer wichteg fir et eis ze erméigleche weiderhin déi Roll ze iwwerhuelen, déi eis am Kader vun deene verschiddeenen internationalen Allianze vertraut ginn. D'Opmaache vun der Carrière vum fräiwëllegen Zaldot fir Net-Lëtzebuenger EU-Bierger hëlleft eis weiderhin eng grouss genuch Arméi ze halen, fir deenen Aufgabe gerecht ze bleiwen.

Ech bieden lech also dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heite Gesetzesprojet ze stëmmen an ech soen lech merci.

Ech kann lech awer dann zu gläicher Zäit och den Accord ginn - dat ass eng Selbstverständlechkeet - vun der DP-Fraktioun.

**M. le Président.** - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Nico Loes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kollege Jean-Paul Rippinger huet eis e gudden schrëfflechen a mëndleche Rapport geléiwert, fir deen ech him am Numm vun menger Fraktioun och wëll merci soen.

Erlaabt mer direkt am Ufank vu menger Interventioun eng Ausso vun der Madame Ausseminister Lydie Polfer ze zitieren, déi si an hirem Deklaratioun zur Lëtzebuenger Aussepolitik de 7. März 2002 gemaach huet: "Le Luxembourg bénéficie sur le plan international de tous les droits qui découlent de son statut d'Etat souverain. Le Gouvernement a reçu mandat d'exercer ces droits et il est déterminé à fournir les efforts requis pour répondre au défi que pose la globalisation de l'environnement international dans lequel nous vivons. Un consensus national s'est formé autour de la notion que notre pays en tant qu'acteur sur la scène internationale ne bénéficie pas seulement de droits, mais qu'il a également des responsabilités. Notre politique de coopération montre que le Luxembourg, dont le PIB figure à l'heure actuelle parmi les plus élevés du monde, s'est aussi donné pour objectif de se placer en tête du mouvement pour une véritable solidarité internationale. A partir de ce solide socle de référence, nous abordons l'actualité internationale en ce début de l'an 2002 à un moment où le monde amorçe un tournant."

Ech denken, Här President, datt d'Analys vun der Madame Polfer

de Stellewäert vun eisem Land an der Weltpolitik am heitege Kontext gutt ermgëtt. Et mag sinn, datt eist Land zu engem vun de klengste Länner um Globus zielt, mä Lëtzebuerg huet sech an deene leschte Joren als vollwäertege Member op der internationaler aussepolitescher Bühn profiléiert. Eis Stëmm gëtt gehéiert. Do wou mir et fir néideg fannen, maache mir eis Positioun geltend. Et brauch een nëmmen e puer Beispiller opzezielen, fir dee gewëssenen Afloss vun eisem Land op der europäescher a weltpolitescher Bühn ze ënnermaeren. Eist Land läit weltwäit mat un der Spëtzt vun deene Staten, déi am meeschten an d'Entwécklungshëllef investéieren. An der Europapolitik huet eist Land sech duerch gutt Europapolitiker, geschter wéi haut, ausgezechent, an doriwwer eraus bei entscheidende Momenter vun der europäescher Integratioun eng grouss Roll gespillt. Et brauch een nëmmen un de Werner-Plang vum fréiere Premier Pierre Werner ze errënnere fir meng Aussoen ze beleen. 32 Joer méi spéit huet sech dem Pierre Werner seng Visioun an d'Realitéit emgesat an ech sinn och zouverächtlech, datt sech den Euro an deenen nächste Joren als Stabilitéitsgarant am europäeschen Integrationsprozess erweise wäert.

Dir Dammen an Dir Hären, wa Lëtzebuerg weider säi Wuert matschwätze wëllt, da muss eist Land och déi Obligatiounen erfëllen, déi sech aus enger gewëssener Roll vun Europa um aussepolitesche Parquet erginn, eng Roll, déi och vun eis erwaart a geförder gëtt. Mir kënnen zum géigewäertegen Zäitpunkt eisen Obligatiounen net nokomme wa sech d'EU-Memberstater net déi Moyene ginn, déi fir d'Erfëlle vun de Missiounen unbedéngt bebraucht ginn. Lëtzebuerg mécht hei keng Ausnahm. Eis Regierung huet sech ëmmer fir eng gestärkten europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik agesat an eist Land huet sech doriwwer eraus ëmmer als en zuverlässige Partner an der transatlantischer Allianz erweisen.

Den Engagement vun eiser Arméi um Balkan - an de Kollege Jean-Paul Rippinger huet dat och virdrun ënnerstrach - ënnersträcht dat op eng beandrockend Aart a Weis. Dat wäert a muss och esou bleiwen. Lëtzebuerg muss dofir och säi Bäitrag leeschte fir sech eng stabil Aussen- a Sécherheetspolitik an Europa ze verschafen.

Här President, d'Veereenegt State vun Amerika kënnen a wëllen net méi déi Responsabilitéit um europäesche Kontinent iwwerhuelen, wéi se dat an der Vergaangenheet nach ëmmer gemaach hunn. Den 11. September 2001 huet Europa viru seng eege Flichte gesat an d'Konsequenz ass hoergenau déi, datt Europa méi Eegestännegkeet entwéckele muss an doriwwer eraus méi Responsabilitéit an och méi Risiken iwwerhuele muss. Dat implizéiert fir den europäesche Kontinent an domadder och fir eist Land, datt mir eng prezis Bestandsopnahm vun eise militäresche Méiglechkeete mussen ënnerhuelen an eis Equipementer an och eis Kontingente vun Zaldoten enger Reform ënnerzëie mussen.

D'Wichtigkeet vun de Missiounen, déi mir ze erfëllen hunn, an déi ambitiéis Ziler, déi mir eis an der europäescher Sécherheetspolitik setzen, zwéngen eis virun allem déi néideg Zuel vun Zaldoten auszebilden.

De Projet, dee mir haut diskutéieren an och stëmme wäerten, ass virun allem eng Noutwendegkeet an der Optik vun de Petersburger Missiounen. De Conseil européen vun Helsinki huet decidéiert fir 2003 e Corps arméi ze schafen, dee bis zu 15 Brigaden a 60.000 Zaldote soll zielen, fir d'Petersburger Missiounen ze erfëllen, déi am Amsterdamer Vertrag verankert sinn. Dës Missiounen bezéie sech

virun allem op humanitär a fridenserhalend Asätz. Op der nofolgender Konferenz vum 20. November 2000 huet eis Regierung sech engagéiert pro Joer eng Compagnie ze stellen an no engem Rotationsprinzip ginn d'Kontingenter all véier Méint erneiert. Déi Zaldoten, déi mer mussen fir dës Missiounen disponibel halen, sinn op 180 festgesat, wouvunner der 60 un der Missioun deelhuelen, 60 an der Formatioun sinn an och erëm 60 fir deen drëtten Envoi mussen virgesi sinn. Am November 2001 huet eis Regierung nach eng kéier de Wëlle bekräftegt dësen Engagement oprecht ze erhalen an an d'Praxis emzesetzen.

Här President, déi éiergäizeg Engagement, déi eist Land am Kontext vun deenen neien Aufgaben am Kader vun der europäescher Sécherheetspolitik huet, sinn also net kleng a stellen eist Land awer viru gewësse Schwierigkeeten. Schwierigkeeten, déi virun allem d'Zusammensetzung vun eisem Kontingent betreffen. Mir kréien net genuch jonk Leit fir d'Carrière vum Zaldot begeeschtert. Dat ass keen neie Phänomeen, bien au contraire.

D'Arméi ass mat enger ganzer Rei vu Virurteiler beluecht, déi d'Attraktivitéit fir eng Carrière an der Arméi net verbesseren. Dat ass ouni Zweifel ee vun den Haaptgrënn firwat sech Schwierigkeeten ergi fir méi Jugendlecher fir d'Arméiscarrière ze begeeschteren.

Ech hoffen datt déi rézent Informationscampagne dozou bäidréit, a gläichzäitig och d'Upassung vum Sold, fir de Stellewäert vun der Arméi an der Gesellschaft erëm opzewäerten.

Ech wëll och hei dem Minister Charles Goerens merci soe fir seng Démarche, déi hien ënnerholl huet, fir datt mir och d'Personal bei der Arméi opstoppe kënnen.

En anere Punkt, deen ech ëmmer ervirgestrach hunn, betrëfft den Objet vun dësem Gesetz, a mäi Kollege Willy Bourg deen, wéi Dir wësst, net kann hei sinn, ass ëmmer mat Mësstrauen an och, mennen ech, heiansdo mat Laache beduecht ginn, wéi hie fir eng Ouverture vun der Arméi fir d'Auslänner agetrueden ass. Et war fir hien ëmmer eng Selbstverständlechkeet, d'Arméi fir d'Auslänner op ze maachen. An dat net nëmmen aus renger virdrun erwähnten zuelenteschen Grënn.

Eist Land steet fir eng gelongen Integrationspolitik. Mir hunn en héijen Taux vun Auslänner, déi sech an d'Lëtzebuenger Gesellschaft integréiert hunn an déi net méi aus deem soziale wéi kulturelle Liewe vun eisem Land ewech ze denke sinn.

Doriwwer eraus vertritt eis Arméi eist Land am Ausland an ass domadder eng Institutioun, déi ee representative Charakter huet. Deemno ass d'Arméi eng Institutioun, déi och déi multikulturell Aspekter vun eisem Land kann, an a mengen Ae muss, zrëckspigelen. Well grad an dëser Optik leescht si e wäertvolle Bäitrag fir d'Virurteiler tëschent de Communautéiten ofzebauen a fir e gelingend Niefeneen ze demonstréieren.

Den Exposé des motifs geet a sengen Ausféierungen nach ee Stéck méi wäit, wann do steet: "Le service militaire luxembourgeois pour citoyens européens pourrait aussi préfigurer l'idée d'un service militaire européen." Dat ass richtig, well och hei ka Lëtzebuerg ee Musterbeispill gi vun engem europäesche Militärdéngecht. D'Expériences, déi mir hei zu Lëtzebuerg maachen, kënnen afléissen an d'Plang vun enger zukünftiger europäescher Arméi.

Et ass vun enger vitaler Noutwendegkeet, datt sech d'Lëtzebuenger Arméi an enger éischter Phase fir déi communautaire Auslänner op fräiwëlleger Basis opmécht, fir de legale Kader vu 430 ze fëllen, an deemno fir iwwerhaupt hir interna-

tional Missiounen an Zukunft kënnen ze erfüllen.

Déi international Kontingenter, déi an der Haaptsaach fir humanitär a friddenserhalend Missiounen - ech hunn et scho gesot - noutwendeg sinn, ginn an deenen demographesche Kritären zesummegezat, onofhängeg vun deene verschidde Nationalitéiten, déi an engem EU-Land present sinn. Deemo mécht et a mengen Ae wéineg Sënn fir den Accès fir d'Arméi eisen EU-Matbierger virzëenthalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt elo net méi hei op déi eenzel Carrière méiglechkeeten agoen, déi d'Zaldoten duerno kréie wa se bei de Stat wëlle schaffen goen. De Rapporteur huet dat op eng virbildlech Aart a Weis gemaach. Ech sinn och frou, datt bei dësem Projet dem Willy Bourg seng Fuerderung zu engem groussen Deel an d'Gesetz ëmgesat gëtt.

Et ass net iwwerdrifwe wa mir soen, datt dëse Projet en historesch Projet ass fir eist Land. Eist Land bestätegt domadder eemol méi, datt et gewëllt ass säin Engagement fir eng stabil europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik oprecht ze halen. De Projet ënnermauert doriwuer eraus, datt eis Regierung och gewëllt ass, d'Integratioun an eise Land weiderzeféieren, a si dréit domadder deem multikulturelle Charakter vun eise Land Rechnung.

Mat dëse Schlusswierder wëll ech meng Interventioun och ofschléissen, dem Rapporteur nach eng Kéier merci soen an och den Accord vun der CSV zu dësem Projet bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agewoen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet vun der Regierung huet als Haaptzil fir d'Lëtzebuurger Arméi, um Niveau vun den Zaldoten, fir EU-Bierger opzemaachen. Dës Initiativ, déi viru mengen ech zwee Joer ugekënnegt ginn ass, ass och scho verschiddelech kommentéiert ginn. Et ass geschwat gi vun enger Armée de mercenaires, déi géif opgestallt ginn. Et ass geschwat gi vun enger Friemeléigioun, déi d'Lëtzebuurger Regierung wëllt an d'Liewe ruffen.

Déi e bësse karikatural Beschreibung schéngt mer räichlech iwwerspëtzt ze ginn. D'Regierung huet och op esou Kriticke reagiert andeem se jo och festgeluegt huet, dass hei zu Lëtzebuerg dräi Joer Residenz erfuenderlech si fir kënnen als Zaldot an déi oppe Lëtzebuurger Arméi eranzekommen.

Si huet och am Exposé des motifs - an den Här Loes huet dat nach hei am Plenum widderholl - déi Iddi vun deem Opmaache vun der Lëtzebuurger Arméi fir EU-Bierger an eng Rei schéi kléngend Prinzipien agekleet, wéi zum Beispill d'Préfiguratioun vun enger europäescher Arméi wéi och d'Integratioun hei zu Lëtzebuerg vu Lëtzebuurger an Net-Lëtzebuurger, déi iwwert d'Arméi géif geschéien.

Mir sinn eis awer mengen ech alleguerten eisen, egal wat fir eng Argumenter nogeschuppt ginn, dass déi eigentlech Ursach vun där heite Reform net iergendwellech héich europäesch Prinzipie sinn, mä déi eigentlech an déi eenzeg Ursach vun där heite Reform ass déi fir Rekrutierungsproblemer, déi bei der Lëtzebuurger Arméi bestinn, versichen deelweis ze beheuen.

Et geet och hei net ëm eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv oder anerem europäesche Regelwierk. Dat hei ass eng reng national Initiativ, déi vun der Regie-

rung geholl ginn ass opgrond vun der rezenter Entwécklung, déi se haaptsächlech an de Joren 2000 an 2001 virfonnt huet, wat de Recrutement vu fräiwëllegen Zaldote bei der Lëtzebuurger Arméi ugeet.

Loosse mer vläicht kuerz op déi doten Zuele kucken, esou wéi se aus dem Aktivitéitsrapport vun der Arméi ervirginn. Do muss een effektiv feststellen, dass déi méi fett Joren, wéi d'Lëtzebuurger Arméi se och relativ rezenterweis kannt huet - d'Joren 1995, 1996, 1997 an och nach 1998, wou mir iwwer 500 Soldats volontaires an der Arméi haten, déi net alleguerten disponibel waren, dat ass eng aner Fro, mä déi et awer zumindest weider méiglech gemaach hunn, dass mer déi ganzen Zäit konnten eng international Bedeelegung bei Fridensmissiounen garantéieren -; dass déi Zuelen abrupt 1999, an dat ass 2000 weider gaangen an och deelweis 2001, erofgaange sinn. Ënn 2000 waren et der nach 447 déi als Soldats volontaires gefouert gi sinn an Ënn 2001 ass déi Zuel liicht geklommen op 474. Mir sinn also wäit vun deene 606, déi mir nach am Joer 1997, also viru fënnef Joer, als Soldats volontaires an eiser Arméi gefouert hunn.

Glécklecherweis, géif ech soen, weist sech awer iwwert d'Joer 2002 erëm en Unzele vum Recrutement. Ech hunn och héieren, dass besonnesch och déi lescht Sessioun ganz erfollegräich war, dass iwwer honnert Soldats volontaires konnten agezu ginn. Dat léisst also ahnen, dass den Déif, wéi mer en am Joer 2000 haten, iwwerwonnen ass an dass erëm eng Kéier e luest, mä sécher, Usteige vun der Zuel vun de Volontairen an der Lëtzebuurger Arméi wäert ze verzechnen sinn. Ënn 2002 dierft also déi 500er Grenz erëm eng Kéier iwwerschratt sinn, wéi dat am Regelfall och an der Métt vun den 90er Jore bis ausganks den 90er Joren de Fall hei zu Lëtzebuerg war.

Wann een e bësse méi wäit zréckkuckt gesäit een, dass de Recrutement an der Arméi ëmmer eng zyklech Entwécklung matgemaach huet a grondleeënd vun zwee Facteure bestëmmt gëtt. Deen éischte Facteur, dat ass natierlech dee vun der Attraktivitéit vum Militärdéngscht. Dozou gehéiere vill Saachen, dozou gehéiert d'Missioun vun der Arméi, déi Aarbecht déi d'Leit an der Arméi musse kënnen maachen, de Confort gehéiert dozou, de Sold gehéiert dozou, d'Bezuelen, awer och d'berufflech Perspektiv gehéieren dozou, déi eng Lëtzebuurger Arméi kann offréieren. Alles dat dréit zu der Attraktivitéit vum Militärservice bäi.

Mä deen zweete wichtege Facteur vun där Entwécklung, an doduerch kënn den Zyklus eigentlech regelrecht hier, dat ass natierlech déi allgemeng wirtschaftlech Entwécklung, dat wirtschaftlech an dat sozialt Ëmfeld andeem mir dra sinn. Do war et esou, dass natierlech elo no den Héichkonjunktursjoren, Ënn 90er Jore bis 2001, d'Attraktivitéit vun der Arméi méi kleng ginn ass, dass d'Zuele beim Recrutement erof gaange sinn, an et stellt een awer grad esou fest, dass et elo, wou d'Situatioun um Aarbechtsmaart méi ugespaant gëtt - an déi Zuele vu Gesichter weise wéi dramatesch d'Situatioun trotzdeem an nächster Zäit riskéiert ze ginn - mat 3,3% Aarbechtslosen, bal 9.000, déi fir de Moment hei zu Lëtzebuerg Demandeurs d'emploi sinn, selbstverständlech och esou ass, dass et och an nächster Zäit do erëm eng Kéier wäert zu engem méi staarke Recrutement an der Arméi kommen.

Mir sinn also der Meenung, dass, wann een déi dote Fakten objektiv kuckt, déi Situatioun déi vläicht bestanen huet, wéi d'Regierung dës Initiativ geholl huet, de Gedanke fir d'ëischt formuléiert huet, dass do awer haut sech munches geännert huet. Duerch verschidden Décisiounen, déi d'Regierung geholl huet wat d'Attraktivitéit vum Service

militaire u sech ugeet, respektiv awer och wat dat allgemeng wirtschaftlech Ëmfeld ugeet, respektiv och vu Sensibiliséierungs- a Promotiounsaktiounen, déi vun öffentlecher Säit am Beräich Rekrutierung gemaach gi sinn.

An eisen Ae besteet deemno keng Urgence fir elo schnell an e bessen iwwert de Knéi gebrach hei ze léigféréieren. Mir hätte vill léiwer, dass een nach eng Kéier géif eng Rei vun offene Froen ze guddt am Detail klären, ier een elo hei Ënn Dezember probéiert deen heite Projet iwwert d'Bühn ze kréien. Mir sinn der Meenung, dass an deem Ëmfeld, wou mir eis haut befannen, d'Opmaache vun der Lëtzebuurger Arméi fir EU-Bierger keng dréngend an och keng zwéngend Nécessitéit duerstellt.

D'Iddi ass net nei, déi ass schonn e puer mol hei vum Willy Bourg an och vun aneren an der Vergaangenheet formuléiert ginn. Si ass awer ëmmer och mat enger gewässer Skepsis vun der Arméi selwer opgeholl ginn. Dat erkläert sécher och, firwat dass d'Arméi do haaptsächlech eng Rei vu praktesche Problemer gesinn huet bei der Ëmsetzung vun där doten Iddi.

Mir sinn also der Meenung, dass et bei deem heite Projet zur Zäit nach ëmmer eng Rëtsch vu prakteschen a juristesche Problemer gëtt, déi net genügend gekläert sinn. Mir hunn also eis gréisste Bedenke wat déi heiten Initiativ an dësem Moment ugeet, wann net schlësseg Äntwerten op all déi Froen virleien. Bis elo leie se net um Dësch vun der Chamber.

Wat ee fir d'ëischt emol muss bemierken hei, dat ass, dass d'Regierung bei deem heite Projet eigentlech vun engem Prinzip ofréckt. Si mécht et op eng virsiichteg Aart a Weis. Si mécht et och op eng net offen Aart a Weis eigentlech. Si seet et net mat ausgesprachener Kloeerheit, mä hei ass awer, mengen ech, dat éischt Beispill, wou Statsposten - hei handelt et sech ëm Emplois publics, och wa mir net an dem Beräich vun der Fonction publique au sens strict sinn, mä et handelt sech awer ëm Emplois publics -, wou Emplois publics hei zu Lëtzebuerg opgemaach gi fir Net-Lëtzebuurger, an zwar an enger allgemenger Aart a Weis, well a mengen Aen ass et kloer, dass mir et awer hei bei der Missioun vum Zaldot, wou et ëm d'Défense du territoire geet, mam Exercice vun enger Parcelle vun der Puissance publique ze dinn hunn. D'Regierung geet hei hin a si seet: An deem heite speziellen Domän vun der Arméi si mir mat d'accord, dass u sech, wann et sech ëm d'Ausübung vun engem Deel vun der öffentlecher Macht handelt, EU-Bierger dat kënnen maachen.

Dat ass eng bemierkenswäert Démarche an e bemierkenswäerte Schritt deen dës Regierung mécht. Si mécht e just net an aller Däitlechkeit. Dat ass meng perséinlech Meenung. Ech wär frou gewiescht, si hätt dat konsequent duerchgezunn an net an deem heite Projet eigentlech dach awer zwou verschidden Zorte vun Zaldoten, zwou verschidde Klasse vun Zaldoten, hei bäibehalen, an zwar déi déi Lëtzebuurger sinn, an déi dann de vollen Accès zu gewësse Carrièren hunn, mat Prioritéiten, an déi aner, déi zwar an der Lëtzebuurger Arméi als Zaldot déiselwech Aarbecht maachen, déi awer herno net déiselwech Méiglechkeeten hunn. Do ass eigentlech e logesche Broch am Opbau vun deem Ganzen, wou et sécherlech vill Erklärungen dofir gëtt, déi ech och ganz gutt novollzéie kann. Ech wëll just op dee logesche Broch hei hiweisen.

Et sinn awer haaptsächlech eng Rei vu juristesche Froen déi eis Be-

denken hei fundéieren a mir stinn net eleng do. Well och de Conseil d'Etat huet an engem relativ kriteschen Avis zu deem heite Projet op eng ganz fundamental Fro higewisen am Zesummenhang mat der Fro vun der Nationalitéit, an zwar awéifern EU-Bierger, déi sech elo an der Lëtzebuurger Arméi engagéieren als fräiwëllegen Zaldot, iwwerhaupt kënnen spéiderhi Lëtzebuurger ginn - wat hinne jo hei an Aussicht gestallt gëtt -, well einfach eng wesentlech Fro nach net gekläert ass fir de Moment, an dat ass déi ob se par rapport zu hirem Heemechtsland fräi si vun allen Engagementer, notament mat d'Militärflicht ugeet, wat eng Viraussetzung ass, fir dass ee kann d'Lëtzebuurger Nationalitéit iwwerhaupt kréien.

De Conseil d'Etat geet ganz in extenso op deen dote Punkt an. Ech wëll kuerz hei zwee Zitater uféieren. De Conseil d'Etat seet a sengem Avis vum Juni 2002: „De l'avis du Conseil d'Etat, cette condition n'a pas été suffisamment examinée en amont du dépôt du projet sous revue. A défaut d'un règlement de cette question essentielle“, also d'Fro mat der Nationalitéit a mat der Ausübung vum Militärdéngscht am Heemechtsland, „on risque d'exposer les jeunes volontaires non luxembourgeois à des insécurités juridiques, alors qu'ils ne répondent, le cas échéant, ni aux conditions de la loi luxembourgeoise, ni à celles de la loi de leur Etat d'origine.“

Méi spéit seet de Conseil d'Etat an der Konkusioun zu deem ganze Kapitel do: „Le Conseil d'Etat insiste dès lors à ce que le Gouvernement réexamine les conséquences du présent projet pour les intéressés au regard des obligations résultant des différentes législations nationales en cause. Il ne serait guère acceptable qu'au terme de leur service les personnes concernées soient exposées aux rigueurs de la loi.“

Ech hunn am schrëftleche wéi am mündleche Rapport vum Här Ripinger keen neit Element gesi par rapport zu deene Froen, déi de Conseil d'Etat hei opgeworf huet, déi also nach ëmmer fir de Moment onbeantwort sinn a wou ee ganz kloer seet, wann net am Virfeld all déi Froen do gekläert sinn, wann net also am Virfeld Accord getraff gi si mat deenen eenzelne Länner wou sech déi dote Fro ka stellen, dass et dann eigentlech onverantwortlech wär déi jonk Leit an eis Arméi ze incorporéieren, hinne virzemaache si kéinten ouni Schwieregkeet gläich Lëtzebuurger ginn an dann herno stelle sech da praktesch eng ganz Rëtsch vun dach delikate juristesche Froen.

Menges Wëssens ass bis elo nach mat kengem eenzege Land esou en Accord ofgeschloss ginn - et mage Kontakter opgeholl si ginn -, esou dass also elo an deenen nächste Méint, well dat Gesetz trëtt jo dann direkt a Kraaft, wann déi éischt Ausländer kommen, sech déi dote Fro direkt praktesch wäert stellen. Do hu mir also keng Apaisement kritt wat déi drifteg Bemierkung vum Statsrot zu där doter Fro uginn.

Eng aner Zort vu Bedenke vun eiser Fraktioun dréine ronderëm déi praktesch Uwendung vun deem Ganzen, déi praktesch Konsequenze vun där heiter Modificatioun vun eiser Législatioun. An zwar stellt sech do ganz kloer d'Fro vun de Sproochekenntnisser an domadder verbonnen d'Integratioun vun den EU-Zaldoten an eis Lëtzebuurger Arméi, d'Fro vu sozialer Koherenz, d'Fro vu Versteesdemech ee par rapport zu deem aneren an dem Risiko vun enger Clan-Bildung. de Risiko vun also engem méi schwierigen Zesummenhalt vun der Trupp stellt sech ganz kloer.

Dofir och eis prezis Fro wat da gelaangt ass - konkret elo -, ab Fréjoer, fir ze sécheren, dass sech do a puncto Sprooch keng Proble-

mer kënnen stellen? Wéi gesäit et mat enger Sproocheklausel aus? Besteet esou eng? Wéi gesäit et aus mat Sproochecoursen, déi misste parallel organiséiert gi fir dass iwwerhaupt dat dote ka gräifen a fir dass mir herno net méi Problemer vun Integratioun do kréien wéi eis ka léif sinn? Et ass, mengen ech, och opgrond vun deenen dote méi prakteschen Iwwerleungen, wou sengerzäit d'Arméi net begehert war fir mat op esou e Wee ze goen.

Da schliesslech mengen ech, dass een hätt kënnen profitéieren vun deem heite Projet de loi, wa mir un déi Artikelen ginn, fir méi eng fundamental Réflexioun hei mat anzebaue wat d'Fro vun der Exklusivitéit an der Prioritéit vun den Atellungen ugeet am Statsdéngscht, respektiv bei de Gemengen an am parastaatleche Beräich. Do ass et esou, dass déi Prioritéit jo haut limitéiert ass op d'Carrière inférieure beim Stat a bei de Gemengen.

A mengen Aen - ech soen dat ganz kloer - huet d'Praxis vun deene leschte Joren nach eng Kéier bewisen, dass déi Prioritéit do eigentlech net duer geet an dass een se eigentlech misst méi wäit spreed, se notament och fir aner Carrière méiglech maachen, asoufern déi Leit natierlech ëmmer déi Bedingungen hu fir kënnen an esou eng Carrière opgeholl ze ginn. Dat ass natierlech Viraussetzung, wéi zum Beispill och bei den Aarbechter a bei den Employéen. Ech gesinn eigentlech net an, wa se soss all déi aner Bedingungen erfüllen, dass een déi Prioritéit net kënn och an esou Fall stoe loosser.

Dat wär Neiland, dat ass ganz kloer. Dat hu mir an den Texter vun de 60er Joren net gehat. Mir hunn et och an der Reform vun der leschter Mandatsperiod net gehat, mä ech si ganz einfach och selwer konfrontéiert gi mat enger Rei vu praktesche Problemer, wou ech mer gesot hunn: Hei wär e klasse-sche Fall wou déi Prioritéit eigentlech misst kënnen spillen a wou se net ka spillen, well eis Texter dat fir de Moment net zouloossen. Elo gi mir awer un déi Artikelen hei frëckelen. Elo wär de Moment, mengen ech, awer och gewiescht fir do eng méi fundamental zousätzlech Attraktivitéit erëm eng Kéier fir de Service militaire kënnen hierstellen.

Ganz kloer positiv an deem heiten Text ass, dass déi Fro elo kloer gestallt gëtt vun de Rechter vun dem Kand, vun Mannerjähregen, deen an d'Arméi opgeholl gi kann, wou bei eis jo den ënneschten Alter 17 Joer ass, mä wou een do selbstverständlech muss eng Rei vu Garantien mat abauen. Ech mengen, dass d'Regierung dat och hei gemaach huet.

Richtig, mengen ech, ass et och, dass een d'Konsequenzen ziit aus der Reform bei der Ausbildung vun de Fierschter, déi an der Legislaturperiod eigentlech ageleet ginn ass, an dass een déi elo erashält aus deem Domän wou een exclusiv huet missen iwwert d'Arméi rekrutéiert ginn. Si ware jo souwisou nëmme während där Instruction de base vun dräi Méint um Häberberg, esou dass do kee groussen Impakt eigentlech ass op den Oflaf vum Militärliewen do uewen. Dat, mengen ech, ass eng ganz gutt Saach. Déi ass onbedéngt néideg, well jo déi éischt Leit elo fäerdeg si mat hirer Ausbildung am Lycée Technique Agricole zu Ettelbréck als Technicien forestier, an déi musse kënnen elo agestatt ginn, an de Stage erakommen, fir dass si iwwerhaupt kënnen spéiderhi vläicht Fierschter ginn. Et ass also wichtig, dass deen heite Punkt och mat berücksichtegt gëtt.

Wann ech elo e bessen de Bilan zéien zu deem wat ech hei virbruecht hunn, da gi mer eigentlech als sozialistesche Fraktioun mat geméschte Gefiller un deen heiten Text erun. Et sinn eenzel positiv Punkten dran. Op där anerer Säit bleiwen awer eis ganz staark Be-

denke wat elo an dësem Moment den Notze vun där Ouverture ugeet wat d'EU-Bierger betrëfft, als fräiwëlleg Zaldoten an eiser Lëtzeburger Arméi. Mir mengen, dass déi international Bedeelegung um Terrain bei Friddensmissionen vun der Lëtzeburger Arméi schrecklech wichteg ass, dat brauch ech net nach eng kéier hei ervirzehiewen, a wou mer et effektiv fäerdeg bruecht hunn elo praktesch zënter sechs Joer onënnerbrach bei internationale Friddensmissionen als Lëtzeburger Arméi dobäi ze sinn, dass déi natierlech bedeit, dass mer och musse kënnen an Zukunft weider rekrutéieren.

Mir zéien eng praktesch Participatioun bei esou Friddensmissionen um Terrain enger Politik mam Scheckheft vir, déi doranner besteet, dass een also probéiert duerch gréisser Zomme sech praktesch lass ze kafe vun enger Verantwortung, och enger Friddensverantwortung, déi een och als klang Lëtzeburger Land huet. Dofir si mer also fir all Aktioun déi am Kader ass vun der Natur vun der Lëtzeburger Arméi an déi drop ausgerichtet ass, fir eis Arméi modern ze équipéieren, d'Formation weider eropzesetzen, an d'Attraktivitéit vun der Arméi duerch sëlleg Moosnamen och eropzesetzen.

Mir sinn also der Meenung, dass den heite Projet sech net onbedéngt an déi dote Logik aschreift. Dat hei ka juristeschech a prakteschech eng Retsch vu Problemer zousätzlech bréngen, wou mer net sécher sinn, dass mer domadder eigentlech awer de Rekrutéiersproblem géifen un der Wuerzel ze pake kréien.

Dat erkläert, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, firwat eis Fraktioun sech wäert beim Vote vun dësem Projet enthalten.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR), en remplacement de M. Jean-Pierre Koepp (ADR).**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Kollege Jean-Pierre Koepp huet mech gefrot fir seng Ried haut de Mëtten hei virzedroen. Hien ass op ee Begrëfnis.

**(Interruption)**

Selbstverständlech!

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll als éischt dem Rapporteur villmools merci soe fir säin ausféierleche méndlechen a schrëftleche Rapport. Mat dësem Gesetz betriede mer komplett Neiland. EU-Ausländer an der Arméi, do weess ech net op dat esou eng Regel ass déi schonns an aneren europäesche Länner besteet. Normalerweis ass esou eng Politik och net néideg. Dëse Schrëtt ass sécherlech eng Hëllef bei der Integratioun vun engem Deel vun eisen auslännesche Matbierger, mä den Hannergrond vun dësem Gesetz ass een aneren.

Mir hu fir eis international Verflechtung kënnen ze erfüllen net méi genuch jonk Leit an eiser Arméi. An esou Ausnahmesituatiounen kommen engem dann oft exceptionell Iddien. Op dat heiten esou eng gutt Iddi ass, dat muss sech nach erweisen. D'Hoffnung bei deenen, déi dee Gesetzesprojet deponéiert hunn, ass jiddefalls grouss.

Mä firwat hu mer net genuch Leit an der Arméi? Mat dësem Text gëtt déi Fro iwwerhaupt net ënnert d'Lupp geholl. Et muss dach deen een oder anere Grond ginn, firwat dat eis Jongen an eis Meedercher net méi an d'Arméi wëlle goen. Mir mussen déi Fro, menger Meenung no, kucke fir kënnen wierksam Schrëtt ze ënnerhuelen, seet den Här Koepp.

An enger Zeitungsannonce konnt ee gesinn, dass d'Arméi fräiwël-

leger sicht, versprach gëtt e Monatsgehalt vun 1.050 bis 1.400 Euro. Dat geet hautdesdaags sécherlech net méi duer. Fräi Kleedung a fräie Kascht an e gratis Dokter dobäi hëllefen och net mat där doter Pai fir de Beruff vun Militär interessant ze maachen. Vlächicht ass dat mat den Hauptgrund firwat d'Arméi net méi interessant ass. Mir wësse jo allegeruerten, dass d'Geld mat de wichtegste Punkt ass.

D'Fro stellt sech also, ob mer duerch méi eng dichteg oder besser Pai net automatesch méi Leit an d'Arméi géinge kréien. Et ass fir mech onverständlech, dass net als éischt no anere Léisunge gesicht ginn ass, och wann den ADR mam Gesetzestext, esou wéi en hei virläit, kann averstane sinn. Och grouss Reklame bewierken net alles, esouguer heibanne gëtt vu verschiddene Leit en negatiivt Bild vun eiser Arméi gezechent. Dann däreft ee sech net wonneren, dass et Jonker gëtt, déi net an d'Arméi ginn, och wa se u sech dorunner interesséiert wäeren. Do muss mer eis alleguer heibanne froen, ob mer do genuch ënnerhuele fir méi ee positivt Bild vun eiser Arméi no bausse ze ginn. All déi humanitär a friddenserhalend Asätz beweisen, dass all Land, a sief et nach sou kleng, eng Arméi brauch. Dat muss och emol kloer gesot ginn.

Zréck zum Text. D'Hoffnung ass, wéi gesot, grouss fir eis, fir iwwert dëse Wee EU-Ausländer an d'Arméi ze kréien. Am März dëst Joer huet eng Lëtzeburger Zeitung d'Fro opgeworf, ob dëst Gesetz iwwerhaupt eppes bréngt. D'Zuel vun de Leit, déi heiduerch ugesprach ginn, ass relativ kleng. An der Kommissioun ass och dofir dovunner geschwat fir an enger zweeter Etapp d'Arméi och fir net EU-Bierger op ze maachen. Menger Meenung no ass et de Moment awer nach ze fréi fir iwwer esou ee Schrëtt ze schwätzen.

Et muss nach vill Reklame gemaach gi fir d'Ausländer op dës Méiglechkeet opmierksam ze maachen. An der Praxis ass et wahrscheinlech een ze vill grouse Schrëtt, fir no dräi Joer an engem frieme Land da schonns an d'Arméi wëllen ze goen. Déi éischt Jore sinn dës Leit éischer drun interesséiert fir sech zurecht an engem fir si neie Land ze fannen.

Fir déi Ausländer, déi scho méi laang hei am Land sinn, bestoung d'Méiglechkeet och elo schonns an d'Arméi ze goen, wa si d'Lëtzeburger Nationalitéit ugeholl hätten. D'Zuel vun deenen, déi léiwer hir Nationalitéit behale wollten an elo awer an d'Arméi wëlle goen, ass wahrscheinlech zimlech kleng. Datt dësen Ausländer, déi an d'Arméi kommen, soll gehollef gi fir Lëtzeburger ze ginn, ass eng luewenswäert Initiativ. Et ass fir den ADR awer och ganz kloer, dass bei dësen neie Kandidaten och d'Lëtzeburger Sproch muss gekuckt ginn. Am Text steet dovunner näischt. Wat wichteg ass, dat ass, dass se ee Minimum kënnen schwätze fir iwwerhaupt an d'Arméi eran ze kommen, an duerno muss eise Stat dofir suergen, dass dës Leit dann och während der Zäit bei der Arméi Lëtzeburgergesch léieren, zum Beispill duerch Coursen déi an hirer Formatioun bei der Arméi ofgehele ginn.

Dëst ass och wichteg, well d'Gesetz iwwert déi Lëtzeburger Nationalitéit jo d'Beherrsche vun der Lëtzeburger Sproch virschreift. Och den delikate Problem vun dem obligatoresche Militärdéngscht an anere Länner muss nach behuewe ginn. De Kollege Alex Bodry huet elo grad driwwer geschwat. D'Regierung huet ugeknegt, dass se déi néideg Schrëtt ënnerhéilt. Ech hoffen, dass dat dann och esou geschitt.

Mir begrëssen ausdrécklech, dass keng Mannerjähreg sollen a Krichsgebitter agesat ginn. Do si mir jo dann och am Accord mat der Konventioun vun New York iwwert

d'Rechter vun de Kanner a militäresche Konflikter.

Dat gesot wëll ech hei am Numm vu menger Fraktioun eisen Accord zu dësem Gesetz ginn.

Merci fir Aert Nolauschteren, seet den Här Koepp.

■ **M. le Président.**- Den nächste Riedner ass den Här François Bausch. Den Här Bausch huet d'Wuert.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, déi gréng Fraktioun wëllt bei dësem Projet de loi zu dräi Punkte Stellung bezéien. Dräi Punkten, déi och maachen, dass mir herno net wäerten dëse Projet stëmmen. Woubäi ech awer direkt wëll soen, dass deen drëtten Punkt, op deen ech wëll agoen, fir eis dee wichtegsten ass.

Deen éischten ass: Mir fannen et net gutt, dass hei bei der Opmaachung vun der Arméi fir Ausländer sech limitéiert gëtt op EU-Bierger. Mir sinn éischters der Meenung, dass dat net ganz haltbar ass, d'autant plus wann ee weess, dass d'EU sech och elo nach erweidert, a virun allem awer aus dem Grund eraus, well mer der Iwwerzeugung sinn, dass et net nëmme eng Diskriminatioun ass, mä datt et virun allem awer och oneffikass ass, well ech der fester Iwwerzeugung sinn, dass, wann ee wëllt Ausländer motivéieren fir an d'Lëtzeburger Arméi ze kommen, sech do ze engagéieren, da féint een déi wahrscheinlech éischer bei Ausländer, déi eng gewëssen Zäit zu Lëtzeburg sinn, déi aus Memberstate kommen ausserhalb deem wat haut d'Europäescher Unioun ass, wéi vun deenen, déi elo schonn an der Europäescher Unioun sinn. Mä den Hauptgrund dat ze kritiséieren, deen ass awer motivéiert, dat ass, dass mer net agesinn, wa mer dee Schratt hei maachen, firwat mer dat da limitéieren op d'EU-Bierger.

Deen zweete Punkt, dat ass, dass de Sproochproblem fir eis net gekläert ass. Ech muss och soen, mir sinn immens iwwerrascht mat wat fir enger Offenheet hei eenzel Fraktiounen iwwert dee Sproochproblem diskutéieren, virun allem d'CSV-Fraktioun. Den Här Loes huet virduen hei de multikulturelle Charakter vu Lëtzeburg ënnerstrach fir dat do ze motivéieren. Ech ka mech erënneren, wéi mer hei diskutéiert hunn iwwert d'Nationalitéitgesetz virun nach net esou laanger Zäit, do ware mer extrem restriktiv am Verhältnis zu deem wat mer haut hei maachen, wou nämlech guer näischt gekläert ass, am Contraire zu deem Gesetz. Do war d'Sprooch vun der Fraktioun vun der CSV eng ganz aner. Déi ass éischer an d'Richtung gaang fir d'Lëtzeburger Sprooch ze benotzen als Barrière, als Hürd fir d'Nationalitéit ze kréien. Hei, well et dann natierlech arrangéiert, gi mer hin an dann diskutéieren mer iwwert de multikulturelle Charakter vu Lëtzeburg a mir soen, d'Sprooch spillt glat guer keng Roll.

Ech hätt léiwer gehat, Här Loes, Är Fraktioun hätt deemools beim Nationalitéitgesetz esou eng Haltung ageholl amplaz dass se do iwwer Äre Spriecher vun deemools, den Här Mosar, eng ultrapopulistesch an ultrademagogesch Haltung ageholl huet, wou et nëmme drëm gaangen ass fir ze versiche mat deem Thema op Stimmfang ze goen. Dat hätt sécherlech am Intérêt vun der Saach deemools och méi bägedroen an dann hätte mer haut zum Beispill och schonn d'duebel Nationalitéit wahrscheinlech, wann déi Leit vun lech dat deemools net gemaach hätten. Ech hätt dofir léiwer gehat, Dir hätt dee méi offenen, multikulturellen Discours deemools gefouert, do hätt e méi bruecht fir d'Land wéi bei dësem Projet.

**(Interruptions diverses)**

Här Mosar, wou och nach Är Partei mat zwee Féiss op der Brems stong, dat war den Accès à la profession de l'avocat, wou awer net esou e multikulturellen Discours gefouert ginn ass, wéi vun lech hei haut de Moien.

■ **Une voix.**- Och d'Demokratesch Partei.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Dat ass richtig, mä ech hunn d'CSV hei besonnesch erwänt, well déi sech besonnesch ervirgedoen huet an deem Kontext.

Da muss ech awer soen, wann et fir eis als Gréng awer een Domän gëtt wou d'Sprooch eng Bedeitung huet, net well mir d'Sprooch als Barrière gesinn, dann ass et sécherlech dee vun der Arméi.

**(Interruption)**

Jo, dat ass richtig, Här Strotz. Dat ass ee Punkt dovun.

Et ass kloer, dass et wichteg fir eis ass, dass d'Lëtzeburger Sprooch beherrscht gëtt vun deene Leit, awer do ass grad an dësem Projet onkloer enner wat fir enge Konditiounen d'Lëtzeburger Sprooch soll do gëllen oder net gëllen. Mir hunn zwar an der Kommissioun vum Minister eng Rei Berouegung kritiert. Ech sinn der fester Iwwerzeugung, dass de Minister do ganz gudd Wëllen huet fir eppes am positive Sënn ze maachen, mä de Projet huet Lacunen, an dat ass eppes wat mir bedauern.

Da kënt deen drëtten Punkt, deen deen eis am meeschte Bauchweé a Kappzerbrieches mécht an dësem Kontext. Dat ass deen, dass mir hei net higinn an dat maache wat eigentlech an der Konventioun virgesinn ass, déi och vum Här Rippinger hei zitéiert ginn ass, déi mir jo iwwer e Projet de loi, dee schonn deponéiert ass, och wëllen ëmsetzen an dëser Chamber, d'Konventioun vun New York vum 25. Mee 2000, wou zwar op facultativer Basis - ginn ech gären zou -, mä awer zimlech staark drop gepocht gëtt: „...en particulier de relever l'âge minimal pour le recrutement à 18 ans“. Dat heescht, dass mir net higinn an d'Richtung vun der Konventioun, déi mir och wäerten an dësem Parlament eng kéier ëmsetzen, fir eben definitiv zu Lëtzeburg den Alter fir an d'Arméi vu 17 op 18 eropzesetzen, mä dass mir eigentlech duerch dat heite Gesetz d'Altersbarrière vu 17 Joer festegen.

Ech muss soen, dass ass fir eis besonnesch grav, well ech d'autant plus weess, wann et ëm aner Rechter geet déi mir Jugendleche kéinte ginn an och, menger Meenung no, sollte ginn, nämlech zum Beispill de Wahlalter erofsetzen op 16 Joer, da fanne mir déi onméiglechst Argumenter, fir déi Jugendleche als onmündeg ze erklären a fir ze soen, dass dat inacceptabel wär, mä wann et drëms geet ze soen, wéi d'Madame Wagener et eng kéier an engem Artikel geschriwwen huet, l'art de la guerre de Jugendleche bäizebréngen, dann hu mir kee Problem fir ze soen, och wa se mannerjähreg sinn, da kënnen mir déi Barrière erofsetzen. Dat fanne mir äusserst discutabel a sécherlech a kenger Hisiicht am Sënn vun deem wat op internationalem Niveau d'Norm ass a wat diskutéiert gëtt. Mir sinn der Meenung, dass een de Contraire hätt misse maachen, nämlech ze profitéieren an dësem Gesetz, fir den Alter fir an d'Arméi kënnen ze goen endlech vu 17 op 18 Joer eropzesetzen.

Ech muss och soen, déi Léisung, déi elo hei gesicht gëtt, déi stellt mech guer net zefridden. Ech hu mir d'Méi gemaach dee Projet de loi, deen deponéiert ginn ass, nach eng kéier ze liesen, an do hunn ech e bëssen d'Impressioun, dass een hei schonn eraus ka liesen, dass do gedréint a gekéiert gëtt, fir dass mir déi Konventioun an esou engem Sënn ëmsetzen, dass se an

Aklang steet och mat deem Gesetz hei, dat heescht, et gëtt sech e bësse laanscht déi Fro gedréckt, déi sech eigentlech do hannendru verstoppt, an da gëtt gesot: Déi Jugendleche ginn net agesat bei typesche Kampfhandlungen, respektiv mussen d'Eltere se briefen, dass si och d'accord si fir an d'Arméi ze goen, dass dat alles relativ geféierlech ass.

Éischters ass ze soen, d'Arméi ass d'Arméi, an och wann déi Jugendleche net direkt a Kampfhandlungen agebonne sinn, dat wat se an der Arméi léieren ass jo awer prioritär fir mat enger Waff ëmzegeen. Dofir ass d'Arméi do. Mir kënnen dat dréinen a kéiere wéi mir wëllen, dass ass dat wat se gréisstendeels geléiert ginn, an ob se elo a Kampfhandlungen direkt agebonne sinn oder net. Dat ass keng gutt Situatioun ass.

Dat Zweet ass: Et muss ee sech jo och bewosst sinn, dass een hei den Elteren en immens Drockmëttel an de Grapp gëtt par rapport zu hire Kanner fir, jee nodeem wéi d'Situatioun sech presentéiert, méi forcéiert op se anzewierken, dass se de Wee wiele fir an d'Arméi ze goen, an déi Jugendleche oft kaum Méiglechkeeten hu fir sech géint d'Eltertenhaus ze wieren.

Fir eis ass dat keng befriddegend Léisung, mä den Hauptgrund firwat mir der Meenung sinn, dass dat doten net akzeptabel ass, dat ass, dass den Alter misst eropgesat an net erofgesat ginn. Mir sinn der Meenung, dass Rechter fir déi Jugendleche solle méi fréi a Kraaft trieden, zum Beispill d'Wahlrecht mat 16 Joer, an net esou Saache wéi dat heiten.

Dat ass den Hauptgrund, firwat dass mir dësem Gesetz net kënnen zoustëmmen, Här President.

Ech soen lech merci.

Den Här Jaerling wollt mir nach eng Fro stellen.

■ **M. le Président.**- Här Jaerling.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Dat Ganzt, wat Dir elo gesot hutt, ass dat net a Kontradiktioun mat deem wat Dir soss verlaangt, nämlech de Wahlalter erofzesetzen, well d'office mam Wahlalter vu 16 Joer d'Kanner jo dann och mat 16 Joer praktesch groussjähreg wäeren. Dat do läit a voller Kontradiktioun mat deem wat Dir do verlaangt.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Dat ass net wouer!

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Dir kënt net engersäits verlaangen de Wahlalter op 16 Joer erofzesetzen an net d'Groussjähregkeet domadder ze verbannen.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här Jaerling, Dir kënt d'Groussjähregkeet op 18 Joer belossen an de Wahlalter op 16 Joer erofsetzen. Dat ass guer kee Problem. Et gëtt Länner.

**(Interruptions diverses)**

Wat ass do de Problem? Ech sinn awer der Meenung, Här Jaerling, dass et duerchweegs misst normal sinn, dass den zivilrechtlechen Enseignement an de Schoule méi ee grouse Stellewäert géif kréien. D'Schüler misste méi bäibruucht kréie wat eis Institutiounen sinn, wéi se fonctionnéieren, dass se éischer kënnen mündeg sinn, dass dat duerchweegs kompatibel ass mat dem Wahlalter op 16 Joer erofsetzen an dass een awer net déi Jugendleche dofir muss groussjähreg mat 16 Joer maachen. Et si jo nach aner Saachen dermat verbonne wéi elo nëmme d'Wahlrecht. Ech mengen, dass dat guer kee Problem ass.

**(Interruption)**

Dat ass awer elo net deen eenzege Grond, firwat ech een als mündeg erklären.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, zënter der Opiewung vun der Trennung vun Europa an zwee sech diametral entgéintstoend politesch, wirtschaftlech a militäresch Bléck, sinn natierlech prinzipiell emol nei Chancen entstanen fir eng méi harmonesch a friddlech Entwécklung op eisem Kontinent.

Ech wëll awer a Fro stellen, ob all Chancé genotzt gi si fir dorauer déi richteg Léieren ze zéien an eng aner, net militäresch Sécherheetspolitik an Europa ze entwéckelen, wat een och dorunner gesäit, dass d'Nofolgekonferenz vun Helsinki, d'OSZE, zum Beispill am Verglach zu esou militäreschen Institutione wéi d'NATO, oder och zu esou ekonomesche Bléck wéi d'Europäesch Unioun, eng relativ bescheide Roll spillt.

Et bleift och weiderhin, menger Meenung no, déi grouss Fro, wéi d'UNO sech weider entwéckele wäert, an dat gétt wesentlech, mengen ech, de Moment matbestëmmt duerch d'Solutioun, déi bei der Irak-Kris wäert fonnt ginn. Hei ass ganz kloer d'Fro vun der Autonomie vum internationale Recht gestallt. Esou dacks hunn d'USA gewisen, dass si hir national Interesse virun déi vun der internationaler Communautéit setzen, och da wa se net an Nout wier fir ze handelen, wat jo, laut UNO-Statut, déi eenzeg Hypothees ass vun engem legitimen eegesäitege militäreschen Asaz.

Beim aktuelle Konflikt mam Irak gétt mol net d'légitime défense als Argument virgeschoben. Et wär also menger Meenung no un der UNO an net un den USA, fir an deem Konflikt no eegener Logik ganz autonom ze handelen. A wann ech soe ganz autonom ze handelen, da mengen ech, dass domadder de militäreschen Aspekt eréischt u ganz leschter Plaz vun alle méiglechen Alternative muss stoen, wéi d'UNO-Charta dat iwwregens ganz daitlech virgesäit.

D'UNO steet awer de Moment enner ganz staarkem Drock vun den USA bei deenen, menger Meenung no, ganz daitlech ekonomesch a geostrategesch Interessen iwwerweie vis-à-vis vun deem zweetgréissten Uelechland vun der Welt. D'USA sinn awer e wichtege strategesche Partner vu Lëtzebuerg an och vun der Europäescher Communautéit. Dat wat am Irak geschitt huet also och forcément Auswierkungen op d'europäesch Verdedegungspolitik, wouvun déi nei Lëtzebuurger Arméi jo en integrierten Deel ass.

Här President, den internationale Kontext an deen déi Arméi hei gestallt gétt, et ass jo keng ganz nei, mä si kritt eng nei Qualitéit, do si mir eis alleguerten eens, ass also e ganz onsécheren an ee konflikträchen. An engem „Land“-Interview vum 8. Februar 2002 ënnert dem Titel „Europa der Player, Luxemburg ein Teil davon“, huet de Minister Goerens zwar, schéngt et mer, de Bündnisfall bei enger eesäiteger Aktioun vun den USA am Irak ausgeschloss. Zënterhier huet d'Regierung sech awer an där Fro bedeckt gehalen, och an enger Äntwert vun der Madame Polfer op eng Fro, déi ech hir gestallt hunn.

Trotzdeem, mengen ech, ass net auszuschléissen, dass Lëtzebuerg an domadder och seng Arméi a seng militäresch Infrastrukturen an iergendenger Form mat esou Krichsforme wéi déi, déi sech am Moment am Irak virbereeden, an Zukunft wäert konfrontéiert sinn, an dat eventuell a ganz noer Zukunft, an dat mat oder ouni UNO-Mandat.

Ech hunn och gréisser Bedenken, Här President, wat d'Evolutioun vun Europa selwer als global Player ugeet. Och Europa huet wirtschaftlech Interessen an der Welt ze ver-

teidegen, loosse mer eis näischt virmaachen, an dat si gréissten-deels d'Interesse vun deene Leit déi hei an der Wirtschaft bestëmmen. Wann ee gesäit wéi bei esou Sozialgesetzter, wéi mer se haut a gëschter diskutéiert hunn iwwert de Mindestloun oder d'Mindestrent, déi Leit handelen, wann een d'Avise vun der Chambre de Commerce liest an deene Froen a gesäit wéi d'Garçonnen an d'Rentnerinnen hei zu Lëtzebuerg behandelt gi vun deene wirtschaftleche Kreesser, da brauch een net vill Fantasie ze hu fir ze wesse wéi déi Leit émsprange mat deene wou se an der Drëtter Welt Handel dreien.

Entschëllegt dee Verglach dee vläicht e bëssen op d'Spéztz gedriwwen ass, mä et muss een heiansdo Saachen op d'Spéztz dreien, fir se méi kloer ze maachen. Ech mengen awer, dass dee Verglach net falsch ass, well bei den aktuelle Welthandelsverhandlungen hu mer gesinn, dass zum Beispill europäesch Konzern an d'europäesch Kommissioun dann och eng breet Öffnung vun de Mäert an den Entwécklungslänner verlaangen. Dat heescht, deen ekonomesche Verdeelungskampf dee sech mécht um internationale Plang, och an den Entwécklungslänner, wäert ouni Zweifel säi Lot vun neien Ongerechteckheeten, vu Migratiounen, vu Masseménschebewegungen a vu Rebelliounen och an deenen Deeler vun der Welt verlaangen. An ech froe mech ob da garantéiert ass, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Konflikter dann och ëmmer esou ethesch an esou humanitär geléist wäerte gi wéi den Här Goerens dat an Interviewen zum Beispill seet. An ech gleewen him dat och perséinlech esouguer, dass hien dat esou gesäit, mä ech froe mech awéiwäit da laangfristeg Interessen do schlussendlech awer wäerten den Ausschlag ginn.

Déi Froe stelle sech och bei deene sougenannten humanitäre Petersburg-Missiounen, déi jo, wéi de Projet de loi et seet, net nëmme Humanitär- an Evakuatiounsmissiounen sinn, mä och zum Beispill friddenserhalend a friddenserëm-hirstellend Missiounen. Also ganz kloer, loosse mer et nenne wéi et ass, e militäresche Kader. Dat ass an engem militäresche Kader, dat ass net méi an engem Kooperationskader, och wann de Minister mat ganz vill Talent et ëmmer erëm fäerdeg bréngt, zum Beispill an deem Interview, vun deem ech geschwat hunn, de Lien mat der Entwécklungshëllef hierzestellen, wou e jo och Minister ass. Déi 0,8% Kooperationshëllef, dat ass e bëssen esou d'Zooss à tous les menus vun der Regierung, dat ass am Fong geholl dee strategesch wichtigste Posten am Budget, well dee gétt ëmmer erëm als Beispill geholl fir ze weise wéi humanitär Lëtzebuerg awer do steet an der Welt.

Wann een dann och nach héiert, dass d'Europäesch Unioun eng Force militaire d'intervention rapide grénne wëllt fir Konflikter an Europa ze léisen, an am Rapport iwwert de Projet gétt hei ganz daitlech gesot, dass dat e Beispill ass vun där neier Roll déi d'Lëtzebuurger Arméi wäert kréien, dann hu mer grouss Bedenken. A mécht een dann och nach de Lien mat der europäescher Sécherheetspolitik déi gepräegt ass vun engem uerdnungsstaatlechen Instrumentarium ouni richteg demokratesch Kontroll, vun lwwerwaachungsmaasures iwwer polizeilech Kooperatioun, ouni richteg gerichtlech Kontroll, bis hin zum Terrorismusgesetz vun Här Frieden, wat jo de sozialen a ekologesche Protest kriminaliséiere wëllt, an ech weisen do hin op déi ganz daitlech Avisen déi an deem Zesummenhank och scho komm sinn, enner anerem vun der Aarbechterkummer, awer och vum Conseil d'Etat, da gesäit ee ganz daitlech wouhin déi Logik vun der Festung Europa soll hiféieren.

Ech wëll wierklech dee ganze Projet hei an dee Kontext stellen, zu

deem de Statsrot folgendes geschriwwen huet: „Comme les besoins alignés en soldats volontaires ne sont pas détaillés, sauf quelques indications tout à fait sommaires et partielles, par des chiffres, par des données chiffrées basées sur un tableau de l'organisation et des effectifs et par des statistiques relatifs au recrutement, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure de se prononcer sur la nécessité du choix politique.“ Choix politique, Här President, dee mir hei sollte festhalen an engem Vote. Wat mir hei schafen, dat ass ee Choix politique deen a Wierklechkeet eng Nébulose bedeit, an dee soll der parlamentarescher Kontroll entzu ginn.

Déi Leit déi do rekrutéiert ginn, ginn awer an e ganz kloer disziplinaresche Kontext gestallt, deen dominéiert ass vun der Lëtzebuurger Regierung a vun der europäescher Exécutive natierlech, ouni dass do awer eng richteg parlamentaresch Kontroll besteet, wa schonn de Statsrot net weess iwwer wat mer eigentlech hei sollen diskutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Arméi huet elo schonn 1.100 Membere - ech weess net ob een dat Membere soll nennen - a wëllt op 1.400 kommen, wéi de Minister jo an engem Lëtzebuurger Land-Interview, deeselwechte vun deem ech scho geschwat hunn, gesot huet. Domat steet hien enger Arméi vir, et sief dann ech täusche mech do, déi déi gréissten ass, déi Lëtzebuerg hat zënter der Ofschafung vun der Militärflicht. Ènnert deenen neie Rekrute wäerten och Jongen a Meedercher si mat engem Pass aus aneren europäesche Länner déi bei eis hei wunnen. Ech wëll emol net esou wäit goe fir ze soen, dat wär eng Armée de Mercenaires, well ech fannen dat och net richteg. Déi Leit wunne jo schlussendlech hei, déi si jo och hei ugesiedelt. Et sinn also keng Mercenaires déi heihinner geruff gi fir fir Lëtzebuerg dann an de Krich ze goen, fir dat e bëssen theatralesch ze soen.

Mä wat ech dann awer net méi gutt fannen: Déiselwecht Leit hunn awer kee Wahlrecht zu Lëtzebuerg a si ginn esouguer a puncto Accès an d'Fonction publique an deem Gesetz hei weider diskriminéiert par rapport zu hire lëtzebuergesche Kolleegen, mat deene se dann awer am Kosovo oder ech weess net wou an der Welt zesumme sollen ënnert deeneselwechte Waffen déngen. Ech fannen, dat ass wierklech eng hallef Situatioun déi hei geschafe gétt. Ech si souwisou prinzipiell net fir dat Ganz, dat wësst Der, mä ech fannen, wann een an esou enger Ongerechteckheet, déi dat Ganz jo souwisou ass, och nach eng Diskriminéierung drasetzt, dann zeugt dat awer net fir Lëtzebuerg vun engem groussen Esprit d'ouverture vis-à-vis vun deene Leit hei.

Aus all deene Grënn, Dir hutt et verstanen, wäert ech selbstverständlech géint dat Gesetz hei stëmmen.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Arméiminister Charles Goerens.

**M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn d'Gefill dat mer net genuch iwwert déi Saachen do schwätzen. Ech maachen de mea culpa fir d'éischt bei mir, mä ech mengen et geet net domat duer.

Ech hu meng Bereitschaft kommentéiert fir mat der Commission des Affaires étrangères iwwer alleguerten déi Aspekter do méi laang an och méi oft ze schwätzen. Mir hunn, bei all deene Virstellungen déi mer haten, d'Chamberskom-

missioun op den Häreberg invitéiert. Déi déi do waren hunn och eng Partie Froen net gestallt, déi sech no där Entrevue eriwregt hunn. Mir hunn d'Press invitéiert, ech hu praktesch zu all Fraktiounschef gesot, dat wann et eng Méiglechkeet gétt fir déi Débat do an der Commission des Affaires étrangères ënnerzekeréien, an ech si bereet fir mat Lech iwwert déi dote Saachen ze schwätzen, Dir da kënnt bei mech op de Bureau kommen, frot e Rendez-vous bei mengem Sekretariat un, wann eben an der Enceinte parlementaire selwer d'Méiglechkeet net ginn ass. Ech erneieren nach eng Kéier meng Bereitschaft fir dat ze maachen. Ech hoffen dat och an wéll dat och ouni eidelt Kompliment un d'Chamber soen: Ech fannen dat deen Débat, dee mir haut haten, ganz korrekt war. En huet sech op engem gudden Toun ofgewéckelt an en huet och agréablement contrastéiert mat där Diskussioun déi oft dobausse gefouert gétt an déi net iwwert déi karikatür Aspekter erauskënnt.

Ech hat virun zwee Deeg um Häreberg d'Geleeënheet fir drun ze erënnere, firwat dat mir am Fong geholl dat heite maachen. Ech war zejoert mat dem Grand-Duc an de Kosovo op Plementina, engem Duerf wou ronn 900 Représentante vun der Communauté liewen, éischer recht wéi schlecht. Dat eenzegt wat se hunn a wat ee kann als positiv bezeechnen, dat ass dat se sécher sinn. Si si sécher, well se 150 Meter ewech vum Déploiement vum KFOR-Kontingent aus Norwege sinn. Et war eng Keier probéiert gi fir zwee Leit, e Mann an eng Frau, an hiert Duerf heemgoen ze loossen, déi si mëtles gaangen an haten owes schonn d'Guergel duerchgeschnidde kritt.

Ech wëll dat nëmme just soe fir ze beweisen, dat dat wat eis Leit do enne maachen, zesumme mat 43.000 aneren, net vu Muttwéll ass, mä ënnert deene gegebenen Emstänn ass dat do indispensabel.

Elo kann ee soen, déi maachen Aarbechten déi net mussen vun der Militär gemaach ginn. Et géng och mat manner Militär duergoen, wa mer méi Police hätte fir dohinner ze schécken. Mir hunn awer net genuch Police fir dohinner ze schécken. An et ass e Rappel u sämtlech Memberstate vun der Europäescher Unioun gemaach gi fir kënne méi Police prett ze stellen, et geet awer leider nach net duer.

Well et ass och net gudd wann een op laang Siicht, souwuel dobausse wéi och hei heem, d'Policeaufgabe vun Militär assuméiere léisst. Mä ëmmerhin ass et nach besser déi Missiounen do gi vun Militär assuméiert, wéi dat se iwwerhaapt net assuméiert ginn. An déi Leit déi eben do hir Minoritéiterechter assuréiert kréien, déi kënnen dat deene verdanken déi, ähnlech wéi d'Lëtzebuurger, a Mission de reconnaissance do sinn oder a Mission d'interposition tëschent deene verschiddene Minoritéiten oder Composanten oder Ethnië vum Kosovo. ouni déi Presenz géif et do, passez-moi l'expression, wierklech Bordell ginn, iwwert dee mer dann aner Débatan hei am Haus géife féieren.

An dofir wollt ech emol de Respekt, och vläicht an Ärem Numm, erneiere fir déi, déi an deene Chrëschtdeeg, wou am Fong kee gären eleng a vu senger Famill ewech ass, déi doten Aarbecht maachen an och dann hir Missiounen assuméieren.

Ech wollt den Hären - an ugefaange beim Här Rapporteur - Rippinger, Loes, Bodry, Bausch, Urbany an och Gibéryen merci soe fir dee korrekten Toun dee se fonnt hu fir iwwert dëst Gesetz ze schwätzen, an et bleiwen eng Partie Onkloerheeten déi mir mussen adresséieren, wéi et am Franglais heescht.

Ech hunn der mol eng hallef Dozen uitgemaach, déi eng dréinen ëm d'Sprooch, anerer ëm d'Duebel-

Prestatioun vum Service militaire, anerer hu Bezuch op den Accès zur Fonction publique an et huet och mat den Nationalitéiten ze dinn. Et ass sech vill an oft iwwert de Protokoll beméit ginn, iwwert d'Implicatioun vu Mineuren an Arméikonflikter, an den Här Bausch huet och nach eng Partie Froen opgeworf zu deenen ech zum Schluss wëll kommen.

Wat d'Sprooch ubelaangt an eng ganz Partie vun deene Konditiounen, déi hei Ärer Meenung no net genügend kloer behandelt goufen, wëll ech just dat hei soen: Wann dee Projet de loi hei gestëmmt ass, da gi mir direkt op de Wee fir der Regierung e Projet de règlement grand-ducal ze proposéieren. Dat ass de Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1967 déterminant le statut des volontaires de l'armée.

Et ass an der Vergaangenheet ëmmer esou gehandhaabt ginn - dat war och an der Kommissioun gesot ginn -, dat déi do Konditiounen an engem Règlement grand-ducal ad hoc fixéiert ginn, notamment och déi Konditiounen déi Bezuch op d'Sprooch vun deene Leit, déi bei der Arméi rekrutéiert ginn, hunn.

Ech wëll mol fir d'éischt soen, firwat dat mir op deen do Wee gaange sinn. An do huet den Här Bodry mol guer net esou Onrecht, mir hunn effektiv Problemer wat de Recrutement ubelaangt. D'Leit komme sech net masseweis op den Häreberg virstelle fir gemustert ze ginn an duerno an d'Instruction de base ze kommen. Mir hunn effektiv ee Problem, an dee Problem ass och net méi kleng ginn doduerch dat d'Police aner Recrutementsweeër gaangen ass - wat ech och ka verstoen, well et ass net indispensable, dat een dee Polizist gétt muss iwwert d'Arméi rekrutéiert ginn -, an ech ennersträchen nach eng Kéier déi zwou verschidden Ausriichtunge vun deene Missiounen.

Dat huet awer der Arméi an hirem Recrutement enorm Problemer beschafen an dofir hu mer versicht iwwert d'Erhéijung vun der Solde - dat hu mir och gemaach, an déi war substanzuell - den Attrait ze verbesseren. Mir wossten och dat et domat net géng duergoen, well soss hätte mir net an der Regierungserklärung drageschriwwen, mir wëllten d'Arméi fir EU-Bierger opmaachen.

Firwat net fir se alleguer? Et fänkt een iergendwou un a mir hunn eis un d'Konzept vun der Citoyenneté européenne gelehnt, an dat ass jo awer eppes ganz Evolutives. An dräi Joer sinn et 25 Länner déi a Fro komme fir hei zu Lëtzebuerg rekrutéiert ze ginn, à condition dat si eng gewëssen Durée de résidence erfüllen. Mir wollten net eng Arméi de frontaliers maachen, wat da ganz no bei där Connotatioun vun Armée de mercenaires läit. Mir wollten eis deen Image net ginn, mä mir wollten hunn, dat eng Partie Leit sech kéinte mellen déi schonn hei am Land e Minimum vun Integratioun hanneru sech hunn, och wat d'Sprooch ubelaangt.

Ech wollt der Regierung proposéieren, dat an deem Projet de règlement grand-ducal de Sproocherégime, deen och par ailleurs an der Fonction publique zielt, ugewannt gétt. Well d'Arméi huet och eng Schoul an déi Schoul lehnt sech och un de Secondaire technique un. Et kann een nom Service militaire volontaire an déi Schoul d'10ième an d'11ième nomaache goen, fir dann och Accès ze kréien op eng Partie Posten an der Fonction publique, déi der Arméi reservéiert sinn, soit duerch Prioritéit, soit duerch Exclusivitéit. Also déi do Konditioun gétt ganz kloer an deem Projet de règlement grand-ducal festgeluegt.

Dat Zweet: d'Bedenken iwwert d'Uwendung vun Accord de non double prestation de service militaire, wéi ech dat emol géif nen-

nen. Et stëmmt datt d'Dispositiounen vu Land zu Land verschidde sinn. Déi eng hunn nach e Service militaire obligatoire, déi aner hunn de Service militaire obligatoire ofgeschafft, an drëtter hunn de Service militaire obligatoire nëmme suspendéiert; dat ass de Fall zum Beispill an der Belsch an a Frankräich.

Da gëtt et d'Possibilitéit fir d'Prestation de service militaire à l'étranger ze maachen, dat hënt erëm eng Kéier mat der Fro zesummen, ob een och eng Possibilitéit d'exemption de service militaire kritt wann ee sai Militärdéngscht an engem anere Land mécht wéi dat vun deem een d'Nationalitéit huet. An dofir ass déi Fro net einfach. Ech wollt awer net fir d'éischt mat deenen eenzelne Länner négociéieren goen, mä ech wollt fir d'éischt waarde bis d'Chamber de Projet hei gestëmmt huet an duerno sämtlech Vertrieder oder sämtlech Ambassadeure vun de Pays membres vun der Europäescher Unioun eng Kéier ruffen a kucke wéi mir déi Fro do kennen ugoen.

Elo ass et ganz gutt méiglech, datt et mat eenzelne Länner net geet, datt eenzel Länner hir Leit net vun dem Service militaire exemptéieren, wann en nach bei hinnen obligatoresch ass an déi Exemption ass net virgesinn. Da muss mir soen, d'Méiglechkeet besteet, en attendant datt déi Länner hir Législatioun änneren.

Ech muss och mat eenzelne Länner eng Konventioun ënnerschreien, déi déi do Rapporten regelt. Dat ass notament mat Italien de Fall, wann déi bereet sinn déi Exemptionen zuzeloossen, an dat ass doutscher mat Däitschland de Fall. Bei anere Länner hu mir iwwerhaapt keng Schwierigkeiten, mat Griichenland - dat ass schon diskutéiert ginn an elo grad erwähnt ginn - kréie mer kee gréisser Problem, mir mussen awer och en Accord maachen. Dat do gëtt also och geregelt a soubal wéi d'Gesetz gestëmmt ass kënnen mer direkt dee Rendez-vous mat den Ambassadeuren huelen.

Wat elo den Accès zur Fonction publique ubelaangt, do war et en hin an hier tëschent dem Statsrot - de Statsrot hat och Recht datt en eng Opposition formelle gemaach huet, well an der éischter Versioun war och eng Dispositioun dran, a mengem eegenen Text, den d'Strophe net gehalen huet mam Régime général d'accès à la fonction publique -, dofir hu mir deem Rechnung gedroen an de Statsrot huet jo och dunn d'Levée vun der Opposition formelle gemaach.

Wat elo den Accès un d'Nationalitéit ubelaangt, ech wëll lech nach eng Kéier drun erënneren, dass mir verlaangen, dass déi, déi elo sech an d'Instruction de base bei der Lëtzebuerger Arméi mellen, mindestens 36 Méint mussen zu Lëtzebuerg wunnen. D'Regel ass déi, dass se duerno véier Méint d'Instruction de base maachen a 14 Méint Service volontaire. Dat ass de Minimum fir premier soldat-chef ze ginn. Duerno kënnen se normalerweis virun an d'Arméischoul goen, wa se do nach wëllen d'10ème an d'11ème nomaachen. Während där Zäit ass d'Condition de résidence, déi fënnf Joer, largement erfüllt fir kënnen Accès un d'Nationalitéit ze kréien.

Mir hunn och Wëlles iwwert de Service social vun der Arméi deenen, déi wëllen d'Nationalitéit kréien, den Accès ze erliichter an en an de Prozedure weiderzehlafen, fir dass déi déi wëllen an d'Fonction publique kommen, an zwar an déi Funktiounen, déi de Lëtzebuerger reservéiert sinn, d'Condition de nationalitéit kënnen erfüllen. Dat sinn zum Beispill allegueren déi Funktiounen, déi bei der Arméi opgemaach ginn. Ech denken zum Beispill un den Offizéier, den Enneroffizéier an de Kapperol. Alles dat, wat de Lëtzebuerger reservéiert ass, kann een, deen elo wëllt bei d'Arméi goen an d'Nationalitéit kréien, da maachen.

Da bleift nach déi Fro, déi den Här Bodry opgeworf huet. Den Accès un d'Lëtzebuerger Nationalitéit hënt natierlech och of vun deem Land vun deem een originaire ass an ob een do vu sengen Obligatiounen befreit gëtt. Och déi Fro muss gekläert ginn a Gespréicher mat deenen eenzelne Länner. Dat Gesetz wat Dir haut stëmmt ass net eng Garantie, dass elo aus deene 14 anere Länner vun der Europäescher Unioun Leit op Lëtzebuerg an d'Arméi kënnen kommen, mä et ass eng Ouverture fir déi wou et keng Obstaclé méi ginn. Wa mir déi Konditiounen do allegueren fixéiert hunn, dierft et kee gréisser Problem gi fir der eng Partie eran ze kréien.

Dat Gesetz hei - an dat ass ënnerstrach ginn, souwuel vum Rapporteur, wéi och vun de Virriedner, an zu Recht - regelt och de Mindestalter deenen ee muss hu fir kënnen an d'Arméi ze kommen. Et muss ee mindestens 17 Joer al sinn. Elo ginn et eng Partie Länner wou deen Alter méi niddreg ass, ënner anerem Groussbritannien. Do läit e bei 16 Joer. Och ouni dass d'Gesetz, des Dispositiounen schon a Kraaft war, ass bis elo, mengen ech, an der Regel, jiddefalls esou laang ech do sinn, keen eenzeg net emol an eng Opération de maintien de la paix geschéckt ginn, deen net mindestens 18 Joer al war.

Ech weess, dass ech eng Kéier ee vun der Lëscht geholl hunn, wou d'Elteren ausdrécklech hiren Accord ginn haten. Mir hu gesot: Mir schécke keen ënner 18 Joer op den Theater, souguer wann et eng Opération de maintien de la paix ass a souguer wann et eng Mission wär, déi net mat Geför verbonne wär, well ech mengen, et huet ënner 18 Joer keen eppes do verluer. 18 Joer ass wierklech de Minimum, deen ee kann envisagéieren.

Ech mengen och, dass et kompatibel ass mat dem Protokoll vun New York deen hei viséiert ass. Wann ech mech gutt kann erënneren ass dat de Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants mineurs dans les conflits armés, deen zu New York ënnerzeechent ginn ass. Ech hat Gespréicher mat Amnesty International. Mir leien do voll am Geescht vun deem wat si vertrieben. Ech mengen, mir sinn och kompatibel mam Buschtaf vun deem Protocole facultatif. Wann dat Är Haaptpropositioun ass, Här Bausch, da kann ech lech soen, déi Opposition ass mengem bescheidene Wëssen no aus der Welt.

Dir sot, Dir hätt gären, dass den Droit de vote op 16 Joer erofgesat gëtt an den Alter fir kënnen rekrutéiert ze ginn op 18 Joer eropgesat gëtt. Ech wëll lech sous forme de boutade just drun erënneren, dass den Här Cohn-Bendit, deen lech jo awer ganz no steet, op d'Fro ugesprach...

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Den Här Müllemann lech och.

#### (Hilarité et brouhaha général)

Dat ass genau datselwecht.

■ M. Lucien Lux (LSAP).- Dat war kee Kompliment fir den Här Cohn-Bendit.

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Ma, ech wollt elo soen. Dat do ass awer vum Verglach hier e bësse bedenklech.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Här Gira, aus Respekt...

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Schwätzt mat eis, schwätzt net mam Här Cohn-Bendit.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action*

*humanitaire et de la Défense*.- Ech hunn lech elo wahrscheinlech ënnerbrach an Ären tief schürfende Réflexiounen.

Här Gira, ech wëll lech just dat heite soen: Ech mengen, ech hu keen Ulass ginn an de leschte Joren a mengen öffentlechen Aussoen, an och a Privatgespréicher mat eenzelne Leit heibannen, fir an d'Géigend vum Här Müllemann geréckelt ze ginn. A wann ech den Här Cohn-Bendit hei zitéieren, dann ass dat net fir den Här Bausch schlecht drun ze maachen. Ech wëll nëmme just soen, dass den Här Cohn-Bendit zum Beispill Schwierigkeiten huet fir den Alter erof ze setzen, de Wahlalter, de Passivalter erof ze setze vun 18 op 16 Joer, well hien eng Kéier - an ech hu gesot, ech géif et sous forme de boutade hei soen - gemengt huet, et kéint een net d'Maturité sexuelle mat Maturité politique gläichsetzen.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Jo, da sot awer och dat anert, well duerfir ass den Här Cohn-Bendit mat Sécherheet awer och net dofir fir den Alter fir an d'Arméi ze goen op 17 oder 16 Joer erof ze setzen.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Här Bausch, daerf ech eng Fro stellen?

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Jo.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Ass dat heiten eng Verbesserung par rapport zu der bestehender Gesetzgebung, jo oder neen?

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- An där Hinsicht sécherlech net.

#### (Interruption)

Neen, et ass eng Festegung vun deem wat besteet.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Neen, bis elo konnt ee mam Accord vum Gesetz Leit mat 17 Joer, a souguer drënner, an Opérations de maintien de la paix schécken. Mir hunn et zwar net gemaach, mä mir sollten eis och gesetzlech de Riedel eragehe fir net kënnen ënner déi 18 Joer ze goen. Mir hunn eis ganz vill Méi gemaach fir kompatibel ze gi mat deem Protokoll, deen ech éinescht viséiert hunn. Mir leien also do total an der Linn vun den Négociateurs vum Protocole facultatif vun New York, deen ech grad erwähnt hunn.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här Minister, wann Der erlaabt? De Protokoll ass selbstverständlech fakultativ - ech hunn den Text hei viru mir -, mä et ass awer ganz daitlech, wann een den Text do liest, da sinn d'Recommandatiounen vun der UNO kloer fir an d'Richtung ze goe fir den Age minimal pour le recrutement an d'Arméi op 18 Joer generell erop ze setzen. Dat ass eng Recommendatioun, déi gemaach gëtt, an déi gëtt net gemaach vun ongeféier. Ech hu viru d'Ursicht dat an zwee Sätz ze erklären - ech hätt och kënnen méi laang aushuelen -, an dat ass awer de springende Punkt.

Dat, wat mir haut hei maache mat deem Gesetz, dat ass net fir an d'Richtung ze goe fir där Recommendatioun hei, och wa se nëmme fakultativ ass, méi no ze kommen, mä mir festegen eng Situatioun, déi mir haut schonn hunn. Dat ass d'Situatioun wéi se sech presentéiert, an dat ass och de Reproche, dee mir maachen. Mir sinn der fester Iwwerzeugung, dass ee Leit eréischt an d'Arméi soll

schécke wa se 18 Joer hunn, an net den Alter generell erofsetzen oder bei 17 Joer loosse.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Här Bausch, ech erënneren lech just drun, dass meng Leit an den Affaires étrangères soen, dass dat Gesetz hei, wann et esou gestëmmt ass wéi et lech virläit, voll kompatibel ass mat deem Protokoll, deen Dir viséiert hutt.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Jo, de Protokoll ass fakultativ, duerfir ass d'Gesetz natierlech kompatibel mat dem Protokoll, mä d'Recommandatioun déi gemaach ginn ass, déi ass awer kloer.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Mir maachen dat obligatoresch wat fir aner fakultativ ass. Mir maachen dat obligatoresch.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Neen.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Wéi gesot, mir hu souguer elo schonn, ier d'Gesetz a Kraaft war, Leit erofgeholl vun der Lëscht déi mam Accord vun hiren Elteren oder Tutoren hätte kënnen an eng Opération de maintien de la paix goen.

Mir wëllen dat net, well mir mengen, dass ënner 18 Joer keen eppes do verluer huet. D'Praxis läit souguer nach wäit iwwer 18 Joer, well déi meescht mussen jo emol d'Instruction de base maachen, a wa se d'Instruction de base gemaach hunn, da ginn se emol fir d'éischt an en Training. De Gros ass domat méi no bei 19, respektiv bei 20 Joer, wéi bei 18. Ech weess wierklech net, wouriwwer dass mir hei streiden. Mir streiden hei wierklech iwwer Saachen, déi et an der Praxis...

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Wuerfir setze mer dann net einfach am Gesetz 18 Joer an, an da si mir fäerdeg. Firwat maache mir dat dann net?

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Ma, well ee se mat 17 Joer muss kënnen preparéieren a well eng ganz Partie jonk Leit soss keng Perspektiv hätt. Ech muss do och den Hutt ofdoe virun der Arméi, dass se deenen d'Méiglechkeet gëtt fir sech dann erëm opzefänken.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Opzefänke vu wat?

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Vu wat?

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Ech invitéieren lech, wa se aus dem Kosovo erëmkommen, mat hinnen, mat hire Frënn a mat hiren Elteren ze schwätzen, an da kënnen déi lech emol ziele vun hiren Experienze.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dat ass jo net de Problem.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- An da frot Dir si, si sollen dat emol vergläiche mat deem wat se emfonnt hunn ier se bei d'Arméi komm sinn. D'Arméi ass doutscherlech keen Allheilmittel, mä et ass awer och fir vill Leit eng ganz gutt Schoul. Wann een deene Leit den Zougank zu där doter Perspektiv verspärt virum Ereeche vum 18. Liewensjoer, dann huet ee méi Schlechtes gemaach wéi Guddes. Dat kann ech lech jiddefalls schrëftlech op eng Saltz tut ginn.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dat ass jo keen Argument dat doten.

#### (Interruption)

■ M. le Président.- Ja, Här Minister.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Bis elo war et net schlecht, mä elo fänkt et awer un ze dérivéieren.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Dat lescht, wat ech wëll soen, Här President,...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Loosst den Här Minister schwätzen.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- ...et ass net egal wat, Här Bausch. Iwwregens, wat déi Asätz...

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dir äntwert net op déi prinzipiell Fro, déi ech lech gestallt hunn.

#### (Brouhaha général)

■ M. le Président.- Mir hunn dach elo keng Froestonn.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Neen, et ass vläicht keng Froestonn, Här President, mä wann ech vum Minister ugesprach ginn, ech mengen, dann ass et awer bis elo déi lescht Deeg normal gewiescht, dass een och kann heiansdo driwwer schwätzen. Ech mengen, dass de Minister och domadder kee Problem, vläicht am Contraire zu de Kollegee vun der CSV, déi souwisou zënter drai Deeg nëmmen hei blösen an am léifste géife mar an d'Vakanz fueren.

#### (Brouhaha général)

Ech wëll soen, dass, Här President, de Minister eis hei eppes ënnerstellt wat mir net mengen.

#### (Interruption)

De Punkt ass deen, dass mir prinzipiell, Här Minister, a Fro stellen, ob et Sënn mécht fir déi Educatioun iwwert d'Arméi ënner 18 Joer unzesetzen. Ech gleewen lech och nach, an dat ass och alles sécherlech vun lech éierlech gemengt, dass Dir net Leit virun a Missioun schéckt. Ech gleewen lech 100%eg an ech sinn och dovunner iwwerzeegt, dass an der Arméi eng gutt Aarbecht gemaach gëtt fir déi Leit duerno ze encadréieren, wa se dréckomme vu Missiounen an esou weider.

Hei geet et em de Prinzip, ob et gutt ass, dass mir Jugendlecher ënner 18 Joer d'office an d'Arméi wëlle schécken. Dat ass d'Fro. Dat ass dat, wat eis stéiert. Mir sinn der Meenung, dass d'Orientatiounen, de Geescht vun där Konventioun hei, och wa se fakultativ sinn, an donc natierlech Lëtzebuerg net a Widdersproch dozou steet - et ka jo net sinn, datt een zu eppes am Widdersproch steet wat fakultativ ass -, éischter an déi Richtung get fir dass den Alter fir an d'Arméi eranzeklammen op 18 Joer soll erop gesat ginn. Dat ass déi prinzipiell Fro.

#### (Interruption)

■ M. le Président.- Här Minister, fuer virun.

■ M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Här President, nach eng Kéier, wann een dee Protocole facultatif do ënnerschreift, da wëllt dat net heessen, datt ee sech aus deem Protocole facultatif eenzel Saache kann eraushuelen déi engem gefalen an aner leie loosse déi engem net gefalen. En ass fakultativ an deem Sënn, datt een e kann huelen oder net. A wann een ën-

nerschreift, dann akzeptéiert een och d'Konditiounen déi dra sinn. Déi Konditiounen déi dra sinn, mat deenen ass eise Projet de loi voll kompatibel.

### (Coups de cloche de la Présidence)

Här President, et ass och hei vorschicht ginn d'Entwécklungshëllef mat der Arméi, mat de Militäroperationen an een Déppen ze geheien. Ech wëll lech awer eppes hei ganz formell soen: Dat wat mir maachen hei a puncto Entwécklungshëllef, sicht awer international ganz staark no Imitatioun. Wann et iwwerall esou wär wéi zu Lëtzebuerg, dann hätte mer haut net nëmmen d'Moyene fir d'Aarmutt ëm d'halschent ze reduzéieren, wéi de Kofi Annan dat virun e puer Joer zu New York gefuerdert huet, dann hätte mer d'Moyene fir d'Aarmutt ganz ze éradiquéieren. Dann hätte mer wahrscheinlech och international eng aner Situatioun wéi se haut ass. Dann hätte mer wahrscheinlech och manner militäresch Konflikter.

Wa mer dat heite Gesetz haut stëmmen, dann heescht dat net, datt mer op anere Pläng sollen no-loosse mat Efforte fir berouegend a stabiliséierend op d'Situatioun an der Welt anzewierken. Et ass net e Choix tëschent deem engen an deem aneren, mä et ass esouwuel datt eent wéi dat anert, wou bei eis am Land d'Prioritéit an den Ausgaben absolut bei der Entwécklungspolitik läit.

Ech weess net wourun datt verschidde Leit denke wa se vun iwwerdrüwene Militärausgabe schwätzen, well mer hunn hei am Land, wat d'Rémunération du personnel militaire ubelaangt - dat si lauter Suen déi hei am Land bleiwen, wëll ech emol nëmme just soen -, 80,65 Milliounen Euro. Doranner sinn och d'Leit vun der Police dran, déi zu 60% eisem Effort ugerechent ginn. Dat si lauter Suen déi hei am Land bleiwen, doranner sinn och d'Pensione vun deenen déi fréier bei der Gendarmerie wärem, mir kommen do op ronn 4,8 Milliarden där aler Gelder. D'Suen, d'Haaptynamik vun den Dépenses d'lescht Joer, dat war den Accord salarial an d'Indextranche, a wann Der déi am intra-annuelle Verglach huet, da kommt Der op praktesch 200 Milliounen al Gelder. Dat si Suen déi d'Chamber praktesch unanimement gestëmmt huet, an déi ginn dann awer comptabiliséiert à des fins de bonne présentation zu Bréissel bei der NATO als Dépenses militaires.

Ech fanne mir hunn eng Responsabilitéit ze huelen, esouwuel an der Entwécklungspolitik - an déi assuméiere mer voll a ganz - wéi och um Plang vun der europäescher Sécherheet. Mir sinn hei net um Wee vun der Schafung vun enger europäescher Arméi. Mir sinn hei um Wee fir e Beitrag mat Lëtzebuerg Moyenen a Lëtzebuerg Ressourcen humaines ze erméiglechen, datt, fir am Fall wou eng Opération de maintien de la paix décidéiert gëtt, Lëtzebuerg ka Leit dohinner schécken. Mir schécken hei keng Leit an den Irak, mir sinn éischtens keng gefrot ginn an zweetens hätte mer emol keng Leit fir dohinner ze schécken, wa mer da gefrot ginn, an drëttens bräicht ech mer dee Prozess net gefalen ze loossen, well ier iwwerhaupt déi Prothees kéint évoquéiert gi fir een dohinner ze schécken, géif d'Chamber gefrot ginn.

Ech wëll net hunn, datt d'Chamber do aus hirer Verantwortung entlooss gëtt, an déi géif do éischtens informéiert ginn iwwert d'Demanden - eventuell Demanden - déi op eis duerkommen, an zweetens géif ech näischt ënnerschreiwen ier d'Chamber sech doriwwer ausgeschat hätt, an zwar an deem Sënn wéi d'Chamber dat gemaach huet. Ech sinn och Demandeur, datt mer de ganzen Dispositif légal iwwerdenken an och d'Chamber bei engem neien Type vun Intervention militaire, sief dat an enger

Operatioun wéi se eventuell a Mazedonien kéint Realitéit ginn, sech en session plénière géing driwwer ausseren.

Mir betrieden hei Neiland, dat ass richtig, dat hunn och Virriedner gesot. Mir betrieden hei Neiland, well mer déi éischt sinn, déi hir Arméi opmaache fir anerer. An dat wat Lëtzebuerg op deem Plang mécht, dat wäert wahrscheinlech deemächst zu Belgen an och vu Spuenien nogemaach ginn. Dat wat Lëtzebuerg hei mécht, dat ass fir d'Arméi vum Joer 2000, oder fir d'europäesch Défense vum 2050, wat d'Belsch, d'Lëtzebuerg Wirtschaftsa- a Währungsunion vum 1919 fir d'europäesch Wirtschaftsa- a Währungsunion vum Joer 2000 ass.

Wa mer dat heite maachen, maache mer e moderne Schrëtt, e Schrëtt a Richtung méi europäesch Integratioun, och e Schrëtt a Richtung Vervollständigung vun der Citoyenneté européenne hei zu Lëtzebuerg. A gleeft mer et, alleguer déi fortschrëttlech Kräften an Europa wäere frou wa se e Mix hätte vun aussepolitischen Dimensiounen déi esou pondéiert wiere wéi déi Lëtzebuerg, 0,84% fir d'Entwécklungshëllef a praktesch deeselewichte Betrag fir d'Lëtzebuerg Défense, an et ass e Beitrag vun Europäer.

An nach eppes zu deenen, déi gemengt hunn d'Amerikaner - ech hunn dat haut an engem Zeitungsartikel gelies - wieren nëmmen heihinner komm am zweete Weltkrich, well se hiren Intérêt hei zu Lëtzebuerg gesinn hätten. Ech géif lech dat hei soen: Gott sei Dank hu se hiren Intérêt gesinn, well stellt lech emol vir si hätten deen Intérêt 1944 net erkannt. Wéi wier et da ginn? An déi beschte Préventionpolitik - et ass gemängt ginn d'Préventionpolitik géif net wäit genuch goen -: Ma mir wäerten och nach an den nächste Méint d'Méiglechkeet kréien eis hei iwwert net grouss Préventionsschrëtt ze ausseren, nämlech déi vun der Erweiderung vun der Europäescher Union no Zentral- an Osteuropa. Dat ass Préventionpolitik an deem Sënn, datt mer d'Schicksalgemeinschaft, wou mer elo mat 15 dra sinn, erweideren op 25. Et ass Préventionpolitik vu Konflikter ganz einfach, well Alleingäng en voie de conséquence, militäresch Alleingäng an där doter Zon iwwerhaupt net méi méiglech sinn.

Ech wier deen Éischten, Här President, dee sech kéint freee wa mer kéinten d'Militärausgaben op null reduzéieren. An där Situatioun si mer leider nach net, mä dat wat mer maache solle mer awer och net opblösen outre mesure. Well mir leien ongeféier, relativ gesinn, op 35% vun deem wat Neilänner, déi der NATO bäitrieden an déi ganz aner wirtschaftlech Schwieeregkeeten hu wéi mer, de Moment amgang sinn ze maachen.

Dat gesot, soen ech der Chamber merci fir hir konstruktiv Kriticken an Apporten, déi se gemaach hunn. Et ass wierklech mäi Wonsch, ech hunn domadder ugefaangen an ech wëll och domadder ophalen, datt mer méi Méiglechkeete kréie fir dat doten an den aussepolitische Kommissiounssätzungen ze diskutéieren. Vu mir aus, vu datt d'Chamber decidéiert, kënne mer och en Débat en session plénière maachen, all Joer spezifesch iwwert d'Défense. Den Här Fayot hat dat eng Kéier gefrot. Ech gesinn net a firwat datt mer déi Suggestioun net sollten opgräifen.

■ M. le Président. - D'Diskussion ass ofgeschloss a mer kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi a mer stëmmen driwwer of.

### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun der Lec-

ture vun den Artikelen ukomm a mer géngen zur Ofstëmmung iwwer.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir dat Gesetz si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 38 Jo-, 6 Nee-Stëmmen a 15 Abstentionen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marco Schank (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Claude Wiseler) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel (par M. John Schummer), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Théo Stendebach), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera et Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5021, d'Schafung vun engem Dokumentationszentrum iwwert d'Resistenz. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Bodry, Rippinger, Henckes, d'Madame Wagener an den Här Fayot. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

### 2. 5021 - Projet de loi portant

- création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;

- modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant

### Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

■ M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5021 ass den 30. August 2002 an der Chamber déposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot ass datéiert op den 22. Oktober. Déi zoustänneg Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Revisioun vun

der Verfassung huet de Projet de 4. Dezember duerch diskutéiert an den 13. Dezember dee schrëftleche Rapport mat enger Majoritéit vu senge Memberen ugeholl.

Dese Projet gesäit zwou Moosname vir, éischtens d'Schafung vun dem Centre de documentation et de recherche sur la résistance an zweetens de Remplacement vun dem Conseil national de la résistance duerch de Comité directeur pour le souvenir de la résistance.

Domat ginn d'Relatiounen tëschent der Resistenz aus dem zweete Weltkrich an der Regierung strukturell nei geregelt. Déi Relatiounen waren ëmmer gepräegt vun dem géigesäitege Respekt tëschent Regierung a Resistenz. D'Regierung huet ëmmer d'Eegestännegkeet an d'Selbstännegkeet vun de Resistenzorganisationen unerkannt. Si huet awer och ëmmer versicht, en accord mat der Resistenz, déi Relatiounen reglementaresch an zënter 1967 och gesetzlech ze regelen.

D'Gesetz vum 25. Februar 1967 huet de Conseil national de la résistance geschafen. Den CNR war domat den offizielle Porte-parole vun de Resistenzorganisationen an en hat als Missioun d'Resistenz an alle moraleschen a materielle Froen ze verrieden. En huet dat aussergewéinlech gutt gemaach, mä en huet selwer an den nonzeger Jore festgestallt, dass an Zukunft déi Aufgab net méi vun him eleng kéint bewältigt ginn. Dofir huet den CNR och selwer gefrot, datt d'Gesetz vun 1967 ofgeännert soll ginn. Et ass d'Ofännerung vun deem Gesetz, iwwert dat mer haut diskutéieren an ofstëmme wäerten.

Wat sinn déi Ännerungen, déi haut proposéiert ginn? Dat ass fir d'éischt emol d'Schafung vum Centre de documentation et de recherche sur la résistance. Dee Centre soll fonctionnéieren als Service public, ënnert der Autoritéit vum Premierminister. Hien huet eigentlech dräi wichteg Aufgaben, als éischt Aufgab fir all Dokumenter iwwert d'Resistenz ze sammeln, ze archivéieren an ze konservéieren, fir déi och dann dem Public, dee Recherche mécht, zur Verfügung ze stellen. D'Kommissioun awer och d'Regierung sinn der Meinung, dass déi Aufgab net eleng op déi do Dokumenter ka beschränkt bleiwen, mä dass seng Aufgaben iwwert dat doten eraus solle goen an am Fong all Donnéeën, déi am Zesammenhang si mam zweete Weltkrich, soll eraassen.

Zweet Aufgab ass d'Recherche iwwert d'Resistenz an am allgemengen och iwwert den zweete Weltkrich ze ënnerstëtzen, besonnesch bei Studenten déi hir Etüde maachen iwwert déi modern Geschicht. An drëttens, dat schéngt mer och eng wichteg Aufgab ze sinn, dat ass déi, dass en d'Erënerung un d'Resistenz an dat, wat eis Virgänger am zweete Weltkrich gelescht hunn, soll waach halen. E soll och besonnesch déi jonk Leit doriwwer informéieren a sensibiliséieren.

Zweet Struktur, déi geschaaft gëtt, ass de Comité directeur pour le souvenir de la résistance. Dee soll de Conseil national de la résistance, dee virgesinn ass, an den Artikelen 1 bis 3 vum Gesetz vum 1967 ersetzen. Et war d'Meenung opkomm, och an der Kommissioun, ob et net richtig wär fir de Conseil national de la résistance ofzeschaffen an duerch näischt ze ersetzen. Dat war net d'Meenung vun der Regierung, et war och net d'Meenung vum Statsrot an et war och net d'Meenung vun der Majoritéit vun der Kommissioun. D'Regierung selwer huet gemengt, dass an deem Stadium d'Attributioun vun dem Conseil national de la résistance net komplett kënnte verschwannen, et misst ee representatiivt Organ vun de Resistenzorganisationen bestoe bleiwen, dat och d'Intérète vun der Resistenz a vun deenen Organisationen bei de Pouvoirs publics kéint verrieden;

dat och d'Intérète vu senge Membere kéint verrieden.

### (M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Doniewent huet den CNR eng aner Missioun, déi ganz sécher net vun deem nei geschafene Centre de documentation kann iwwerholl ginn, dat ass fir säin Avis ofzegi wa Leit d'Croix de la résistance kréien, eng Dekoratioun, déi iwwregens nëmme méi à titre posthume ka verlië ginn. Aus deenen Ursache waren och Regierung, Statsrot an och d'Majoritéit vun der Kommissioun der Meinung, dass ënnert iergendenger Form déi Aufgabe vun dem Conseil national de la résistance misst bestoe bleiwen, an déi sinn, wéi gesot, deem nei geschafene Comité directeur pour le souvenir de la résistance uvertraut ginn.

De Statsrot huet mat dem Projet säin Accord ginn, en huet allerdings eng ganz Rei Remarquen an Ofännerunge gemaach. Dat erlaabt mir och den Text e wéineg am Detail, Artikel fir Artikel, duerch ze goen a kuerz op déi Ofännerung vum Statsrot hinzeweisen.

Den Artikel 1 gesäit d'Schafung vum Centre de documentation et de recherche sur la résistance vir. Do ass eng Differenz opkomm, well am Commentaire vun der Regierung gesot ginn ass, dee Service sténg ënnert der Tutelle vun der Regierung während am Text selwer drasteet, e wier ënnert der direkter Autoritéit vum Premierminister. Den Text vum Gesetz selwer ass richtig, den Ausdrock Tutelle ass falsch, well dee gebraucht gëtt bei selbstständigen Organismen, déi ënnert der Tutelle vun engem Member vun der Regierung stinn, esou dass do den Text vum Artikel 1 och, esou wéi d'Regierung et proposéiert huet, bäibehale ka ginn.

Den Artikel 2 definéiert d'Missiounen vun dem Centre de documentation. Do huet de Statsrot drop higewisen, dass et do zu Differenzen an zu Konflikter kéint komme mat aneren Instituts culturels an notament mat den Archives nationales. Dofir huet de Statsrot och proposéiert den Text ofzeänneren an ze soen, dass de Centre de documentation seng Aufgabe géif erfëllen, an e seet par exception à la mission générale confiée aux archives nationales, fir dat do kloer ze stellen. Deen Text ass och vun der Kommissioun ugeholl ginn. De Statsrot huet dann de Wonsch geäussert, wann et nach Problemer géif ginn, da kënnten déi jo dee Moment tëschent deene respektiven Direktiounen vum Centre an den Archiven oder tëschent deene kompetente Ministere gekläert ginn.

Den Artikel 3 leet d'Modalitéte fest, nodeem de Chargé de direction vum Centre rekrutéiert gëtt. Den Text gesäit vir, dass dat par détachement ass. De Statsrot ass domat och d'accord. En huet allerdings virgeschloen, dass kloer soll gesot ginn, dass deen, deen d'Direktioun hei kritt, ee Cycle complet vu véier Joer vun Universitätsstudie misst hunn, an der Geschicht an notament an der Spezialitéit vu moderner Geschicht.

Den Artikel 4 schaaft d'Basis, fir dass dee Centre aner Leit, Employéen oder Aarbechter, kann engagéieren. U sech hätt deen Artikel net missen am Gesetz stoen, well wann de Centre de documentation een öffentlechen Déngscht ass, dann hätt och d'Regierung iwwert d'Budgetgesetz déi do Leit fir dee Service kënne rekrutéieren.

Den Artikel 5 gesäit d'Institutioun vun enger Commission de surveillance vir. Och deen Artikel féint d'Zoustëmmung vum Statsrot. E beanstamt allerdings, dass beim Règlement grand-ducal, deen d'Attributiounen an d'Zesummesetzung vun där Kommissioun virgesäit, net och Indemnitéiten, déi déi Membere eventuell kënnte kréien, an deem Règlement grand-ducal dra wäeren. Wann dat de Fall wär, missten déi Indemnitéiten duerch



de Règlement grand-ducal fixéiert ginn an net duerch eng Décisioun vum Regierungsrat eleng. De Statsrot proposéiert dann och den Text an deem Sënn ze compléieren. Modifikatioun, mat där och déi zoustänneg Kommissioun d'accord ass.

Den Artikel 6 gëtt keen Ulass zu enger Modifikatioun vum Statsrot. Deen Artikel gesäit vir wéi d'Leit déi Dokumenter, déi bei deem neie geschafene Centre de documentation hannerluegt sinn, kënnen consultéieren, wéi déi kënnen och no bausse communiquéiert ginn. Do beriff den Text sech op de Règlement grand-ducal, deen och fir déi national Archive Gültigkeit huet.

Den Artikel 7 ännert d'Artikelen 1 bis 3 vum Gesetz vum 25. Februar 1967, e Gesetz dat verschidde Mesurë virgesäit fir d'Affere vum Krich. Deen Text huet och d'Schafung vum Conseil national de la Résistance virgesinn, deen, wéi ech scho gesot hunn, duerch de Comité directeur pour le souvenir de la résistance ersat gëtt. De Statsrot ass och mat där Ofännerung d'accord. E proposéiert allerdéngs och do, esou wéi beim Artikel 5, dass an de Règlement grand-ducal och d'Indemnitéite fir d'Memberen dra gesat ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun huet den Text, esou wéi de Statsrot e proposéiert huet, ofgeännert. Et sinn allerdéngs, nodeem d'Diskussioun eriwuer war, nodeem och de Rapport sollt ugeholl ginn, Amendementer komm vun der grénger Fraktioun. Déi Amendementer hu mer an der Kommissioun, well d'Diskussioun ofgeschloss war an de Rapport fäerdeg war, net ugeholl. Mir hu se net diskutéiert, well se net mat Zäit erakomm sinn.

Madame Wagener, ech hunn lech und gesot, dass näischt lech verhénnert fir Är Amendementer hei am Plenum kënnen ze diskutéieren, esou wéi den Artikel vun der Verfassung, deen lech d'Recht gëtt, dass hei am Plenum kann Artikel par Artikel ofgestëmmt ginn, dass Der selbstverständlech Är Amendementer hei kënt erëmbriengen. Et hätt och näischt verhénnert, wann d'Kommissioun déi Amendementer diskutéiert hätt, dass Der se awer nach eng Kéier an de Plenum bruecht hätt, wouvun ech och ausginn.

Dat gesot, kann ech nëmmen hei feststellen, dass den Text vun der Regierung, esou wéi e vum Conseil d'État amendéiert ginn ass, an der Kommissioun eng grouss Majoritéit fonnt huet. Ech géif och dem Plenum proposéieren den Text an där Form ze stëmmen.

**M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Ass kee Kolleeg vun der CSV ageschriwwen? Dann huet den Här Bodry d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem Gesetzesprojekt geet et drëm fir de Conseil national de la résistance ze reforméieren a fir gläichzäiteg en nationalen Dokumentations- a Recherchezentrum iwwert d'Resistenz ze schafen. D'Gesetz vum 25. Februar 1967, wat elo ënner anerem d'Kompetenze vun dem nationale Resistenzrot festleet, gëtt an deem Sënn ëmgeännert, respektiv ofgeschafft.

Zënter méi wéi zéng Joer ass d'Idi vum der Reform vun enger Réorganisatioun vun eisen nationale Strukturen wat d'Repräsentatioun vun der Resistenz ugeet an der Diskussioun. Et ass eng delikat Fro, well se ëmmer Mënsche betrëfft, an dofir huet et och relativ laang gedauert bis et zu deem heite Gesetzestext komm ass. 1988 schon, dat muss een awer erwirhewen, sinn éischt Weiche gestallt ginn a Richtung Dokumentationszentrum mat der Schafung vun enger Fondation nationale de la résistance. Den CNR soll ëmgedeeft ginn, an enger anerer Form och d'Zesummesetzung, an e Comité

directeur du souvenir de la résistance, mat daitlech anerem, virun allem manner Attributioun wéi de Conseil national de la résistance déi haut huet.

Schonn 1995, an dat schéngt mer wichteg ze sinn an eiser spéiderer Diskussioun, huet d'Regierung erwirgehewen - dat war natierlech nach déi deemoleg Regierung -, dass se de Wonsch hätt, dass deen Dokumentationszentrum do sech sollt mat allen Evénementen ouni Ausnahm ofginn, déi sech an där Zäitspann ronderëm den zweete Weltkrich ofginn. Dat schéngt mer eng ganz wesentlech Fro ze sinn. Et handelt sech jo hei ëm eng wëssenschaftlech Institutioun, déi soll opgebaut ginn am Déngscht vun der Öffentlechkeet. Et ass och en Dokumentationszentrum, dat heescht eng Bibliothék, déi soll, ännlech wéi eis Nationalbibliothék, eigentlech jidderengem opstoen deen do wëllt consultéieren, respektiv weider Recherchen op dem Thema maachen.

Deen Dokumentationszentrum selwer gëtt schliesslech encastréiert duerch eng Iwwerwachungskommissioun, déi den Direkter vun deem Zentrum soll beroden. An enger Fiche financière steet schliesslech dobäi, dass dese Projet soll keng supplementar Dépenses no sech zéien.

Als LSAP-Fraktioun fanne mer et richtig, dass 62 Joer nom Amarsch vun den Nazi-Truppen hei zu Lëtzebuerg et zu enger Réorganisatioun vun der representativen Organer vun der Resistenz zu Lëtzebuerg kënt. Déi Réorganisatioun ass iwwerfällg, a mir fannen et och richtig, dass solle weider Strukture geschafé gi fir eng Recherche iwwert déi kruzial Period vum zweete Weltkrich hei kënnen ze féieren.

Et ass, wéi praktesch dat ganz 20. Jorhonnert oft, eng Period, déi eis esou no ass, dass se nach relativ wéineg erfuerscht ass. Mir hu vill Spezialiste vum Mëtteleier, mir hu Leit déi sech och ganz gär nach mam 18. Jorhonnert ofginn, mä et ass e Fait, dass d'19. a virun allem ufanks d'20. Jorhonnert eng Period ass, déi hei zu Lëtzebuerg wéineg erfuerscht ass. Dat erkläert och sécherlech, dass nach en direkte Besuch zu där Period besteet, dass also do déi néideg Distanz, déi ee muss hu fir eng wëssenschaftlech, eng historesch Opschaffung vun enger delikater Zäitperiod vun der Geschicht vun enger Natioun ze maachen, vläicht net ëmmer do ass. Mir bleiwen haut och nach ëmmer a villen Décisiounen déi mir huelen, och politesch, markéiert duerch déi Experienz vum zweete Weltkrich, an och deen héijen Tribut, dee Lëtzebuerg huet misse bezuelen, héijen Tribut sécherlech am Verhältnis zu eiser Bevölkerung duerch déi Leit, déi an der Deportatioun, am Prisonseng, am KZ, an der Zwangsrekrutierung ëmkommen sinn. Op 5.700 gëtt d'Zuel vun de Lëtzebuerg chiffréiert, déi hiert Liewen duerch de Krich a während dem Krich gelooss hunn. Dat sinn ëmmerhin 2% vun eiser Bevölkerung.

Et muss een awer och grad esou kloer soen, wa mer hei iwwer Resistenz schwätzen, dass déi Period do net gläichbedeitend war mat der Resistenz hei zu Lëtzebuerg. Déi Period do, déi eigentlech misst erfuerscht ginn, fänkt an den 30er Joren an an déi zäit sech och nach an d'Nokrichsjore mat eran. Esou gesinn ech et, esou gesäit och meng Fraktioun déi ganz Fro do. Ech weess, dass dat eng ganz kriddleg Fro ass, déi haut nach ëmmer fir ganz passionéiert Debatten och ënner Historiker suert an déi mir ze spiere kritt hunn an där ganzer Fro ëm d'Rehabilitatioun vun de Volontaire vum Spuenekrich, wou nach déi ganz Diskussioun ronderëm den Ufank vun der Resistenz sech mat eragezunn huet an déi Diskussioun do. Dat ass eigentlech bedauerlech, mä dat ass och haut net anescht wéi senger Zäit, wéi probéiert ginn ass

an de 60er Joren am Gesetz déi Resistenz do méi kloer ze definéieren.

Et ass och sécherlech esou, an déi Evénementen ronderëm d'Wehrmacht-Ausstellung zu Esch hunn dat och nach eng Kéier bestäet, dass och hei zu Lëtzebuerg et Elementer gi vun e bëssen enger vläicht Verschéinerung vun eenzelne Perioden vun eiser Geschicht, an do fält och den zweete Weltkrich dran. Wa mer haut vum zweete Weltkrich schwätzen, erënnere mir eis gären, praktesch ausschliesslech, un d'Resistenz oder aner Evénementen, déi gewisen hunn, dass e groussen Deel vun der Lëtzebuerg Bevölkerung sech gewiert huet géint den Okkupant. Mir schwätze ganz wéineg iwwert d'Kollaboratioun, déi awer och e Phenomeen während där selwechter Zäit war.

Et ginn also och hei zu Lëtzebuerg, wéi an anere Länner, gewëssen Tabuen an där doter Fro. Mir hunn d'Tendenz eenzel positiv Elementer ganz staark erwirzestrichen an op méi negativ Elementer vun der Zäit net esou séier den Akzent ze leeën. Et ass also genuch Matière do, géif ech mengen, fir wierklech eng wëssenschaftlech Fuerschung drop opzebauen, déi dann op esou Tabuen net brauch Rücksicht ze huelen.

Mir hätten also och aus deenen Iwwerleeungen eng Virleift gehat, wa mer dee Centre de documentation et de recherche nomméieren, dass mer en dann eigentlech net Dokumentationszentrum iwwert d'Resistenz genannt hätten, mä, wéi seng Missioun jo och soll sinn, eigentlech och iwwert déi ganz Period vum zweete Weltkrich hätt sollen nennen. Dat hätt, mengen ech, besser gepasst.

Eng zweet Fro, déi sech hei stellt, ass déi vum Statut vun deem Dokumentationszentrum, respektiv vun der ministerieller Tutelle. Hei geet een aus vun der Situatioun wéi se bis elo besteet, wou dat doten eng Attributioun vum Statsminister ass. Deen neie Centre de documentation soll e Service vum Statsministère ginn. D'Fro déi sech natierlech stellt ass, wéi sech deen dote Fuerschungszentrum erëm areit an déi ganz Panoplie vun Instituts culturels nationaux, wéi eis national Archiven, eis national Bibliothék, wéi se sech an déi Centres de recherche, déi mir hunn, areit, an aner Fuerschungsinstituter déi mer hei zu Lëtzebuerg kennen, déi ëmmer an aner Beräicher tätég sinn, wou eigentlech och aner politesch Zoustänngekeete fir déi eenzel Organer do bestinn. Grad en vue, mengen ech, vun der Schafung vun enger Uni Lëtzebuerg wär et wichteg, dass een do géif probéieren an déi relativ Onuerdnung méi Uerdnung eran ze kréien an e koherenten Opbau vun all deene Fuerschung- a Dokumentationszentren ze kréien.

Et schéngt mer wesentlech ze sinn, dass mer eng rationell Organisatioun vun deem Ganze kréien, well ech mengen dass dat am Endeffekt och déi wierksamst, déi zäit-spuerendst an och déi spuerksamst Method ass, fir Fuerschung och hei zu Lëtzebuerg ze bedriewen.

Eng Fro, déi och opgeworf ginn ass, déi och zu enger Modifikatioun vun Regierungstext gefouert huet, sinn déi parallell Kompetenzen, déi eigentlech elo entstinn tëschent deem Dokumentationszentrum, deen eng spezifesch Missioun huet fir eng gewëssen Zäitperiod, an eise Nationalarchiv, deen eng allgemeng Missioun fir sämtlech Dokumentatiounen, déi Lëtzebuerg betreffen, eigentlech ze sammelen, ze erhalen an och opzeschaffen.

Mir sinn der Meenung, dass deen Text, deen elo zréckbehale ginn

ass, besser ass wéi de Regierungsvorschlag, well en awer kloer mécht, dass d'Nationalarchiven eigentlech net aus där Zäitperiod hei ausgeklemmert ginn. Si hunn haut selwer ganz vill Dokumentatioun iwwert déi Period, déi eigentlech hei soll ënnersicht ginn, an et ass also wichteg dass een do ka parallel fueren.

D'Grundvoraussetzung ass natierlech, dass déi Konkurrenz, déi e bëssen do besteet, net zu enger Lähmung féiert, an dass do a sech derfir gesuergt gëtt, dass do Hand an Hand geschafft gëtt, dass déi Aarbechten an der Fuerschung do och an Zukunft koordinéiert ginn, wat déi kruzial Period ronderëm den zweete Weltkrich zu Lëtzebuerg ugeet.

E bëssen erstaunt ware mer, wéi mer gelies hunn, dass deen heite Projet soll null Impakt op d'Finanzen hunn. Dat mag fir de Moment de Fall si well mat Détachementer geschafft gëtt. D'Fro stellt sech natierlech wou déi Leit waren an elo dann détachéiert ginn, ob se net op där Plaz mussen ersat ginn. An de Projet de loi gesäit awer ausdrécklech fir, dass awer och kënnen zousätzlech Poste geschafé ginn; Astellungen am Beräich vun Employéeeën a vun Aarbechter. Déi Méiglechkeet ass also virgesinn, sou dass een awer net kann einfach, mengen ech, pauschal mat engem Saz soen, dass deen doten Text null Répercussiounen op finanziellem Plang kéint hunn.

Eng lescht Fro, déi mir eis gestallt hunn, betrëfft eigentlech d'Zesummesetzung vun där Commission de surveillance, wou ech perséinlech der Meenung sinn: Anstatt dass een eng Commission de surveillance huet an dann elo niewendrun deen neie Comité vum Souvenir de la résistance, wier et eigentlech net méiglech gewiescht déi zwou Fonctiounen mateneen ze verbannen? Hei schafe mir erëm zwee Gremien déi parallel fonctionnéieren, déi deelweis déiselwecht Zesummesetzung hunn, awer net komplett identesch sinn. Och do wier vläicht méi eng rational Organisatioun méiglech gewiescht.

Mä et bleift d'Fro, dass dat, wat e bëssen drolesch ass, dat mat där Missioun ass, déi déi Kommissioun huet. Déi Kommissioun, déi Commission de surveillance heescht, also en Opsiichtsrot praktesch ass, déi soll - an dat ass déi eenzeg Missioun déi am Reglement virgesinn ass - den Direkter beroden, an den Direkter ass selwer Member vun där Kommissioun. Et freet ee sech wat se elo soll kontrolléieren? Wat soll se berode wann den Direkter selwer e volle Member vun där Kommissioun ass? Dat schéngt mir net onbedéngt ganz logesch ze sinn, mä dat ass elo eigentlech net de wesentleche Punkt.

Et gesäit een aus eisen Iwwerleeungen eraus, dass mer u sech hei déi Direktioun richtig fannen, dass een eng Reform vun deene Strukturen mécht wat d'Resistenz ugeet; dass et richtig ass, dass ee weider Moyenné wëllt zur Verfügung stelle fir déi ganz Period do ze erfuerschen, well se och hei zu Lëtzebuerg nach net ganz opgeschafft ginn ass. Mä et sinn eenzel Punkten dran, déi schéngen eis net ganz ausgeräift ze sinn.

Mir sinn och e bëssen iwwerrascht, géing ech soen, mat där Schnelligkeet, wéi op eemol zum Schluss elo vun deem Joer deen Text nach duerch d'Chamber sollt kommen. Mir haten an der Kommissioun schonns festgehalten, dass mer eréischt d'nächst Joer nach eng Kéier géifen an enger Sëtzung drop zréckkommen. Dat ass elo anescht geschitt.

Also et bleift, dass eng Rei Mängel am Text sinn, mä u sech d'Richtung stëmmt, an dofir wäerte mir och am Endeffekt deen heiten Text stëmmen.

**M. le Président.** - Merci, Här Alex Bodry. D'Wuert huet elo den Här Jean-Paul Rippinger.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resistenz an zweete Weltkrich ass a bleibt en extrem wichteg Kapitel an der Lëtzebuerg Geschicht an huet ouni Zweifel zur Festlegung vun eiser nationaler Identitéit bäigedroen.

Et muss ee sech haut bewosst sinn, wat d'Resistenz an där schrecklecher Zäit bedeit huet. Courageiert Fraen a Männer hunn deemools hiert Liewe riskéiert fir dem iwwermächtige Besatzer neen ze soen, neen zur Occupation, neen zur Intoleranz, neen zur Grausamkeet an neen zur Kollaboratioun a jeegleche Kompromësser.

D'Resistenz huet sech ënner verschidde Formen manifestéiert, d'Verdeele vun Tracten, d'Verstoppe vu Leit, d'Kämpfen an enger alliiierter Arméi an esou weider. All Resistenzakt wor mat onméigleche Gefore verbonnen a vill Meedecher a Jongen hunn dëst misse mat hirem Liewe bezuelen. All déi, déi de Widerstand geleescht hunn, verdéngen eisen deifste Respekt an eis Dankbarkeet.

Haut, bal 60 Joer nom Enn vum zweete Weltkrich, sinn nëmmen nach wéineg Zeie vun deemools ënner eis fir deene méi jonke Generatiounen vun där schwiereger Epreuve ze zielen. Et ass eis Pflicht als Lëtzebuerg Vollek, d'Erënnung un de Widerstand während dem zweete Weltkrich oprecht ze halen. Dëst Kapitel dierf net banaliséiert oder vergiess ginn. Zemoos haut wou ze oft Intoleranz a Xenophobie eng Gefor fir en Europa duerstellen, dat nom Krich um Fundament vum Friden opgebaut ginn ass.

De Centre de documentation et de recherche sur la résistance ass kee weidere Musée, wéi de Musée national de la résistance zu Esch-Uelzecht oder de Memorial de la déportation zu Hollerech. Villméi ass d'Haaptaufgab vum Centre de documentation et de recherche sur la résistance fir d'Erfaassen, d'Sammelen, d'Archivéieren an déi wëssenschaftlech Auswärtung vun Dokumenter ze erméiglechen.

D'Archiv vum Conseil national de la résistance ginn iwwerholl an des solle wëssenschaftlech besser erfaasst ginn. Dësen Dokumentationscenter trëtt deemno net a Konkurrenz mat den Nationalarchiven, déi net vun deenen offiziellen Dokumenter amputéiert ginn. Dëst ass och firwat sech hei op d'Resistenz - déi, wéi schonns gesot, en eminent wichteg Kapitel duerstellt - konzentréiert gëtt an net an engem méi vaste Centre sur la deuxième guerre mondiale soll ënnergoen.

Natierlech ass d'Resistenz an den historesche Kontext vum zweete Weltkrich ze setzen, wou een déi aner Aspekter net dierf vergiessen. D'Geschicht als pluridisziplinär Wëssenschaft kann an dierf sech net op een Aspekt limitéieren, wat awer net muss heeschen, dass all Dokumenter, an deem Fall déi iwwert den zweete Weltkrich, sollen zentraliséiert ginn. Dofir sinn Zesummenaarbechte mat anere Kulturinstitutionen wéi d'Nationalbibliothék, d'Nationalarchiven oder auslännesch Muséee wëssenschaftler. Allgemeng muss een dofir antrieden, dass d'Archiven hei zu Lëtzebuerg opgewäert ginn, dat besonnesch am Kader vun eiser nationaler Geschichtsschreiwung.

Här President, de Sëtz vun deem Centre de documentation et de recherche sur la résistance ass net zoufällg erausgesicht ginn. Et handelt sech hei ëm e Gebai um Boulevard de la Pétrusse, d'Villa Pauly, dem fréiere Sëtz vun der Gestapo hei zu Lëtzebuerg tëschent 1940 an 1944, wou de Leidswee vu ville Resistenzler ugefaangen huet. Dese Choix ass symbolträchtig a wor och e Wonsch vum Conseil national de la résistance.

Et sief bemierkt, dass dese Conseil national de la résistance, dat

heescht déi offiziell Vertriebung, déi mam Gesetz vum 25. Februar 1967 an d'Liewe geruff ginn ass, mat dësem Gesetz hei duerch e Comité directeur du souvenir de la résistance ersat gëtt. Dëst fir besser deenen heitege Besoinen an Aufgabe gerecht ze ginn a fir dem Generatiounswissel Rechnung ze droen. De Conseil national de la résistance einfach opzeléise wär eiser Meenung no net ubruecht gewiescht.

Här President, an dësem Kontext wëll ech nach eng Keier drun erënnere, dass d'Geschicht vun der Demokratescher Partei enk mat der Resistenz verbonden ass. Aus der Union vun de Resistenzorganisatiounen huet sech eise Virleeder, de Groupement patriotique et démocratique, entwéckelt. Opgrond vu senger Geschicht, a well et noutwendeg ass d'Erënnung un déi schrecklech Zäit vun deemools ze erhalen an déi jonk Leit vun haut ze sensibiliséieren, kann d'Demokratesch Partei dëse Projet de loi nëmme begrëssen a seng Zoustëmmung zu dësem neie Gesetz abréngen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Jean-Paul Ripinger. Nächste Riedner ass den Här Mehlen.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll mech de Mercië vu menge Virriedner un de Rapporteur uschlëssen, deen hei ganz daitlech duergeluegt huet em wat et an dësem Projet geet. Dofir wäert ech mer all weider Remarque spuere wat de Contenu vum Projet selwer ubelaangt. Ech wëll och direkt am Ufank hei den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Här President, déi meescht vun eis heibanne kënne sech net méi un déi Zäit erënnere, well se sief et an där Zäit nach ze jonk waren, sief et eréischt no där Zäit op d'Welt komm sinn. Déi meescht vun eis wëssen dat, wat an där schwéierer Krichszäit hei zu Lëtzebuerg war, nëmme vum Héiere-soe vun hiren Elteren, aus der Schoul oder aus de Bicher.

Duerfir fanne mir et och wichtig, datt de Centre national de la résistance net ganz ofgeschafft gëtt, mä datt mir hei, duerch dee legislativen Akt deen haut de Mëtteg hei soll gesat ginn, duerfir surgen, datt eppes weider bestoe bleift wat sécherstellt, dass d'Resistenz, déi sou vill zur Identitéit an zum Iwwerliewe vun eisem Land bäigedroen huet, net an de Vergiess geréit.

Mir sinn och duerfir frou, dass souwuel d'Recherche soll weider gedriwwen ginn, vläicht intensivéiert ginn, an en Dokumentationszentrum soll geschafte gi just iwwert déi Resistenz am Krich.

D'Resistenz huet - dat hu meng Virriedner och scho gesot, an ech wëll et vun der Säit vum ADR och nach eng Keier ennersträichen - de Mérite, dass an enger nach relativ jonker Natioun dat nationaalt Bewusstsein, d'Gefill vun enger nationaler Identitéit gefestegt, gestärkt a confirméiert ginn ass. Si huet am Fong geholl definitiv de Schlusstee gesat beim Entstoe vun der Lëtzebuenger Natioun. Si huet awer virun allem an där schwéierer Zäit, wou alles d'ënnescht d'ieweschta gaangen ass, eisem Land, esou kleng wéi et och deemools scho war an dobaussen net grouss bekannt war, international Unerkennung bruecht an domat war se gläichzäiteg och e Garant fir eis Fräiheet an eis Onofhängegkeet no der Befreiung.

Fir d'Jugend ass et wichtig, dass bal 60 Joer nodeems dass de Krich eriwwe ass dat net vergiess gëtt an net verluer gëtt ennerwee oder an de Bibliothéike verstëbt. Mir sollen d'Erënnung doru waakreg halen, wéi gesot. Wichtig ass awer och - an do deelen ech d'Meenung vum Alex Bodry -, dass mir net nëmme déi schéin an déi gloriäich Säite vun eiser Geschicht sollen opschaffen an no baussen

duerstellen, mä dass mir eis éierlech an offen och mat deene sécher manner schéine Säite vun eiser Geschicht auserneeetze mussen.

Domadder geschitt de Resistenzler jo och näischt. Au contraire, hir Roll, mengen ech, gëtt doduerch nach méi erausgetrach, well et domadder nach méi daitlech gëtt wat si tatsächlech geleescht hunn, wéi se de Kapp duergehalen hunn, si mat hire Familjen, an net nëmme Hab a Gut, mä souguer d'Liewe riskéiert hu fir d'Fräiheet vum Land.

Den Alex Bodry huet zu Recht hei eng Fro opgeworf vun dem organesch Opbau vun der Recherche hei am Land. Déi Fro ass sécher zu Recht gestallt. Et ass nach net ganz kloer wéi dat hei herno fonctionnéiere soll. Ech mengen, d'Regierung soll sech Gedanken maachen, datt et sech harmonesch afügt an dat wat besteet. Mir fannen awer op där anerer Säit, dass et wichtig ass, dass hei en Organ geschafte gëtt wat sech quasi ausschlieslech mat der Opschaffung vun där Geschicht befaasst, déi also hir Aktivitéit dorop fokusséiert, fir dass déi Aarbecht wierklech gutt a grëndlech gemaach gëtt.

Här President, ech ginn net weider an d'Detailer vum Projet. Ech wëll nach eng Keier den Accord vun eiser Fraktioun abréngen a soen lech merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Roby Mehlen. D'Madame Renée Wagener huet d'Wuert.

**Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et si vläicht Leit hei bannen, déi mengen, dass de virleiede Projet éischeren an niewesächleche wär. Ech menge perséinlech, dass et en immens signifikative Projet ass, net nëmme weinst dem Sujet deen en traitéiert, mä och well en eppes ausseet iwwert den Émgang vun der Lëtzebuenger Gesellschaft mat der Geschicht vum zweete Weltkrich, a méi global mat hirer Geschicht an hirer Aart a Weis hir eege Vergaangenheet ze verschaffen.

**(M. Jean Spautz reprend la Présidence)**

Leider, Här President, dréckt dee Projet eng Approche aus, déi sech par rapport zu fréier weineg geännert huet. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Geschichtsduerstellung déi sech bal exklusiv op d'Beschäftigung mat der Resistenz reduzéiert. Mir hunn eng offiziell Geschichtsschreiwung, an dat erkläert vläicht och firwat dass et bis elo net vill méi wäit gaangen ass, déi haauptsächlech vu Fonctionnairen an hirer Fräizäit, heiansdo och op hirer Aarbechtsplaz, gemaach ginn ass.

Manner gloriäich Kapitele wéi zum Beispill d'Kollaboratioun, déi héich Proportioun vu jüdesche Leit déi énnert der Naziverfolgung ëmkommen ass, d'Haltung vun der Lëtzebuenger Verwaltungskommission bei der Preparatioun vun den Deportatiounen, den Antisemitismus zu Lëtzebuerg virum zweete Weltkrich, d'Ofschiebung vun 350 Judden 1938, d'Schicksal vun 200 Sinti a Roma, oder och nach nom Krich d'Akte vu Selbstjustiz, esou wéi sou komplex Sujete wéi d'Positionéierung vun der Lëtzebuenger Wirtschaft par rapport zum Okkupant, gi meeschtens ausgeblennt a sinn duerfir weineg erfuerscht.

Neierdénge gëtt et natierlech ëmmer méi positiv Ausnahmen. Ech denken zum Beispill un d'Austellung am Stater Geschichtsmusée. Ech denken och un d'Ausstellung iwwert d>Wehrmacht, déi elo zu Esch ze gesinn ass. Ech bedauern, dass d'Regierung hei net d'Geleeenheet ergraff huet fir sech en Instrument zur Geschichtsbewältigung ze ginn, dat dem 21. Jorhonnert an den heitegen Uspréich un eng demokratesch, offen a wëssenschaftlech Be-

schäftegung mat eiser Vergaangenheet entsprécht. Dat wat den Här Statsminister hei proposéiert huet ass en Text deen dat weider schwierig bis onméiglech mécht, en Text dee gepräegt ass vun historiographesche Scheiklappen, vun enger Main mise vum Statsapparat a vun enger Politik vun der Mise en place vum Personal vun där ee gehofft hätt, dass se der Vergaangenheet géif ugehéieren.

De Statsminister hat och weineg Bedierfnisse, an der Kommission mat eis zesummen iwwert deen Text hei ze schwätzen. Hien huet haauptsächlech an engem Bréif, dee mir vum Här Biltgen kritt hunn, insistéiert, dass säin Text nach sollt viru Chrëschttag hei gestëmmt ginn. Ech bedauern, dass et huet missen esou oflafen.

Mir hunn als Gréng och net ganz vill Gehéier fonnt fir eis Kriticken an der Kommission, dat betrëfft also net nëmme d'Regierung, déi doten Approche, mä och d'Majoritéitsparteien, an och net fir eis Amendementer, déi viru schonns ernimmt gi sinn, mat deene mir versicht hunn awer nach Verbesserungen an deen Text ze bréngen an nach ze rette wat ze rette wär. Ech hunn do emol erëm eng Keier missten d'Erfahrung maachen, dass d'Majoritéitsparteien, wann et muss sinn, och d'Guillotine eraushuele fir net mussen iwwer Amendementen an der Kommission - wou wierklech nach Zäit war - inhaltlech eppes ze änneren, ze diskutéieren. Mä eigentlech menge mir awer, Här President, hätt d'Regierung besser gehat deen Text zrëck ze zéien an eng komplett Re-fonte ze maachen.

Ech wëllt duerfir, a fir mech vläicht nach méi ze erklären, op déi Amendementen agoen, déi méi prezis d'Schwaachstelle vun dësem Projet de loi illustréieren.

Éischens den Numm an domat d'Aufgabebegriff. Dee Centre de documentation et de recherche soll iwwert d'Resistenz schaffen, heescht säin Titel. Mir mengen awer, dass et vill méi wäit misst goe wéi d'Resistenz, datt et méi e breet ugeluegten Titel misst sinn, zum Beispill deuxième guerre mondiale. Dat hu mir an eisem éischten Amendement esou festgehalten.

Et hätt een och méi wäit kéinte goe wéi dat am Ausland zum Beispill de Fall ass, wou ee feststellt, dass déi Instituter, déi sech mat der Geschichtsfuerschung zum zweete Weltkrich beschäftegen, vill méi fréi schon etabléiert gi sinn, an dass se allegueren eigentlech relativ schnell op de Punkt komm si fir ze soen: „Et geet net duer dass mir eise Sujet esou agrenzen.“ Mir müssen e méi breet ugoen.“ Dat si méttlerweil ganz oft Instituter zur Zäitgeschicht oder Instituter zur Geschicht vum 20. Jorhonnert, wou d'Beschäftigung mam zweete Weltkrich dann ee Fuerscherberäich dovunner ass. Déi Propos, déi mir hei maachen, ass also an deem Sënn nach eng relativ zrëckhalend Proposition.

Zweetens d'Struktur vun deem Zentrum, dee soll énnert der Tutelle vum Statsministère da schaffen, an dat bedeit net emol, wéi dat bei aneren ähnlechen Instituter de Fall ass, als Institut culturel. Ech denken do un d'Nationalbibliothék, ech denken awer och un d'Archiven, mat deene jo grad dese Centre de documentation soll enk zesummeschaffen a wou ee sech wierklech ëmmer nach d'Fro ka stellen, wéi eigentlech an der Praxis herno déi Zesummenaarbecht wäert ausgesinn, och um reng technesch, ënneschten Niveau. Ech denken do zum Beispill un d'Transfériere vun Dossieren an esou virun.

Déi heiten Approche déi gewielt ginn ass am Projet de loi fanne mir

zimlech zweifelhaft. Mir sinn der Meenung, dass grad en Institut, dat sech mat esou enger sensibler Matière befaasst, misst eng gewëssen Onofhängegkeet vum Statsapparat behalen an d'Garantie hunn, datt et keng Hofberichterstattung brauch ze maachen.

Och hei wëllt ech op d'Ausland verweisen. Ech zitieren den CEGES aus der Belsch, e Centre d'Etude et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines, deen also vill méi breet ugeluegt ass an deen och en Etablissement scientifique ass, dat heescht deen eng ganz aner Form huet wéi déi, déi hei gewielt ginn ass. Iwwregens huet deen CEGES och de Colloque, dee viru kuerzem oder viru e puer Méint zu Esch iwwert d'Resistenz stattfonnt huet, matgeholf organiséieren. Ech denken och a Frankräich un d'Form vun den CNRSen, vun de Centres nationaux de recherche scientifique, déi déi doten Aufgab iwwerhuelen, oder un déi Strukturen déi et an Däitschland meeschtens gëtt, nämlech d'Form vun de Stiftungen.

Zu Lëtzebuerg hu mir am Beräich vun der Fuerschung och eng ganz Rei vun Instituter schon, déi eng si méi, déi aner manner onofhängeg. Mir hunn zum Beispill e Centre de Documentation sur les Migrations, wat eng einfach Asbl ass, mat enger Rei vu finanziellen Nodeeler déi sech doduerch erginn. Mir hunn awer och eng Rei vu Centres de recherche, wou ee sech am Fong scho kann drun inspiréieren, déi e bësse méi Onofhängegkeet awer hätte par rapport zu där Form déi hei gewielt ginn ass.

Mir hunn och verschidde Fongen déi aktiv sinn an, wat ganz interessant ass, am Projet de loi selwer gëtt erwähnt, dass 1988 schon eng Keier eng Fondation nationale sur la résistance gegrënnt gi war. Et kann ee sech also d'Fro stellen: Firwat ass déi Fondation net geholl ginn? Firwat ass net op där Basis opgebaut gi fir dee Centre de documentation hei ze entwéckelen? A wat ass eigentlech aus där Fondation hei ginn?

Här President, wéi gesot, mir hunn als Alternativ en Etablissement public proposéiert. Mir wäere sécherlech och fir aner Alternativen op gewiescht, déi fir e bësse méi politesch Distanz vum Statsapparat gesuergt hätten. Dat wär eng Diskussioun, déi ee sécherlech nach am Detail hätt kéinte féieren. Mir hunn och de Centre énnert d'Tutelle vum Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche gesat, analog zu deene besteende Centres de recherche publics an analog och eben zur Praxis, wéi se an den Nopeschlänner besteet. Dann een zweete Beräich, dee vun de Missionen vun dësem Centre, dee sech, esou wéi den Text dat elo virgesäit, op d'Sammelen an d'Conservéiere vun Dokumentatioun par rapport zur Resistenz begrenzt. Just dee leschten Turet begräift d'Sauvegarde vun der Mémoire collective. Mir mengen och, dass dat a Widdersproch souguer zum Projet de loi steet, wou am Fong d'Missionen méi wäit gefaasst ginn. Wann een dann awer déi eenzel Gesetzesartikele liest, ass dat net méi de Fall.

Ech hunn a mengen Amendementen net nëmme an der viru beschriwwener Approche d'Missionen méi wäit gefaasst, engersäits chronologesch op d'Vir- an op d'Nokrichszäit, anerersäits och thematesch, wou ech notament d'Kollaboratioun an d'Juddeverfolgung mat abezunn hunn, mä ech hunn och Tirete prezisiéiert a bäigesat.

Mir hunn zum Beispill gemengt, datt ee misst daitlech soen, dass d'Dokumentatioun fir de Public misst zougängelech sinn, wat elo net esou dra steet. Mir hunn och den Optrag dra gesat, duerch pu-

blizéieren oder fördere vu Publikatiounen fir eng Mise en valeur ze surgen. Mir hu bäigesat, dass de Centre soll kënne Aktivitéiten zum Thema vu senger Recherche organiséieren, respektiv d'Boursen u Chercheuren an Associatiounen ginn, déi an deem Beräich eng wëssenschaftlech Aarbecht maachen. An dann hu mer awer och, Här President, en Optrag bäigesat, deen elo ganz feilt. Dat ass och erstaunlech, well am Exposé des motifs driwwer geschwat gëtt, nämlech d'Zesummenaarbecht mat ähnliche Strukturen a Réseaux am Ausland, an notament mam Comité International d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale. Dat ass ëmsou méi erstaunlech, well wann een op den Internet kucke geet, da gesäit een dass dee Beamten, deen am Moment responsabel ass beim Centre de documentation - deen, wéi mer wëssen, jo schon eng Rei vu Joren existéiert - Lëtzebuerg an dem Comité International vertritt, sou datt een am Fong net richtig kann novollzéien, firwat mer dat net an de Missionen och ernimmt hunn. Da schlussendlech den Optrag un dee Centre, eng Métaréflexioun ze féieren iwwert d'Approche vun der Geschichtsfuerschung selwer.

De Rescht vun den Amendementen betrëfft d'Struktur vum Etablissement public - ech ginn do net op den Detail an -, déi mer einfach bei besteenden Etablissements publics kopéiert hunn. Mir hu just nach bäigesat, dass de Conseil d'administration soll all dräi Joer e Programme cadre definéieren, fir datt iwwerhaupt mol iergendwou festgehal gëtt, wou dat Schéff da soll histerien.

Déi Struktur vun engem Etablissement public bedéngt och, wär awer net indispensable fir eng aner Approche a Saachen Astellungspolitik. Hei géifen nämlech déi noutwendeg Plazen op eng transparent an demokratesch Aart a Weis ausgeschriwwen ginn, am plaz dass, wéi hei am Projet de loi virgesinn, reng nëmme iwwert Détachement gefuer gëtt.

Iwwregens an deem Kontext och nach eng Remarque: Et ass erstaunlech, dass fir déi heite Plaz elo, nodeems datt de Conseil d'Etat do och nach eng Annerung gemaach huet, festgehal gëtt, datt ee muss véier Joer Uni hunn. Wann een dat mat aneren Instituter vergläicht, an notament eise Centres de recherche, dann ass et eigentlech gängeg - an ech denken dass et bei eiser Uni, déi mer deemächst kréien, och esou wäert sinn -, dass ee fir esou e Poste muss een Doktorat hunn. Hei ass dat net de Fall. Et kann ee sech d'Fro stellen, firwat dass dat esou ass.

Et hätt een nach méi kënne änneren. Et hätt een zum Beispill aus der Commission de surveillance, wéi se am Text steet, e Conseil scientifique maachen. Dann hätt ee vläicht och déi Suggestiounen, déi den Här Bodry viru gemaach huet, besser kéinten integréieren, esou wéi een insgesamt - an och datt ass scho gesot ginn - iwwert déi Dräideelung, déi de Projet tëschent Centre de documentation et de recherche, Commission de surveillance a Conseil pour le souvenir de la résistance virhëlt, ka seng Zweifel hunn.

Iwwregens gi mer net ganz vill iwwert d'Kompositioun selwer vun deene Gremien an d'Nimm vun de Leit, déi déi Poste solle besetzen, gewuer. Och dat géif sécherlech fir eng Rei vun Diskussiounen kënne surgen. Et hätt een och - an domadder kommen ech esou lues zum Schluss - kéinten iwwert dem Centre seng Integratioun an de Kontext vun der Uni, iwwert déi mer jo deemächst hei och wäerten debattéieren, nodenken.

Här President, ech déposieren dann elo déi zéng Amendementen.

#### Amendement 1

*L'intitulé du projet de loi est modifié comme suit:*

„Projet de loi portant

- création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Seconde Guerre mondiale;

- modification de la loi du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant.“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

#### Amendement 2

Le titre du chapitre 1 est modifié comme suit:

„Chapitre 1er - Centre de Documentation et de Recherche sur la Seconde Guerre mondiale“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

#### Amendement 3

L'article 1<sup>er</sup> est modifié comme suit:

„Art 1er. - Il est créé un établissement public sous la dénomination „Centre de Documentation et de Recherche sur la Seconde Guerre mondiale“, appelé ci-après le „Centre“.

L'établissement dispose de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie scientifique, financière et administrative, sous la tutelle du ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le siège de l'établissement est fixé à Luxembourg.“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

#### Amendement 4

Les trois premiers tirets de l'article 2 sont modifiés comme suit:

“- de recenser, rassembler, archiver et conserver, en collaboration avec les Archives nationales, la documentation relative à la Seconde Guerre mondiale, à ses antécédents et conséquences, et aux phénomènes en rapport avec elle, notamment la Résistance, la collaboration, les conflits d'avant- et d'après-guerre ainsi que la persécution des personnes juives“;

- de mettre à la disposition du public la documentation scientifique pour l'étude des guerres et des sociétés contemporaines;

- de mettre en valeur cette documentation, notamment en publiant ou en soutenant la publication d'études sur les matières visées par le présent article;

- d'entreprendre ou de soutenir la recherche historique et scientifique sur les matières visées par le présent article.“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

#### Amendement 5

A l'article 2 il est ajouté les tirets suivants:

“- de créer et d'entretenir des réseaux de coopération européens et internationaux en rapport avec les matières visées par le présent article et d'assurer la coordination avec le Comité international d'histoire de la deuxième guerre mondiale;

- d'entretenir un processus de réflexion continu en fonction de l'évolution de la recherche.“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

#### Amendement 6

A l'article 2, il est ajouté le paragraphe suivant:

„Dans le cadre de sa mission, le Centre peut organiser des activités visant la sauvegarde de la mémoire collective, attribuer des bourses à des chercheurs et scientifiques et allouer des subsides à des associations poursuivant des activités à caractère scientifique.“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

#### Amendement 7

L'article 3 est modifié comme suit:

„Art. 3.- Le Centre est administré par un conseil d'administration composé de neuf membres et un représentant au moins du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, nommés par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en conseil.

Le Conseil d'administration nommera un directeur ou une directrice dont il définira les attributions scientifiques, administratives et financières. Il ou elle doit faire valoir des études universitaires en histoire, spécialité en histoire contemporaine.“

Ne peuvent devenir membre du conseil d'administration le ou les fonctionnaires qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler l'établissement ou qui, en vertu des pouvoirs leur délégués, approuvent des actes administratifs de l'établissement ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'Etat en faveur de l'établissement.

Le conseil d'administration élabore un programme-cadre triennal des activités du Centre.

Il a la faculté de recourir à l'avis d'experts s'il le juge nécessaire. Les experts peuvent assister avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration, si celui-ci le leur demande.“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

#### Amendement 8

Il est ajouté un nouvel article 4 suivant:

„Art. 4.- Le conseil d'administration prend toutes les décisions en relation avec la gestion de l'établissement, sous réserve de l'approbation du ministre de tutelle pour ce qui est des points suivants:

1) le budget d'investissement et d'exploitation et les comptes de fin d'exercice;

5) l'engagement et le licenciement du personnel dirigeant de l'établissement;

6) la grille des emplois et leur classification ainsi que le niveau de rémunération du personnel.“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

#### Amendement 9

L'article 4 actuel devient l'article 5 et est modifié comme suit:

„Art. 5.- Le personnel est lié au Centre par un contrat de louage de service de droit privé. des fonctionnaires ou employés de l'Etat peuvent être détachés au Centre en vue d'y effectuer des tâches relevant de sa compétence du Centre pour une durée déterminée, en application de l'article 7 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

#### Amendement 10

Il est ajouté un nouvel article 6 suivant:

„Art. 6.- Le Centre dispose des allocations provenant du budget des recettes et des dépenses de l'Etat et dont le montant sera fixé chaque année par la loi budgétaire.

Le conseil d'administration arrête annuellement le budget du Centre et le soumet pour avis au ministre ayant dans ses attributions la recherche scientifique et la recherche appliquée avant le 1er avril de l'année précédant l'exercice en question, ce dernier saisit le Gouvernement pour approbation.

Les comptes du Centre sont tenus suivant les règles de la comptabilité commerciale.

L'exercice financier coïncide avec l'année civile. A la clôture de chaque exercice le secrétaire général soumet au conseil d'administration un projet de bilan et un projet de compte de profits et pertes.“

Le conseil d'administration établit annuellement un rapport d'activités sur l'exercice précédent, une description des activités de l'exercice en cours et un programme des activités concernant le ou les exercices suivants qu'il soumet avant le 16 avril au ministre ayant dans ses attributions la recherche scientifique et la recherche appliquée.

Un réviseur d'entreprises, désigné par le Gouvernement en conseil, est chargé de contrôler les comptes de l'établissement ainsi que la régularité des opérations effectuées et des écritures comptables.

Le conseil d'administration approuve ensuite les comptes de fin d'exercice et décide de l'affectation de l'excédent de recettes éventuel.

Pour le 1er mai au plus tard, le conseil d'administration présente au ministre ayant dans ses attributions la recherche scientifique et la recherche appliquée les comptes de fin d'exercice accompagnés d'un rapport circonstancié sur la situation et le fonctionnement du Centre, ainsi que du rapport du réviseur d'entreprises.“

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Girra, Jean Huss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir maachen eis keng Illusouen wat eis Amendement betrëfft, och wa mer sécherlech wäerten drop halen - an dat soen ech dann och un d'Adress vum Här Meyers -, datt se wäerten eenzel hei ofgestëmmt ginn, mä mir setzen eis dofir an, dass déi inhaltlech Diskussioen ëm déi et hei geet an der Öffentlechkeet gefouert gëtt. Mir betruachten eis Amendementen als ee Beitrag zu där dréngend noutwendeger Diskussioen ronderëm der Lëtzebuurger Gesellschaft hiren Émgang mat hirer Geschicht, hirer Vergaangenheet an hiren historichesche Responsabilitéiten.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Statsminister, den Här Jean-Claude Juncker.

■ M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, contrairement zu deem wat konnt hei gesot gi schaaft dee Projet de loi hei de Conseil national de la résistance of an ersetzt en duerch een anert, méi gefaallent Gremium, dat hei op eng muster-gültig Aart a Weis vum Rapporteur - deem ech merci soen -, dem Här Paul-Henri Meyers, an de verschiddenen Artikulationen duergeluegt ginn ass.

Wourëms geet et hei? Wourëms geet et a ween huet dat ze maache wourëms et hei geet? Wouraus, wann een déi Froe richtig beäntwert, resultéiert, firwat dass et hei net ëm déi Elementer geet, iwwert déi d'Madame Wagener hei geschwat huet.

Et geet hei drëm, dass een d'Erënnerung un d'Resistenz waakreg hält, wat eng vun deenen impressionnanteste Säiten aus der lëtzebuergescher Geschicht ass. Et geet hei drëm sécher ze stellen, dass all méiglech Zorte vu Revisionisten, déi déi nei Geschichtsschreiwung an Europa probéieren ënnert hir Fuchtel ze huelen, scheitern un organisierter Mémoire vun der Resistenz. Et geet drëm, fir den er-

fontene Fakte vum Joer 2032 déi geballte Faktebildung vun der Sammlung a vun der Fuerschung ronderëm d'Resistenz an duerch d'Resistenz selwer kënnen entgéint ze setzen an dat och virzebereeden.

Déi Leit, déi d'Resistenz zu Lëtzebuerg verrieden, déi déi verschiddenen Associatioune vun der Resistenz verrieden, déi déi verschiddene patriotesch Mouvementer verrieden an déi zënter 1967 am Conseil national de la résistance zesummegefaasst sinn, hunn opgrond ouni Zweifel och a laut eegenem Ageständnis vun engem Alter, dee se net méi jonk mécht, de Wonsch un d'Regierung an un de Statsminister erugedroe fir opgeléist ze ginn als bishierig eleng representativ Struktur vun der Resistenz a gläichzäitig de Wonsch geäussert iwwert d'Resistenz selwer hiren eegenen Dokumentationszentrum ze bedriewen a fir sécher ze stellen - well eng Natioun kënnit ouni Symboler, déi sech widderhuelen, net aus -, fir dass d'Erënnerung un d'Resistenz net verschwënnt, ee Comité directeur pour le souvenir de la résistance op d'Been ze stellen.

Wee wier ech a wee sinn eigentlech anerer, dass se, wann aus der Mëtt vun der Resistenz eraus dee Wonsch esou formuléiert gëtt: „Léist dat Gremium, wat mer hunn, op an ersetzt et wann ech gelift duerch déi zwou Instanzen do“? Wee wier ech fir ze soen: „Elo soen ech lech emol wéi et richtig gemaach gëtt“?

Ech hunn net den Alter fir dat ze maachen. Ech hunn net Resistenz an net Krichserfahrung, fir deene Leit aus där Generatioun ze soen, wéi si mat sech selwer ëmzegoen hätten. Dofir hunn ech dat zu kengem Moment eeschthaft an Erwägung gezunn. Mir hu fonnt et géif menger Generatioun gutt zu Gesicht stoen, wa mer eigentlech déi Wënsch, déi aus där Generatioun eraus an eis ugedroe ginn - eent zu eent, wéi anerer géife soen -, ëmzesetzen an deem Projet de loi, dee mer hei leien hunn.

Dat zweet: Selbstverständlech trieden ech a kee Sträit mat kengem driwwer an. Weder mam Här Bodry, deen dat propper hei formuléiert huet, wéi och d'Madame Wagener, déi mat llicht gefierfene Zongeschléi, mä ëmmerhin an der Saach awer berechtigt, Iwwerleeunge virgedroen huet ronderëm Evénementer, déi zu Lëtzebuerg stattfonnt hunn, virun der Occupation duerch déi Däitsch Truppen den 10. Mee, während der Occupationssäit an och no dem Enn vun der Occupationssäit. Ech triede kengem entgéint.

Dir gesitt, dass och dat muss erfuerscht ginn, dokumentéiert ginn, beluegt ginn, kritesch hannerfrot ginn, fir dass d'Geschichtsschreiwung ronderëm an iwwert eng Period komplett gëtt. Et ass just net Plaz an deem Projet de loi fir dat ze maachen, well hei geet et drëm déi offiziell Verriedung vun der Resistenz, déi sech Conseil national de la résistance genannt huet, ze ersetze fir hiren eegenen Zweck, och fir hir Selbstdarstellung duerch déi Gremien, déi hei proposéiert gi sinn.

Näischt soll eis dovunner ofhalen, déi aner Aufgaben, déi notament d'Madame Wagener hei zu Recht an hirer Noutwendegkeet beschriwwen huet, iwwer aner Weeër och ze bedriewen an déi Weeër, déi mer wëlle bedriewen, och ze beschneiden.

Een éischten Usaz an deem Rayon hu mer och gemaach, wéi mer virun iwwert engem Joer d'Commission d'étude sur la spoliation des biens juifs agest hunn, déi hei an deser Debatt iwwerhaapt keng Erwähnung fonnt huet, wou mer ganz genau studéieren an där Kommissioun - et ass eng Proposition de loi vum Här Fayot an déi Richtung gewiescht, virun enger gewëssener Zäit - wéi dann den Émgang mat eise jüdesche Matbierger war, an

dat fänkt nécessairement virum dem Zeitpunkt vun der Däitscher Besatzung un, wéi mat hinne selwer a mat hirem Verméigen ëmgaange ginn ass, virum Krich, nom Krich an och während dem Krich. Sou fir also d'Impressioun ze ginn, d'Regierung wëllt doduerch, dass se dese Projet de loi virleet, een Deel vun der Geschicht zoudecken, fir dass jo nëmme kee kucke geet wat dann ënnert där Decken do kënnit leien, ass eng Impressioun, déi een esou net stoe ka loossen.

Et geet an deem Gesetzesprojet ëm dat wat ech am Ufank vu menger Interventioun gesot hunn an net ëm déi Elementer, déi vun anere Kolleegen, notament vun der Madame Wagener an deelweis och vum Här Bodry, hei genannt gi sinn, déi ech fir richtig fannen, mä déi net hir Plaz an deser Gesetzesgebung fannen. Och gesäit een dat ganz gutt an der Aart a Weis, wéi an de Länner ronderëm eis den Émgang mat deem Deel vun där Thematik vun der Resistenz, vun der Resistenz als Thematik, an déi fänkt nun emol den 10. Mee 1940 un an der Opfaassung vun deenen, déi sech zur Resistenz zu Lëtzebuerg zielen. Et ass keng Wëssenschaft. Ech behaupten et ass d'Beschreiwung vun der Opfaassung iwwert sech selwer vun deenen, déi an der Resistenz waren.

Och am Ausland gëtt et getrennte Verfahrensweisen am Émgang mat der Erënnerung, der Mémoire collective, a méi konzentriert där vun der Resistenz an der Geschichtsschreiwung. Allgemeng a Frankräich gëtt et d'„Fondation de la Résistance en France“. Déi steet ënnert der Tutelle vum President vun der Republik an déi huet als Objet, sou wéi eis Gremien déi mer elo hei schafen, fir d'Mémoire vun der Resistenz ze pérenniséieren an hir eege Geschicht vun der Resistenz ze schreibe mat deenen Témoignagen an Dokumenter, déi et aus där Zäit gëtt.

Déi gëtt et och zu Lëtzebuerg, a ganz grouss Mooss, an déi ass net integral erfuerscht an déi ganz Resistenzsäit ass net integral dokumentéiert. All Dag ginn déi Leit, déi sech dorëms bekëmmern, mat neie Sourcen, mat neien Dokumenter befaasst, esou dass genuch Aarbecht bleift fir dat ze maachen, firwat dass déi heite Gremien elo als Ofléiung vum Conseil national de la résistance opgebaut ginn.

Ech hu guer näischt dergéint wann een de Wee fënnit fir un enger Motioun an iergendengem aneren Text d'Regierung opzefuerderen, esou wéi ugedeit, mä iwwer aner Gremien, dat ze maachen, wat hei suggéiert ginn ass. Et gëtt keng Geschicht ouni Virgeschicht, an et gëtt keng Virgeschicht mat Geschicht ouni eng Geschicht duerno, an ech halen déi selbstverständlech och fir noutwendeg, ze kucken. Mä hei wier ech frou, wann d'Chamber sech kennt der Meenung vun der Resistenzorganisatioun selwer a vun der Regierung uschlëssen, dass een dat wat d'Resistenz betrëfft esou ëmorganiséiert, wéi dat vun der Resistenz selwer gewënscht gëtt. Well si mengt, dat wier de beschte Wee fir sécher ze stellen, dass d'Erënnerung un dat, wat se fir eis gemaach hunn, net verschwënnt.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Madame Wagener.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech froe Parole après Ministre.

Här President, ech wollt dem Här Statsminister e puer Saachen äntwerten. Hie seet éischts, wie si mir fir dem Conseil national de la résistance ze soen, wéi e soll säin Aufgabebereich definéieren an eventuell och begrenzen. Ech wëll drop opmierksam maachen, dass hien, de Statsminister, selwer en

Text proposéiert, wou dee Conseil an och de Centre de documentation haaptsächlech ënnert seng direkt Tutelle kommen, wat jo eng gewëssen Noheet trotzdeem ausdréckt an och d'Méiglechkeet fir Afloss ze huelen.

Deen zweete Punkt ass, datt de Statsminister virdru gesot huet, dass dee Centre de documentation sech sollt ausschliesselech mat der Resistenz beschäftegen. Ech liesen hei aus dem Exposé des motifs vir: „Dès 1995, le Gouvernement a exprimé le vœux que le Centre de documentation s'occupe de tous les événements sans distinction qui se sont produits au cours de ces années difficiles. En effet, il est difficile de concevoir que ce Centre de documentation limite sa tâche à regrouper les seuls documents relatifs à la résistance.“

Ech brauch net weider ze fueren. Ech mengen, déi Sätz do si kloer. Ech denken, datt et hei wierklech doréms geet, datt mir zu Lëtzebuerg zënter 60 Joer net ganz vill gemaach hu fir déi Fuerschung par rapport zum zweete Weltkrich op engem wëssenschaftlechen Niveau ze hiewen an och fir hir eng Struktur ze ginn, an där se professionell ka virgoen, esou wéi dat an allen anere Länner eng Selbstverständlechkeet ass.

Ech hu guer näischt dergéint, wann e Centre pour le souvenir de la résistance, wéi en dann elo heescht, ee Centre de documentation kriit. Mä wann ee sech eens driwwer ass, datt déi zwou Saache wichteg sinn, da muss een driwwer diskutéieren, a wéi enger Struktur datt een dat mécht, mä da muss een dat zweet awer och schafen.

Ech muss soen, ech fannen et net an der Rei, dass mir zu Lëtzebuerg schon esou laang drop waarden, dass mir deen aneren Deel, deen och seng Wichtigkeet a seng Noutwendegkeet huet, ëmmer nach hei hunn, an dass mer deen heite Projet de loi net geholl hunn als Chance fir dann och zu Lëtzebuerg déi wëssenschaftlech a professionell Fuerschung kënnen unzegoen.

Dann ass gesot ginn, ech géif mat gefierfter Zong hei schwätzen. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt grad bei deem heite Projet ech net nëmme eng Partei-meenung verrieden, mä och als eent wat d'Instituts culturels vu bannent kennt schwätzen, respektiv als eent wat a sengen Unisstudien sech och mat neier Geschicht befaasst huet. Dofir wëllt ech nach eng Kéier drop hiweisen, datt et eis net dréms geet, d'Fuerschung iwwert d'Resistenz a Fro ze stellen. Mä et geet eis dréms, datt mer zu Lëtzebuerg eng seriö Vergaangensheitsbewälteung maachen an esou wéi ech den Text hei virgelies hu geet et der Lëtzebuerger Regierung jo och doréms. Da soll se endlech Neel mat Käpp maachen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.** - Här President, ech hunn eng Rei Äntwerte ginn, déi déi Äntwert do net noutwendeg gemaach hätt, well se keng Äntwerten op meng Äntwert op der Madame Wagener hir Ufroe war.

Et brauch ee mir hei den Exposé des motifs net ze zitieren, fir den Auteur vum Text a Contradictioun mat den Intentione vum Text wëllen ze bleiwen. Ech hunn zwar keng Geschicht studéiert, mä franséisch genuch fir ze wëssen, dass dat, wat am Exposé des motifs steet, colléiert mam Inhalt vun deem wat déi zwee Gremien hei wëlle maachen.

**(Interruptions et hilarité)**

Well, wat mer hei wëlle maachen ass, selbstverständlech, alles zesammen ze droe wat mat der Resistenz ze dinn huet, a précisement

net nëmme ze kucke wat eigentlech d'Definitioune vun der Resistenz duerch d'Resistenz selwer ass, wat den 10. Mee geschitt ass, mä och Virleefeerelementer ze kucken, mä awer net an deem Kader an där breeder, méi déiwer gewënschterer Form vun der Madame Wagener.

Ech deelen dee Souci vun der Madame Wagener - deelweis och vum Här Bodry geäussert - absolut. Ech soe just, wann et drëm geet Nofolgestruktur fir de Conseil national de la résistance ze kréien, ass dat net d'Plaz fir déi doten Diskussioun. Dach, fir déi Diskussioun ze féiere schonn, mä fir déi Froen an deemselwechte Gesetzestext ze regelen, dat ass net d'Plaz.

Och haut fannt Der natierlech an där Dokumentatioun, déi schonn iwwert d'Resistenz zesumme gedroe ginn ass, Elementer, déi aus den 30er Joren datieren. Zum Beispill d'Gesellschaft für Deutsche Literatur, alles dat wat ënnert dem Stéchwuert Gedelit gelaf ass, wou den Här Kratzenberg dovun Chef war. Och alles dat gehéiert mat zur Virgeschicht vun der Geschicht, déi den 10. Mee 1940 ugefaangen huet. Mä déi Leit, déi sech zur Resistenz zielen, wëllen net als den Haaptobjekt vun deene Gremien, déi de Conseil national ersetzen, Studië vun all deenen aneren annexen a connexé Froen gesinn, mä wëlle sech haaptsächlech mat der Resistenz selwer beschäftegen.

Dass dat ënnert der Tutelle oder ënnert der Autoritéit vum Statsminister steet, dat huet näischt domat ze dinn, dass dee wëllt Influenz op d'Resistenz huelen. Dat geet jo guer net. Dat ass de gefierften Zongeschlag, deen ech gemengt hunn. Ech hat et eigentlech net esou séier parteipolitesch gemengt. An dass déi Tatsaach, dass d'Resistenz selwer de Wonsch ausgedréckt huet déi Tutelle an déi Autoritéit ze kréien an net eng aner, dat hunn ech zur Kenntnis geholl, well dat enger Tradition an enger Übung entsprécht déi zënter dem zweete Weltkrich hei am Land besteet, dass d'Resistenzler fannen, dass hire Ministère de Tutelle de Ministère d'Etat wier.

Soll ech da wierklech mat der Resistenzorganisatiounen eng Diskussioun driwwer ufänken, dass net méi de Statsminister soll zoustänneg dofir sinn, mä de Minister vun der Kultur a vun der Recherche? Dat si jo Diskussiounen, déi mat deene Leit ze féieren - éierlech gesot - kee Wäert hunn a wou ech och genéiert gewiescht wär fir se ze féieren.

Dass gesot ginn ass, dat géif eng gewëssen Nähe - wéi d'Madame Wagener sech ausgedréckt huet - zur Resistenz verroden, dat stëmmt allerding.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Ier mer zur Lecture vun den Artikelen kommen, stëmme mer fir d'ëischt iwwert d'Amendement 1 an 2 vun der Madame Renée Wagener of, déi sech op den Intitulé an op den Titel vum Kapitel 1 bezéien. Dir hutt jo alleguerten d'Amendementen schréfflech virleien, esou dass jiddereen d'Saach ka verfolgegen.

**Vote**

Déi fir den Amendement 1 vun der Madame Renée Wagener si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 1 ass verworfen mat 33 Nee-Stëmme géint 23 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: M. Nicolas Strotz;*

*M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M.*

*Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

Den Titel bleibt also sou erhale wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

Da komme mer elo zum Amendement 2 vun der Madame Wagener, wou mer iwwert den Titel vum Kapitel 1 ofstëmme.

**Vote**

Déi fir den Amendement 2 vun der Madame Renée Wagener si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 2 ass verworfen mat 34 Nee-Stëmme géint 23 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Marco Schroell), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

Domadder bleibt och den Titel vum Kapitel 1 an där Form erhale wéi e vun der Kommissioun proposéiert ginn ass.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

Den Artikel 1 ass gelies.

Da stëmme mer elo of iwwert den Amendement 3.

**Vote**

Déi fir den Amendement 3 vun der Madame Renée Wagener si stëm-

me mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 3 ass verworfen mat 34 Nee-Stëmme géint 23 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Greisen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Jean-Marie Halsdorf), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Ady Jung), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

Den Artikel 1 ass also an där Form uegheoll wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

Den Artikel 2 ass gelies.

Mir stëmme elo of iwwert den Amendement 4.

**Vote**

Déi fir den Amendement 4 vun der Madame Renée Wagener si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 4 ass verworfen mat 34 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

Domadder ass also den Text vun der Kommissioun uegheoll.

Da stëmme mer of iwwert den Amendement 5.

**Vote**

Déi fir den Amendement 5 vun der Madame Renée Wagener si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 5 ass verworfen mat 32 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

Da komme mer zum Amendement 6 vun der Madame Wagener.

**Vote**

Déi fir den Amendement 6 vun der Madame Renée Wagener si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement 6 ass verworfen mat 34 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Nico Loes), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

Domadder gëtt also den Artikel 2 an där Form uegheoll wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

Den Artikel 3 ass gelies.

Da komme mer zum Amendement 7.

**Vote**

Déi fir den Amendement 7 vun der Madame Renée Wagener si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 7 ass verworf mat 33 Nee-Stëmme géint 26 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: M. Alexandre Krieps;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

Domadder gétt den Artikel 3 an där Form ugeholl wéi e vum Berichterstatter virgeschloe ginn ass.

Ier mer elo zur Lecture vum Artikel 4 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement 8 of.

**Vote**

Déi fir den Amendement 8 vun der Madame Renée Wagener si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 8 ass verworf mat 34 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

Da komme mer elo zum Artikel 4.

Den Artikel 4 ass gelies.

Mir stëmme elo of iwwert den Amendement 9.

**Vote**

Déi fir den Amendement 9 vun der Madame Renée Wagener si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 9 ass verworf mat 34 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Jean-Marie Halsdorf), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

Domadder gétt den Artikel 4 ugeholl an där Form wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ier mer elo zur Lecture vun deenen iwwregen Artikelen kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement 10 of.

**Vote**

Déi fir den Amendement 10 vun der Madame Renée Wagener si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 10 ass verworf mat 33 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Jean-Marie Halsdorf), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.*

D'Artikelen 5 bis 7 si gelies an ugeholl.

Mir maachen elo de Vote vum Projet de loi 5021.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmmen a 5 Abstentionen.

*Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Jean-Marie Halsdorf), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Norbert Hauptert), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.*

*Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

**(Assentiment)**

Et ass esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5037 iwwert d'Pouvoirs spéciaux vum Grand-Duc. Gläichzäiteg presentéiere mer, nom Artikel 59-3 vum Chambersreglement, d'Proposition de loi 5058 vum Här Alex Bodry iwwert deeseweche Sujet. Et sinn ageschriwwen: d'Madame Beissel, den Här Gibéryen, d'Madame Wagener an den Här Urbany. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Agny Durdu.

**3. 5037 - Projet de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières****5058 - Proposition de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières****Rapport de la Commission juridique**

■ **Mme Agny Durdu (DP), rapportrice.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, «Alle Jahre wieder», ënnert dësem Motto kéint een et gesinn, datt dësse Projet de loi mat schéiner Regelméissegkeet all Kéiers zum Schluss vum Joer zur Ofstëmmung kéint.

Ech erënneren un den Objet vun dësem Projet. Mat dësem Gesetz erlaabt de Législateur der Regie-

runge ekonomesch a finanziell Mesuren ze ergräifen an Domänen déi dem Législateur net extra duerch d'Constitution reservéiert gi sinn. Déi Mesuren, déi d'Regierung esou ergräife kann, ginn ënnert der Form vun engem Règlement grand-ducal d'urgence geholl a kënnen souguer vu bestoende Gesetzer ofwäichen. Sou Mesurë kënnen awer nëmmen an dréngende Fäll adoptéiert ginn an nëmme mam Consentement vun der Conférence des Présidents vun der Chamber a vum Statsrot. Den demokratesche Contrôle ass deemno assuréiert.

Ech erënneren och drun, dass dëst Habilitatiounsgesetz ëmmer nëmme fir eng bestëmten Zäit a Kraaft ass, an zwar normalerweis fir eng Dauer vun zwielef Méint. An der Regel, wann dëst Gesetz an der Plénière vun der Chamber zur Ofstëmmung kéint, stëmme d'Majoritéitsparteien dofir, d'Oppositionsparteien enthalte sech oder stëmme dogéint. Déi éischt si positiv agestallt well se Vertrauen an d'Regierung hunn, déi aner sinn negativ agestallt well si der Regierung kee Vertrauen zouschwätze wëllen oder kënnen. All Regierung hei am Land ass biswell ganz spuksam mam Réckgrëff op dëst Gesetz ëmgaangen.

Dëst Joer ass zum Beispill, menger Kenntnis no, keng Kéier op dësen Text zréckgegraff ginn. De Statsrot huet a sengem Avis vun dësem Joer seng klassesch Positioun ageholl. Ech erënneren awer hei dorunner, datt grad des Institutoun ëmmer extrem sensibel reagéiert huet wa se gemengt huet, de Pouvoir exécutif oder législatif wëllten ze wäit goen.

Sou zum Beispill erkläert sech 1998 seng hefteg Reaktioun, wéi d'Regierung sech am Habilitatiounsgesetz d'Méiglechkeet wollt gi loosse fir d'Sanctions pénales kënnen ze ergräifen; d'Opposition formelle wor do.

Am Kader vun der Revisioun vun der Constitution an dëser Legislativperiode gëtt och un den Artikelen 32 a 36 geschafft, op deenen d'Habilitatiounsgesetz fousst. D'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle huet an dësem Kontext d'Propos gemaach fir d'Habilitatiounsgesetz anescht ers ze gestalten, ënner anerem op d'Annualitéit ze renoncieren an eng Approbation ex post bannent engem gewëssenen Délai fir déi speziell Mesurë virzegesinn. Der Regierung hat dës Approche zougeseit a se huet se och deemspriechend an hirem Projet de loi vum leschte Joer ageschriwwen.

De Conseil d'Etat war guer net frou doriwier an hat mat enger Opposition formelle gedréit wann den Text bäibehale géif. Vu dass d'Commission des Institutions an dësem Joer virun an dësem Text geschafft huet an nach schafft, an datt hei nach net dat allerlescht diskutéiert an decidéiert ass, woren dëst Joer d'Regierung an d'Commission juridique der Meinung, fir bei deem klassischen Text vum Habilitatiounsgesetz ze bleiwen.

D'Initiativ vun der LSAP, déi den Här Bodry elo wäert virstellen, huet och dofir an der Commission juridique keng Zoustëmmung fonnt. Ech géif also d'Chamber bidden de Projet de loi esou ze stëmme wéi en an der Chamberskommissioun zréckbehale ginn ass an ech hoffen, datt ech dann de leschte Rapporteur sinn, deen dësen Text an dëser Form virdréit an datt mer d'nächst Joer op eng nei juristesche Basis zréckgräife kënnen fir der Regierung déi néideg Habilitatioun kënnen ze erméiglechen.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Et kritt elo d'Wuert den Här Alex Bodry, als Auteur vun där Proposition de loi.

**Présentation de la proposition de loi 5058**

■ **M. Alex Bodry (LSAP), auteur.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wëll da kuerz meng Proposition de loi hei virstellen, déi am Fong e Géivevirschlag ass zum Projet de loi vun der Regierung. Gläichzäiteg wëll ech natierlech awer och profitéiere fir zum Gesetzesvirschlag vun der Regierung selwer Stellung ze bezéien. Ech mengen dat géif eis Zäit spueren a wier och méi iwwersichtlech wéi wa mer e puermol hannertenee géifen hei optrieden.

Ech hunn déi Proposition de loi hei de 26. November dëst Joer déposéiert, nodeems ech Kenntnis vun dem Regierungsvirschlag geholl hat, nodeems ech awer och d'Debatte vum leschte Joer hei nach eng Kéier nogelies hat, wou ech selwer krankheetshalber net konnt dobäi sinn. Dofir ware se mer éierlech gesot net méi esou frësch an Erënnerung. Deemoools huet de Regierungschef d'Engagement geholl, fir bannent deenen nächsten Deeg an dësem Joer - dat sollt also Ufanks 2002 geschéien - en neie Projet de loi ze deponieren deen anescht wär wéi dat wat elo d'lescht Joer zur Ofstëmmung komm ass a wat d'Regierung awer elo schlussendlech och dëst Joer erëm eng Kéier presentéiert.

Em wat dréit sech d'Diskussioun? D'Diskussioun dréit sech haaptzäitlech ëm d'Prozedur, déi zënter laange Jore gewielt ginn ass fir dat Vollmachtengesetz hei an der Chamber anzubringen. E Vollmachtengesetz wat d'Charakteristik huet, dass et op enger järelecher Autorisatioun opgebaut ass déi d'Chamber der jeeuweleger Regierung gétt, déi op enger Consultatioun opgebaut ass, ier d'Regierung déi urgent Moosnam iwwer Règlement grand-ducal héit, an déi dorops hin eigentlech näscht Spezielles méi virgesäit.

Dat ass eng Method, eng Prozedur, déi, mengen ech, eigentlech deene weinengsten hei am Haus, an och op der Regierungsbänk, Satisfaktioun gétt. Dofir ass schonn zënter e puer Joer an der zoustänneger Kommissioun vun den Institutionen an der Verfassungsreform amgaangen iwwer eng nei Formulatioun vun der Verfassung diskutéiert ze ginn, wou mer déi Vollmachtenregelung géifen an d'Verfassung verankeren. Wat och eng elegant Aart a Weis ass, fir eng Rei vu Verfassungsproblemer, déi haut voll a ganz bestinn, iwwert deen dote Wee kënnen propper geregelt ze kréien.

Sou eng Method huet och den Avantage, dass een also u sech net brauch op dee järeleche Rhythmus vun den Autorisatiounen duerch d'Parlament zréckzegegräifen, mä datt ee sech kann eng allgemeng Autorisatioun virstellen, déi d'legislativ Gewalt, egal wéi se zesumme gesat ass, géif dann der Exécutive ginn, egal wéi déi Exécutive politesch zesumme gesat ass.

Dat ass eng Wonschvirstellung, déi mer gemeinsam haten. Elo doktere mer scho méi wéi zwee Joer dorunner, a mer sinn eigentlech nach kee Millimeter wieder komm. Et sinn zwar eng Rei vun Texter an der Diskussioun déi et och schonn an der legislativer Prozedur ginn. De Conseil d'Etat huet sech schonn zu deem engen oder anere Virschlag geäussert, mä deen ass awer net grad mat offenen Aerm empfang ginn. Mir sinn eigentlech net weder komm.

Esou dass mer haut erëm eng Kéier an där Situatioun si vun enger relativ steriler Diskussioun vun där enger Säit, der Majoritéit - déi, wéi den Här Rippinger et eng Kéier gesot huet, hirer Regierung e Cadeau mécht am Enn vum Joer; et ass e bëssen eng enk Aart a Weis fir d'Saach ze beschreiwen - an der Oppositatioun déi seet, mir hu kee Vertrauen an dës prezis Regierung, dofir kënnen mir hinnen och keng Vollmachten ginn.

Voilà, dat ass den Scénario, dee mir elo praktesch zënter där Zäit kennen, wou et déi Vollmachten-gesetz méi systematesch gëtt, a mer wäerten also och d'Joer net laanscht deen doten Scénario kommen, opgrond vum Regierungsvorschlag wéi en an der Chamber hei am Oktober d'Joer abruucht ginn ass.

Dofir hunn ech eigentlech déi Proposition de loi gemaach, déi sech un deenen Aarbechten inspiréiert, déi schonn an der Chamber gelaf sinn, an déi sech an dräi wesentleche Punkte vum Regierungstext differenziert.

Déi éischt Differenz ass déi, dass mir hei an der Proposition de loi net méi vun enger jährlecher Autorisation schwätzen, déi also zäitlech begrenzt ass, mä vun enger Autorisation déi en allgemeng gültege Charakter huet, also praktesch à durée indéterminée ka funktionéieren, bis en aner Gesetz vläicht déi Autorisation zréckrifft.

Déi zweet Differenz ass déi, dass mir ewech komme vun deem aktuelle System vun enger Aart Consultation oder Prozedur, déi der Décision vun der Regierung virgeschalt ass, wou de Conseil d'Etat obligatoresch säin Avis muss ginn a wou och déi berühmte Conférence des Présidents muss hiren Assentiment ginn.

Ech verstoppen net meng Appréhensionsen déi ech hu par rapport zu deem Pouvoir, deen déi Conférence des Présidents do huet, déi iwwer Joren a ville Gesetzestexte mat agebaut ginn ass als eng Aart kleng Chamber, déi se eigentlech awer net ass. Si huet eigentlech keen Assentiment ze gi fir een normativen Text. Dee kann nëmmen d'Chamber als Ganzt ginn.

#### (Interruption)

Duerfir mengen ech, dass ee sollt probéieren dovunner ewech ze kommen. De Conseil d'Etat ass jo och an deene leschte Jore vill méi kritesch ginn zu deem dote Punkt.

Selbstverständlech schléisst näischt aus, dass, wéi dat och üblech ass, de Conseil d'Etat gefrot gëtt am Virfeld an deen da bannent engem gewëssenen Délai natierlech, wann eng Urgence ass, muss säin Avis ofginn. Mä duerno sollt mir an eng Autorisation ex post duerch d'Chamber kommen, duerch d'Parlament an enger öffentlecher Sitzung, wou all déi Froe kennen diskutéiert ginn.

D'Iddi, déi hei am Fong a menger Proposition de loi zréckbehale ginn ass, ass déi fir elo virzugesinn, dass d'Chamber also muss direkt, wann d'Regierung dat Reglement geholl huet, befasst gi mat deem Text an dass d'Chamber muss bannent dräi Méint deen Text gutt-heeschen. Wann d'Chamber dat net gemaach huet, da verfält den Text an dann huet e fir d'Zukunft keng Gültigkeit méi iwwert deen Délai vun deenen dräi Méint eraus. Dat ass grosso modo dat wat och an eiser Kommissioun diskutéiert ginn ass.

Do war en Délai vu 40 Deeg am leschten Text zréckbehale ginn. Dee schéngt mir, ganz éierlech, e bëssen enk ze sinn, wann ee weess wéi u sech awer déi legislativ Prozeduren hei zu Lëtzebuerg lafen. Op jidde Fall, mengen ech, ass dat eigentlech eng Iddi, wou am Fong keng gréisser Problemer dierfte si fir hei eng Majoritéit ze fannen.

Ech sinn duerfir e bëssen enttäuscht doriwwer, dass deen heiten Text, deen ech och a Form vun engem Amendement parallel an der Kommissioun presentéiert hunn, net den Accord vun der Majoritéit vun der Kommissioun fonnt huet. Dat ënnert der Argumentation, dass dat géif déi ganz Affär ze vill an d'Längt zéien an duerfir kéint een dat net méi maachen. Wéi gesot, dat ass bedauerlech. Ech sinn der Meinung, dass deen heiten

Text besser ass, ouni dass en elo ganz perfekt wier, besonnesch wat säin Artikel 2 ugeet, wou et mir eigentlech drëm gaangen ass fir déi bestehend Reglementer ze retten, déi ënnert deene jeeweilige Lois d'autorisation geholl gi sinn, déi elo net méi mussen dem Parlament onbedéngt nach eng Kéier virgeluegt gi fir déi awer kënnen nach um Liewen ze halen, wann dat dann iwwerhaupt néideg ass.

Wéi gesot, vun deem ofgesi mengen ech, dass awer u sech inhaltlech dat dote misst eng Richtung si wou een och hei kéint eng Majoritéit an der Chamber duerfir fannen. Dat ass leider net méiglech gewiescht, sou dass mir elo mam Regierungstext konfrontéiert sinn deen hannert de Regierungstext geet vum leschte Joer. D'lescht Joer hat d'Regierung jo Courage gewisen a si hat zumindest déi Autorisation ex post duerch d'Chamber mat agebaut. Dës Kéier ass si eigentlech op hiren eegenen Text zréckkomm, entgéint deem wat de Premierminister leschten Dezember hei an der Chamber versprochen hat, a si ass am Fong op hir Position vun 2000 a vun deene Jore virdrun zréckgefall. Dat ass bedauerlech.

Duerfir fanne mir eis natierlech och bei der Argumentation an deem classesche Schema erëm, wou mir als LSAP hei méi prezis eng ganz Rétsch vu formalen Argumenter hu fir ze soen: Dat heiten ass kee gudde Text. Et ass en Text, deen eigentlech och der Regierung net onbedéngt an enger Zäit vun enger wierklecher Kris all Mëttele gëtt fir kënnen schnell ze handelen. Firwat? Well u sech et kloer ass, dass iwwert deen heite Wee keng penal Strofe kënnen festgeluegt ginn. Dat ass awer immens wichtig wann een normativ virgeet, dass een déi Transgressioun vun der Norm sanktionéiere losse kann iwwer e géegnete Wee. Dat ass net méiglech, well eben an der Verfassung net zu Onrecht steet, dass eigentlech all Strof muss per Gesetz festgeluegt ginn. Et ass also wichtig, dass mir schnell virukomme mat der Verfassungsreform, fir dass mir och do kënnen eng Léisung praktesch proposéieren.

Doniewent bleift awer - an dat ass fir mech den Hauptpunkt, deen eigentlech opgelooss ginn ass a wou de Conseil d'Etat sech ausschweigt doriwwer, an ech mengen ech weess, firwat dass en dat mécht - d'Fro, ob et eigentlech an deem Domän, wou bis elo déi meeschte Reglementer geholl gi sinn opgrond vun deem Vollmachten-gesetz, an zwar am Domän vun der Wirtschaft an de Finanzen - ech denken do zum Beispill un d'Blockéiere vu Bankkonten -, der Regierung méiglech ass, ob et legal ass, ob et konform zur Verfassung ass iwwert dat heiten Instrument iwwerhaupt esou Moosname kënnen ze huelen, well eben d'Verfassung festleet, dass alles wat d'Liberté du commerce et de l'industrie ugeet, an notament hir Aschränkungen, muss per Gesetz festgeluegt ginn.

Or, no eiser gängiger Optik bleift dat Reglement, wat d'Regierung opgrond vun enger Autorisation vum Parlament hëlt, e Reglement a gëtt net e Gesetz. Et bleift also vun der Natur hir e Reglement an do duerch kann een, mengen ech, mat enger gewëssener Logik hei behaupten, dass et eigentlech opgrond vun de Verfassungsdispositionen net méiglech ass an deenen Domänen do iwwert deen dote Wee tätég ze ginn.

Or, dat ass awer deen Domän wou et an der Vergaangenheet a bis elo am meeschten eigentlech gespilt huet. Et ass awer esou, esou wäit ech weess, dass déi Mesuren do ni contestéiert gi si viru Geriicht, och hir Verfassungsméissigkeit am Fong ni gerichtlichelaangt ginn ass, sou dass déi dote Fro fir de Moment opbleift. Fir mech ass et awer relativ kloer a wat fir eng Richtung een och do misst goen. Och hei ass et also wichtig, dass ee

sech dat néidegt Instrumentarium gëtt fir wierklech kënnen anzegräfen.

Et schéngt mir op där anerer Säit wichtig ze sinn, dass een déi Aschränkung vläicht mécht, déi och d'Regierung bereet war an engem leschten Text am Kader vun der Verfassungsännerung ze maachen, dat heescht, dass een net nëmme seet dass d'Regierung kann handelen en cas d'urgence, mä dass een och seet en cas de crise internationale. Et ass en fait jo och do wou bis elo an der Vergaangenheet ëmmer déi Plein-pouvoirs-Regelung gespilt huet, wou d'Regierung eigentlech Gebrauch gemaach huet vun där Méiglechkeet. Ech mengen et wär och richtig dass een dat dann, wann een dat méi allgemeng wëll festschreien op onbestimmten Zäit, versicht esou enk wéi méiglech trotzdem anzegewisen, ouni natierlech d'Utilitéit vun deem Ganzen a Fro ze stellen.

Mir hunn also eng ganz Rei vu formalen Iwwerleeungen déi dozou féieren, dass mir deen heiten Text net stëmmen. Dobäi kéint déi classesch Fro. Et ass an deem heitege System och eng Fro vu Verantwortung par rapport zum Vertrauen dat een an déi Regierung huet déi elo do ass, well mir net iergendenger Regierung déi Vollmacht ginn, mä mir als Parlament ginn där Regierung, déi elo en place ass, déi dote Vollmacht fir während engem Joer kënnen enger gewëssener Konditionen Dispositionen ze huelen.

Dat ass eng classesch Argumentation, déi ëmmer virgeholl ginn ass an déi jee no der Fuere, jee no der Komposition vun der Regierung a vum Parlament geännert huet, mä wou een net derlaanscht kéint unzërkennen, dass do awer och eng Grätz Wourecht stécht.

Ech wëll hei net - well dat géif sécherlech meng Riedezäit plätzen doen - de Sënnegester vun dëser Regierung hei opzielen.

#### (Brouhaha général)

Mir haten d'Geleehheet fir dat an de Budgetdebatten zum Deel ze maachen. Ech wëll net dorobber zréckkommen. Et wär och, mengen ech, elo virun deene Chrëschtfeier-deeg net richtig fir dat ze maachen. Ech ginn also net esou wäit wéi den Här Rippering emol eng Kéier gaangen ass an der gudder aller Zäit, wéi en d'Demission vun der Regierung bei Geleehheet vun dësen Debatte gefrot hat. Ech wëll dat hei also ausdrécklech net maachen, mä et ass e Fait dass mir als LSAP net genügend Vertrauen an dës Regierung hunn. Och déi Evénementer vun deene leschte Méint, déi lues a widderwëlleg Reaktioun déi d'Regierung hat par rapport zu deenen ëmmer méi schlechte Wirtschaftsdate beweist eis, dass net onbedéngt do jiddereen op der Héicht ëmmer ass.

Dat huet eis duerfir eigentlech nach bestärkt an deem Manktum u Vertrauen wat mir an d'Regierung hunn, sou dass et also hei, Här Weiler, gutt Grënn ginn, formaler wéi och politescher, fir dass mir Neen zu dem heiten Text soen, an der Hoffnung allerdéngs, dass mir dat wouer maache wat mir d'lescht Joer net fäerdeg bruecht hunn an dass mir d'nächst Joer zu deem dote Punkt eng aner Debatt kréien, well en aneren, e besseren Text da virläit.

Merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Laurent Mosar.

#### Discussion générale

■ M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, entgéint der Gewunnecht vu vergaangene Joren hunn ech haut net Wëlles nach eng Kéier op

de Sënn an den Zweck vum Habilitationsgesetz anzegoen. Dee misst, nodeems mir den Exercice vu sengem Vote jo all Joer a gehuener Chrëschtstimmung maachen, entre-temps alle Kolleeginnen a Kolleegen méi wéi ausreechend bekannt sinn.

Ech wëllt vill méi op déi besonnesch Emstänn vum Vote vun deem Joer agoen, déi am Fong jo eng Weiderfeierung vun de besonneschen Emstänn vum leschte Joer sinn. Konkret geet et ëm de Punkt vun enger eventueller gesetzlecher Bestätegung vun deene Reglementer, déi d'Regierung opgrond vun der Habilitation oder de Pouvoirs spéciaux, wéi se och nach gemengerhand genannt ginn, kann huelen.

Ech wëllt awer ufänke mat engem Merci un d'Madame Rapportrice, d'Agny Durdu, souwuel fir hire schrëftleche wéi mündleche Rapport, an ech géif mech dann och hirem Wonsch uschlëssen, dass d'Chamber d'Joer sech fir d'lescht mat deem Gesetz an där Form misst beschäftegen.

Här President, d'Regierung hat d'lescht Joer proposéiert, dass esou Reglementer sollte bannent engem bestëmtenen Délai duerch ee Gesetz bestätegt ginn. An der Belsch gëtt et déi Praxis vun der sougenannter Validation législative an dat ass e ganz gängige Virgang, do och eng Praxis, déi mir awer an där Form hei net kennen.

Deemools huet de Statsrot - an den Alex Bodry huet et virdu gesot - eng formell Opposition géint déi Propos gemaach mat deem net onbedéngt iwwerzeegenden Argument, domat géif enger Verfassungsrevisioun virgegraff an dat wier um Wee vun engem normale Gesetz net ze toleréieren. Dës Argumentation vum Statsrot hat deemools scho kengerlee valabel juristesche Grondlag, schliesslech ka kee Mënsch dem Parlament verbidden eng gesetzlech Bestätegung vun engem Reglement a bestëmtenen Fäll duerch Gesetz virzugesinn. Dat huet dann och mat preventiver Verfassungsännerung iwwerhaupt näischt ze dinn.

Mä dem Statsrot seng Argumentation vun deemools muss haut trotzdem am Kontext vun der lafender Ännerungsprozedur vum Artikel 36 gesi ginn. Et ass nämlech esou, dass dësen Artikel an deem Sënn soll geännert ginn, dass hie selwer als Verfassungsregel d'Habilitationsgesetz virgesäit an dem Législateur och virschreift, bannent enger bestëmtenen Frist Reglementer, déi ënnert der Habilitation geholl goufen, ze ratifizéieren.

De Prinzip vun esou enger legislativer Validation vun engem Reglement de pouvoirs spéciaux wäert wuel während dem nächste Joer an d'Verfassung ageschriwwen ginn. Bis dat awer esou ass, brauche mer eng Habilitation vun der Exécutive, fir a Fäll vun internationaler Kris séier am wirtschaftlechen a finanziellen Beräich kënnen ze handelen. An déi Habilitation gi mer och d'Joer iwwert dat classesch Gesetz, dat nach keng Validation législative beinhaltet, en attendant dass eng Verfassungsnorm a Kraaft trëtt, déi dës Validation selwer virgesäit a se domat och an d'Exécution vum Habilitationsgesetz verankert.

Well den Artikel 36 also an der Maach ass a well de Statsrot déi virdrun zitëiert Gégenargumentation d'lescht Joer gefouert huet a mat Opposition formelle deemools scho gedreet huet, mécht et dann och kee Sënn wat de Kolleeg Alex Bodry a senger Proposition de loi an duerno och a sengen Amendementsvorschläi proposéiert huet. Domat géife mer nämlech héchstens erëm Gefor lafen, während der Frist vun dräi Méint virun engem zweete Chambersvote keen Habilitationsgesetz ze hunn, wat am Sënn vun der Continuitéit, vun der Handlungsfähigkeit vum Stat net zoututtbar ass.

Mir sollen elo dat üblech Habilitationsgesetz stëmmen, ouni déi legislativ Bestätegung vun deene Reglementer, déi op där Basis geholl ginn, anzubauen an dann derfir suergen, dass mer d'Aarbechten um Artikel 36 vun der Verfassung ofgeschloss kréien an domat de Prinzip vun der Validation législative vun esou Reglementer an der Verfassung festgeschriwwen gëtt. Domat huet nämlech da kee méi e Problem, och de Statsrot net.

Mä, wéi gesot, einstweile brauche mer en Habilitationsgesetz fir der Regierung hir Handlungsfähigkeit an Noutsituationen ze erhalen. Mir brauche genee dat Habilitationsgesetz wat als Regierungsprojekt hei virläit, an duerfir wäert meng Fraktioun och genee dee Projet de loi selbstverständlech stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP).- Här President, fir d'éischt och mäi Merci un d'Madame Agny Durdu, meng Kolleegin, fir en excellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech wëll awer och dem Alex Bodry merci soe fir seng dräijährig Effort fir an där Problematik hei virunzuekommen.

Ech hat lech hei virun dräi Joer e ganz detailléierte Rapport iwwert d'spezial Vollmachten vum Grand-Duc gemaach an dofir ginn ech net an d'Details. Firwat ginn ech net an d'Details?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass nach ëmmer, säit ech an där Chamber hei sinn, keen neie Moment. Et ass keen neie Moment, d'Artikelen 32 an 36 sinn nach ëmmer net reviséiert. Mat all senger Méi, déi och ganz lobsam ass, ass dem Här Bodry seng Proposition de loi prématuréiert. Hie streit nach ëmmer mat eis fir ze wëssen ob et de Stat oder d'Regierung ass, déi hei federführend ass.

Mä ech mengen, den aktuelle System, quitta dass ëmmer Diskussionsinn, huet seng Preuve bruecht an internationale Krisensituationen, wou de Lëtzeburger Stat - all Stat muss seng Obligationen erfëllen - dat Instrument huet; quitta dass mer elo dru schaffe fir et ze änneren, en huet seng Preuve bruecht. Dofir wäert d'DP-Fraktioun net d'Proposition Bodry droen an ech bréngen heimat awer de vollen Accord vun eiser Fraktioun fir de Projet de loi.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jacques-Yves Henckes.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, mir hu mat ganz vill Intérêt déi Proposition de loi vum Här Bodry zur Kenntnis geholl. Ech mengen, et geet an déi richteg Richtung. Op där anerer Säit, wat de Projet de loi selwer ugeet, dee mer haut solle stëmmen - ech wëll drun erënnern, dass mer bei där leschter Versioun vun deem Gesetz dofir gestëmmt haten -, hu mir awer elo gesinn, dass dat Vertrauen, wat mer an d'Regierung hatten, schlecht placéiert war. D'Resultater vun der Regierung weisen dat net aus an dofir wäerte mer dës Kéier géint dat Gesetz stëmmen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Renée Wagener.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRENG).- Merci, Här President. Ech hunn elo mat ganz vill Intérêt dem Här Mosar nogelauschert, deem senger Gedankengang ech a groussen Zich ka folgen, just net der Konsequenz dovun.

Ech denken nämlech, wann een dat zu Enn denkt, dass een dann

duerchaus hätt kéinten op de Wee goe fir ee Projet de loi ze stëmmen. Et hätt een et just missten éischter maachen. Hien hat jo och an anere Beräicher schon de Courage fir et mam Conseil d'Etat opzehuelen an iwwer eng Opposition formelle ewech ze goen. Mir hätte just misen entweder eng Proposition de loi oder e Projet de loi scho méi fréi déposéieren, da wärem mer hei aus dem Dilemma eraus gewiescht.

An deem Sënn denken ech, datt ech dann och dee virleiende Projet de loi, esou wéi déi Jore virdrun, net ka stëmmen an ech wäert meng Fraktioun och recommandéieren datselwecht ze maachen.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Serge Urbany.

#### (Interruptions)

Ech ginn dann elo d'Wuert zrëck un den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, merci. Ech géif fir d'éischt gären dem Rapporteur, der Madame Agny Durdu, merci soe fir d'Presentatioun vun deem Gesetzesprojet, an deenen anere Kollege fir hir Wuertmeldungen an deem Zesammenhang, woubäi ech déi vum Här Bodry als eng besonnesch étofféiert emfonnt hunn, well e Soin geholl huet drun ze erënneren, dass emol eng Regierung, an där mer allen zwee waren, proposéiert hat iwwert de Wee vun engem Gesetz iwwert d'Pouvoirs spéciaux och der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, penal Sanktiounen iwwert dese Wee ze huelen an enner Hiweis op net Verfassungskonformitéit vun deem Vorhaben vum Conseil d'Etat hir Intentioun mat enger Opposition formelle beluegt gesinn hunn.

En huet grad esou richtig drop opmierksam gemaach, dass mer am Gesetzesprojet zu dem Vollmachtgesetz, dee mer d'lescht Joer am Dezember 2001 hei gestëmmt hunn, d'Situatioun haten, dass de Conseil d'Etat och do eng Opposition formelle gemaach huet, nodeem d'Regierung d'Amendementen, déi den Här Bodry am Dezember 2000 zu deem Gesetz iwwert d'Pouvoirs spéciaux virgeluegt hat, iwwerholl hat. Esou dass et net ëmmer duergeet, déi gutt Iddien - well dat war eng gutt Iddi - vun der Opposition ze iwwerhuele fir se och wierklech kënnen ze realiséieren.

Richtig ass et och, dass ech d'lescht Joer bei der Geleeenheet vun dieser Debat gesot hunn, meng Absicht wier et esou séier wéi méiglech deen Text an onnverännerter Form erëm anzubringen,

fir dass d'Chamber hire Wee kënn op d'Enn goen a sech iwwert déi Opposition formelle vum Statsrot kënnen ewech ze setzen. Wat de Conseil d'Etat iwwerengens als eng Provokatioun vum Regierungschef interpretéiert huet, dee gemengt hat d'Parlament wier Meeschter iwwert esou Prozeduren.

Et huet sech du gemaach, dass an der Navette tëscht der Kommission, déi zoustänneg ass heibanne fir d'Verfassungsrevisiounen, déi op eng excellent Manéier vum Här Meyers presidéiert gëtt, an dem Conseil d'Etat erginn huet. De Conseil d'Etat huet am Februar 2002 nach eng Kéier grëndlechst zu all deenen Dispositiounen, déi d'Commission de la Révision constitutionnelle hiersäits no Wuertmeldung vun der Regierung fir den Artikel 36 virgesinn hat, an doropshin ass et erëm eng nei Wuertmeldung vun der Kommission vum Parlament am Juni 2002 ginn, déi hiersäits an där Wuertmeldung erëm geäntwert huet op dat wat de Conseil d'Etat am Februar 2002 gesot hat.

Et huet mer opgrond vun där Navette vun där Kontroverse, déi iwwert de Fong vun der Saach dréit, geschéngt, dass een et dann awer vläicht mat der Virsiicht a mat der Weisheet dëst Joer soll halen an deen Text dann eng leschte Kéier an där klassischer Form hei sollt abringen, nodeem ech d'lescht Joer meng Bereitschaft gesot hat, nodeem d'Regierung dat jo selwer esou proposéiert hat, wéi den Här Bodry dat dat Joer virdrun virgeschloen hat, dee Wee, dee mer du wollte goen als deen eigentlech richtigen ze gesinn.

Mä well eng Kontroverse am Fong besteet, wou de Conseil d'Etat och eng Rei vu Froen opwerft wat d'Hiérarchie vun den Normen ubelaangt a wat d'Successioun vun de sech wandelnden Hiérarchien an der Zäit ubelaangt, huet et mer geschéngt, déi Kontroverse da wierklech bei Geleeenheet vun der Revisioun vum Artikel 36 ze klären, an net ze kläre bei Geleeenheet vum Vote iwwert dëst Gesetz.

Dat ass d'Explicatioun. Déi Navette an déi Prise de position, déi sech do ofgewiesselt hunn, firwat dass mer finalement, och no Gespréicher mam Conseil d'Etat, drop verzicht haten, och en vue vun enger inter-institutioneller Réunioun déi soll stattfannen, déi Fro net elo ze tranchéieren, mä da wierklech eréischt wa se sech am Kader vum Artikel 36 an deem senger Revisioun stellt, ofschléissend ze abordéieren.

Ech gi jo nu wierklech dovun aus, dass dat am Laf vum Joer 2003 geschitt, nodeem schon net total ausgeschloss war, dass et eigentlech schon hätt kéinten am Laf vum Joer 2002 geschéien.

Et geet eis mat eise gemeinsame Vorhaben wéi de Wirtschaftsminister mat hire Prognosen. D'Reprise verschiebt sech vu Joer zu Joer a se kënn net richtig.

#### (Interruptions)

Ech wëllt dem Här Bodry eng Berouegung vläicht soen, wat den Umgang vun der Regierung als Institutioun mat deene Pouvoirs spéciaux ugeet, besonnesch wann et drëm geet Sanctiounen géint aner Länner ze huelen oder am Kader vu Sanctiounsdecisiounen géint aner Länner bestëmmten Operationen wirtschaftlechen Zouschnëtts zu Lëtzebuerg ze verbidden. Dat geschitt am Regelfall net opgrond vun unilateraler Démarché vun der Lëtzebuurger Regierung. Mir ass keng esou direkt an Erënnerung bliwwen, mä dat geschitt ëmmer opgrond vun engem Règlement communautaire, wou also déi 15 State vun der Unioun ee Reglement huelen, beispillsweis fir d'Avoire vu bestëmmte Persounen oder vu bestëmmte Staten anzefréieren. A vu dass d'juristescht Instrument ee Reglement communautaire ass an - esou gelunge wéi dat och kléngt - de Règlement

communautaire an der Hiérarchie vun den Normen de lëtzebuergeschen Texter, y compris dem fundamentalen Text vun der Constitution, iwwergeruecht ass laut internationaler Rechtsopfaassung, huet dat eigentlech ni ee Verfassungsproblem opgehait. A wier en opgeworf ginn, hätt dee virun engem Verfassungsgericht eigentlech net anescht kënnen evakuéiert gi wéi enner Referenz op d'Hiérarchie vun den Normen, déi sech duerch d'Superpositioun vu kommunautairen Texter par rapport zum Nationalen distinguéiert.

Nun huet d'Regierung - all an deenen ech war - ni Mëssbrauch mat deem Instrument gefleegt, och net an deene 15 Joer wou mer eng Regierung haten, déi sech aus CSV an LSAP zesummegeat huet. Wann esouguer déi a 15 Joer net zu Mëssbrauch fäeg war, géif ech eigentlech gäre wëssen, firwat dass d'sozialistescht Kollege mengen, dass eng vun hinnen zur permanenter Iwwergangsregierung - attention, ce n'est que le provisoire qui dure! - erkläert gëtt, firwat dass dann ausgerechnet eng Iwwergangsregierung soll mësbräichlechen Ëmgank hei mat deenen Texter fleegen. Dofir mengen ech, dass déi Bedenken, déi hei geäussert ginn, net richtig sinn.

Den Här Bodry huet aus kollegiale Grënn drop verzicht fir de Sende-register vun der Regierung virzedoen. Sain eegene Plädoyer bei de Budgetsdebatten huet e manifestement net esou iwwerzeegt dass e Wäert drop geluegt hätt en nach eng Kéier ze widderhuelen. Dofir géif ech d'Majoritéit bieden, dee Projet de loi hei ze stëmmen.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelkele vum Projet de loi 5037 a mir stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen dann elo of iwwert d'Gesetz iwwert d'Sondervollmachten.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 34 Jo- géint 26 Nee-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

**Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rip-pinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.**

**Ont voté non:** MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jac-

ques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

#### 4. Discours de fin d'année

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, mir sinn elo um Enn vun der leschter Sitzung vum Joer 2002 ukomm, an obwuel eis nei Sessioun nach keng dräi Méint hannert sech huet, ass eist Land, besonnesch op internationalem Plang, an zwar souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber, mat neien Erausforderunge konfrontéiert.

Den Terrorismus, deen elo weltwäit an onni Hemmungen operéiert, huet Dimensiounen ugeholl, déi eng kloer Äntwert vun alle fräiheetlech denkende Länner fuerdert.

D'Gespenst vum Krich geet erëm a groussen Deeler vun der Welt ëm an, wéi mer all wëssen, bleift des Atmosphär vun Onsicherheit net onni Folgen op politischem, militäreschem a wirtschaftlechem Plang.

D'Weltwirtschaft stécht an enger Kris. An den Industrienatiounen dréien d'Rieder vun der Produktioun a vun de Finanzmäert méi lues, net ze schwätze vun deene Länner, déi eréischt um Wee dohinner sinn, wou mir schon zënter laanger Zäit sinn.

Och Lëtzebuerg, dat zënter jeehier enk mat de Geschécker vun eisen Nopeschlänner verbonnen ass, gouf mat der Gewëssheet konfrontéiert, datt d'Beem net an den Himmel wuessen. Ouni sech zu panikaarten an oniwierlechen Handlungen hiräissen ze loossen, sinn déi politesch Verantwortlech sech doriwuer bewusst, datt se d'Evolutioun net dierfen aus den Ae verléieren. Et geet drëm, zum richtigen Zeitpunkt déi Décisiounen ze huelen, déi et erlaben, och deenen nächste Generationen eng liewenswäert Zukunft ze erméiglechen.

Op där anerer Säit gouf eis op internationalem Plang eng eemoleg Chance gebueden, wou um Sommet zu Kopenhagen d'Modalitéite festgehal goufen, ënnert deenen zéng nei Länner deemnächst der Europäescher Unioun bäitriede wäerten. Mat där Décisioun goufen d'Dieren opgemaach, déi virun net allze laanger Zäit nach fest zou waren, an d'Stemm vun Europa wäert doduerch op der Weltbühn ëmsou méi Gewicht kriegen.

All dëst soll eis natierlech net dovun ofhalen, eis och e puer Gedanken iwwer eis eegen Institutioun ze maachen.

Den Aarbechtvolumen vun der Chamber huet staark zougeholl a si huet keng Méi gescheit, deen Optrag, dee se vum Vollek kritt huet, beschuens auszeféieren. De Résumé vun den Aarbechte vun der leschter Sessioun wäert dann och deemnächst a Form vun engem Rapport d'activité erauskommen.

D'Chamber TV huet dëst Joer hiren éischten Anniversaire gefeiert an de Compte rendu huet zënter Oktober seng bishereg Form opginn, fir elo als Bäilag an den Dageszeitungen an enger vill kirzterer Zäitspann ze erschéngen.

Ech wëll och vun hei aus der geschriwwener Press villmools merci soen, well si nach wie vor ee wichtige Partner a Saachen Informationspolitik bleift.

Ofschléissend wëll ech lech an der Erwaardung vun de Chrëschtdeeg

wënschen, datt Dir op deene Feierdeeg zesumme mat Äre Familjen an deenen, déi lech no stinn, eng Zäit vu Rou a Besënnung erliewe wäert an datt dat neit Joer lech dat bréngt, wat Dir lech wënscht.

Ech wëll dat awer net maachen onni virdrun all deene merci gesot ze hunn, déi der Chamber geholl hunn hir Aufgab ze erfüllen.

Zum Ofschloss lech alleguerten schéi Chrëschtdeeg a vill Gléck am neie Joer!

**Plusieurs voix.**- Merci, gläichfalls.

**M. le Président.**- Den Här Bausch huet nach d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech krut gesot - ech soll, wéi dat all Joers Traditioun ass -, et wär dëst Joer u mengem Tour fir am Numm vun alle Fraktiounen verschidde Wënsch ze iwwerbréngen.

Ech muss lech soen, wéi ech dat gesot krut, datt et dëst Joer u mengem Tour wär, du war ech erlichert, well et ass mer spontan an de Kapp komm, datt ech et léiwer géing dëst Joer maache wéi d'nächst Joer, well et huet ee ganz praktesche Grund. Dir wësst, wann een e gutt neit Joer wënscht, da wënscht een net nëmmen eng gutt Gesondheet, mä et wënscht een och vill Erfolleg an deem nächste Joer.

Dir verstitt natierlech, datt ech esou éierlech awer sinn, datt ech d'nächst Joer Schwierigkeeten hätt fir allen heibannen Erfolleg ze wënschen am ganze Joer, vu que datt een Evénement ass am Joer 2004...

#### (Brouhaha général)

...wou ech awer éischter mer wënschen, datt net jiddereen Erfolleg soll hunn.

#### (Brouhaha général et hilarité)

Ech sinn dofir, wéi gesot, erlichert, Här President, datt ech déi Aufgab dëst Joer ze maachen hunn.

Ech wëll mech duerfir eigentlech Äre Wieder uschléissen, no där viller geleschener Aarbecht, um Schluss virun allem vun deemem Joer, éischters emol dem Personal vun der Chamber, lech selwer, alle Kolleginnen a Kollegen heibanne, awer och eiser grossherzoglecher Regierung an hirer Gesamtheit an doriwuer eraus alle Biergerinnen a Bierger an deemem Land schéi Feierdeeg, e gudde Rutsch an d'neit Joer a vill Erfolleg am Joer 2003 wënschen.

**M. le Président.**- Den Här Statsminister Jean-Claude Juncker huet d'Wuert gefrot.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, ech géif gären am Numm vun der Regierung lech selwer, als President vun eiseem Parlament, esou wéi alle Kollegen, déi heibanne sinn, merci soe fir engem nemmen duerch weéne désagrèabel Evénement gestéiert gutt gemeinsam Begleedung a Stützong ee vun deem aneren am Joer 2002. Ech wëll an dee Merci alleguer déi aschléissen, déi der Chamber et erlaben, vum Greffier ugefaang iwwert alleguer déi aner Mataarbechter, kënnen esou ze funktionéieren wéi se funktionéiert.

Ech wäert och net verfeelen d'nächst Joer am Dezember jiddferengem heibannen deen Erfolleg ze wënschen, deen en déi lescht Joren hat.

Merci.

#### (Brouhaha général et hilarité)

**M. le Président.**- Kolleginnen a Kollegen, domadder hätte mer den Ordre du jour vun eiser Sitzung haut ofgeschloss an d'Sitzung wier domadder opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 18.13 heures)**

### Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung live an integral

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nospelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

## Ordre du jour

1. Allocution de M. le Président de la Chambre des Députés
2. Communications
3. Ordre du jour
4. Heure de questions au Gouvernement:

- Question N° 261 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Ady Jung relative à l'application directe du taux super-réduit de 3% de TVA pour les promoteurs
- Question N° 262 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à l'introduction du service partiel (25,50 et 75%) dans la fonction publique
- Question N° 263 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas relative à la législation concernant les établissements classés
- Question N° 264 du 27 janvier 2003 de Monsieur le Député Jean Huss relative aux problèmes d'approvisionnement de la population en eau potable lors de la contamination accidentelle des sources d'eau
- Question N° 265 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Lucien Weiler relative au traitement des gaz de la décharge SIDEC
- Question N° 266 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative aux libertés syndicales
- Question N° 267 du 28 janvier 2003 de Madame la Députée Renée Wagener relative à l'inscription des personnes non-luxembourgeoises sur les listes électorales

5. Dépôt d'une proposition de loi

6. Dépôt de deux motions par Mme Renée Wagener

7. Interpellation de M. Georges Wohlfart au sujet de la politique du Gouvernement concernant le développement de la région Nord du Grand-Duché

*(Discussion générale - Motions - Votes)*

8. 4961 - Projet de loi portant approbation de l'amendement à la Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention à Sofia, le 27 février 2001

*(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Mme Anne Brasseur et M. Henri Grethen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

***(Début de la séance publique à 15.00 heures)***

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

***(Négation)***

Dat ass net de Fall.

1. Allocution de M. le Président de la Chambre des Députés

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech begriessen lech an eiser éischter Sitzung vum Joer 2003 an hoffen, datt Dir an Ären Erwaardungen un dat neit Joer bis elo nach net enttäuscht gi sidd.

Um parlamentaresche Plang huet sech den Iwwergang an dat neit Joer direkt vollzunn. D'Chamber huet keng Zäit verluer, fir hir Aarbechten opzehuelen. Scho kuerz no de Feierdeeg haten d'Kommissiounen dee Rhythmus erreecht, deen hinnen et erlaabt, deem beträchtlechen Aarbechtspensum, deen an deser Sessioun virun eis läit, gerecht ze ginn.

Ech wëll awer net zur Dagesuerdung iwwergoen, ouni virdu mat engem Wonsch un eis Deputéierten erunzertrieden. Et ass net vun

ongeféier, datt d'Chamber de 24. Mee 2000 beschloss huet, d'Riedezäit fir déi verschidde Projeten an Debatten an hirem interne Reglement nei ze definéieren an der Erwaardung, den öffentleche Sitzungen domat méi e geregelten an iwersiichtleche Charakter ze erméiglechen.

Nodeems sech op deem Gebitt eng Routine an och eng gewësse Kulanz etabléiert hat, koum et an der Lescht des Öftere vir, datt dës Regel iwwerschrott gouf, wat dann noutgedrongen zu Interventione gefouert huet, déi den Oflaf vun der Sitzung onnéideg belaascht hunn.

Am Sënn vun enger geregelter parlamentarescher Aarbecht, a schliesslech och an Ärem eegenen Interessi, géif ech lech bieden, lech un déi virgeschriwwen Riedezäiten ze halen.

Ech mengersäits hu mer fir dës Joer fest virgeholl, de Respekt vun eise Chamberreglement ganz genau ze iwwerwaachen.

***(Interruption)***

D'Regierung ass mat abegraff. Hei gëtt ee behandelt wéi deen aneren.

Des Weidere wëllt ech lech drëm bieden hei am Sall net Gebrauch vum Handy ze maachen, dat eben-

falls am Sënn vun engem uerdentlechen Oflaf vun eise Sitzungen. Schalt Är Handyën aus, wann Dir erakommt. Ech maachen nach eng Kéier drop opmierksam, datt mir sechs Telefonscabines direkt niwendrun hunn, vun deene jiddferen, wann et onbedingt muss sinn, ka Gebrauch maachen.

■ Une voix.- Très bien.

M. le Président.- An der Iwwerzeugung, datt dës gutt Virsätz am Sënn vun eis all sinn, wënschen ech lech all an och deenen, déi eis nokucken, fir dës Joer vill Gléck, eis hei an der Chamber eng gutt Aarbecht am Interesse vun eise Land.

■ Des voix.- Très bien.

## 2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Ci-après la liste des projets de loi et de règlement grand-ducal déposés à partir du 20 décembre 2002:

1) 5076 Projet de loi garantissant l'usage paisible du droit de propriété et la liberté de mouvement et portant introduction d'un nouvel article 442-1 au code pénal

Dépôt: Ministre de la Justice le 20.12.2002

2) 5077 Projet de règlement grand-ducal N° 5077 portant treizième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Dépôt, à la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi, le 31.12.2002

3) 5078 Projet de règlement grand-ducal portant application - de la directive modifiée n° 88/599/CEE du Conseil du 23 novembre 1988 sur des procédures uniformes concernant l'application du règlement (CEE) n° 3820/85 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route et du règlement (CEE) n° 3821/85 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route; - de la directive modifiée n° 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route

Dépôt, à la demande du Ministre des Transports, le 06.01.2003

4) 5079 Projet de règlement grand-ducal sur les transports par route de marchandises dangereuses

Dépôt, à la demande du Ministre des Transports, le 06.01.2003

5) 5080 Projet de règlement grand-ducal portant nouvelle fixation des montants du revenu minimum garanti

Dépôt, à la demande du Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 09.01.2003

6) 5081 Projet de règlement grand-ducal concernant l'octroi d'une aide financière pour la réalisation de mesures ayant pour objet des réductions d'émissions de CO<sub>2</sub> résultant de l'assainissement énergétique d'immeubles

Dépôt, à la demande du Ministre de l'Environnement, le 09.01.2003

7) 5082 Projet de loi complétant la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Dépôt: Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports le 10.01.2003

8) 5083 Projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001

Dépôt: Ministre du Trésor et du Budget le 15.01.2003

9) 5084 Projet de règlement grand-ducal transposant en droit luxembourgeois la directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2001 modifiant les directives 89/48/CEE et 92/51/CEE du Conseil concernant le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles, et les directives 77/452/CEE, 77/453/CEE, 78/686/CEE, 78/687/CEE, 78/1026/CEE, 78/1027/CEE, 80/154/CEE, 80/155/CEE, 85/384/CEE, 85/432/CEE, 85/433/CEE et 93/16/CEE du Conseil concernant les professions d'infirmier responsable des soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de vétérinaire, de sage-femme, d'architecte, de pharmacien et de médecin

Dépôt, à la demande du Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 15.01.2003

10) 5085 Projet de loi portant - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; - modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Dépôt: Ministre du Trésor et du Budget le 24.01.2003

3. Par lettre du 15 janvier 2003 M. Lucien Weiler a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpellier le Gouvernement au sujet des crues et inondations au Luxembourg.

4. Par lettre du 18 décembre 2002 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 4 au 5 décembre 2002:

- position du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche;

- position du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2792/1999 définissant les modalités et conditions des actions structurelles de la Communauté dans le secteur de la pêche;

- position du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif à l'établissement d'une mesure d'urgence communautaire pour la démolition des navires de pêche;

- résolution du Parlement européen sur le programme législatif

et le programme de travail de la Commission pour 2002.

Par lettre du 23 janvier 2003 il a fait parvenir le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 16 au 19 décembre 2002:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et l'Ukraine;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, en ce qui concerne une prorogation de la période prévue à l'article 8, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, en ce qui concerne une prorogation de la période prévue à l'article 9, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, en ce qui concerne une prorogation de la période prévue à l'article 9, paragraphe 4, du protocole n° 2 de l'accord européen;

- résolution sur le financement futur des écoles européennes;

- résolution sur le rapport de la Commission sur les activités de recherche et de développement technologique de l'Union européenne - rapport annuel 2001 et sur le rapport de la Commission sur le rapport annuel du CCR 2001;

- résolution sur le rapport spécial de la Cour des comptes n° 2/2002 relatif aux programmes d'actions communautaires Socrates et Jeunesse pour l'Europe

- résolution sur la typologie des actes et la hiérarchie des normes dans l'Union européenne;

- résolution sur la lutte contre la fièvre aphteuse dans l'Union européenne en 2001 et les mesures à prendre pour éviter et combattre les épizooties dans l'Union européenne;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

## 3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 23. Januar huet d'Präsidentenkonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer:

- eng Froestonn un d'Regierung,

- d'Interpellatioun vum Hâr Georges Wohlfart iwwert déi nohaltig Entwécklung vum Éislek,



- de Projet de loi 4961 iwwert d'Konventioun vun Espoo.

Mar um halwer dräi:

- eng Orientéierungsdebatt iwwert d'PISA-Etüd.

En Donneschdeg de Mueren um 9 Auer:

- d'Interpellatioun vum Här Gast Gibéryen iwwert d'Failliten.

Nomëttes um halwer dräi:

- eng Aktualitéitsstonn, déi ugefrot ginn ass vun de Fraktiounen vun de Gréngen an de Sozialisten iwwer en eventuelle Krich am Irak,

- de Projet de loi 5004, de 7. Fënnfjoresplang vun der touristescher Infrastruktur,

- eng Motioun vun der Commission du contrôle de l'exécution budgétaire iwwert d'Finanzéierung vun de socio-familiale Strukturen,

- Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 4. Heure de questions au Gouvernement

Mir kommen un d'Froestonn un d'Regierung.

Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen. D'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. D'Froer kommen ofwiessend vum Majoritéit an Opposition.

Fir d'éischt hu mer d'Fro 261 vum Här Ady Jung un de Finanzminister iwwert d'Uwendung vum TVA-Saz vun 3% bei de Promoteuren. Här Jung, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 261 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Ady Jung relative à l'application directe du taux super-réduit de 3% de TVA pour les promoteurs

**M. Ady Jung (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Gesetz vum 30. Juli 2002 an deem entspreche Rëglement grand-ducal ginn d'Bestëmmungen iwwert d'TVA, wat d'Uschafe vun engem Eegenheim a wat d'Veergrësseren an d'Transformationsaarbechten am Wunnensbau ubelaangt, nei definéiert.

Dës Bestëmmunge gesi vir, dass fir Aarbechten, déi nom 31. Oktober 2002 gemaach ginn, déi Persounen, déi deementsprechend an de Wunnensbau investéieren, direkt vum super reduzéierten TVA-Saz vun 3% profitéieren. Dës Initiativ vun der Regierung, besonnesch vum Finanzminister, ass vun der Enregistrementsverwaltung begréisst ginn, well heimat den administrativen Opwand wesentlech vereinfacht gëtt. Och déi interesséiert Handwerksbetriber hunn an dësen neie gesetzleche Bestëmmungen, Moosnamen erkannt, fir dem Bauhandwerk en neien Opdriff ze ginn. D'Berufsorganisatione vun Handwierk hüten hir Bereetwëllegkeet matgedeelt, fir dës nei Schrëtt voll a ganz ze ënnerstëtzen, wat och geschitt.

Elo huet sech awer an der Praxis erweisen, dass verschidde Promoteuren, déi schlësselfäerdeg Wunnenge verhandelt, Problemer domat hunn an net bereet si vun deenen neie Méiglechkeete Gebrauch ze maachen an hir Verkäfspräisser entsprechend ze reduzéieren, wuelverstane wann et sech ëm Wunnraum handelt, deen eréischt nom Stéchdatum vum 31. Oktober 2002 geschafte gëtt. An deene Fäll kréien also déi betraffe Leit de vollen TVA-Saz vu 15% a Rechnung gestallt, mussen dowéinst méi en héije Prêt beantragen a méi Zënse bezuelen, fir dann zu engem spéideren Zäitpunkt eng Demande un den Enregistremt ze maachen, fir mat vill Verspéidung déi zevill bezuelten 12% TVA ze récupéieren.

Meng Froen un den Här Finanzminister wäeren:

1. Wéi gesinn déi genee Prozeduren aus, déi d'Promoteuren wende kënnen, fir dass och hir Clienten direkt vum super reduzéierten TVA-Saz vun 3% profitéieren?

2. Wat fir Mëttele gëtt et, fir dës Prozeduren an alle Fäll unzuzewenden, fir dass all Leit, déi am Wunnensbau investéieren, direkt vun de gesetzleche virgesinne Virdeeler profitéieren kënnen?

Ech soen am Voraus merci fir entspreche Beméiungen.

**M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Minister Jean-Claude Juncker.

**M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn an der Lag dem honorabelen Här Jung matzedeelen, dass déi Prozeduren, déi zur Applikatioun kommen, selbstverständlech déi sinn, déi am Gesetz wéi am groussherzogleche Rëglement virgesi sinn, wat am Konkreten heescht, dass d'Entreprise eng Demande un den Enregistremt riicht, fir mat deem Objet, dee se realiséiert, an de Genoss vun deem super ermässegte Saz vun 3% ze kommen.

Déi Demande ass anzereche virum dem Ufank vun den Aarbechten oder virum der effektiver Fakturatioun. Si muss eng Rei vun Donnéeën iwwert déi Bauaktivitéiten enthalen, iwwert d'Entreprise selwer, esou wéi prezis Indikatiounen iwwert de Client, dat heescht an deem Fall de Propriétaire ëm deen et sech handelt, dee fir d'Liwerung vun deenen Donnéeën selbstverständlech selwer zoustänneg ass. Déi Demande un den Enregistremt muss d'Ënnerschrëft droen, souwuel vun der Entreprise wéi och vun der Entreprise hirem Client.

Den Enregistremt gëtt op déi Ufro fir deen Agrément ze kréien, fir ënnert den super ermässegte Saz vun 3% ze falen, eng, wéi mir gesot gëtt, séier Äntwert, an där preziséiert gëtt, wéi héich de Betrag ass, dee kann ënnert d'Uwendung vun deem TVA super ermässegte Saz vun 3% falen.

Dat zweet Element vun Är Fro, Här Jung, betrëfft d'Schwieregkeet, dass déi 3% net ëmmer zur Uwendung kommen, mä heiansdo nach den Emwee iwwert de Remboursement gewielt gëtt. Effektiv léisst a bestëmmte Fäll d'Gesetz d'Optioun zou: Entweder kann een de super ermässegte Saz vun 3% froen, oder awer et kann ee fir déi al Formel vum Remboursement optéieren.

An deenen éischten dräi Méint nom Akraafttriede vun där neier Regelung si 795 Betriber, déi bis elo sech derfir decidéiert hunn, ëmmer deen super ermässegte Saz vun 3% zur Applikatioun kommen ze loossen, esou dass den Enregistremt an deenen éischten dräi Méint insgesamt 4.234 eenzel Agrémenter, dat heescht eenzel Bewëlligungen vun super ermässegte Saz ausgesprach huet, dass also ronn 4.000 Leit direkt an de Genoss vun der ermässegter TVA komm sinn.

Ech hunn den Enregistremt gebieden drop anzewierken, dass eng méiglechst grousst Zuel vun Entrepreneuren sech derfir decidéiert, fir déi Optioun vun super ermässegte Saz vun 3% ze optéieren, dat heescht, de Leit et ze erspieren am Ufank 15% ze bezuelen a da relativ laang op d'Neesausbezuellung waarden ze mussen.

Mir hunn dat jo gemaach, fir dass méi séier d'Leit kënnen an de Genoss vun engem méi bëllege Bauen trieden. Et wär ze wënschen, dass all d'Betriber, y compris d'Promoteuren sech géife fir déi nei Formel decidéieren. Et ass méi einfach fir den Enregistremt. Et ass méi einfach fir d'Entrepreneuren. Et ass méi einfach fir deen, dee baut.

Wann ech nach 50 Sekunne méi kréien, Här President, wollt ech mech driwwer wonnen, dass no där Woch nodeem d'Europäesch Unioun wichteg steierpolitesch Décisiounen geholl huet, keen Deputéierten d'Bedürfnis gespuert huet, de Finanzminister driwwer ze befragen. Doraus liesen ech of, dass sämtlech Fraktiounen vun deemem Haus mat deenen Décisiounen averstane sinn.

**M. le Président.** - Mir kommen elo zur Fro 262 vum Här Mars Di Bartolomeo un de Statssekretär vum öffentlechen Déngscht iwwert d'Deelzäitarbecht bei der Fonction publique. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question N° 262 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à l'introduction du service partiel (25, 50 et 75%) dans la fonction publique

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virum zwee an en halleft Joer hu mer hei an der Chamber den Accord salarial mat der Fonction publique gestëmmt a mir hunn deemools an deem Gesetz festgehalten, dass an der Fonction publique Deelzäitarbecht 25, 50 a 75% sollt méiglech ginn. Deemools ass vum Statssekretär gesot ginn, dass d'Ausféierungsbestëmmungen am Hierscht 2000 géife kommen, net am Hierscht 2002 oder 2003.

Mir sinn elo zwee an en halleft Joer méi al. D'Deelzäitarbecht beim Stat ass nach ëmmer net a Kraaft a mir kréie regelméissig Froe vu Beschäftegten aus dem öffentlechen Secteur, wéini dass déi dote Moosnam dann endlech kënn. Dass se e wichteg Element vum Accord salarial wär, huet deemools de Berichterstatter hei op der Chambertribün gesot. Hien huet gesot: D'Aféierung vun der neier Deelzäitbeschäftegung beim Stat, dem sougenannte Service à temps partiel, deen elo d'Form vum Travail à mi-temps ersetzt, ass eent vun de Schlëselementer vun deem Accord salarial. Et gëtt de Beamten also elo méiglech gemaach manner wéi 100, manner wéi 50% ze schaffen. De Statssekretär huet bei darselwechter Geleechenheet gesot: „Dofir froen ech mech, ob eigentlech jiddereen sech bewosst ass, dass déi Neierunge vun 25%, 50% oder 75 % Service à temps partiel, déi mer elo aféieren, mat enger klenger Revolutioun ze vergläiche sinn“.

Abbee, Här Statssekretär, eng Revolutioun, déi op Mokuchsdag vertagt gëtt, ass keng Revolutioun a mir waarden nach ëmmer op dës Revolutioun. Ech fannen, dass et eng ganz onorthodox legislativ Manéier ass, dass mer hei an der Chamber e Gesetz stëmme, wou mer en Ausféierungsreglement fir den Hierscht versprach kréien an dass mer dann, nodeem mer ganz laang gewaart hunn, op eemol datselwecht Gesetz nach eng Kéier mussen am Statut stëmme, wou mer dann dës Kéier am Gesetz d'Ausféierungsbestëmmunge matabauen.

#### (Interruptions)

Neen, si ass nach net ofgelaf. Den Här Jung hat 2,43 Minutten an ech wëll behandelt gi wéi den Här Jung.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Et ass also eng ganz onorthodox Aart a Weis fir ze léigféieren. Wat huet en Accord salarial fir e Wäert, wann en zwee an en halleft Joer duerno nach net a Kraaft ass? Geet et, an elo kommen ech bei d'Froen, an ech si scho bal fäerdeg, dem Statut,...

#### (Interruptions)

...Här Statssekretär, wéi der globaler Gehälterrevisioun? Wéini kënn d'Deelzäitarbecht beim Stat a bei den assimiléierte Secteuren? Wéini, Här Statssekretär, kënnen d'Beamten, déi scho laang drop waarden, hir Antrëg op Deelzäitarbecht maachen? Ech fäerten nämlech fir lech, dass de Verhandlungspartner net méi laang nokuckt, dass esou eng wichteg Schlëselmesure op Mokuchsdag vertagt gëtt.

**M. le Président.** - Den Här Statssekretär Jos Schaack huet d'Wuert.

**M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer kuerz den Historique vun dëser Mesure ze maachen. Dir wësst, dass de Service à temps partiel schon op den Ufank vun dëser Legislatur zréckgeet an zwar als eng, wéi Dir et gesot hutt, Här Di Bartolomeo, vun deene wichtegste Mesuren, déi am Lounaccord vum 29. Mee 2000 tëschent der Regierung an der CGFP ausgehandelt an och esou zréckbehale goufen. Dat Ganzt gouf dann am Gesetz vum 28. Juli 2000 ënnert deene Modalitéite konkretiséiert, op déi ech nach wäert zréckkommen.

Wichtig ass dobai ze soen, dass et sech hei nëmme ëm eng Disposition habilitante gehandelt huet. D'Ausféierung vum Service à temps partiel sollt engem Rëglement grand-ducal iwwerlooss ginn.

Wéi mer eis awer duerno drugesat hunn an eng detailléiert Analys iwwert d'Ëmsetze vun dëser Mesure gemaach hunn, hu mer festgestallt, dass dës Operatioun net eleng iwwert de Wee vun engem Rëglement grand-ducal ze maache wier.

Aner Gesetzer ware vun der Ëmsetzung betrafft, wéi zum Beispill d'Gehältergesetz an éischer Stell, awer och d'Gesetz iwwert d'Harmoniséierung vun den Avancementer an och dat vun de Pensiounen. Och aner Reglementer waren ze änneren. Texter iwwert den Horaire mobile, Indemnités d'habillement, d'Gesetz iwwert d'Employéen, fir nëmme déi Wichtigst dovunner opzezielen. Eleng dat war de Grond, firwat d'Regierung higoung an an deem neien Text iwwert d'Reform vum Beamtestatut, dat iwwereng am Accord mat der CGFP, den Temps partiel nach eng Kéier als Prinzip an de Gesetzesprojet 4891 iwwert d'Reform vum Beamtestatut ageschriwwen huet. An deemselwechten Text goufen dann och direkt d'Modalitéiten an d'Bedingunge vun dëser neier Mesure festguellegt, dat Ganzt aus enger ganz virsichteger Haltung eraus, well de Service à temps partiel sollt d'Ausnahm bleiwe par rapport zum klasesche Regim vun der Vollbeschäftegung an awer och zu engem Congé pour travail à mi-temps.

Fir d'Gestioun an de Verwaltungen net iwwert d'Moossen ze verkomplizéieren, goufe just dräi Modeller aus dem Lounaccord vum Mee 2000 confirméiert, an zwar 25, 50 an 75%. Et gëtt also kee Risiko vun engem onendlechen Fraktiouner vum enger ganzer Tâche oder engem ganze Posten.

Dat Ganzt gëtt un den Intérêt de service gebonnen. De Ressortminister hält déi lescht definitiv Décisioun, allerdéngs op Grond vum Avis vum Verwaltungschef, vun der Personalverriedung oder vum Délégué à l'égalité an och vum Minister vun der Fonction publique.

Am ursprünglechen Text hat d'Regierung virgesinn, de Service à temps partiel op e Maximum vun 20% pro Verwaltung ze beschränken. An der Serie vun den Amendementer zu sengem ursprünglechen Text ass d'Regierung allerdéngs higoung an huet dës Limiten opgehewen. Si huet se opgehewen an der Meenung, dass

d'Verwaltungschefen eleng missten an der Lag sinn, op der Basis vum Intérêt de service, ze apprécieren, ob se e Poste kënnen splitten, fir e Service à temps partiel ze erméiglechen oder net.

Den Horaire vun engem Agent, deen à temps partiel schafft, kann iwwerengens vun der Verwaltung an där hie schafft, no hirem Contrainten, awer och nom Wonsch vum Interessent, fräi an individuell gestallt ginn, a leschtlech kënnen all déijéineg, déi e Service à temps partiel hu fir hir Kanner ze erzéien, fir dës Zäit vun där neier Mesure vun der integraler Bonifikatioun vun dëser Jore profitéieren bis d'Kanner 15 Joer sinn.

Fir komplett ze sinn, erlaabt mer just nach derbäi ze soen, dass de Statsrot schon a sengem Avis zum Projet de loi iwwert den Accord salarial vum Mee 2000, dem spéidere Gesetz vum Juli 2000, seng Bedenke geäussert huet iwwert de Prozentsaz vu 25%. A sengem rezenten Avis iwwert de Beamtestatut huet hien dës Bedenken nach eng Kéier confirméiert.

D'Regierung wäert an hirer Sëtzung vum nächste Freideg, dem 31. Januar, sech am Detail mat dem Avis vum Statsrot ausenanesetzen. Ech ginn awer haut net dovunner aus, dass sech un deenen dräi Modeller vu 25, 50 an 75% wäert eppes grondsätzlech änneren, dat ëmsou méi, well dës Punkt an där Form eng Partie intégrante vun engem Lounaccord ass, deen tëschent zwee Partner, Regierung an CGFP, esou ausgehandelt an den 29. Mee 2000 esou ënnerschriwwen gouf. Voilà.

#### (Interruptions)

**M. le Président.** - Dat hei ass keng Fro mat engem Débat; dat ass eng aner Zort vu Froen. Dir hutt nëmme eng Fro ze stellen an de Minister äntwert.

#### (Brouhaha général)

Dir musst lech un d'Regelen halen. Ech gesi mat deene gudden Virsätz an neie Joer, dat huet net vill gedéngt. Also, loosst mer eis un eist Rëglement halen. Mir hunn zwou Zorte vu Froen: Mir hunn der, wou een eng Nofro ka stellen, an et gëtt der, wou ee keng Nofro ka stellen. Dat hei ass där éischer eng an dofir fuere mer elo weider.

Den Här Gusty Graas krit d'Wuert zur Fro 263 un de Statssekretär vum Environnement iwwert d'Établissements classés.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Här President, den Här Statssekretär huet Är Wënsch op alle Fall net héieren. Hien huet fënnert an eng hallef Minutte geschwat.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - An d'Fro ass net beäntwert ginn!

**M. le Président.** - Dir sidd alleguer schon driwwer gefuer. Mir kucke geschwënn eng Klapp heihinner ze kréien.

#### (Interruptions diverses)

Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

- Question N° 263 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas relative à la législation concernant les établissements classés

**M. Gusty Graas (DP).** - Dat ass fein, Här President. Merci.

#### (Brouhaha général)

1999 ass d'Kommodosgesetz ëmgeännert ginn, an zwar an enger Rei vu Punkten. Ënner anerem war festgehale ginn, dass an Zukunft keng Baugenehmegung méi kéint ausgestallt ginn, wann net scho gläichzäitig eng Autorisatioun vum Kommodo accordéiert gi wär. De Moment diskutéieren mir jo och an der Umweltkommissioun iwwer eng nei Phas, eng Adaptatioun vun dem Kommodosgesetz.

Do hu mir festgehalten als Kommissioun, dass een dee Prinzip net soll

annuléieren. Et geet virun allem awer ëm d'Transpositioun vun enger EU-Direktiv iwwer Impaktstudien. Allerdéngs konnt een an deene leschten Deeg an der Press an an aneren eenzelne Publikatiounen liesen, wéi wann d'Regierung awer éischter der Meenung wär, et sollt een trotzdeem erëm op de Wee goen, fir dee Prinzip lass ze léisen, dat heescht dass och eng Baugenehmung kéint ausgestallt ginn, ouni dass schonn de Kommodo autoriséiert wär.

Och wa mir natierlech hei als Parlament décidéiere wéi dat Gesetz schlussendlech ausgesi soll, wär et awer vläicht interessant vum Statssekretär gewuer ze ginn, wat dann elo wierklech d'Attitude vun der Regierung an deem Punkt do ass. Ech soen lech merci.

■ **Des voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Statssekretär Eugène Berger.

■ **M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Graas huet Referenz gemaach op déi Diskussionsounen, déi an der Émweltkommissioun an deene leschte Sitzung gelaf sinn, wou iwwer Amendementer zum bestehende Kommodosgesetz diskutéiert ginn ass a wou jo Amendementer elo mat engem Text coordonné un de Statsrot geschéckt gi sinn. Ech kann hei nëmme confirméieren, dass et keng nei Elementer an deem Dossier gétt.

Et ass net esou, dass d'Kommodosautorisation géif elo vun enger Baugenehmung an der Gemeng lassgekoppelt ginn. Dovu war ni Rieds an et ass och ni beofsiichtegt ginn. Au contraire, et ass esou, dass den Artikel 17.2 am Gesetz bleift, mä dass en plus nach eng zousätzlech Dispositioun dobäi kéint am Artikel 7 vum Gesetz vun 1999, wou präziséiert gétt, dass souguer wann d'Demande erakéint schonn en, soe mer e Beweis, e Certificat oder iergendeng Pièce muss dobäi leien, dass och den Objet, deen een herno eventuell wéilt autoriséieren iwwert de Kommodo, an engem Areal läit, am Bauperimeter läit, wou dat iwwerhaupt méiglech ass.

Dat heescht, dass also net en Antragsteller en Dossier eragëtt, eventuell och nach Etüde maache léisst, an esou weider, an dann zum Schluss gesot kritt: Et deet eis Leed, mä dat entsprécht net dem Bauperimeter. Mir froen dat elo schonn am Virfeld laut deem Text, dee mir amendéiert hunn. Nach eng Kéier, et kann also guer net Rieds goen dovunner, dass d'Kommodosautorisation géif lassgekoppelt gi vun der Baugenehmung. Wann also eenzel Deputéierten oder Émweltgewerkschaften esou eppes behaupten, dann entsprécht dat wierklech purer Fantasie.

An deem Kontext wéilt ech dann och nach eng aner Saach hei zrëckweisen, déi a verschiddene Publikatiounen stoung am Kontext mat deem Kommodosgesetz, wou behaupt gi war, dass an Zukunft en Ingénieur technicien kéint Direkter gi bei der Émweltverwaltung. Dat ass och einfach aus der Loft gegraff. Dat steet a kengen Texter. Och dat muss ech zrëckweisen. Merci.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Jean Huss fir eng Fro un den Här Innenminister iwwert d'Drénkwasserversuergung.

- **Question N° 264 du 27 janvier 2003 de Monsieur le Député Jean Huss relative aux problèmes d'approvisionnement de la population en eau potable lors de la contamination accidentelle des sources d'eau**

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir

Hären, déi Fro, déi ech hei stelle wéll, ass eng Fro, déi eng Rei Matbierger u mech erugedroen hunn, iwwert d'bakteriell Belaaschtung vu munche Quellen, déi geschitt nodeem et zu Stierm, zu Iwwerschwemmungen oder zu Donnerwiedere komm ass.

Mir haten dat bekanntlech an deene vergaangene Joren etlech Kéieren op eenzelne Plazen. Mir haten dat souguer nach viru kuerzem. Dat ass eng Situatioun, wou d'Leit da gerode kréien, si missten doheem oppassen, si dierften hiert Drénkwaasser net drénken oder si missten et zumindest während zéng Minutte kache loossen ier se et kéinten huelen. Wann dat een, zwee Deeg dauert, dann ass dat u sech kee Problem, mä a munche Fäll - där hate mir och hei am Land - huet déi bakteriell Belaaschtung iwwer eng Woch gedauert, an da fänkt et awer un e Problem ze ginn, besonnesch géif ech soe fir eeler Leit oder fir Leit, déi krank sinn.

Déi Leit hu mech drop opmierksam gemaach, dass am Ausland, a Frankräich zum Beispill, wou och esou ähnlech Geschichte virkomm sinn, da beispillsweis vun den Autoritéiten am Duerf Zetären opgestallt gi si mat propperem Drénkwaasser, oder dass eeler Leit a krank Leit an hir Wunnengen dann ofgefëllt Waasser gedroe kritt hunn.

Ech weess ganz genau, dass dat net d'Léisung vum Problem ass, mä et ass awer eng kleng praktesch Léisung fir Leit, déi sozial schwach sinn oder déi Problemer hu fir esou laang Zäit ouni Waasser ze sinn, fir d'Geméis, d'Zalot, d'Zänn an esou virun ze wäschen. Ech mengen, et misst een och iwwer e bessere Quellschutz schwätzen an iwwert d'Ursach vun Iwwerschwemmungen. Hei geet et awer nëmme ëm dee ganz kleng praktesch Problem, ob et net méiglech wär fir Leit, déi an esou enger Situatioun sinn, eeler Leit a krank Leit, dass déi awer kënten u gesond Drénkwaasser erukommen? Dat wär meng Fro.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

■ **M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorablen Här Huss geet a senger Fro an op rezent Fäll vu Verschmutzung vum Drénkwaasser, déi mir an deene leschte Méint kannt hunn a verschiddene Gemengen, wéi lechternach, Biirmeréng, Konsdréf, Préizerdall, Betzder, Manternach, Jonglénster, Lëntgen an Habscht. Dat ass eng relativ laang Léischt, déi d'Tendenz huet zouzehuelen a wou mir eis eng ganz Rei vu Suergeren driwwer maachen. Dëst émsou méi, well et sech bei deene Gemenge ganz oft nach ëm Gemengen handelt, déi nom sou genannte Prinzip vun der Autonomie fueren. Se huelen also autonom Waasser a si sinn net ëmmer am Verbond, dee mir amgaange sinn am Land opzebauen.

Ech konnt iwwert d'Ursachen dovun schonn op eng Fro vum honorablen Deputéierte Scheuer am September äntwerten. Ech wollt am Fong geholl dorobber just hiweisen, well ech dat jo dann des Kéier net brauch ze maachen.

Den Här Huss stellt eng praktesch Fro, eng richtig Fro, déi doranner besteet: Wat geschitt, wann iwwer länger Zäit net nëmme sporadesch an iwwer eng kuerz Dauer duerch esou eng Waassererschmutzung d'Leit kee proppert Waasser op déi normal bekannten Art a Weis kënnen konsuméieren?

Do hu mir eng Solutioun, déi och de Gemenge schonn uegebuede ginn ass. Dat ass d'Solutioun vun der Protection civile. Eis Protection civile ass ausgerichtet op déi dote Fäll. Si huet ënner anerem dräi Waasserzetäre mat enger Kapazität un eemol 10.000 Liter an zweemol 8.000 Liter, déi si de Ge-

menge kann zur Verfügung stellen, fir se beispillsweis op der Maartplaz dann ze installéieren, wann et méi laang géif daueren. Op der Base nationale zu Lëntgen steet och eng Waasseropbereedungsanlag, déi et erlaabt mat enger Kapazität vun 10.000 Liter d'Stonn aus liicht kontaminiéiertem oder verschmutztem Waasser e proppert Drénkwaasser ze maachen.

All d'Gemenge si selbstverständlech gefrot, wa si de Problem gesinn, fir sech bei der Protection civile ze mellen, déi fir d'Gemengen do ass an déi och hiert Material an hir Kompetenz zur Verfügung stellt, wa Problemer do sinn. Mir hunn awer och am Fall vun de rezenten Héichwaasserkatastrophen gemierkt, dass mir manifestement e Kommunikatiounsproblem téschent de Gemengen an der Protection civile op gewëssene Punkten hunn.

Do gétt deen Automatismus, deen am Fong misst déclenchéiert ginn, net ëmmer déclenchéiert. Ech hu wëlles mat der Protection civile par rapport zu de Gemengen do nach eng Kéier eng Initiativ ze ergräifen, fir hinne kloer ze soen a wat fir engem Moment, dass si bei wat fir enger Schwierigkeit op d'Servicer an op wat fir eng Servicer vun der Protection civile kënnen zrëckgräifen. Ech hunn d'Impressioun, dass verschidde Gemengeresponsabel net ëmmer 100%eg au courant sinn iwwert d'Méiglechkeeten, déi mir am Laf vun deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg opgebaut hunn. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Et kënt elo d'Fro 265 vum Här Lucien Weiler un de Statssekretär am Environnement iwwert d'Deponie vum SIDER. Den Här Weiler huet d'Wuert.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Den Här Weiler gétt sech net.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Den Här Weiler wéllt nach e Selbstgoal schéissen.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Oh mei, Här Gira!

■ **Une voix.**- Et wär net fir d'éischt.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Wa se all esou süffisant wären, da géif et schéi ginn hei bannen.

#### (Interruptions)

- **Question N° 265 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Lucien Weiler relative au traitement des gaz de la décharge SIDER**

Här President, d'SIDER-Deponie war an deene leschte Méint vill an der Opmierksamkeit an an der Kritik. Et ass sech an deene leschte Wochen an Deeg vill beméit ginn, fir se aus der Diskussioun eraus ze kréien. Ech kann déi Publikatiounen an déi Communiquéen, déi gemaach gi sinn, quant au fond net allegueren appréciéieren, well eis eng Rei Donnéeën do feelen. Dass awer alles soll esou fein an esou schéi sinn, dat wär schéin, wann et esou wär, mä ech muss soen: Es fehlt mir der Glaube. Allerdéngs komme mir an enger spéiderer Diskussioun dorobber zrëck.

Ech wollt hei just d'Fro stellen, ob et stëmmt, dass et am Kader vun der Genehmegung, déi de SIDER krut, virgesinn ass, dass eng Gasentfackelungsanlag op där Deponie misst installéiert ginn an ob déi effektiv installéiert ginn ass. Wa jo, wollt ech gäre wëssen, ob déi funktionnéiert oder ob et stëmmt, dass esou, wéi dat ëmmer erëm behauptt gétt zënter enger Rei vu Joren, déi Anlag net méi funktionnéiert. Wann dat sollt stëmen, dass se net funktionnéiert, da stellen ech mir d'Fro: Firwat gétt

dat toleréiert, wann esou eng Anlag an der Autorisation als Konditioun virgeschriwwen ass? Schlussendlech wéll ech vum Statssekretär wësse wéi eng Moosnamen dann elo ergraff ginn, fir dass deen doten Zoustand ophéiert. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Statssekretär Här Eugène Berger.

■ **M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.**- Merci, Här President. D'Fro vum Här Weiler bezitt sech elo méi op d'Installatioun vum Dégazage. Ech wollt awer trotzdeem eng kleng Remarque maachen, well en dat och ugeschnidden huet par rapport zu deene verschiddene Communiquéen déi am Bezuch ware mat deem Dossier, nenne mir et mol PAK vum SIDER. Ech wéll nëmme betounen, dass déi Communiquéen am Fong d'Resultat si vu verschiddenen Analysen, vu verschiddene Concertatiounen, déi verschidde Verwaltungen gemaach hunn, sief dat d'Veterinärsinspektioun, d'ITM, d'Émweltverwaltung, oder nach d'Santé an esou weider.

Bon, awer da bei déi Fro vun haut. Dat ass déi, wou et ëm d'Installatioun vum Dégazage geet. Vläch kuerz den Historique, wéi ech en de Moment kennen.

Et ass esou, dass 1994 éischt Installatioun fir Dégazage installéiert gi sinn. Et muss een och vläch wëssen, dass den Tipp a verschidde Zonen oder Arealer opgedeelt ass - ech hunn och eng Kaart derbäi - a mëttlerweil fënnf verschidde Fläche beinhalt, wou Offall ofgelagert gétt.

Deemoos, also 1994, sinn an de sougenannte Zonen 1 an 2, wou Offall deponéiert ginn ass, Pëtzer installéiert gi fir de Gas ofzefänken. Dat waren dräi Pëtzer an der Zon 1 a fënnf Pëtzer an der Zon 2. Dee Gas ass herno einfach ofgefackelt ginn.

1997 huet dunn d'Émweltverwaltung awer gemengt, et wier gutt fir Oplagen ze froen, respektiv de SIDER ze froen, fir dee Gas besser ze verwäerten amplaz e just einfach ze verbrennen. Si kruten duerch en Arrêté vum 17. Juli 1997 gesot, dass se sollte kucke fir dee Gas besser ze verwäerten, eventuell a Richtung vun engem Blockheizkraaftwierk ze goen, an dass sollt no zwee Joer en entspreichend Konzept virgeluecht ginn.

1998 sinn an deem Sënn Essaie gemaach gi vum Büro RUK Umweltanalytik. Déi Etüde waren net ganz konkluant fir mat deenen Installatiounen vum Dégazage, wéi se dee Moment existéiert hunn, ee Blockheizkraaftwierk ze alimentéieren. Et ware vill Variatiounen am Drock vum Gas, deen aus der Décharge eraus komm ass, respektiv waren och d'Leitungen net méi um leschte Stand, well déi scho säit 1994 louchen.

Derniewent ass da komm, dass den Tipp vergréssert ginn ass. Datt also do och Dreck, deen op enger Plaz louch, op eng aner Plaz provisoersch geluecht ginn ass, fir herno eben zrëck an den Areal 4 oder an den Areal 2 geluecht ze ginn. Dat heescht, et waren eng Rei Émschichtungen um Site während de Joren 1998 bis praktesch 2001, wat natierlech schwierig gemaach huet fir während där Phas, wou éngeschicht ginn ass, eng definitiv Solutioun fir den Dégazage ze installéieren. Déi Aarbechte si mëttlerweil ofgeschloss an et kann een also elo en definitive System vum Dégazage installéieren, deen eventuell och kann un eng Verwärtung an engem ekologesche Sënn ugeschloss ginn.

Dat ass also ëmmer am Accord an am Suivi vun der Émweltverwaltung geschitt. Normalerweis, laut mengen Informatiounen, vu datt déi Aarbechte vun Émschichtung innerhalb vum Areal vum Tipp praktesch fäerdeg sinn, misst also am Hierscht 2003 déi Installatioun defi-

nitiv stoen. Esou wäit ech am Bild sinn, sinn do och Investissementer an enger gewëssener Héicht vum SIDER gemaach ginn.

Merci.

■ **M. le Président.**- Mer kommen elo zur Fro 266 vum Här Alex Bodry un den Här Justizminister iwwert d'Gewerkschaftsfräiheeten. D'Wuert huet den Här Alex Bodry.

- **Question N° 266 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative aux libertés syndicales**

■ **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 20. Dezember d'lescht Joer, et ass nach net laang hier, huet d'Regierung an der Chamber ee Gesetzesprojet iwwert déi sougenannt ongestéiert Notzung vum Eigentumsrecht a vun der Bewegungsfreiheet deponéiert. Et geet bei deem Regierungsprojet ëm en neien Artikel an eise Code pénal, den Artikel 442-1, deen den Hausfriddensbroch hei zu Lëtzebuerg an Zukunft mat Geldbousse bis zu 25.000 Euro a Prisong bis zu zwee, respektiv fënnf Joer soll bestrafen.

Et muss ee wëssen, dass bis dato hei zu Lëtzebuerg et zwar eng Protektioun vum Privatdomicile gétt, mä dass déi ëmmer restriktiv gehandhaabt ginn ass. Dës Regierungsinitiiv vum Dezember huet iwwerrascht. Si huet iwwerrascht dobaussen an der öffentlecher Meenung. Si huet och, mengen ech, an der Politik iwwerrascht bis an d'Reie vun der Majoritéit eran. Et ass eng Initiativ, den Hausfriddensbroch hei zu Lëtzebuerg nom däitsche Modell anzeféieren, déi net am Regierungsprogramm steet, déi ni ugekënnegt ginn ass, déi och net virdrun duerchdiskutiert ginn ass.

Et muss een also feststellen, dass am Virfeld zumindest dese Gesetzesprojet net vun engem Iwwermoos un Dialog an Transparenz gekennzeicht ass, wat sech elo sécherlech amgaang ass ze rächen. Et ass eigentlech erstaunlech an esou engem sensibelen Beräich, wou et ëm d'Veereinbarkeet vun enger Rei vu Grundfräiheeten a Grundrechter vum Mënsch geet, op där enger Säit den Droit de propriété, op där anerer Säit d'Fräiheet seng Meenung kënnen ze äusseren, d'Fräiheet ze manifestéieren an d'Fräiheet och hei zu Lëtzebuerg ze streiken.

Iwwerraschenderweis - dat war déi zweet Iwwerraschung an deem doten Dossier -, sechs Wochen nodeem den Dépôt vum Projet de loi stattfonnt hat, huet anscheinend d'Regierung gëschter, no enger Entrevue mam OGB-L a mam LCGB, sech engagéiert hiren nach jonken an drockfrësche Gesetzesprojet emzeänneren. Dat ass a mengen Aen e bal eemolege Virgang, dass an Zäit vun e puer Wochen esou ee Revirement vu Regierungssäit stattfënt.

Ech wéll dofir folgend Froen un de Justizminister richten:

1. Kann de Justizminister bestätegen, dass de Regierungstext vum Dezember 2002 wäert vun der Regierung an där nächster Zäit emgeännert ginn? Wa jo, firwat geschitt dat no esou kuerzer Zäit a wat sinn d'Grënn, fir déi Émännerunge vun Regierungsprojet virzehuelen?

2. Firwat huet d'Regierung net am Virfeld vun hirer Initiativ eng Consultatioun duerchgefouert mat all deene betraffene Kreeser fir eng besser legislativ Aarbecht kënnen ze garantéieren?

3. Ass d'Regierung gewéllt nient de Gewerkschaften och weider Gespréicher mat anere relevante Kräfte vun der Société civile ze féieren, fir och hir Meenung zu deem dote Regierungstext anzehuelen?

4. Firwat huet sech d'Regierung bei hirer Initiativ op een däitschen

Text beruff, wou et eigentlech an eise-  
sem Lëtzeburger Strofrecht net  
üblech a bal een eemolege Vir-  
gang ass, dass mer eis un dait-  
schen Texter inspiréieren? Norma-  
lerweis gi mer eis eigentlech an  
d'franséisch an an d'belscht Recht  
inspiréieren wat de Code pénal be-  
trëfft. Firwat ass d'Regierung do-  
zou iwwergaangen an huet  
Prisongsstrofen deelweis erop ge-  
sat par rapport zu hirem Modell-  
text, dem däitschen Text, Artikel  
123? Firwat steet an hirem Text net  
ausdrécklech dran, dass déi doten  
Infraktioun nëmme kann op Plainte  
verfollegt ginn an net automatesch  
ka festgestallt ginn, wéi dat am  
däitschen Text och de Fall ass? Fir-  
wat also déi Verschäerfung par  
rapport zu dem Modell, deen d'Re-  
gierung erugezunn huet?

5. Eng weider a lescht Fro, déi ech  
wollt stellen, dat ass déi, ob et  
wierklech da keen anere Wee an  
den Ae vun der Regierung gétt fir  
déi Zilsetzung ze erreechen, déi se  
mol schéngt ze hunn, fir a gewë-  
senen exceptionnelle Situatiounen  
kënnen ze erreechen, dass d'Poli-  
zei kann agräifen an eventuell ee  
Blocage, dee länger Zäit gedauert  
huet a wou et net méiglech war  
duerch Verhandlung virunzekom-  
men, dann ewech ze kréien? Muss  
wierklech een Délit correctionnel  
hei aféieren, wou Prisongsstrofe  
bis zwee, respektiv fénnef Joer  
drop stinn? Wäert et net méiglech  
gewiescht, iwwert de Wee vun en-  
ger Contravention zum Beispill,  
eppes ähnlech ze erreechen?

Wéi gesot, si mer net amgang hei  
mat Kanounen op Späzzen ze  
schéissen? A mengen Ae betrëfft  
dat net nëmme d'Fro vum Streik-  
recht, mä och aner substanzuell  
Rechter, déi awer mussen ganz  
staark protégéiert sinn an déi fir  
mech esou wichteg si wéi de  
Schutz vum Eigentumsrecht hei zu  
Lëtzebuerg.

Ech wär frou, wann ech op all déi  
Froen do eng Äntwert kënn kréien.

■ **M. le Président.**- D'Wuert  
huet elo den Här Justizminister Luc  
Frieden.

■ **M. Luc Frieden, Ministre de  
la Justice.**- Här President, Dir  
Damen an Dir Hären, mir sinn haut  
mat enger spezieller Situatioun zu  
Lëtzebuerg konfrontéiert, nämlech  
där, dat mer an eise Strofgesetz-  
buch eng Bestëmmung hunn iww-  
ert d'Onverletzbarkeet vun der  
Wunneng, d'Inviolabilité du domici-  
le, déi sech op déi Gebaier be-  
zitt, wou eng Persoun oder méi  
Persounen dra wunnen. Wann also  
Friemer engem seng Wunneng be-  
setzen, da kann d'Police dohinner  
goen an déi Leit bidden dat Gebai  
ze verlossen. Wa se dat net ma-  
chen, kënnen se dat mat deenen  
übleche Methode vun der Police  
maachen.

Mir hunn doniewent eng Situatioun,  
déi ass net an eise Strofgesetz-  
buch geregelt, d'Situatioun vun en-  
ger Besetzung vun Net-Wunneng-  
en, also vu Büroen, Geschäfte,  
öffentleche Gebaier. Hei kann de  
Stat net intervenéieren wann dës  
Gebaier friddlech besat ginn, dat  
heescht ouni dat iergend eng aner  
Infraktioun geschitt.

Et geet also hei em eng Grundfräi-  
heet, nämlech d'Grundfräiheet vun  
all deenen, déi sech op deene Pla-  
ze wëlle fräi bewegen an déi an  
dem Exercice vun där Grundfräi-  
heet empêcheiert ginn. Et geet  
dobai och em de Schutz vum Pri-  
vateigentum iwwert d'Wunneng  
eraus.

Eng ganz Rei Leit hunn an deene  
leschten Deeg ganz haart iwwert  
dëse Projet de loi geschwat. Mä  
ech froen d'Chamber, an doriwwer  
eraus d'Leit hei am Land: Fannt Dir  
et normal dat een eng Gare zum  
Beispill besetzt, well ee rosen ass  
iwwert de Fahrplan vun den Zich?  
Wann een e Supermarché besetzt,  
well een net d'accord ass mat ier-  
gendenger Marque vu Produkter,  
déi do verkaaft gétt? Wann een eng  
Schoul besetzt, well e mat deem

engen oder deem anere Proff oder  
Schoulprogramm net d'accord  
ass?

Wann een eng Tankstell besetzt an  
e puer Deeg deene Leit, déi do als  
Pompist schaffen, net erlaabt hire  
Liter Benzin oder hire Pak Zigare-  
ten ze verkafen; wann een, Dir  
Damen an Dir Hären, dës Cham-  
ber als öffentlech Plaz op eng  
friddlech Manéier besetzt an net  
réckelt wann de Chamberspres-  
ident seet: Wann ech gelift, gitt  
virun d'Dir, da muss ech lech soen,  
haut ass et esou, dat d'Regierung,  
de Procureur, d'Police net kënnen  
intervenéieren, well mer doriwwer  
keng strofrechtlech Bestëmmung  
hunnen. Ech fannen dat net normal,  
d'Regierung fénnt dat net normal,  
an et ass dofir wou se dëse Projet  
de loi op den Instanzewee ginn  
huet. Bei dësem Projet de loi geet  
et also em eng Grundfräiheet, déi,  
fir sech fräi ze bewegen.

Mir situéieren eis hei net am Kon-  
text vum Streikrecht, an dofir hate  
mer am Projet de loi, wéi mer en  
déposéiert hunn - et muss een de  
ganzen Exposé de motifs liesen -,  
geschriwwen: "Le projet ne porte  
pas non plus atteinte au droit de  
grève, dont l'exercice reste rigide  
par les dispositions légales et ré-  
glementaires qui lui sont propres."

Et ass dofir, dass den Text seet iww-  
ert d'Stroossen, déi een net ka  
besetzen. Et gétt eben eng ganz  
Rei Rechter. Et gétt haut schon  
eng Dispositioun am Code de la  
route an am Code pénal, déi zum  
Beispill der Police et erlaabt ze in-  
tervenéieren fir eng Strooss fräi ze  
setzen. Déi kann och emol am Kon-  
flikt si mat anere Grundrechter. Et  
gétt vill Rechter, déi an engem  
Konflikt matenee sinn. Et ass dann  
um Gesetzgeber ze kucken, wéi  
deem engen an deem anere seng  
Grundrechter kënnen protégéiert  
ginn.

Et ass dofir, wou d'Regierung  
gëschter nach eng Kéier gesot  
huet, dat dat hei e Projet wär, deen  
naischt mam Streikrecht ze doen  
hätt, d'Streikrecht, wat jo och nëm-  
men a ganz limitéierte Kondi-  
tiounen zu Lëtzebuerg exerzéiert  
gétt, nämlech, an dat wësst Dir,  
nom Échec vun enger Schlich-  
tungsprozedur, an et ass da wou  
verschidde Rechter, déi normal  
sinn, an engem anere Bléckwénkel  
ze gesi sinn.

Dës Gesetz inspiréiert sech, dat  
ass richtig, un engem däitschen  
Text. Mir hunn notament dat  
Däitscht gekuckt, well déi an deem  
dote Beräich ähnlech Bestëmmung-  
en iwwert d'Wunneng hu wéi mir,  
mä déi d'Wunneng an hirem Stro-  
fgesetzbuch méi breet interpretéiert  
hunnen. Mir hu gemengt, dat dat eng  
vun de Méiglechkeete wier, fir déi  
do Problematik ze léisen.

Eis geet et net nëmme em  
d'Rechter vun e puer Leit oder e  
puer Organisatiounen. Eis geet et  
och em d'Rechter vun all deenen  
anere Leit, déi an engem Land an  
enger gewëssener Situatioun och  
Rechter hunn, nämlech Bewe-  
gungsfreiheet.

D'Konsultatioun, soen ech dem De-  
putéierte Bodry, fénnt statt, wann  
een e Projet de loi déposiert huet.  
Da kënn een an d'Parlament an da  
ka jiddfere seng Meinung zu dem  
Projet de loi soen. Ech hätt och  
gären, dat zu deene Froen, déi  
ech virdu gestallt hunn, dat do all  
Deputéierten, all Fraktioun seet, ob  
si et normal fénnt, dat ee kann e-  
ppes en dehors vum Streikrecht  
besetzen an dat do de Stat net kann  
intervenéieren. Ob de Stat inter-  
venéiert ass nach ëmmer eng Ap-  
préciatioun, déi an enger gewëss-  
ener Situatioun muss gemaach ginn.  
Mä ech hätt gär, dat de Stat hand-  
lungsfähig wär, an dofir hu mer  
dee Projet de loi déposiert.

Dat Strofmoo ass datselwech  
wéi dat, dat mer haut hu bei der  
Inviolabilité du domicile, an dofir hu  
mer einfach datselwech Stro-  
fmoo do iwwerholl.

D'Regierung, contrairement zu  
deem wat haut an enger ganzer

Rei vun Zeitungee steet, zitt net hire  
Projet de loi zréck. D'Regierung  
leet dëse Projet de loi net op d'Äis,  
d'Regierung mécht keng Light-ver-  
sion vun deem Projet de loi. Et ass  
e wichtege Projet fir d'Grundrech-  
ter hei am Land ze verteidegen.  
Dës Regierung an ech selwer si fir  
d'Meenungsfreiheet, fir d'Manifesta-  
tionsrecht, mä et gétt keen ab-  
solut Recht. Rechter hunn ëmmer  
Grenzen do wou Rechter vun ane-  
ren ungin.

D'Regierung prezisiéiert just am  
Text dat, wat se elo schon am Ex-  
posé des motifs stoen huet. D'Re-  
gierung schreift dee Saz, deen am  
Exposé des motifs steet. Et ass  
awer méi schwierig, well et misst  
een da vläicht bei e puer honnert  
Artikelen am Code pénal all Grund-  
recht ëmmer draschreiwen. Dofir  
ass et e schwierigen Exercice, mä  
d'Iddi, déi mer am Exposé des mo-  
tifs hunn, kucke mer, ob een déi net  
och kann an den Text dra ma-  
chen, mä wann een déi Fro heil  
stellt, misst ee se am Fong bei alle  
puer honnert Artikele vum Code  
pénal stellen. Dat ass, wéi den Här  
Bodry weess, net méiglech, mä  
d'Regierung bleift bei der Zilset-  
zung vun dësem Gesetz an och bei  
deem Text, esou wéi en do steet. Et  
ass wichteg fir d'Grundfräiheeten  
hei am Land. E gétt esou pre-  
zisiéiert, wéi e schon am initialen  
Text am Exposé des motifs be-  
schriwwen ass.

Ech soen lech merci!

■ **M. le Président.**- Mir kom-  
men elo zur leschter Fro, der Fro  
267 vun der Madame Renée  
Wagener un den Här Innenminister  
iwwert d'Androe vun den Auslän-  
ner op de Wielerleschten.

D'Madame Renée Wagener huet  
d'Wuert.

- Question N° 267 du 28 jan-  
vier 2003 de Madame la Dé-  
putée Renée Wagener relative  
à l'inscription des person-  
nes non-luxembourgeoises  
sur les listes électorales

■ **Mme Renée Wagener (DÉI  
GRÉNG).**- Merci, Här President, et  
ass eng ëmmer erëm beléifte Fro,  
mä dat weist och drop hin, dat de  
Problem am Laf vun de Jore sech  
net gebessert huet, nämlech deen,  
dat mer ganz wéineg Leit bei eiser  
auslännescher Populatioun hunn,  
déi sech op de Wielerleschten  
aschreiwen.

Mir hunn elo zwee Stechdatumen:  
Dat eent ass fir d'Europawahlen de  
Stéichdatum vum 1. März 2003,  
respektiv, wann de Projet de loi iww-  
ert d'Loi électorale nach schnell  
genuch gestëmmt gétt, den 1.  
Abrëll 2003, an anerersäits hu mer  
den 1. Abrëll 2004, de Stéichdatum  
fir d'Gemengewahlen.

Bei deene virechte Wahlen ass re-  
gelméisseg festgestallt ginn, dat  
méi Sensibiliséierungsaktiounen  
misste gemaach ginn, fir d'Leit ze  
motivéieren sech anzuschreiwen.  
Wat d'Europawahl betrëfft ass  
deen Délai jo scho quasi ofgelaf.

Dofir och meng éischt Fro: Ech  
wollt wëssen, wat do konkret u  
Sensibiliséierungsmesure geholl  
ginn ass? Bei de Gemengewahlen  
hu mer jo nach e Joer Sputt.

Meng zweet Fro ass: Par rapport  
zu deenen zwou Zorte vu Wahlen,  
wat de Minister géif vu folgende  
Propositiounen halen:

Éischtens, d'Gemengen dozou ze  
bewegen, dat se alleguerten an  
de kruzialen Zäite Samschdes hir  
Büroe géifen opmaachen, fir dat  
d'Leit sech kënnen anschreiwen.

Zweetens, en nationalen Dag vun  
der Inscriptioun anzeféieren, esou  
wéi de CLAE et scho virun enger  
Rei vu Jore verlaangt hat.

Oder drëtens, e spezifesche Congé  
anzeféieren, fir déi Leit, déi

schaffen, dat se sech kënnen e  
puer Stonne fräihuelen, fir hir Pa-  
beieren an d'Rei ze bréngen.

Ech soen lech merci!

■ **M. le Président.**- D'Wuert  
huet den Här Innenminister Michel  
Wolter.

■ **M. Michel Wolter, Ministre  
de l'Intérieur.**- Ech géif der Ma-  
dame Wagener wëlle merci soen, Här  
President, dat si mer d'Geleeën-  
heet gétt op e puer Aspekter vun  
der Aschreiwung vun den Net-Lët-  
zebuurger op de Wahllëschten an-  
zegen.

Et ass richtig wéi se gesot huet,  
dat mer an deenen nächsten Jore  
mat zwou Échéancen nees be-  
faasst ginn, wat awer Echéancé  
sinn am Sënn vum Oflafe vun en-  
gem permanente Processus. Et  
muss ee wëssen, dat d'Aschrei-  
ung vun Net-Lëtzebuurger op  
Wahllëschten naischt ass, wat ee  
Mount all fénnef Joer staitfénnt, mä  
dat et eppes ass, wat e permanen-  
ten Outil ass, deen den Net-Lëtze-  
buurger-Matbierger, déi sech wë-  
len op d'Gemengewahllëschten  
oder op d'Europawahllëschten  
aschreiwen, zur Verfügung steet.

En zweete wesentleche Punkt ass  
deem, dat mer e Projet de loi en-  
nerwee hunn, dee säit bal engem  
Joer an der Chamber déposiert  
ass, a wou ech hoffen, dat mer am  
Laf vum Februar nach de Vote an  
der Chamber kënnen maachen,  
deem d'Konditiounen wesentlech  
wäert änneren, no deene sech Net-  
Lëtzebuurger op Wahllëschte kën-  
nen aschreiwen.

Pour rappel geet d'Durée de rési-  
dence bei de Gemengewahlen, déi  
haut bei sechs innerhalb vun de-  
ne leschte siwe Joer Résidence  
ass, op fénnef Joer erof, fir gewielt  
ze ginn, wou een haut zwielef Joer  
innerhalb vun deene leschten 15  
Joer zu Lëtzebuerg huet misse  
wunnen, geet haut och op fénnef  
Joer erof, a bei den Europawahlen,  
wou déi Délaië fénnef Joer inner-  
halb vu sechs Joer fir d'Wielen an  
zéng vun deene leschten zwielef  
fir d'Gewieltginn, ginn och uniform  
op fénnef Joer erofgesat, esou dat  
mer, wa mer de Projet de loi hunn,  
eng wesentlech Reduzéierung vun  
den Délaien hunn, no deene sech  
d'Ausländer da kënnen op déi res-  
pektiv Wahllëschten aschreiwen.

Dofir huet d'Regierung sech och  
zesummesat am Hierscht vum  
leschte Joer an der Persoun vun  
der Familljeministesch a mir selwer,  
fir ze kucken eng Sensibiliséierungs-  
campagne nach eng Kéier ze ini-  
tiéieren, déi net soll eng si mat en-  
gem klengen Akku elo an dann e  
klengen Akku d'nächst Joer, mä  
déi sech iwwert d'ganzt Joer vum  
Mäerz vun dësem Joer bis zum  
Mäerz vum nächste Joer soll hin-  
zieren, wou mer a regelméisseg  
Periode wëlle probéieren déi aus-  
lännesch Matbierger dovun ze iww-  
erzeegen, wa si et wëllen, wéll  
dat ass ëmmer d'Grundvorausset-  
zung, an déi muss bestoe bleiwen,  
sech op d'Wielerleschte fir d'Ge-  
mengewahlen an d'Europawahlen  
anzeschreiwen.

Mir kënnen a mir wëllen déi Sensi-  
biliséierungscampagne awer net  
ulafe loosson esou laang wéi mer  
de Vote an der Chamber hei net  
hunnen, well et net ganz vill Sënn  
méich fir d'Leit elo mat Délaien ze  
konfrontéieren, vun deene mer  
ausginn, dat se sech nach eng  
Kéier änneren. Mir sinn awer prett,  
esou bal wéi d'Chamber de Vote  
vum Projet de loi gemaach huet, fir  
déi Sensibiliséierungscampagne  
ulafen ze loosson.

Ech kann lech och dovun infor-  
méieren, dat déi, wéi gesot, net  
mat zwee One-shots, dës Joer  
an dann nach eng Kéier d'nächst  
Joer, soll lafen, mä iwwert dat  
ganzt Joer soll eraus gezu ginn,  
well mer trotzdeem e wesentlech  
méi breeden Echo erwaarden an  
erhoffen, wat d'Inscriptiounen op  
de Gemengewahllëschten ube-  
laangt.

Mir wëllen eng Broschür éditieren  
a fénnef Sproochen, op däitsch,  
franséisch, englësch, italesesch a  
portugisesch, an deenen déi nei  
Bestëmmungen niddergeschriwwen  
sinn, a mir wëllen iwwer Spoten an  
deene konzernéierte Radioen, am  
Kino, am Internet, do am Fong wou  
déi auslännesch Matbierger, déi  
hei zu Lëtzebuerg wunnen, sech  
och selwer renseignéieren, an de-  
ne spezialiséierten Zeitungen a  
Medien op déi Méiglechkeet op-  
mierksam maachen.

D'Madame Wagener huet dann  
nach dräi konkret Froe gestallt, vun  
deenen ech der zwou ganz gutt  
fannen. Déi éischt Fro ass déi: Ob  
mer d'Gemenge géifen incitéieren  
hir Büroë speziell eng Kéier opze-  
maachen. Ech mengen, dat dat in-  
teressant wier an där Period, wann  
elo de Projet de loi gestëmmt ass,  
well mer da jo bis zum 31. Mee eng  
ganz Rei vu Leit kréien, déi énnert  
déi nei Konditiounen dee Moment  
géife falen, fir dat effektiv ze ma-  
chen.

D'Stad Lëtzebuerg huet d'ailleurs  
och scho vu sech aus esou eng  
Mesure annoncéiert, dat se wëllen  
ass dat ze maachen, an ech froe  
mech, an ech wäert dat mam Pre-  
sident vum SYVICOL an deenen  
nächsten Deeg och diskutéieren,  
ob een dat dann effektiv net an en  
nationalen Dag vun der Inscripti-  
oun kann afléisse loosson, dat  
déi 118 Gemengen matenee dee-  
selwechten Dag géifen deen Effort  
maachen. Ech mengen, dat wier  
och en Deel vun der Sensibilisé-  
ierung, déi jo net nëmme vu staat-  
lecher Säit aus soll geschéien, mä  
déi och vu Gemengesäit aus soll  
geschéien, esou wéi dat virun de-  
ne leschte Wahle geschitt ass.

Ech mengen dann awer net, dat et  
sënnvoll wär an dat mer dat och  
géifen hikréien, fir e Congé spécial  
extra anzeféieren, duerch déi Re-  
duktioun vun den Délaien, kom-  
binéiert mat enger Annerung vum  
Text, déi mer och nach aféieren,  
dat d'Gemenge sollen am Fong  
d'Recherche an d'Zukunft ma-  
chen. Déi Leit mussen jo en Zertifi-  
kat bréngen, dat se déi fénnef  
Joer Résidence hunnen. Haut waren  
dat jo zwielef Joer, respektiv zéng  
Joer, jee nodeem ob se wollte sech  
opsetze fir gewielt ze ginn. Fénnef  
Joer ass en Délai, dee relativ ein-  
fach ze retracéieren ass an an  
deem d'Leit meeschtens an enger,  
maximal an zwou Gemenge resi-  
diéiert hunnen. Dofir hu mer an den  
Text och dragesat, dat déi Recher-  
che, déi do soll gemaach ginn, wa  
méiglech vun de Gemenge soll ef-  
fectuéiert ginn, wat eng weider Ver-  
einfachung vun der Prozedur ass,  
esou dat den Ausländer, dee sech  
op Wahllëschten hei zu Lëtzebuerg  
wëllt aschreiwen, summa sum-  
marum just nach muss eng Pièce  
d'identité virweise kënnen. E muss  
den Noweis erbréngen - wou d'Ge-  
meng em awer hëllef -, dat en déi  
fénnef Joer hei zu Lëtzebuerg  
wunnt, an e muss eng Deklaratioun  
ënnerschreiwen, dat en net am  
Ausland och e Wahlrecht huet, dat  
en am Ausland op säi Wahlrecht  
verzicht.

Dat ass eng Prozedur, déi, an eisen  
Aen, net zevill contraignant ass,  
déi sech praktesch an engem  
Gang op d'Gemeng kann erleede-  
gen, an ähnlech wéi wann een op  
d'Gemeng geet, wann een d'Wun-  
neng wiesselt oder wann een op  
d'Gemeng geet, wann ee Proble-  
mer huet mat enger Facturatioun,  
mengen ech, wier et och net zevill  
verlaangt vun de Leit, wa se sech  
op d'Gemeng eng Kéier géifen dé-  
placéieren an hirer Aarbechtszäit,  
niewent hirer Aarbechtszäit, an hi-  
rem Congé, oder eventuell dann op  
deem zukünftigen nationalen Dag  
vun der Inscriptioun, fir sech op  
d'Wielerleschten anzeschreiwen.

Ech entschëllege mech dofir, dass  
ech e bësse méi laang geschwat  
hunnen a soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Et ass gutt  
fir dës Kéier. D'Wuert huet elo den  
Här Jean-Pierre Klein fir den Dépôt  
vun enger Proposition de loi.

## 5. Dépôt d'une proposition de loi

**M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Merci, Hâr President. Hâr President, ech erlabe mir, fir eng Proposition de loi ze déposieren iwwert d'Indemnisation vun der Presidente vun den Offices sociaux.

- *Proposition de loi 5086 portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988*

**M. le Président.** - D'Chamber hêt Akt vum Dépôt vun der Proposition de loi duerch de Kollege Jean-Pierre Klein. Si gëtt weidergeleet un de Statsrot.

D'Wuert huet elo d'Madame Renée Wagener fir den Dépôt vun zwou Motiounen.

## 6. Dépôt de deux motions par Madame Renée Wagener

**Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG).** - Merci, Hâr President. Ech wollt zwou Motiounen déposieren, déi eng iwwert d'Ennerstëtzung vum Stat vun der historischer Recherche iwwert den Zweete Weltkrich an déi zweet zur Récupération vun engem Fichier iwwer lëtzebuergesch Krichsgefaangen zu Moskau.

### Motion 1

*La Chambre des Députés*

- *considérant que le grand intérêt du public pour l'exposition „Verbrechen der Wehrmacht“ a démontré une nouvelle fois le besoin de la société luxembourgeoise de se pencher sur tous les aspects de l'histoire de la 2e Guerre mondiale;*

- *considérant que l'initiative de montrer cette exposition à Luxembourg s'inscrit dans l'éventail des tentatives d'un élargissement de la recherche historique;*

- *considérant que le sujet des Luxembourgeois dans la Wehrmacht n'est qu'un des éléments que l'historiographie luxembourgeoise sur la 2e Guerre mondiale se doit d'analyser;*

- *considérant que jusqu'ici, les instruments créés ou soutenus par l'Etat dans le domaine de la recherche et de la documentation de la 2e Guerre mondiale concernent essentiellement la mémoire de la Résistance luxembourgeoise;*

- *considérant qu'il est du devoir de l'Etat luxembourgeois de se donner les instruments pour une recherche aussi complète et large que possible sur la 2e Guerre mondiale, qui ne se limite pas au fait de la Résistance;*

*invite le Gouvernement*

- *à mettre en place des structures scientifiques de recherche historique aptes à étudier la 2e Guerre mondiale dans toute son étendue et sous toutes ses facettes;*

- *à pourvoir ces structures des moyens financiers et des ressources humaines nécessaires;*

- *à étudier les possibilités d'intégrer dans le concept de la nouvelle Université de Luxembourg le domaine de la recherche historique sur la 2e Guerre mondiale et plus généralement sur l'histoire du 20e siècle.*

(s.) *Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss.*

### Motion 2

*La Chambre des Députés*

- *considérant que presque soixante ans après la 2e Guerre mondiale de nombreux cas de personnes déplacées et d'enrôlés de force luxembourgeois disparus – notamment en Europe de l'Est – restent non élucidés;*

- *considérant qu'à côté de l'intérêt de la recherche scientifique sur la 2e Guerre mondiale, il importe d'assister les personnes dési-*

*reuses de faire des recherches personnelles sur le sort des membres de leur famille disparus;*

- *considérant qu'un fichier contenant les dossiers de plus de mille personnes déplacées et enrôlés de force qui sont devenus prisonniers de guerre luxembourgeois existe dans les services historiques de l'armée russe à Moscou;*

- *considérant que les archives russes qui détiennent ce fichier sont entre-temps accessibles;*

- *considérant que d'autres gouvernements d'états membres de l'Union européenne ont déjà procédé à des rapatriements voire copies de dossiers analogues;*

- *considérant qu'une mission dans ce sens avait été mise en marche par le gouvernement luxembourgeois en 1994 mais semble avoir eu un caractère limité;*

*invite le Gouvernement*

- *à prendre les mesures qui s'imposent pour obtenir une copie du fichier en question et pour le rendre accessible au public concerné;*

- *à mettre en place les instruments et les ressources humaines nécessaires à une traduction du russe et à une évaluation scientifique de ces dossiers;*

- *à créer un service d'assistance aux personnes désireuses de lever le voile sur le sort des membres de leur famille disparus pendant la 2e Guerre mondiale.*

(s.) *Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss.*

**M. le Président.** - Déi Motiounen gi weidergeleet un déi zoustänneg Kommissiounen.

Mir fueren da weider mat eisem Ordre du jour. Mir kommen zur Interpellation vum Kollege Georges Wohlfart iwwert d'nohalteg Entwécklung vun Éislek. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Loes, Calmes, Gira, Schank an d'Madame Durdu. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellation, den honorablen Hâr Georges Wohlfart.

## 7. Interpellation de M. Georges Wohlfart au sujet de la politique du Gouvernement concernant le développement de la région Nord du Grand-Duché

**M. Georges Wohlfart (LSAP), interpellateur.** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn déi Interpellation vun de Mëtteg ugefrot, well ech der Meenung sinn, dass déi zukünfteg Entwécklung vun onsem Land am Kader vum Aménagement général du territoire all Géigende vu Lëtzebuerg soll abezéien. Dat dierft, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, bei enger Gesamtfläch vun 2.500 km<sup>2</sup>, wouvun den Norden eppes méi wéi 40% ausmécht, och keng Saach vun der Onméiglecheit sinn.

Et ass net meng Absicht de Mëtteg op all Fro gestallt vu mir oder vun de Kollegen, déi no mir schwätzen, vun der Regierung eng Antwort ze kréien, och net op all Suggestioun, déi mer maachen. Ech gesinn et vill méi als Denkestouss, fir dass mer an Zukunft kënnen liddien, déi de Mëtteg hei am Plenum ausgeschwat ginn, an deene verschiddene Chamberkommissiounen an ons Aarbechte mat afléisse loossen, fir eventuell am Enn vum Joer an enger Orientierungsdebatte dann déi Schlussfolgerungen ze zéien, déi noutwenneg sinn, fir den Norden op d'Zukunft virzebereeden.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Joren a Méint si ganz vill Diskussiounen gefouert ginn an et ass vill geplangt ginn am Süde vum Land. Nei Bestëmmungen, zum Deel ganz interessant Bestëmmungen, iwwert

d'Industriebroochen, déi deser Géigend sollen nei Impulser ginn, si virgesinn. Ech wëll net am Detail heiroop agoen. Ech mengen, dat géif éischens de Kader vun der Interpellation sprengen an zweetens sinn d'Kollegen a Kollegen am Süden do besser gestallt wéi ech, fir iwwert dës Problematik am Detail ze diskutieren.

Ech wollt dozou just bemierken, dass ech voll a ganz mat deenen Zilsetzungen do d'accord sinn, well se fir dës Géigend vum Land sécherlech eng Rei Zukunftsperspektiven opmaachen, déi eng reell Chance fir de Süden duerstellen. Et huet keng Biergerinitiativ missen op de Plang geruff ginn, fir dese Propositionen Nodrock ze ginn, se ze ennerstëtzen, an dat ass a mengen An och gutt esou.

Anescht, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, huet et an deene leschten zwanzeg Joer mat deem engen oder anere wichtegeg Infrastrukturprojet fir d'Nordregion ausgesinn, ouni dass ech - an dat wëll ech direkt soen - wëllt verleechnen, dass munches sech am Norden am Positive beweegt huet - ech wäert am Laf vu menger Interpellation dorop zrëckkommen -, mä ech muss feststellen, dass zum Beispill den 8. Juni 1980 eng Manifestation zu Elwen vun der Aktioun Nordstreck, dat waren deemools d'Nordgemengen an de Landesverband vun den Eisebunnen, iwwer 6.000 Leit op de Plang geruff hat, fir fir d'Erhaltung, d'Modernisierung an d'Elektrifizierung vun der Eisebunnstreck Ettelbréck-Elwen-Gouvy ze demonstréieren.

Dës Eisebunnstreck ass, menger Meenung no, eng liewenswichtig Infrastruktur fir d'Leit aus dem Norden, eleng wann ee kuckt wéi vill Pendler all Moien aus dem Norden an aus aneren Deeler vum Land mat deem Transportmëttel schaffe fueren. Et sinn der 6.700, ouni dobäi d'Schüler ze vergiessen, déi mer op déi eenzel Lycéee bréngen. Si ass fir d'Leit aus dem Norden eng ganz wichteg Infrastruktur a se war en éischte Schrëtt, fir déi jorzéngtelaang Ofwanderung aus dem Éislek ze stoppen.

Duerno 1992, ech mengen et war am Mäerz, koum et zur Demonstration vun de gewielte Vollektivtrieder aus der Nordregion virun deem héijen Haus. Si hunn domat hir Ennerstëtzung zum Ausdrock bruecht, wat de Bau vun der Nordstrooss ugeet. Och wann ech der Meenung si wéi anerer, dass doduerjer net all d'Problemer vum Norde geléist sinn, mengen ech awer, dass et am Gesamtpuzzle fir den Norden e wichteg Element fir seng zukünfteg positiv Entwécklung duerstellt.

Déi lescht Demonstration am Juli 2001: Zu Wolz hu sech d'Gewerkschaften, d'Gemengen, d'Vertrieber vun de Schoulen an d'Schoulkanner zesumme fonnt, fir d'Erhalten an den Ausbau vun der Streck Kautebaach-Wolz an den Aménagement vun der Gare zu Wolz ze demonstréieren.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, unhand vun dese Beispiller ass et, menger Meenung, no liicht nozevollzéien, dass an deem engen oder aneren Dossier méi Asaz oder méi Nodrock verlaangt war, wa mer am Norden no verschiddenen Infrastrukture gefrot hunn. Ech wëllt wéi gesot dës Interpellation als éischten Denkestouss gesinn. Ech hoffen, dass mer de Mëtteg eng positiv, konstruktiv an oppen Diskussioun kënnen féieren.

D'Bevölkerung huet glécklecherweis no der Ofwanderung, déi bis Mëtt den achtzeger Joren ugehale huet, an deene leschte Joren en erfreeschechen Opschwung kann. Ech wëllt dozou d'Zuele vun der Vollekszielung vun 1991 respektiv

2001 uféieren. Am Norden hunn 1991 56.895 Leit gewunnt. 2001 waren et der 67.487. Wann ech elo gutt gerechent hunn, dann ass dat en Zouwuess vun 10.592 Persounen. Dat entsprécht in etwa der heiteger Bevölkerszuel vum Kanton Klierf. Dat ass en Zouwuess, wa mer en a Prozenter ausrechnen, vun iwwer 18,6%, deen domat daitlech iwwert dem Landesduerchschnëtt vu 14,3% läit. Den Undeel un der Gesamtbevölkerung hei zu Lëtzebuerg ass domadder am Norde vu 14,8% op 15,4% an d'Luucht gaang. En Trend an eng Tendenz, déi iwwergens zënter 2001 weider unhalen. Dat beweist, dass mer am Norden um richtege Wee sinn.

Hâr President, ech ka mech nach gutt drun erënneren, an ech mengen Dir och, dass Dir als zoustänneg Minister fir de soziale Wunnengsbau Mëtt der achtzeger Joren eng Initiativ geholl hutt, fir de gesamte Kanton Klierf beim soziale Wunnengsbau als eng Gemeng ze betruechten. Dat heescht, et war esou schlëmm, dass déi kleng Gemengen net genuch Interessente fonnt hu fir de soziale Wunnengsbau, sou dass am Fong geholl de ganze Kanton konnt konsidéréiert ginn. Esou konnt eng ganz Rei Leit an de Genoss vun deene staatlechen Hëllef kommen. Dat war eng Saach, déi duerchaus positiv war.

Och um Niveau vun den Industriezonen huet sech zu deemselwechten Zäitpunkt de Robert Goebbels ervirgedoen an huet innovéiert, andeem hien déi sou genannt regional Industriezonen agefouert huet. Zum Beispill fir d'Gemengen aus dem Klierwer Kanton war dës besonnesch wichteg. Net nëmme, well he 85% vun den Infrastrukturkäschte vum Stat iwwerholl gi sinn, well et zu enger regionaler, interkommunaler Zesummenaarbecht komm ass, mä well et fir d'éischt méiglech war, souwuel Industriebetriber wéi Betriber vun Handel an Handwierk kënnen unzesiedelen, wat bei där fréierer Konstellation, op där enger Sait national Industriezone fir d'Industriebetriber, op där anerer Sait kommunal Zone fir Handel an Handwierk, net méiglech war.

Do derniewent huet den Zesummeschluss vun enger ganzer Rei vu Syndikater op Gemengenniveau bewisen, dass eng ganz Rei vu Gemengeverantwortlechen schon deemools hir Responsabilitéit iwwerholl haten an net nëmme op d'Hëllef vum Pappa Stat gewaart hunn. Dat muss ee positiv ervirsträchen. Eng ganz Rei vun interkommunalen a regionale Syndikater sinn doduerch entstan.

All dës Initiativen, déi ech elo opgezielt hunn, hunn e positiven Trend mat sech bruecht, deen een nëmme begrësse kann, mä, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Médail huet wéi ëmmer zwou Säiten. Dat heescht an deem Fall, dass nei Problemer mat dem Uwuesse vun der Bevökerung op ons duerkommen, wat d'Infrastrukturen, d'Liewensqualitéit, den Émweltschutz, d'Aarbechtsplazen an d'Ausbildung ugeet. Do gëtt et eng Rei Léisungen, déi op der Zäitachs ganz schnell musse geléist ginn.

Thema Infrastruktur: D'Nordstreck, a mir schwätzen hei vun Eisebunn, d'Fuerderung vum zweegleisegen Ausbau vun der Streck, do wou et technesch méiglech ass, duerf an Zukunft keng Utopie sinn. Ech hu virduen op déi grouss Zuel vu Pendler a Schüler higewisen, déi zu Dausenden op dës Infrastrukturen ugewise sinn. Datselwecht gëllt fir den Ausbau a Verbesserung vun der Streck Kautebaach-Wolz.

Fir de Schüler- a Pendlertransport sinn dës Investitiounen sënnavoll an néideg, mä ech géif souguer behaupten, dass se och fir de Giddertransport hir Bedeitung hunn, well och d'Betriber an Zukunft kënnen iwwert d'Eisebunn hir Produkter féieren.

Am allgemengen ennerstëtze mir als LSAP weider d'Initiativen, wat den Ausbau vum öffentlechen Transport ugeet. Ech mengen, dat ass eng Noutwendegkeet, wann ee wëllt an deenen nächste Joren d'Zuel vun de Leit, déi Pendler sinn, an d'Zuel vun de Grenzgänger vun 10% op 25% eropsetzen, wat d'Benotzung vum öffentlechen Transport ugeet. Da weess een, dass een do een ambitiöse Projet huet. Mä op jidde Fall ass et aus enger ganzer Rei vu Grënn, an net nëmme vu Sécherheet mä och vun nohalteger Entwécklung, eng Saach déi voll a ganz ze ennerstëtzen ass. Hei sinn - dat muss een och soen - eng Rei vun éischten Initiative geholl ginn. Wéi gesot, ons Fraktioun ennerstëtzt all aner Initiativ an der Verbesserung vum öffentlechen Transport.

De Stroossebau dann: De Robert Goebbels huet, wéi mer en Deel vun der Nordstrooss ageweit hunn deemools am Friedhaff, gemengt, de Friedhaff wier den Ufank vun der Nordstrooss. Ech stelle fest, dass mer vum Friedhaff un tatsächlech haut eng gutt Verbindung bis an d'Stad hunn. Mä op där anerer Sait hu mer nach ëmmer 35 km bis op déi belsch Grenz, wou mer 16 km - wann ech gutt gerechent hunn - nach ëmmer zweespureg duerch siwen Uertschafte fueren.

D'Zuel vun den Autoen, déi dagdeeglech an onst Land erafueren - an hei Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, schwätzen ech net vun deene Leit aus den Nopeschlänner déi Client si bei onse Supermarchéen an Tankstellen, mä vun deenen déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, respektiv bis an d'Stad erforsche schaffe kommen -, ass an de leschte Jore förmlech explodéiert. Véier mol esou vill Autoe wéi nach 1980, sou weisen d'Schätzunge vun de Ponts et Chaussées et aus. Dobäi fale virun allem déi permanent steigend Zuele vu Camionneten vu belschen Entrepreneuren op. Kee Wonner, wann ee weess wéi grouss den Undeel vun onsen Noperen zum Beispill an der Baubranche hei am Land ass.

Do derniewent verdingen ëmmer méi Grenzgänger hiert Brout an de Lëtzebuerg Kleng- a Mëttelbetriber aus dem Norden, virun allem am Handel an am Handwierk, eleng an der Sispolo-Gemeinschaft, dat heescht d'Gemenge Konstern, Housen, Houschen a Pëtscht, sinn eng 350 Aarbechtsplazen an de Mëttel- a Klengindustrie vum Handel, dovun eleng fir iwwer 200 Grenzgänger.

Kee Wonner also dass vill Leit an ëmmer méi Leit en Ubannen un dat belscht, daitscht Autobunnnetz fuerden. Mä hei, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, stellt sech fir mech déi kruzial Fro: Muss dat oder soll dat onbedingt eng Autobunn sinn?

Ech mengen, dat muss ee sech ganz gutt iwwerleeën, wann ee weess, dass doduerch en zousätzlech schwéiere Camionsverkéier kënnit duerch d'Nordregion transitieren. Aner Kollegen heibanne wëssen, wat dat un Nuisance mat sech bréngt an och Problemer, mä op jiddfer Fall muss am Interessi vun der Sécherheet an der Liewensqualitéit vun de Leit eng Léisung fonnt ginn, déi zumindest de Verkéier aus den Uertschaften auslagert. Dat ass ganz kloer. Mir kënnen net weider 20.000 Autoen an de Spëtzestonnen duerch déi siwen Uertschafte fuere loossen. Dat liicht jiddferengem heibanne an.

Zweet Stéchuert, Hâr President, sinn d'Schoulinfrastrukturen. Ech wollt aus Zäitmangel net op de Primaire, Préscolaire a Précoce agoen, wou d'Gemenge grouss Efforte maachen, dat muss een ennersträchen, an dat ganz oft op interkommunaler Basis, fir där steigender Nofro nozekommen. Um Niveau vum Secondaire sinn eng Rei Bemierkungen awer ze maachen.

Éischt Feststellung: Hei steet d'Entwécklung vun de Schoulinfrastrukturen net méi a Relation mat dem Zouhuele vun der Awunnerzuel. Et kann een dovun ausgoen, dass bis 2010, an dat si knapps siwe Joer, méi wéi 2.500 Plaze wäerte feelen. Et gëtt eng Zuel genannt vun 2.611. Wéi ee genau op 2.611 kënn, dat entzitt sech elo - Här Minister, dat muss ech lech éierlech soen - menge Kenntniss. Mä wa mer wëssen, wéi vill Joer mer am Duerchschnëtt brauche vun der Planung bis zum Bau an doriwwer eraus bis zum Fonctionnéiere vun engem Lycée, dann ass dës Zäitspan op jidde Fall net allze laang.

Zweet Feststellung: De Lycée fir de Réidener Kanton ass eng gutt Saach. Et ass net nëmmen eng gutt Saach fir déi Leit, déi do wunnen, mä virun allem fir déi 1.200 Studenten aus dem westlechen Deel vun der Nordregioun. Et passt och an d'Konzept vum Aménagement du territoire. Méi kuerz Transportweeër, also Zäitgewinn fir d'Schüler, manner Verbrauch vu Sprit. Dat alles ass am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung.

Dritt Feststellung: De Lycée fir de Klierfer Kanton ass och scho méi laang am Gespréich. Et ass elo eng nei Iddi opkomm, déi ech net kann am Detail novollzéien, wat d'Organisation an d'Realisatioun dovun betrëft. Dat ass deen europäesche Lycée an der Nordspëtz. Meng Hoffnung ass, ob mer en europäesche Lycée kréien oder en normalen technesche Lëtzebuerger Lycée mat engem kompletten Ugebot wat d'Palette vun der Ausbildung ugeet, dass mer net sollen onnéideg Zäit verléieren, wann et ëm de Site geet.

Natierlech - ech wollt elo nach eng Bemierkung ubréngen, Här President - erlichtert de Fait, dass de Ministère de l'Education nationale net déi richteg Zuel vun de Kanner aus de Primärschoule kennt, net onbedingt d'Virbereedungsarbeiten. Ech hat virun zwee Joer an enger parlamentarescher Fro drop higewisen, dass et kënn am Klierfer Kanton och zum Bau vun engem Lycée kommen. Du krut ech als Äntwert, d'Schülerzuel géif dat net ausweisen. De Ministère, an ech maachen do keng Scholdzouweisung, ass vun enger Kannerzuel vun 800 an eppes ausgangen. Déi effektiv Kannerzuel am Klierfer Kanton an der Primärschoul läit awer bei 1.187. Ech mengen, wa mer schonn do ufänken, dass mer déi Zuelen net hunn, déi mer brauche fir richteg ze plangen, dann ass dat net onbedingt ganz stimulant.

Nächst Feststellung: De Lycée technique agricole ass a bleift bei der Schoulinfrastruktur den Dauerbrenner. Ech mengen, ech hunn heiansdo d'Impressioun, dass do den Hond sech an de Schwanz bäisst. E leeft am Krees ronderëm a mir kommen einfach net vum Fleck. Ech ka just bedauern, dass deen interministeriellen Aarbechtsgrupp, deen do op d'Bee gesat ginn ass, fir am Fong geholl ze kucken, wat d'Besoine fir deen neie Lycée technique agricole sinn, zanter Joren net méi zesumme komm ass. Ech wëllt nach just nach de Lycée technique hôtelier pour mémoire erwähnen.

Eng fénneft Fro ass: Wou kënn dann deen neie Lycée stoe wat de Raum Nordstad ugeet? Dat si Saachen, déi mer hei mussen undiskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten den 9. Oktober, wann ech gutt am Bild sinn, hei am Haus de Projet de loi iwwert de Fénnefforesplang vun Sport. Am Kader vun deenen Diskussiounen ass eng Motioun vun deene grénge Kolleegen erakomm, déi sech mat deem akute Mangel u Schwamminfrastrukturen am Norde befasst huet. Et kann dach net sinn, dass mer d'Kanner aus Lëtzebuerger Gemenge mussen op Bitburg an esou viru schécken, fir dass se kënnen schwamme léieren.

Dat ass och ee vun den akute Punkten, dee mer behiewe mussen.

#### (Interruption)

Jo, dat weess ech, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire.

#### (Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mech net bei de Schoulinfrastrukture weider ophalen. D'Aarbechtsplazen an d'wirtschaftlech Entwécklung sinn en anert Thema, wat fir d'Nordregioun ganz wichteg ass. An hei viru op e Wuert iwwert d'Industriebroochen zu Wolz a Veianen.

Gemess un de Flächen am Süden hält dës sech relativ bescheiden aus. Ech schwätzen hei vun 10, 12 Hektar. Mä am Kader vun enger weiderer Diversifikatiounspolitik wat d'Industrien ugeet, si se wichteg fir déi zwou kantonale Hauptstied Veianen a Wolz. Heizou folgend Froen. Mir wëssen alleguer, dass mer e Problem hu vun Entsuerung. Wéi wäit sinn do - ech brauch also, wéi gesot, Här Minister, net de Mëtteg eng Äntwert drop -, d'Verhandlungen tëschent deenen eenzelne Partner? Op där enger Säit ass et zu Wolz de Syndikat Wolz-Wanseler an de Stat an dann op där anerer Säit d'Euroflor. Zu Veianen ass et d'Gemeng an op där anerer Säit déi fréier Electrolux. Wéi wäit ass dat fortgeschratt? Wéi héich sinn d'Subventioun vum Stat fir d'Entsuerung vun deenen zwee Site?

Ech wollt an deem Kontext e Stéchwuert nach opgräifen. Dat ass d'Stéchwuert SICLER. Dat ass de Syndikat vum Klierfer Kanton. Zanter dass dese Syndikat an d'Liewe geruff gouf, kann ee vun enger Erfolgsgeschicht schwätzen. Dat ass net iwwerdriwwen.

Am Laf vun de Jore konnten déi eenzel Site mat neien, zum Deel ganz innovative Betriber besat ginn. An niewent dem onermiddlechen Asaz vum Vertrieber vum Syndicat selwer, war et a mengen Ae virun allem de Guichet unique, deen e wichtige Partner war, virun allem fir Handels- an Handwerksbetriber, well hie mat senger beroderender Funktioun a Kompetenz konnt zum Beispill bei administrativen Démarchen esou munche Steen aus dem Wee raumen.

Emsou méi, mengen ech, war d'Enttäuschung grouss, wéi virun 1? Joer dee Guichet unique sollt begreuewe ginn, wann ech dat esou salopp därer formuléieren. Ech si frou an ech fannen et begrëssenswäert, dass déi zwee Naturparken zesumme mat SICLER an der Industriezou Wolz/Wanseler fir d'Zukunft eng nei Léisung fonnt hunn, andeem se de Guichet unique erëm aféieren. Si verlaangen zwee Euro pro Awunner, wat am Fong geholl d'Participatioun un deem Guichet unique ugeet, deen zu Klierf soll ugesiedelt ginn. Hei waarde mer nach ëmmer op d'Reglement, dat soll am Kader vum Développement rural geholl ginn, dass bis zu 50% vum Stat kënn subventionéiert ginn.

Dann de ländleche Raum.

Wéi de Frënd Alex Bodry d'Iddi vun den Naturparken Oewersauer an Our virun enger Rei Jore konkret lancéiert huet, huet sech mengen Erënnerungen no d'Begeeschtung bei ville Leit zumindest a Grenze gehalen, fir net méi ze soen. Och deemools ass eng wäitgefächert Campagne gefouert ginn iwwert dee berühmte Waasserfrang

Ech hunn an deene leschte Méint a Joren näischt méi vum Waasserfrang héieren. Et ass och gutt esou, dass e verschwonnen ass.

#### (Interruption)

Ech maache mer net ze fréi Hoffnungen. Ech mengen, Här Minister, Dir huet jo Zäit fir zum Waasserfrang nach Stellung ze bezéien.

Wann een haut d'Entwécklung kuckt, da stellt ee fest, dass de

Courage vun deene Responsablen, déi un d'Ufank un un d'Iddi gegleeft hunn a sech fir d'Iddi staark gemaach hunn, sech ausbezuelt huet. Dat ass ganz kloer. An ech mengen, eng ganz Rei vun Aktivitéiten, virun allem am kommerzielle Beräich, konnten entwéckelt ginn a sinn net méi ewech ze denken.

D'Qualitéitsprodukter hunn hir fest Plaz beim ëmweltbewusste Konsumment fonnt. Wat hei, menger Meenung no, muss an Zukunft nach méi konsequent op eng professionell Aart a Weis ausgebaut ginn, dat ass de Marketing. Dat ass ganz kloer, well den zukünftigen Erfolleg steet a fällt mat engem gudden Marketing. Dat ass och eng Méiglechkeet, fir nach méi eng grouss Zuel vu Verbraucher fir dës Produkter ze errechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer am Juli 2001 kuerz virun der Summerkantz en neit Agrargesetz gestëmmt hunn, louchen déi groussherzoglech Reglementer nach net vir, déi sech mat der Entwécklung vum ländleche Raum sollte befaassen. Ech stellen haut fest an deem Kontext, dass eng Motioun vun onser Fraktioun, déi den zoustännege Minister opgefuerdert huet dës Reglementer an deene beschten Zäitdelaie virzeleeën, ofgelehnt ginn ass mam Argument, ons Motioun wier iwwerflësseg. Dat Wuert superfétaoire ass gebraucht ginn. Ech muss haut feststellen, dass déi Leit zënter méi wéi annerhallem Joer zum Beispill am Kader vun der Grënnung vun enger Pépinière d'entreprises op déi staatlech Hëllef waarden am Beräich Berodung. Ob déi och nach haut der Meenung sinn, dass et iwwerflësseg war, dat, Här President, woen ech zumindest awer ze bezweifelen.

Ech mengen, wat d'Landwirtschaft selwer ugeet, esou hate mer, Här President, hei an der Chamber virun zwee Joer eng breet ugeluechten Unhéierung vun allen interesséierten Acteuren aus dem agrolimentaire Secteur iwwert den Thema Liewensmittelsécherheet. D'Zil war et, Schwaachstellen an der Produktioun an an de Vermaarkungsketten opzedeecken an ze versichen am Intérêt, esouwuel vum Produzent, dat heescht vum Bauer, wéi och vum Konsument eng Rei Verbesserungen duerchzezéien.

Ech bedauern haut, dass d'Iddi vun roude Punkt - de ganze Produktiounsoflaf gëtt heibäi iwwerpréift - net zrëckbehale gouf, an dass eng Baueregewerkschaft da seet, et géif erëm jiddereen a sengem Eck fir sech e bësse schaffen, mä deen Elan, dee mer deemools haten, ass, menger Meenung no, verluer gaangen. Datselwech géllt fir dem Frënd Ben Fayot seng Proposition de loi iwwert d'Schafung vun enger Lëtzebuerger Agence vun der Liewensmittelsécherheet. Niewent deene sachlechen a fachlechen Argumenter, déi fir en onofhängeg Gremium plädéieren, hätt sech d'Méiglechkeet erginn, fir och am Raum Dikrech/Ettelbréck duerch d'Usiedelung - dat muss net haut a muer sinn, mä an der Zukunft - vun esou enger Agence eng Rei wëssenschaftlech interessant Aarbechtsplazen ze schafen.

Här President, den Tourismus bleift e wichtige Piller an der Ekonomie vun onsem Land am allgemengen an deem vum Éislek am Besonneschen. Net nëmmen 12.000 Leit schaffen hei an deem Secteur, mä den Tourismus bréngt och mat sech, dass ganz vill Geld am Land bleift. D'Saison 2002 war aussergewöhnlech gutt, an ech géif mengen, och fir d'Éislek zeffriddestellend. Esou heescht et aus interesséierte Kreesser.

Esou wäit, esou gutt, mä d'Land huet net all Joer grouss Evénemen-

ter wéi den Départ vum Tour de France, an och net, a méi bescheidenem Kader, e Victor Hugo-Joer.

Wann ee sech de Rapport vum ONT ukuckt, stellt ee fest, dass an deene leschte Jore méi Professionalismus an d'Vermaarkung vum Produkt Lëtzebuerg eragefloss ass. Dat ass sécherlech ze begrëssen, mä d'Haaptuleies bleift awer menger Meenung no d'Ausweidung vun engem Qualitéits-tourismus op d'ganzt Joer an iwwert d'ganzt Land. Do muss den Hiewel ugesat ginn. Hei spillt ënner anere och de Klima eng ganz grouss Röll. Loosse mer ons do näischt virmaachen, do si mer par rapport zu aneren Destinatiounen e bësse benodeelegt.

An deem Kontext sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Joren a Méint zum Deel ganz passionéiert Diskussiounen gefouert ginn, wat fir eng Infrastrukture mer dann elo bräichten, fir dass mer kënnen zu Lëtzebuerg de Ganzjorestourismus substanzuell ausbauen. Ass dat eng iwwerdeckte Schipiste? Oder ass et, wéi aner Leit mengen, en Erlefnisbad, wou d'Gemengen all dovun kënnen profitéieren?

Mir mussen hei gutt oppassen. Ech ginn a priori net negativ un e Projet erun, mä wann ech en dann ënnersichen, an ech mengen, do ass den Här Minister mat mer d'accord, da muss konkret a stéchhaltig Zuelen um Dësch leien. Et geet net nëmmen ëm den Invest, et geet och ëm Froe wéi Nofolgekäschten. Et geet ëm Froe wéi Umweltbelastung. Et geet ëm Froen, wéi gesäit et mat dem Energieverbrauch an doduerch mat der Facture Energie aus. Ech wollt just froen, ob d'Regierung offiziell mat engem Projet an där enger oder anerer Richtung befasst ass?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, uganks vu menger Interventioun hat ech op déi relativ heefeg Zesummenaarbecht vun de Gemengen an enger ganzer Rei vu Syndikater an alle méigleche Beräicher higewisen. Verschidde Gemenge wëllen an Zukunft anscheinend iwwert dee Kader vun de Syndikater eraus zesumme schaffen, dat heescht, duerch eng fräiwëlleg Fusioun hir Geschécker zesummeleeën. An deem Kontext wollt ech vum Här Innenminister wëssen, wéi wäit dann d'Virgesprécher tëschent deenen eenzelne Gemenge fortgeschratt sinn? Op där enger Säit hu mer jo Bastenduerf, Fouren, wou, wa meng Renseignement richteg sinn, soll vun 2006 un eng Fusioun op d'Bee kommen. Dann hu mer Klierf, Hengescht a Munzen, wou en anere Stéchdatum, 2012, emol an d'A gefaast war. Dann Eschweiler, Kautebaach a Wëlwerwolz. Da Konsent, Pétscht, Houschent an Housen, wou ech awer weess, dass deen een oder deen aneren net ganz begeeschtert ass, oder deen een oder deen aneren an der Téschenzäit scho kal Féiss kritt huet.

Doniewent wier ech frou, wann ech vum Här Minister kënn gewuer ginn, wéi dann elo déi Kritären, déi pro Awunner sollen als Dott - entschëllegt de saloppen Ausdrock, Här Minister - mat an dat Bestietnes bruecht ginn, bei de Fusioun festgeluegt goufen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter enger Rei Jore gëtt et de Begrëff vun der Nordstad, déi momentan mat der Périphérie eng Awunnerzuel vun iwwer 28.000 Awunner huet. Dat sinn der, mengen ech, esou vill oder e bësse méi wéi Esch. An de leschten zéng Jore huet do d'Bevölkerungszuel iwwer 15% zougeholl. Hei hu mer deeselwechte Phenomeen wéi bei enger Stad vun der Grëssenuerdung vun Esch. Mir hunn d'Infrastrukture wat d'Kliniken ugeet. Mir hunn Transportproblemer. Hei mussen an deenen nächste Joren Neel mat Käpp gemaach ginn.

ler mer awer dozou kommen, wéi ech eng aner bemierkenswäert Feststellung nach lassginn. Dat ass, dass méi wéi 60% vun den Awunner aus der Nordstad eng Aarbechtsplaz fannen innerhalb vun där Regioun, wat fir den Norde ganz wichteg ass. Dat ass eng Saach iwwert déi mer ganz frou kënn sinn.

**M. Camille Gira (DÉI GRENG).** - Et sinn net déi Dausenden, déi an d'Stad fueren, wéi ëmmer behaupt gëtt. 75% fannen eng Aarbechtsplaz an der Nordstad selwer.

**M. Georges Wohlfart (LSAP), interpellateur.** - 60% hunn ech gesot. Hutt Dir vläicht aner Zuelen? Mä loosse mir ons net driwwer streiden. Dir sidd vläicht nach e bësse méi optimistes wéi ech. Dës positiv demographesch Entwécklung bréngt awer eng Rei vu Problemer mat sech.

D'Zuel vun de Bauplazen ass begrenzt, dat wësse mir, wéinst den topographeschen Ursachen, déi mir kennen. Och Transport- a Verkeiersproblemer sinn eng Realitéit. Ech mengen, wat op jidde Fall prioritär miss si fir d'Nordstad, dat ass e kohärent Konzept a Saache Verkeier an Urbanismus. Ech kënn mir virstellen, dass mir an deenen nächste Méint mat den interesséierte Gemengen an zesumme mat de concernéierte Ministären op de Wee géife goen, fir eis ze concertéieren a fir dann och Virschléi op den Dësch ze leeën.

D'Schafe vun enger Handwierksan Handelszou am Friedhaff, déi jo scho laang am Gespréich ass, dierft dann elo, nodeem de Problem vun de PAKen aus dem Wee geraumt ass...

#### (Interruption)

Voilà, mä Dir hutt ons jo berouegt mat Ären Aussoen, dass dee Problem kënn geléist ginn. Ech mengen fir d'Gemeng Dikrech wier dat eng wichteg Ugeleeënheet.

Et gëtt och geschwat, fir e regionalen Zenter fir Feierschutz a Sauvetage op d'Been ze stellen. Eng drëtt Iddi, déi ech ganz gutt fannen, dat ass déi vun enger Rei Gemengen: Dikrech, Ettelbréck, lerpeldeng a Bettenduerf, fir e regionale Jugendzentrum um Gebitt vun der Nordstad ze schafen. Dat ass begrëssenswäert, well et ass d'Jugend, déi am Fong geholl ons wäert hëlfelechen déi lescht Awänn géint e verstärkt Zesummeschaffen an der Nordstad ofzebauen. Duerfir ass d'Jugend, a mengen An, onbedéngt an d'Zukunftsplannung vun der Nordstad mat anzubannen.

Ech hu mir soe gelooss, dass déi zwee lescht Projekte kënn realiséiert ginn, mä dass d'Gemenge sech e bësse méi Hëllef vum Stat erwaarden, wat déi finanziell Bealaaschtung ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e lescht Wuert wéilt ech dann am Kader vun dëser Interpellatioun iwwert d'nohalteger Entwécklung am Norden der Dezentraliséierung vun de Verwaltung widmen.

Ech sinn der Meenung, dass och hei muss eng Keier den Norde berücksichtegt ginn. Et gëtt oft geschwat, dass een dat nach ze schafend Waasserwirtschaftsamt sollt an der Nordregioun usiedelen. Et wieren dat eng 60 Aarbechtsplazen, déi kënn geschaf ginn. Dat wier e positiven Akzent, deen déi staatlech Instanze géife setzen. Domat géife se d'Efforte vun de Gemengen a vun de Syndikater, déi ech virdrun ugeschwat hunn, positiv ënnerstëtzen, well bei alle positiven Usätz, déi mir hunn - a mir freeën ons doriwwer -, ass et de Leit aus dem Norde relativ schwéier ze vermëttelen, dass Agencé vu Banken zougemaach ginn, obschonn d'Bevölkerungszuel dauernd zouhëlt an d'Aktivitéiten an onsen Industriezonen zouhuelen.

Op där anerer Sait fänkt och d'Post u Guicheten zouzemaachen. D'Post Kautebaach, bon, dat war wahrscheinlech den Ufank, mä den Tri zu Housen, wat d'Post ugeet, ass och ewechrationaliséiert. Et ass menger Meenung no eng geféierlech Salamatistik, déi do bedriwwen gëtt. Dat sinn negativ Erscheinungen, déi mir musse contrecarréieren.

Ech hu virun zwee Méint mat Satisfaktioun festgestallt, datt wéi mir diskutéiert hunn iwwer eng Dezentraliséierung vu verschiddene Services vum Hôpital neuropsychiatrique vum Ettelbréck an de Süde vum Land, dat net zu gréisseren Diskussione gefouert huet, an datt och kee Mënsch eppes dobäi fonnt huet. Ech hu mech iwwerrascht gefillt, datt dat esou einfach an d'Welt gesat ginn ass. Ech sinn der Meenung, datt wann dezentraliséiert gëtt, och wat d'Personal ugeet, datt wann dat deen ee Wee geet, Här Minister, do si mir ons eens, da kënnen mir hei am Land net op enger Einbahnschinn fueren, da muss et och an déi aner Richtung méiglech sinn.

Ech proposéieren do zum Beispill d'Schafung vum enger Ëmweltklinik, wouriwwer zënter enger Rei Méint eng Diskussioun gefouert gëtt. Ech mengen, Leit, déi sech e bësse mat der Problematik vum der Ëmweltmedezin befaassen, wëssen, datt dat keng Utopie ass, déi do an d'Welt gesat ginn ass, mä datt dat eng Saach ass, déi een haut brauch am Kader vun enger moderner Medezin. Et wier och net schlecht, wann eventuell kënnst dru geduecht ginn dës Ëmweltklinik, wann dat méiglech wier, an d'Nordstad unzesiedelen, ëmsou méi well den Hôpital St Louis keen nationale Service huet, deen hien an de sechzeger a siwenzeger Joren hat mat der Radiotherapie. Ech mengen, dat wier eng kleng Kompensatioun.

Dat gesot, Här President, Dir Damen an Dir Hären, wëllt ech nach eng Motioun erabréngen, wou ech d'Regierung géif invitéiere mat menger Fraktioun eng Rei Saachen, déi ech hei dévoppéiert hunn an där Zäit, déi mir zougestanen ass, ze realiséieren am Intérêt vun dem Eislek.

### Motion 1

#### La Chambre des Députés

- *considérant que la région Nord du Grand-Duché de Luxembourg a connu une importante croissance démographique lors des dix dernières années;*

- *considérant que cette vaste croissance démographique commence à poser des problèmes en ce qui concerne les infrastructures, notamment publiques, routières et scolaires;*

- *considérant qu'un grand nombre de communes disposant de moyens financiers réduits se voient dans l'impossibilité de garantir toute une série de services d'intérêt public;*

invite le Gouvernement

- *à mettre en place une stratégie nationale de décentralisation sur la base du programme directeur de l'aménagement du territoire;*

- *à développer une politique volontariste d'implantation de services publics et non publics dans les différentes régions du pays;*

- *à créer un Fonds régional destiné à promouvoir la coopération régionale et intercommunale au niveau des infrastructures et des services;*

- *à présenter avant la fin de l'année dans le cadre d'une conférence régionale Nord un concept global concernant cette région, qui intègre tous les aspects qui ont été fixés dans le cadre du projet de programme directeur de l'aménagement du territoire de 1999;*

- *à promouvoir un transport performant entre les principaux centres de la région et le reste du pays;*

- *à élaborer en étroite collaboration avec les communes intéressées un concept cohérent en matière de transport et d'urbanisme pour la région „Nordstad“;*

- *à développer la coopération au niveau interrégional avec nos voisins belges et allemands;*

- *à compléter les infrastructures scolaires et d'accueil;*

- *à aider efficacement les communes concernées (Wiltz et Vianden) à revaloriser leurs friches industrielles.*

(s.) Georges Wohlfart, Alex Bodry, Mady Delvaux-Stehres, Jeannot Krecké, Jos Scheuer.

Ech géif ofschléissend dem Här Minister merci soen, datt hien d'Interpellatioun ugeholl huet, gutt nogelasschert huet an och géif ech e félicitéiere fir dee voluminösen Dossier, dee mir hei iwwerrecht kritt hunn, wou eng ganz Rei interessant Donnéeën dra si vun deenen eenzelne Ministären. Et ass op jidde Fall en interessant Dokument, Här Minister, fir weider Iwwerleeungen am Kader vun der nohalteger Entwécklung vum Eislek. Ech soen lech merci.

■ Des voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

### Discussion générale

■ M. Nico Loes (CSV).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, de Kolleg Georges Wohlfart hat nach eng Demonstratioun vergiess, wéi hien déi all opgezielt hat déi am Eislek waren. Mir hunn och eng Kéier zu Elwen fir méi Schoul an d'Eislek demonstréiert, an dat ass och an d'Rei gaangen. Ech wëll mech awer net mat den Demonstratiounen ophalen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, d'Entwécklung am Norden, ganz besonnesch am Bezierk Nordde selwer, ass en Dauerthema, dee mat vill Passioun an Erwaardungen diskutéiert gëtt. Entgéint deem, wat geleeëntlech an deene méi südlech geleeenen Deeler vun eise Land gemengt gëtt, ass den Norden eng ganz lieweg Regioun mat ongezielte lokalen Initiativen, déi d'Liewen am Norden dynamiséieren. Ech denken hei un déi zwee Naturparken an un d'Institutioun vum Klierwer Kanton a vum Réidener Kanton. An dëser Dynamik läit et wuel dran, datt d'Populatioun am Norden iwwerproportional séier géintwuer dem Rescht vun eise Land gewuess ass.

De Kolleg Georges Wohlfart huet seng Interpellatioun, déi an hiner ursprénglecher Form e politesch Gesamtkonschtwierk war op dat mindestens déi ganz Regierung hätt missen äntwerten, herno spezifesch op d'Beräicher Landesplanung a ländlech Entwécklung achséiert. Do fällt scho viles dran, wat et allgemeng zu den Entwécklungsperspektive vum Norden ze soe gëtt. De Kolleg Wohlfart huet e bëssen all d'Projeten an all d'Situatiounen ofgegrenzt. Ech wëll mech dann och elo net nach eng Kéier hei driwwer ausloosse wéi vill Altersheimer, wéi vill Crèchen a wéi vill Schoule gebaut gi sinn. Ech denken, dat gehéiert e bëssen zu dem Développement rural, wou de Kolleg Marco Schank herno wäert drop agoen opgrond vun där Erfahrung, déi speziell mir zwee an enger Regioun haten, wou mir Virreider ware fir déi europäesch Programmer, wat de 5B, de LEADER a wéi gesot d'Naturparken ubelaangt.

Här President, Dir Damen, Dir Hären, den Norden ass zwar ee Bezierk a gëtt gemengerhand als eng Regioun mat iwwerall gültege Charakteristiken duergestallt. Dat géif bedeuten, datt et landesplaneresch, wirtschaftlech, kulturell an esou weider kaum Ënnerscheeder tëschent Réiden an Elwen, të-

schent Dikrech an Aasselbur géif ginn. Genee dat ass net wouer.

Den Ënnerscheeder tëschent deene verschiddenen Deeler vum Norden ass dann och schon am Plan directeur vum der Landesplanung Rechnung gedroe ginn, deen am Norden dräi Planungsregiounen virgesäit. Et handelt sech dobäi ëm den Nordwesten, d'Nordspéitz an ëm déi sou genannten Nordstad. Et ass och dëst d'Andeelung, déi de Spezifisitéit vum deene verschiddenen Deeler vum Norden am beschte Rechnung dréit, well eent schéngt mir a menger Fraktioun och kloer, wa mir vun der Entwécklung vum Norde schwätzen: Mir kënnen net alles iwwerall maachen a mir wëllen och net alles iwwerall hikréien. Domat wier den Norden a senger Identitéit an och a senger Attraktivitéit vläicht méi gestrooft, wéi dass him gedingt wier.

An de Kolleg Georges Wohlfart ass och op déi Entwécklung agaangen, datt mer am Kontext vun der nohalteger Entwécklung do missten oppassen.

Den Norden huet zum Beispill eigentlech keng schwéierindustriell Bestëmmung, ausser vläicht am Anzuchsgebitt vun der Nordstad, mä ausserhalb vun deem Raum muss déi wirtschaftlech Aktivitéit dem natierleche Kontext ugepasst ginn, an déi se sech afügt.

Den Norde besteet op där anerer Sait awer net nëmmen aus Wissen, aus Bëscher an aus ländlechem Tourismus. D'Destinatioun vum Norden also an e puer Sätz do anzequëtschen ass schwierig. Et sinn dofir méi eng Approchè verlaangt, déi ech dann och wëllt usazweis hei undeiten.

Mir hunn am Norden deen zweete Verwaltungszentrum vum Land, deen och ee Schoulzentrum ass, dat ass de Raum Dikrech-Ettelbréck, ronderëm deen de Plan directeur jo och d'Entstoe vun engem nationalen Attraktiounszentrum mëttlerer Gréisst virgesäit, esou wéi dat och fir d'Stad Esch de Fall ass.

An der Nordstad, déi och d'Nopeschgemenge vun deenen zwou Stied ëmfaasst, ass déi infrastrukturell Basis och schon do fir eng weider steigend Populatioun opzehuelen a mat deenen Dénsgchtleeschungen ze versuergen, déi ee sech vun enger klenger Groussstad, fir dat emol eng Kéier esou auszedrücken, erwaart. Ettelbréck huet bal iwwer 8.000 Awunner. Dikrech beweegt sech op 7.000 zou. Mat den Nopeschuertschafte kënnst een do op eng Awunnerzuel - an de Georges Wohlfart huet dat virdu gesot - vu ronn 28.000 Leit, déi an dem Konglomerat Nordstad liewen. Vill vun hinne schaffen do. Déi wirtschaftlech Entwécklung vun der Nordstad ass eng Préfiguratioun vun deem, wat de Plan directeur fir dat ganz Land an Ausiicht gestallt huet a wat vum IVL och soll konkretiséiert ginn, nämlech datt allgemeng soll manner Verkéier entstoën, doduerch datt d'Leit op d'Dauer méi no bei hir Aarbecht wunne kommen. Et ass eng Erausforderung. An nodeems mer den IVL déi viregt Woch virgestallt kritt hunn, ass et speziell eng Erausforderung wat den Norden ubelaangt.

D'Infrastrukture vun der Nordstad si villfälteg. Ech hoffen, datt der och nach derbäi kommen. Sportlech, kulturell, sozial a selbstverständlech schoulesch ass d'Nordstad den Haaptattraktiounspunkt vum Bezierk Norden.

An dësem Kontext wëllt ech drop insistéieren, datt et och géif Sënn maachen iwwer d'Schafung vun engem Nordstad syndikat oder enger Communauté urbaine nozedenken, déi déi verschiddene Tätigkeetsberäicher vun deenen existéierende Gemenge géif iwwerhuelen. Et ass sécher net

falsch, fir d'Nordstad e kohärent Transportkonzept ze schafen, wat sech op de Bus géif baséieren, esou wéi dat och am Süde mam TIC de Fall ass. Och wat aner Aktivitéiten ubelaangt, wier eng méi enk Kooperatioun vun den interkommunale Syndikater an der Nordstad denkbar.

Natierlech muss een och hei op déi historesch Relatiounen tëscht Dikrech an Ettelbréck ganz virsiichteg agéieren. Ech sinn awer dovun iwwerzeegt, datt eng interkommunal Zesummenaarbecht an der Nordstad prinzipiell géif dee beschten institutionelle Kader fir eng gemeinsam Weiderentwécklung vun dësem Raum duerstellen.

Nieft der Nordstad, déi zimlech am Süde vum Norde läit, läit iwwer der Nordstad an nieft der Nordstad awer dee gréissten Deel vum Norden. Do gesäit de Plan directeur weider véier kleng Attraktiounszentren an Entwécklungspoler vir, an zwar Klierf, Veianen, Wolz a Réiden. Si sinn d'Haaptuertschafte vun deene véier Kantonen, déi och hiren Numm droen, a sinn historesch d'Zentre vun dëse Kantoner gewiescht. An Zukunft géllt et si weider an hire regionaler Ausstrahlung an Attraktivitéit ze stäerken. Dozou gëtt mat Sécherheet ee Beitrag geleescht, wann de Kanton Réiden an de Kanton Klierf hiren eegene Lycée kréien; wann zu Wolz an zu Veianen eppes op de Friches industrielles geschitt a wann a puncto Kultur och an dësem Eck eppes géif entstoën; wann zu Klierf deen dynamesche Syndikat SICLER eng Gesamtbestëmmung fir de Kanton ausschafft, déi fir d'Planungsregioun vum gesamten Norden ee ganz wichtege Motor géing duerstellen.

Ëmmerhin - an dat ass wichteg fir meng weider Ausféierungen iwwer déi zwou méi nördlech Planungsregiounen - ass et selbstverständlich och fir de Raum Nordstad an de Kanton Veianen wichteg, datt um Niveau vun den Transportweier mat der Elektrifizéierung vun der Nordstreck an dem Bau vun der Nordstrooss, d'Voraussetzung fir eng besser Accessibilitéit am ganzen Norde geschafte gouf a gëtt.

Speziell de Bau vun der Nordstrooss dréit dozou bäi, datt mer deen Astellungsphänomeen an de Grëff kréien, wou ëmmer gesot gëtt, datt Dikrech méi wäit vun der Stad ewech läit wéi d'Stad vun Dikrech. Weider am Norden ass dat natierlech nach méi problematesch. Ech soen an ech behaupten, datt de Bau vun der Nordstrooss dem Norden nei Perspektiven opmécht.

Eng besser Zougängelechkeet vun dem ländlechen Deel am Norden ass natierlech dozou géeeegent den nationalen Tourismus weider ze fördern an dee soll, der Meenung vun alle Beträffenen no a gemäss dem Plan directeur, een doucen Tourismus ginn. Dobäi geet et net nëmmen ëm Dausende vu Leit aus dem ganze Land an doriwwer eraus, déi sech déi Summerweekender um Stau afannen, mä virun allem ëm déi manner massiv Bewegungen, zum Beispill vu méi klengen Gruppen an d'Naturparken, bei déi ländlech Attraktiounen ronderëm de Stausee, oder vu Klierf a Veianen, oder an d'Restaurante vun eisen Dierfer, wou ee mëttes e kleng Maufel kann zou sech huelen, a se esou kënnen zu der touristescher Entwécklung vun där Géigend bäidroen. En Tourismuskonzept fir den Norden ass noutwendig an de Kolleg Marco Schank wäert herno a sengen Ausféierungen nach do drop agoen.

Wat awer och wichteg ass an der Diskussioun ronderëm d'Planungsregiounen am Norden ass d'Tat-saach, datt ausser der Nordstad eigentlech keng Géigend an deem Bezierk do ass, déi sech méi intensiv fir eng wirtschaftlech Aktivitéit vum industriellen Typ prêtéiert. Hei muss een awer trotz allem déi Syndikater ervirhiewen an déi Gemen-

gen, déi eppes ënnerholl hu fir Aktivitéitszonen ze schafen. Ech denken do u Klierf, un Elwen, un Housen, u Réiden, well et ass jo an engem gewësse Sënn normal, datt mer déi Aktivitéiten net kënnen iwwer déi ganz Regioun ausdehnen, well dat géif mat der Iddi vun den Naturparken an der ländlecher Géigend net iwwertenee goen.

De Problem fir déi ländlech organisiéiert an axiéiert Géigenden am Norden ass natierlech deen, datt si eng Vokatioun hunn als Noerhuelungsgebitt op touristeschem Plang an doduerch net dëselwech wirtschaftlech Dynamik kënnen un den Dag leeë wéi dat enzwousch anescht de Fall ass, wat dann awer och mat sech bréngt, datt se doduerch manner Recettë vläicht era kréien, Recetten déi dacks manner oder ebe guer net méi do sinn, fir sech selwer eng konkret Entwécklungsperspektiv ze ginn an op d'Erfüllung vun där hineschaffen.

D'Gemengen an deenen zwee Naturparken, dee vun der Uewersauer an dee vun der Our, an och déi Gemengen déi eng touristesch Vokatioun hunn, leeschte jo och een Dénsgsch der Letzebuerger an der regionaler Allgemengheet, wa si während der Saison dausende vu Kuerz- a Laangzäitouristen ophuelen. Si kënnen awer, wéi gesot, sech selwer nëmme ganz schwéier doriwwer finanzéieren. Dofir sinn ech der Meenung, an dat sollt een och iwwerleeën, ob een net kënnst en zousätzleche Kritär bei der Verdeelung vun de staatleche Recetten un d'Gemenge sollt berücksichtigen, déi der lokaler Entwécklungsperspektiv géif Rechnung droen. Do kritt zum Beispill eng Gemenge, déi sech e spezifeschen Entwécklungsplang gëtt, zousätzlech Mëttel fir d'Erfüllung vun deem Plang, sou laang deen an d'Bestëmmung vun der Gemeng hirer Regioun an de Plan directeur vun der Landesplanung passt.

### (M. Jean Asselborn prend la Présidence)

De Georges Wohlfart hat virdrun de Waasserfrang ugeschwat. Ech kommen nach eng Kéier do drop zrëck. Wann eng Regioun opgrond vun de Waasserreserven a vun der Dréinkwaasserversuergung vum Land muss Restriktiounen virhuelen, da sinn ech der Meenung, datt da bei de staatlechen Dotatiounen anescht miss verfuere ginn an do d'Kritäre frësch fixéiert misste ginn, fir datt se och an der touristescher Vokatioun ka viru schaffen.

Et geet mer och hei drëms fir duerzeleeën, datt an de Regioun vum Nordwesten a vun der Nordspéitz eng grouss Dynamik um Terrain existéiert, fir konkret lokal a regional Entwécklungsperspektiven ze erschléissen, mä et dacks un de Mëttele feelt, déi eng Gemeng oder ee Syndikat bräicht, fir bestëmmte Projeten ëmzesetzen.

Här President, den Norden a seng verschidde Bestanddeeler, d'Planungsregiounen, déi den Innenminister identifizéiert huet, verlaangen elo no enger konsequenter Förderung. Domat mengen ech net nëmme weider Fuerderungen un de Stat oder weider Ofgrenzungsbestriewunge géintwuer dem Landeszentrum, wéi mer dat an der Vergaangenheet ëmmer nees erlieft hunn, wann d'Nordodynamik zougeschloen huet. Ech gehéieren nämlech net zu deenen, déi ëmmer gär driwwer lamentéieren, am Norde wier näischt lass a mir wiere géintwuer anere Regioun vum Land benodelegt.

Ech sinn awer och grad esou ee groussen a fervente Verfechter fir d'Interesse vum Norden ze wahren an och, datt mir do eise Courage an de Grapp huelen an Initiativen huelen, fir am Norden déi Entwécklung virunzedriewen. D'Entwécklung aus deene leschte Jore gëtt eis Recht, wéi och deenen eenzelne Syndikater am gesamten Norden. Ech mengen, do si mer deenen aneren Deeler vum Land eppes viraus. D'Bevölkerungszuele weisen dat aus, wéi et virdu scho

gesot ginn ass, d'Bevölkerungszuelen, déi am Landesdurchschnitt bei 14,3% leien, leien hei bei 18,6%. Ech denken, datt dës Evolutioun de Beweis derfir ass, datt mer gutt dru gedoen hunn, fir déi Saach selwer an de Grapp ze huelen, mä, Här Minister, och wann op dem lokalen a regionale Gebitt vill Ustregunge gemaach gi sinn an nach ginn, esou komme mer awer net derlaanscht, datt och weiderhin de Stat eis do ënnert d'Äerm muss gräifen.

Ech wëll och eng Rei positiv Punkten opzielen, déi ënnersträchen, wat d'Zesummespill vu gemeinsamem Handeln op regionaler an nationaler Basis zu enger positiver Entwécklung ka féieren. Ech zielen op d'Zounahm vun der Bevölkerung, ech hunn et gesot, d'Verbesserung vun den Infrastrukturen, d'Installatioun vun Aktivitéitszonen, de Bau vun der Nordstrooss, Initiativen an nei Weeër an der Landwirtschaft an am Tourismus.

Et bleiwen nach eng ganz Partie Saachen, an déi si virdu vum Interpellant schon opgefouert ginn, déi an d'Rei muss gesat ginn. Ech denken hei un d'Usiedlung vun nationalen Institutionen am Norden. D'Situatioun an der Landwirtschaft muss mer och iwwerdenken, well et ass grad dese Secteur, deen d'Bild vum Éislek prägt. D'Schafe vu weideren Aarbechtsplazen an och d'Affektatioun vun Zonen, eng nei Affektatioun vun den Industriezonen, déi brooch léien. Ech denken hei besonnesch un d'Friche vun der Stad Wolz.

Ech kommen zum Schluss. Mir schéngt och dës Evolutioun e Beweis ze sinn, dass den Norden e Bezierk ass, wou et sech gutt liewe léisst.

#### (Interruption)

Här Gira, wann et lech do net gefält, Dir hutt jo nach ëmmer d'Méiglechkeet anzwousch anescht ze goen.

#### (Interruption)

Ah, Dir hutt jo gesot. Ech hat gemengt, Dir wiert net mat mer d'accord.

#### (Interruptions diverses)

Ech si gewinnt, dass ech ëmmer aus deem Eck do attackéiert ginn. Dofir sot ech dat dann och hei.

Doduerch denken ech, dass mer och muss mat a Kaf huelen, dass mer emol eng Kéier méi wäit mussen fuere, mä déi Leit, déi bei eis kommen, déi kommen och net nëmme bei eis, well do d'Grundstückspräisser nach méi bëlleg sinn, well d'Liewensqualitéit am Norden duerch déi nohalteg Planung, déi mer an den eenzele Regione gemaach hunn, och eng vun de Charakteristike vun deser Region bleift an de Rächum vun deser Region helléift duerstellen.

Ech wëll schléissen - mäi Kollege Marco Schank wäert nach herno d'Wuert ergräifen -, andeem ech mäi Frënd a President vun Klierfer Kanton zitieren, deen emol eng Kéier gesot huet: „Es geht nicht darum kindergartenreife Beschäftigungsprogramme für das Ösling auszuführen, sondern schlicht und einfach in unserem Land für Chancengleichheit zu sorgen“.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Merci Här Loes. Den nächste Riedner ass den Här Emile Calmes.

■ **M. Emile Calmes (DP).** - Wat ass dann hei lass? Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a méi oder manner groussen an onregelméissegem Émstänn gëtt sech dach awer Gedanken iwwert d'Situatioun am Norde vun eisem Land gemaach a ganz oft, och wann dat haut net de Fall ass, gëtt den Norden duergestallt als entwicklungsbedürftig Region, déi a sech drop waart, datt de schéine Pränz kënn fir se ze kessen, fir datt se esou aus dem Dornröschenschlaf erwächt. Dat ass awer net de Fall.

Am Éislek do uewen, am Norde vun deem Land gëtt absolut net geschlof. Dat wier e falscht Bild vun der Situatioun. Au contraire, a meng Virriedner hunn dat hei ënnerstrach, ass et eng ganz dynamesch a lieweg Region an déi, déi sech dovun wëllen iwwerzeegen, brauchen nëmme emol Sonndes den Auto zu huelen an iwwer Land ze fuere. Da kënnen se sech vun deem iwwerzeegen. Dat brauche se awer net onbedéngt ze maachen, well dat kënnen se och an Dokumenter erausfannen. Eent vun deenen Dokumenter hu mir jo de Mëtteg hei virfonnt op eisem Pult, wou e Résumé vun deem dran ass, wat bis ewell an deene leschte Joren am Norde geschitt ass, respektiv, wat nach alles geplangt ass.

Et kann ee sech awer och d'Dokument vum STATEC erbäihuelen an d'Chiffere liesen, wat d'Entwécklung vun der Populatioun am Norden ass. Meng Virriedner hunn drop higewisen. Während am Duerchschnitt am Land eppes méi wéi 14% Populatioun bäikomm ass, sinn dat am Norde bäino 19%. Geet een dann, fir net déiselwecht Chifferen ze huelen, kucke wat dat an deenen eenzele Kantone ausmécht, da gesäit een, datt zum Beispill am Réidener Kanton d'Populatioun ëm 23,6% an d'Luucht gaangen ass. Dat ass bal ee Véirel méi. Am Wëlzer Kanton sinn et 22,1%, am Klierfer Kanton sinn et 21,15%, fir nëmme déi ze nennen.

Geet een dann nach eng Etage ënnerdrénner an et kuckt ee wéi d'Evolutioun vun deene verschiddene Gemengen ass, da fënnst een eraus, datt Gemengen do sinn, déi en Zouwuess kann hu vu méi wéi 40%. Meng Gemeng gehéiert zum Beispill dozou, mä awer och Gemenge wéi Mäerzeg oder Géisdref.

An deem Sënn wëll ech emol eng Kéier hei ënnersträchen, datt awer och eng Partie Gemenge sech hirer Verantwortung bewusst ware wat d'Wunnensbauentwécklung ugeet, ier d'Diskussioun iwwerhaapt bei eis hei ugaangen ass, an déi do och hire Responsabilitäten nokomm sinn. Firwat kommen d'Leit elo esou massiv bei eis dorobber wunnen an de leschte Joren? Dat ass eng Fro. Ech mengen, déi éischt Äntwert ass ganz einfach déi, datt d'Bauplazen an der Vergaangenheet am Norde vill méi bëlleg ware wéi am Rescht vum Land, an dat huet enger Partei Leit et erlaabt, déi net esou gutt bei Keess waren, iwwerhaapt eng Bauplaz ze fannen. Et muss ee soen, datt an der Tëschenzäit d'Bauplaze bei eis do uewen awer och méi deier gi sinn, och wa se nach ëmmer méi bëlleg si wéi dat am Rescht vum Land de Fall ass. Mä dat eleng wier wahrscheinlech awer net duergaangen, fir dohinne wunnen ze kommen. Dozou gehéiert, datt een op mannst esou eng gutt Liewensqualitéit do fënnst wéi am Rescht vum Land. A kucken ech dat aus dem ëmwelt-politesche Kontext eraus, datt d'Liewensqualitéit an de meeschte Géigenden am Norden op jidde Fall besser ass.

D'Leit fannen och do déi Infrastrukturen, déi se brauche fir ze liewen, ugefaange bei de Schoulen. An Dir kënnst duerch de ganzen Norde fuere, a kengem Schoulhaff fannt Der e Container. D'Gemengen, ob-schonn se nëmme véier Joer Zäit hu fir ze plangen ier déi éischt Kaner an d'Schoul ginn, hunn et ëmmer erëm faerdeg bruecht hir Infrastrukturen esou ze adaptéieren, datt se dat anert a sech net hu brauchen ze maachen.

Zu deenen Infrastrukture gehéiere selbsterständlech d'Basisinfrastrukturen, wat klappt, mä dozou gehéieren och méi Luxusinfrastrukturen, wann ech dat emol esou kann nennen, nom Genre vu Centre culturel et sportif. Déi si jo all an deem Dokument do opgeléicht. Do si ganz vill Efforte gemaach ginn an et ginn der nach vill an deenen nächste Jore gemaach.

Ganz sécher, an dat ass och hei ugeklongen, ass net alles perfekt am Norden. Et bleift nach vill ze maachen an dozou soll déi Diskussioun vun haut jo bäidroen, wou am positive Sënn jiddferree säi Bäitrag ka maachen. D'Landesplanung gëtt eis d'Basis fir dat ze diskutéieren. Dat ass vu mengem Virriedner jo och esou gemaach ginn, virun allem de Programme directeur, an deemnächst dann och dee sougenannten IVL.

D'Landesplanung deelt déi fënnf Kantone aus dem Norden, mat hire 45 Gemengen, déi 45% vum nationalen Territoire ausmaachen an eppes iwwer 15% vun der Populatioun, an a Regione. Et ass och normal, datt dofir vun deene sechs Regione, déi am Programme directeur virgesi sinn, dräi Regione am Norde sinn. Dat ass eng Region Westen, mat de Kantone Réiden a Wolz. Dat ass eng Region Norden, mat de Kantone Klierf, Veianen an zwou Gemengen aus dem Kanton Dikrech an eng Region Zentrum Norden, wat de Kanton Dikrech ass, plus een Deel dann awer och nach vum Kanton Miersch.

Den Norde setzt sech zu 90%, territorial gesinn, zesummen aus méi enger ländlecher Géigend, an nëmme e ganz klengen Deel, dat ass den Deel ëm Ettelbréck, Dikrech, wat eng stätesch Zon u sech ass.

Duerno gesäit de Programme directeur dann Espaces d'action vir, dat heescht, Handelsgéigenden, déi am Programme-directeur festgehale sinn, mä déi éischer duerch d'Aktivitéit vun de Gemenge konditionéiert gi si wéi datt de Programme directeur d'Espacé konditionéiert hätt, well scho laang am Virfeld vun der Opstellung vun deem Programme directeur, an dat ass jo elo hei ugeklongen, sinn an deene verschiddene Géigenden interkommunal Syndikater an d'Liewe geruff ginn, déi sech där regionaler Entwécklung ugeholl hunn.

Am Weste war dat zum Beispill de Syndikat vum Réidener Kanton, wat e Syndicat à vocations multiples ass. Et war den Naturparksyndikat. Déi Gemeng, déi a sech net an engem interkommunal Gremium war, war d'Gemeng Wolz. Mä de Programme directeur gëtt eis jo d'Geleeënheet, esou wuel dem Réidener Kanton wéi och dem Naturparksyndikat vun der Sauer, eis zesumme mat deene Wëlzer eng Strategie ze ginn, fir de westlechen Deel vun eisem Land. Am Deel Norden ass et de Klierfer Kanton, deen u sech do deeselwechte Rôle spillt wéi de Réidener Kanton. An dann och neiderdénge den Naturpark Our.

A wou een dann näischt erëmfënnst, dat ass éischer den Deel Zentrum Nord, wéi dee genannt gëtt, wou u sech déi interkommunal Zesummenaarbecht net esou gepräegt ass. Et muss ee soen, datt op Grund vun der interkommunal Zesummenaarbecht awer eng Partie an deene Géigende konnt realiséiert ginn, dank dem Asaz vun deene Gemengen am Kader vun dem interkommunalen Syndikat, selbsterständlech och mat der Hëllef vum Stat.

Ech géif nëmme eng Partie Beispiller unhand vum Réidener Kanton hei zitieren, wat een alles kann als interkommunale Gremium maachen. Datselwecht gëllt selbsterständlech och fir de Klierwer Kanton, deen eis an näischt nosteet an och fir déi zwee Naturparksyndikater, net datt ech elo hei falsch verstane ginn.

Den interkommunale Syndikat vum Réidener Kanton, wéi gesot ëmmer d'selwecht wéi déi aner, ass u sech an der Iddi gegrennt ginn, fir eng wirtschaftlech Diversifikatioun er-

bäi ze féieren. Dat ass an deem Sënn gelongen, datt mer an der Tëschenzäit zwou Industriezone géieren: eng an der Rammerecher Gemeng an eng zu Réiden, wou mer iwwerengs eng al Friche industrielle, wann een dat emol esou kann nennen, déi vun der Solupla, opkaaft hunn, déi réaménagéiert an ausgebaut hunn, wat natierlech e grouss Succès ass. Do stongen 8.000 m<sup>2</sup> Halen, déi mer als Pépinière d'entreprises ëmgebaut hunn.

Mir konnten e ganzen Deel vun de Betriber, déi an de Gemengen doruechter verdeelt waren, do relogéieren. An der Zwëschenzäit hu mir Halen derbäi gebaut an dat huet e Succès fou. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen.

Scho relativ fréi hunn d'Gemengen aus dem Réidener Kanton sech zesumme gedoen, fir eng Crèche ze bauen. Ech menge bis haut hu mir nach déi eenzeg interkommunal Crèche respektiv deen eenzeg interkommunale Foyer du jour iwwerhaapt hei am Land. Domat hu mir volle Succès an d'Waar-deléicht ass selbsterständlech grouss.

Datselwecht gëllt fir dat, wat mir fir déi eeler Leit gemaach hunn. Mir hunn eis zu zéng Gemengen zesummegegedoen a mat 20% zesumme mam Stat um Bau vun engem Altersheim mat honnert Better participéiert. An deem Sënn hu mir schon eng gréisser Aktivitéit.

Mä och an aneren Domänen ware mir aktiv, esou zum Beispill exploitéiere mir zënter enger ganzer Rei vu Joren zesummen eng Museksschoul. Deemnächst, esou ëm d'Päischten, wäerte mir mat eiser neier Schwemm faerdeg sinn, déi awer nëmme vun néng Gemengen opperricht ginn ass, wat esou e Genre Freizeitbad ass. D'Ekologie ass hei ugesprach ginn. Et ass eng Schwemm, déi u sech CO<sub>2</sub>-fräi fonctionnéiert an deem Sënn, dass d'Hëtzt vun der Biogasanlag geliwert gëtt, déi 500 m vun do ewech läit. Mir bauen zesummen eng nei Kläranlag zu Béiwen un der Atert fir dee ganze Kanton Réiden.

Dann hu mir esou Aktiounen gestart, déi jiddferengem missten e Begrëff sinn, wéi „Komm fuer mat“, wou mir a sech den öffentliche Transport erheblech konnte verbesseren, oder „Komm spuer mat“, wat kengem onbekannt dierft sinn, eis Energiespuercampagne. Den Här Staatssekretär huet mir viru kuerzem gesot, dass net manner wéi d'Hal-schent vun allen Hëlfele, déi am Kader vun den erneierbaren Energie ausbezuelt ginn, an d'Region vum Norde gaange sinn. Ech mengen dat schwätzt jo awer och fir sech. Net zulescht, dat ass schon hei ugeklong, waren et d'Gemengen aus dem Réidener Kanton, déi solidaresch bei d'Educatiouns-ministesch a bei d'Bauteministesch getréppelt sinn, fir hinnen zesummen e Site ze proposéieren, an zwar zu Réiden mat Zoufahrtsweeër an allem, wat dozou gehéiert, wat et der Regierung wahrscheinlech erlaabt bis Enn vum Joer mam Bau vun deem Lycée kënnen unzefänken.

Mir hunn dat gemaach, fir dem Programme directeur an deem Sënn gerecht ze ginn, fir aus Réiden en dezentraliséierten Zentrum ze maachen, deen et amgaange war ze verléieren. Ech menge vun all deenen Zentren, déi den Nico Loes elo hei virdu opgezielt huet, ass et deen, dee muss opgepappelt ginn. Zesumme wëlle mir dat maachen. Wolz gëtt deem scho gerecht. Klierf a Veianen ginn deem éischer duerch hir touristesch Vocatioun gerecht. Ettelbréck an Dikrech ginn deem souwisou gerecht.

Wéi gesot, déi Konstallatioun bei eis ass déiselwecht wéi déi am Klierwer Kanton, mam klengen Ennerscheid, dass de Klierwer Kanton méi wäit vun der Stad ewech läit an doduerch si nach méi Efforte muss maache bei der Schafung vun Aarbechtsplazen. Dat gesäit een un der Zuel vum

Chômage. Mir hunn an eisem Kanton, dee grad esou grouss ass wéi de Klierwer Kanton, hallef esou vill Chômage wéi am Klierwer Kanton. Mir hunn 1,5%, si hunn 3%. Dat huet ganz einfach domat ze dinn, dass mir méi no bei der Stad leien an eis Leit d'Méiglechkeet hunn awer an d'Stad kënnen schaffen ze goen.

Voilà, ech mengen, do wou, wann een déi Kaarten duerchkuckt, e Fleck bleift um Niveau vun der interkommunaler Zesummenaarbecht an automatesch dann och um Niveau vun der interkommunaler Organisatioun - dat ass schon hei ugeklong vu mengem Virriedner - dat ass an der stätescher Zon. Dat ass éischer am Raum Ettelbréck/Dikrech, deen dann nieft der oder no der Stad an no Esch als drëtte groussen Zentrum hei am Land ugesi gëtt. Op deser Géigend läit haut schon en immensen Drock an dee Moment, wou d'Nordstrooss faerdeg wäert sinn, wäert deen Drock ganz sécher net ofhuelen: den automatechen Drock op de Wunnensbau, op d'Wirtschaft an op de Verkéier. Herno erëm eng Kéier den Drock op d'Schoulen an alles, wat dat beedeit. Do fënnst een u sech déi interkommunal Zesummenaarbecht net an deem Sënn. Dat huet historesch Grënn, well dat u sech grouss Uertschaften oder Stied sinn - dozou kéint ee Wolz iwwerengs och nach zielen -, déi et bis ewell net néideg haten sech mat de klenge Gemenge ronderëm zesummenzedinn.

Déi kleng Gemengen haten awer och keen Intérêt drun, well esou hu se net brauchen hëlfele ze bezuelen, wéi dat Beispill vun der Museksschoul zu Ettelbréck et jo beweist. Wéi nämlech d'Gemeng Ettelbréck de Gemenge ronderëm offriert huet matzemaachen, du war d'Bereitschaft och schon net méi grad esou grouss. Ech mengen, d'Erausfuering ass awer haut an deem Eck do, am Raum vun der Nordstad, wéi en iwwerall genannt gëtt, esou grouss, dass eng Zesummenaarbecht téschent de Gemengen Ettelbréck an Dikrech an awer och den Nopeschgemengen, dat heescht plus ou moins de Gemengen aus dem Kanton Dikrech, sech opdrängt.

Iwwert d'Form kann een diskutéiere wéi dat soll gemaach sinn, ob dat en interkommunale Syndikat soll sinn oder eng Collectivité urbaine oder wat och ëmmer. Ech mengen doriwwer kann ee jo diskutéieren. Haaptsaach, et gëtt eppes gemaach! Iwwert dat, wat wéi a wou wat an deem Eck gemaach gëtt, mengen ech, hätte mer d'Gemengen oder d'Schafféiert aus där Géigend selwer besser decidéieren ze loosse an Sënn vun der Autonomie vun deene jeeweilige Gemengen. Haaptsaach, et geschitt eppes an da wäert d'Nordstad och hirem Numm an hirem Ruff gerecht ginn. An deem Sënn géif ech lech merci soe fir d'Nolauschteren.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Koepp.

■ **M. Jean-Pierre Koepp (ADR).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dës Interpellatioun gëtt eis d'Geleeënheet, fir méi prezis Problemer duerzestellen, déi am Norde vun eisem Land unzetreffe sinn. E Merci un den Interpellateur, mäi Kollege Georges Wohlfart. Leider stinn eiser Fraktioun hei nëmme 17 Minuten zur Verfügung, 17 Minuten, déi engem et awer nëmme erlaben, fir e kuerze globalen Iwwerschlag iwwert déi verschidde Punkten ze maachen.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Wéi laang hutt Dir an deene leschten dräi Joer hei geschwat?

■ **M. Jean-Pierre Koepp (ADR).** - Dat ass wouer. Duerfir schwätzen ech jo méi ënnerwee wéi s Du.

**(Interruption et coups de cloche de la Présidence)**

Et ass kee Geheimnis, dass den Norden et vill méi schwéier huet, fir seng Fuerderungen no gläichwäertege Liewensbedingungen anzufoerdere wéi aner Regiounen. Dat beschte Beispill ass d'Nordstrooss. 30 Joer gouf fir dës bluttnoutwenneg Verkéierssachs gekämpft respektiv sech staark gemaach, mä hei an der Chamber ass se jo awer dunn zu gudder Lescht dach nach gestëmmt ginn. Dat war e Schrëtt an déi richteg Richtung. Et hätt just vill méi fréi komme mussen.

Et ass awer och gewosst, dass duerch de Bau vun dëser Nordstrooss den ekonomeschen Nohuelbedarf net behoff ass. Weider Schrëtt mussen nach kommen. Den Norde muss eng Regioun ginn an där d'Leit souwuel lieve wéi och schaffe kënnen. Zu enger liewensfäeiger Regioun gehéiert zu alleréischts e gesond wirtschaftlecht Émfeld, anerefalls näischt leeft. Dat ass den Nonplusultra vun allem. All eis Regierungen hu bis elo haaptsächlech den Akerbau an den Tourismus fir den Norde propagéiert, mä leider sinn dat zwee Wirtschaftssektoren, wou e permanente Réckgang ze verzechnen ass.

Den Ackerbau ass leider e Secteur ouni Zukunftsperspektiven. Praktesch all Dag hänkt ee Bauer säi schöne Beruff un dee berühmten Nol. Wann all eis Regierungen, déi mir bis elo haten, fäerdeg sinn, dann dierften am gënschtegste Fall nach een, zwee oder vläicht dräi Baueren an der Moyenne op eisen Dierfer bleiwen. An dësem Kontext soll ee sech net ëmmer hanner Bréssel oder hannert der EU verstoppen, well Lëtzebuerg huet jo bekanntlech och eng Stëmm.

■ **Une voix.** - Wat proposéiert Dir dann, Här Koepp?

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da lauschtert no, hien ass jo nach net fäerdeg.

■ **M. Jean-Pierre Koepp (ADR).** - Ech proposéieren, dass mir e puer Metzler méi an d'Dierfer kréien.

**(Hilarité)**

Mä fir dësen Ausfall am Agrarsecteur muss Ersatz agefouert ginn. En Deel ass schonn entstanen duerch déi verschidden Aktivitéiten an Industriezonen, déi am Norden ugeplanzt goufen. D'Érfahrung weist awer, dass et der nach net genuch sinn. Verschidde Betriber, déi nach an eisen Dierfer hir Aktivitéit hunn, géife sech och gären an enger Zon néierloossen, fannen awer net ëmmer dat richteg Gehéier bei eisen Institutiounen. Domat geet vill u Kapital dësse Betriber respektiv eiser Économie verluer, wat da ganz oft vun auslänneschen Offerten opgefaange gëtt. Hei muss mir méi schnell an unbürokratesch dës Wënsch Rechnung droen.

D'Genehmigungsprozedure si vill ze laang. Hei muss ganz kloer Friste gesat ginn. Domat wär och den Ennerscheeder an der Bearbechtungsprozedur tëschent der Regioun Grenze gesat. E Betrib, deen ausbaue wëll, muss dat an enger relativ kuerzer Zäit maache kënnen, anerefalls seng Clientèle sech anerwäerteg bedéngt.

Mä och dat zweet angeblecht Wirtschaftstandsbeen vum Norde steet op ganz wackelege Féiss, nämlech den Tourismus. Déi Tourismusattraktiounen, déi mir am Norden hunn, ginn net prezis a geziilt no bausse verkaaft. E Beispill: Mir hunn zu Klierf eng eenzegartege Ausstellung vum Här Edward Steichen, déi wonnerbar am Schlass ënnerbruecht ass, mä mir kréien se net richteg verkaaft.

Tagunge vun de Konferenzen zu dësem Thema gi paradoxerweis zu Tréier organiséiert an och ofgehalten. Mir kréien et net fäerdeg dës

Thematik zu Klierf selwer oder an der Regioun ze verkaufen. Wann eis Syndikater am Norden op Bénévo-lätsbasis net aktiv wäeren, da géif am Norden nach vill manner an dësem Domän vum Tourismus lafen. Do derbäi feelt et och un Tourismuslokomotive fir eng nei Clientèle unzespriechen, respektiv op Lëtzebuerg unzezéien.

D'Debatten zum siwente Fënnfjoresplang vum Tourismus ginn eis deemnächst d'Geleeënheet fir heirobber méi am Detail anzegoen. Mä et sief elo scho gesot, dass Lëtzebuerg misst an Zukunft méi op de Kuerzzeittourismus setzen.

An dësem Kontext ass et awer wichteg, dass de Stat richtungsweisend wär duerch eng Dezentralisatioun vu sengen Institutiounen. Zum Beispill d'Gericht zu Dikrech klot schonns jorelaang iwwer Aarbechtunhiewung, awer leider ass do nach net vill an Aussicht gestallt ginn. D'Délaien op de Gerichter, fir dass d'Affäre kënnen plädéiert ginn, ginn ëmmer méi laang, awer näischt geschitt. D'Statistike weisen awer, dass d'Kriminalitéit an alle Sparte permanent klëmmt.

Zweet Beispill: Dat neizeschafend Waasserwirtschaftsamt géif sech vun der Saach hier ganz gutt an d'Nordregioun aplanze loosse. Hei ass eis Regierung also schonn dräi an en halleft Joer ermahnt wat de Standpunkt ubelaangt, awer et ass nach net vill geschitt. Dëser Iwwerleeunge kënn een nach eng x-beliebig Zuel derbäisetzen.

Et soll een awer ganz sachlech iwwer eng Dezentraliséierung vu staatlechen Institutiounen diskutieren. A wann de politesche Wëllen do ass, dat wär och mäi Wonsch, da misst déi eng oder aner Verwaltung am Norden een Doheem fannen. Ech wëll hei e puer Beispiller nennen: d'Passer-neierung, de Führerschäntenzuch, de Stofregister a sou virun. Erlaabt mer awer nach drop opmierksam ze maachen, dass wann eng Zukunftsgestaltung vun enger Regioun an Ugrëff geholl gëtt, et misst onbedingt e Verkéierskonzept iwwert de Gesamttransport entwéckelen.

Dës Faktor ass an eisen Aen eng ganz wichtegen, deen och ver-nolëssig gëtt, wat jo de Verkéierschaos an deene verschiddene Regiounen beweist. Do derbäi wär eng Gesamtplanung immens wichtig, well an deem Zesummenhang de Bebauungsplang deementspreechend opgestallt gëtt. All eis Regierungen hunn et bis elo verfeelt eng Gesamtplanung op d'Been ze stelle mat deem Resultat, dass d'Liewensqualität vun de Mënschen ofhëlt.

Den ADR-Norden huet an dësem Sënn Iddien fir e Gesamtverkéierskonzept entwéckelt an och publizéiert. Awer wat doriwwer eraus fir eng wirtschaftlech Entwécklung ganz wichteg ass, dat ass den Uschloss un d'international Autobunnnetz. An deem Sënn géif ech begrëssen, wann eis Regierung sech géif haaptsächlech mat der belscher Regierung ofschwätzen, fir dass hei langfristeg gesinn eppes Sënnvolles erauskéim. Well et kann dach net sinn, dass Lëtzebuerg op der Wäpferhaart ee Rondpoint plangt, mä an der Belsch awer de Gesamtverkéier méttlerweil iwwer Hünningen op der Schmëtt soll erauskommen.

Et géilt no Méiglechkeet ze vermeide wann Industrien, respektiv Aktivitéitszonen ugeluecht ginn, dass den entspreche Verkéier duerch Uertschafte muss lafen. Mir warnen och virun, fir Contourne-menten ze bauen ouni ee Gesamtkomplex virzeleeën, well da verlagert ee jo just nëmmen d'Problemer op eng aner Uertschaft an dat där net sinn.

Zum Schluss vu menger Intervention sief awer nach bemierkt, duerch en enkelt Zesummeschaff vum enger ganzer Regioun, an dës a ville Beräicher, gouf scho ganz

villes zum Positive bewierkt, anerefalls den Norden nach wesentlech méi schlecht do stéing wéi elo. Et wär ze hoffen, dass deeselwechte Geescht sech géif op d'ganz Land iwwerdroen, well Nordproblemer sinn och Landesproblemer an emgedréint.

Et wär falsch, wann een am Kader vun dëser Interpellatioun eng Regioun géif géint déi aner ausspilen. Dat wär, a mengen Aen, net de Sënn vun der Saach, mä mir sollen a konstruktiver Zesummenarbeit am Interessi vum Land schaffen. An da kann et dach net sinn, dass eng Regioun méi bevurdelegt gëtt wéi aner. Ech mengen, do muss mer kucken, dass mer ee gemeinsame Wee fannen, awer dat geet net ouni dass mer all Waasser an eise Wäi schëdden.

Ech soen lech merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Koepp. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRENG).** - Här President, erlaabt mer vläicht eng Bemierkung virop. Ech fannen et als Deputéierten och ganz spannend, wann ee vun der Regierung sou e voluminéis Dokument hei zu enger Interpellatioun vun engem Kolleg Deputéierten iwwerrecht kriit. Et wier just ganz flott gewiescht, wann een awer zumindest puer Deeg Zäit gehat hätt fir dat Dokument a Rou kënnen ze studieren, dann hätt een och kënnen direkt op dat, wat d'Regierung gemaach huet a wëlls huet ze maachen, reagieren, mä et schéngt awer e bëssen an der Hetz an an der Panik zesummege-stallt ginn ze sinn. Ech géing mech net ze vill drop verlossen, well zumindest zwou Zuele schéngt mer ganz komesch ze sinn. Ech gleeven net, dass de Kanton Veianen an deene leschten zéng Joer ëm 328% u Populatioun gewuess wär, an op där anerer Säit déi vu Wolz ëm 69% gefall wär. Ech mengen, dat ass vläicht manner grave, mä ech géing et awer gutt fannen...

**(Interruptions)**

De Chroniqueur am Lëtzebuerg Wort huet haut e bësse sarkastesch gesot, den Interpellant hätt jo elo aacht Méint Zäit gehat, fir sech Gedanken ze maache fir seng Interpellatioun. Ech mengen, dann hätt et och misse méiglech sinn, dass d'Regierung dräi Deeg virun der Interpellatioun den Deputéierten déi Dokumenter ginn hätt. Mä besser spéit, wéi ni.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Norden ass attraktiv. Den Norden ass esou attraktiv wéi scho laang net méi. Dofir brauch een nëmmen, wéi schonn e puer Virriedner et gesot hunn, d'Zuele vun der Volkszählung vun 2001 ze kucken. Ob den Norden och weiderhin attraktiv bleift, wäert eiser Meenung no awer manner mat der Fäerdgestellung vun der Nordstrooss ze dinn hu wéi mat der Verhandlung vum SYVICOL mat der Regierung iwwert d'Gemegefinanzen. Well d'Gemenge sinn, Här President, zu engem groussen Deel responsabel fir déi gesteigert Attraktivitéit. A wann d'Regierung de Gemengen allgemeng de Krunn zoudréint, dann trëfft et déi am Norde besonnesch haart, well déi hunn haut scho 15 Milliounen Euro d'Joer manner wéi se eigentlech, laut dem Landesduerchschnitt, zegutt hätten.

Vun deenen eenzelne Regierungen ass eigentlech weineg komm. Virun allem ass dat, wat dann eventuell gemaach ginn ass, ouni Plang gewiescht. Op jidde Fall hate mir ni dat Gefill wéi wann déi Aktiounen oder eenzel Projeten, déi komm sinn, Bestanddeel vun engem kloren Entwécklungskonzept fir den

Norde gewiescht wäeren. Ech mengen emol net, dass dat ass, well den Norden allgemeng als Stéifkand vun deene jeeweilige Regierungen ugesi ginn ass, mä ganz einfach well mer insgesamt an dem Land hei keng Landesplanung haten an och nach keng hunn.

Wann een als Responsabel d'Entwécklung vum Land de Stroossebauer, de Wirtschaftslobbyisten an de Spekulanten iwwerléisst, da brauch ee sech net ze wonnere wann déi Regiounen, déi méi wäit ewech vum Zentrum sinn, vläicht e bësse méi schlecht ewechkomme wéi de Rescht vum Land a wann insgesamt eng chaotesch Entwécklung Iwwerhand hëlt.

Ech hunn net dat Gefill, Här President, dass dës Regierung besser wier, well och hir ass dat Wuert Landesplanung nach ëmmer kee Begrëff. Véier Joer no senger Ausschaffung läit de Programme directeur nach ëmmer am Tirang. Mir sollen zwar leemnächst, hunn ech mer soe gelooss, hei eng Kéier een Nomëtteg iwwert dee Plan directeur schwätzen an diskutieren. Ech stellen hei d'Fro: Wär et dann awer net mindestens sënnvoll, wa mer an där enger oder anerer Chamberskommissioun deen Débat géinge preparieren?

Ech mengen net dass et Sënn mécht, hei aus heiterem Himmel iwwer e voluminéis Dokument, wou immens vill valabel Iddien a Pisten dra sinn, einfach een Nomëtten ze diskutieren an da war dat et. Ech mengen, da verpufft déi ganz Aktioun. Ech géing proposéieren, dass mer vläicht an där nächster Intérieurskommissioun oder Émweltkommissioun eis awer et nach eng Kéier géingen iwwerleeën, ob mer net méi eng sënnvoll Diskussioun ëm dat valabel Dokument kéinte féieren.

Ech begrësse sécherlech, dass endlech iwwert den IVL usazweis iwwer Landesplanung geschwat gëtt. Ech begrëssen och, dass d'Regierung wëlls huet d'Gemengen do mat anzebannen. Ech fannen, dass schonn eleng bei där éischer Virstellung zu Steesel eng Rei flott Chifferen op den Dësch komm sinn. Ech hunn d'Gefill, dass dat iwwerhaupt eppes ass, wat eis an deem Land hei chronesch feelt, dass deelweis d'Landesplanung och inexistant ass, well ëmmer „Pi mol Daum“ hei diskutiert gëtt, well éischer mam Bauch Politik gemaach gëtt wéi opgrond vun objektiven Zuelen.

Sécherlech wäert den IVL an dëser Legislaturperiod näischt Wahnsinnes méi bewierken. Ech hoffen awer, dass esou zumindest kann dozou bäidroen, fir eng Rei objektive Zuelen op den Dësch ze leeën an dass vläicht gewëssen Diskussiounen, déi periodesch ëmmer erëm optauchen, e bësse versachlecht kënnen ginn. Wann een dat géing errechen, da wier et schonn net ëmsoss gewiescht.

Zumindst ass mir, Här President, näischt bekannt iwwert d'Ausaarbechtung vun engem Regionalplang, fir eng vun deenen dräi Nordregiounen. Ech wollt froen, wou ass d'Konzept vun der Regierung fir d'Nordstad? Ech si mat de Virriedner d'accord, dass selbstverständlech eng Responsabilitéit, souguer eng grouss Responsabilitéit, bei de Gemegeverantwortlechen aus deem Eck läit, mä ech mengen awer och, dass ee vun enger Regierung kann erwaarde mat hire klore Virstellungen an d'Regioun ze goen, fir mat deene Responsablen ze diskutieren. Ass esou en Usaz do, a wa jo, wéi ass et mat deem Konzept? Wou sinn all déi schéi Projeten, déi hei an enger Motioun, den 9. Juli 1997, beim Vote iwwert d'Nordstrooss versprach si ginn?

Esou Interpellatiounen wéi déi hei hu jo de Virdeel, an do ass elo eisen Archivar optique wierklech formidabel, dass ee relativ séier gewëssen Diskussiounen, déi viru Joren an deemselwechten Haus stattfonnt hunn, kann nokucken. An da

fënnst een ëmmer erëm déi erstaunlechst Saachen. Wann een déi Motiounen noliest, déi deemooleg Majoritéit hei bei der Diskussioun iwwert d'Nordstrooss abruucht an och votéiert huet, da kann een nëmme staunen. Do steet dran, dass am Joer 1998 nach Kreditter an de Projéit de loi iwwert de regionalen Tram abruucht géinge ginn. Do geet et ëm d'Ausschaffung vun engem Konzept fir de ganzen Norden.

Ech muss lech soen, maacht lech déi Freed a liest déi Motiounen emol erëm eng Kéier. Da kënn Der nëmme staunen. Ech hunn op jidde Fall kee vun deene Projeten erëmfonnt, awer och keen ee vun deenen déi d'Majoritéit deemools, dat wëll ech nach eng Kéier betounen, an déi Motiounen erabruecht hat, fir ze weisen, dass se net nëmme géing eng Strooss bauen, mä och nach ganz aner Projeten an hirem Tirang hätt, déi haut sollte realiséiert sinn, guer net ze schwätze vun anere Versprechen, déi deemools gemaach si ginn. Op déi kann ee vläicht an engem anere Kontext nach eng Kéier zréckkommen.

Doniewent gëtt et nach eng Rei Dossieren, dat ass och schonn ernimmt ginn, déi eigentlech scho Joren, wann net Jorzéngten, op eng definitiv Léisung waarden, wéi zum Beispill d'Ackerbauschoul an aner Projeten.

Fir dës Versoe vun der Regierung ze verstoppen, gräifen déi zwou Regierungsparteien dann op e faulen Trick zréck. Si schécken d'Nowuesstruppen an d'Schwësterorganisationen an d'Arena. Fir d'Inaktivitéit vun hire Ministeren ze iwwerspillen, falen d'Jugendsektiounen a blannen Aktivismus, fir vum Versoe vun der Regierung ofzelenken, entwéckelen d'Hoffnungsträger déi phantastescht Iddien, fir vun de reellen Defiziten ofzelenken, kämpfen Exponenten aus den Hausgewerkschaften op Nieweschauplazen.

Op der éischer Table ronde, Här President, ginn awer dann all dës Iddien als Loftschlässer a Schaumbieder entlarft, awer dem Publikum soll mat deene ganzen Aktiounen gleewe gedoe ginn, net d'CSV an d'DP wiere Schold um Schlamassel do uewen, mä déi béis Regierung aus der Stad. Wann een déi Saach am Detail verfollegt, da mengt een heiansdo déi regional Antenne vun de Regierungsparteien wieren zur gläicher Zäit Majoritéit, Opposition an nach Zivilgesellschaft dobäi.

Wann ech all déi Iddien hei géing oplëschen, déi d'Jongtürken an die jungen Wilden an deene leschte Joren am Norden do uewen entwéckelt hunn, da wier ech nach bis spéit an den Owend hei amgang.

**(Interruption)**

Ech kommen nach dozou. Här Calmes, Dir wannt beim Nolauschteren.

Här President, den Norde brauch keng Extravaganzen, den Norde brauch och keng künstlech parachutéiert Infrastrukturen. Den Norde wier scho frou, wann en déi ganz normal Infrastrukturen zur Verfügung hätt wéi aner Géigenden och. Ech bréngen zwee Beispiller: Mir sinn amgang an Beräich vun deene LEADER-Gebitter Internetstufe wëllen anze-richte fir ronn 20 Gemengen. A wat stelle mer fest? Dat privatiséiert awer nach ënner der Responsabilitéit vum Stat schaffend Postunternehm muss eis soen, fir d'Hal-schent vun deene Gemenge wier emol iwwerhaupt kee schnellen Internetzugang méiglech. Här President, dat do ass déi traureg PISA-Realitéit vun e-Luxembourg am Eisleck.

En zweet Beispill ass schonn ernimmt ginn. Ech fannen et net normal, dass honnerte vu Schoulkan-ner aus der Nordregioun net d'Chance hu während hirer Schoulzäit an den normalen Hor-airé schwammen ze léieren, re-



spektiv dass se Stonnen a Busse mussen verbréngen, fir an eng Schwemm kenne gefouert ze ginn, fir dat ze léieren. Ech mengen, dat steet engem vun de räichste Länner vun der Welt wierklech net gutt zu Gesiicht. Dat sinn e puer Beispiller, wou Grondinfrastrukturen einfach feelen, an ech mengen eist Hauptobjektiv misst sinn...

#### (Interruptions diverses)

Den Här Asselborn kritt dat net esou mat, wéi de President.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Den Här Gira huet d'Wuert.

■ M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Den Här Huss huet esouguer scho mat deem telefonéiert. En ass net émgéfall, kann ech lech soen.

Här President, ech wëll awer och soen, dass et deen een oder anere Liichtbléck gëtt, enner anerem de Réidener Lycée. Dat mengen ech, gëtt net nëmmen e wichteg Gebai fir déi Regioun, mä et gëtt wierklech en Entwécklungsinstrument. Mir hunn och Zousoe kritt vun deenen zwou Ministesch, dass d'Gemengen aus dem Kanton kënne matschwätze bei der Gestaltung vun deem Lycée. Do geet et mol net onbedéngt nëmmen em d'Gebai, mä och wéi déi Infrastruktur kann an déi positiv Entwécklung vun deem ganzen Eck agebaut ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt et schonn erausfonnt aus deem, wat ech gesot hunn. Den Norde brauch keng Entwécklungshëllef, well en ass net ennerentwéckelt. Den Norde brauch eng kohärent Regionalplanung, déi déi grouss Entwécklungsdynamik, déi an der Regioun an aus der Regioun entstanen ass, begleet, well soss riskéiert den Norden iwwerentwéckelt ze ginn, soss leeft den Norde Gefor grad esou eng chaotesch Evolutioun matzemaachen, wéi aner Regiounen am Land mat allen Nodeeler, déi mer kennen: D'Zersiedelung vun de Landschaften, d'Zerstéierung vum Charakter vun den Uertschaften, Verkéierschaos, an esou weider. A mat esou engem Szenario géing den Norde genau déi Potentialer futti maachen, déi en haut esou attraktiv maachen. A fir mech perséinlech ass dat déi grouss Eräusfuorderung fir des Regioun, dass mer léieren aus deene Feeler, déi an anere Géigende vum Land geschitt sinn, wou mer eng wéll Urbaniséierung haten a wou mer et net fäerdeg bruecht hunn eng Mëschung ze bréngen vu Wunnen, Schaffen a Fraizäit, dass mer fir des Regioun léieren aus aneren Ecken vum Land zéien an et vläicht fäerdeg bréngen se esou attraktiv ze halen, wéi se ass.

Déi Gréng, an domat Här Calmes, kann ech lech äntwerten, hu schonn 1997 en 10-Punkte-Programm fir den Norden opgestallt. Mir haten eng flott Broschür gemaach. Ech stelle fest, Här President, dass des Broschür haut nach grad esou richtig a grad esou aktuell ass wéi deemools. Ech hunn elo net d'Zäit, fir wierklech am Detail op déi Fuorderungen anzegeen. Ech géing vläicht nach eng Kéier déi puer Wichtegst ernimmen.

Fir eis ass d'Reform vun de Gemengefinanzen - an deem Kontext virun allem méi Sue fir déi kleng Gemengen -, e wichtege Punkt fir dem Norden eng grouss Chance ze ginn, well am Norde gëtt et keng grouss Gemeng. Och déi dräi grouss, mengen ech, sinn nach klenger. A wa mer wëllen, dass den Norden eng Chance huet, da mussen endlech och déi kleng Landgemengen déiselwecht Méiglechkeete kréien, fir hir Infrastrukturen ze maachen. Mir fannen awer och, dass am Kontext vun der Reform vun de Gemengefinanzen de Regionalfong e ganz wichteg Instrument ass, fir op där enger Säit

d'Luusspätteren an Trittbrettfahrer, déi et an all Regioun an och am Norde gëtt, wierklech ze bestrofen, an op där anerer Säit déi Leit, déi scho jorelaang Regionalplanung maachen, respektiv se wëllen ufänken, ze belounen. Ech mengen, dat kann nëmmen e wichtege Bäitrag sinn, grad an Zäite wou manner öffentlech Gelder do sinn, fir dass déi öffentlech Gelder méi rationell genotzt ginn.

E weidere wichtege Punkt ass eiser Meenung no eng uerdentlech Mobilitéit. Ech wëll nach eng Kéier betounen, dass och nach am Joer 2001 hei zu Lëtzebuerg 21% vun den Haushalter keen Auto hunn. Dat kënnt Der an de Statistike vun der Volkszählung vun 2001 no-kucken. Ech hunn et och den éischte Moment net gegleefft, mä et ass esou, 21% vun de Lëtzebuurger Haushalter hunn och nach 2001 keen Auto.

#### (Interruption)

An der Stad ass dat vläicht manner schlëmm, Här Helminger, well een do nach eng ganz Rei Infrastrukture kann zu Fouss oder mat engem gutt funktionéierenden öffentlechen Transport errechen. Mä stellt lech vir, Dir sëtzt en engem Duerf wou keng Epicerie, kee Bäcker a kee Metzler méi ass, an Dir hutt keen Auto. Da sidd Der wierklech vum gesellschaftleche Liewen ausgeschloss. An do geet et net nëmmen em d'Akafen,...

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

...et geet och em déi kulturell Manifestatiounen. Et geet awer och em d'Aarbechtsplazen.

Den Här Calmes huet éinescht hei d'Aarbechtslosegkeet am Kanton Réiden ernimmt. Ech sinn net ganz mat him d'accord. Ech mengen net, dass et nëmmen d'Ursaach vun der Noheet zur Stad ass, well soss misste jo aner Regiounen nach méi e kleng Chômage hu wéi de Kanton Réiden, et ass awer esou, dass de Kanton Réiden deen niddregste Chômage aus dem ganze Land huet. Do gëtt et sécher vielfälteg Ursaachen.

Ech mengen awer och, dass eng vun den Ursaachen ass, dass mir säit 1995 en exzellente funktionéierende Stonnentakt hunn a Richtung Stad, a Richtung Nordstad an a Richtung Réiden, wat sécherlech mat dozou bäidréit, dass eng ganz Rei Leit, déi keen Auto hu respektiv kee Führerschäin awer kennen en Job un huelen. Ech si selwer Vizepräsident vun enger Beschäftigungsinitiative an hu mech do misse beléiere loossen, dass bei der Jugendaarbechtslosegkeet zum Beispill d'Tatsach besteet, dass immens vill vun deene Jugendlechen, déi kee Job fannen, entweder kee Führerschäin, keen Auto oder béides net hunn. A wat soll esou e Jugendleche maachen, wann hien op engem entleeenen Duerf wunnt, wou nëmme just moies an owes e Bus firt? Wéi soll deen engem Job kennen nogoen?

Ech mengen, dass de sozialen Impakt vun engem gutt funktionéierenden öffentlechen Transport ganz oft ennerschat gëtt, an dass mer eis dat schonn e puer Su sollte kaschte loossen. Dat kënnt net nëmmen der Umwelt zegutt, mä dat kënnt och der Mobilitéit vu Randgruppen aus eiser Gesellschaft zegutt. A well dat eis esou wichteg ass, géif ech eng Motioun hannerleeën, fir d'Regierung opzuefordere wierklech fir de ganzen Norden e kohärent Konzept an dem Beräich ze maachen.

#### Motion 2

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que dans le cadre du futur développement de la région du Nord une priorité revient à l'amélioration générale de la mobilité de la population;*

*- saluant les projets ambitieux du Gouvernement d'arriver au plan national à un modal split de 75-25 entre le transport individuel et le transport public;*

*- soulignant dans ce contexte qu'approximativement 20% des ménages sont dépourvus de voiture privée pour se déplacer;*

*- estimant qu'une offre adéquate de transports publics fait défaut dans de nombreux villages;*

*invite le Gouvernement*

*- à élaborer, en collaboration avec les communes, des solutions pour garantir un service de transport public cadencé, efficace et attrayant couvrant tous les villages du Nord du pays;*

*- à définir et développer un concept garantissant à chaque agglomération de plus de 300 habitants une cadence horaire pour le transport public,*

*- à favoriser dans un souci de prévention routière un développement soutenu du transport public au-delà des heures de pointe, pour offrir surtout aux jeunes une alternative attrayante au transport individuel pour leurs déplacements de loisir;*

*- à soutenir et à développer de nouveaux concepts tels que „late night bus“, „discobus“ ou „train-taxi“.*

(s.) Camille Gira, François Bausch, Robert Garcia, Jean Huss, Renée Wagener.

#### (Sonnerie d'un téléphone portable)

Dat ass mäin Handy awer net.

#### (Hilarité et brouhaha général)

Et soll kee soen d'Technologie wär nach net am Norden ukomm. Dat stëmmt op jidde Fall net.

#### (Hilarité et interruption)

■ Une voix.- Eng SMS?

■ M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Här President, nach dräi weider wichtege Fuorderungen, wou ech wierklech wéi gesot aus Zäitgrënn net kann an den Detail goen, déi eis awer ganz staark um Häerz leien: d'Schafung vu méi Crèchen a Betreuungsstrukturen an uschléissend dorun d'geziilt Schafung vun Arbechtsplaze fir Fraen.

#### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech mengen, mir sinn am Norden iwwert de Punkt ewech, dass mir egal wéi eng Arbechtsplaze muse schafen. Mir gesinn, dass der elo scho vill vu Grenzgänger besat ginn a mir missten an deenen nächste Jorzéngte wierklech eng Politik maachen, fir ganz geziilt Arbechtsplaze fir Fraen am ländleche Raum ze schafen.

Ech weess, dass Fraepolitik generell e Friemwuert hei zu Lëtzebuerg ass am Kontext Regionalplanung. Dat ass awer émsou schlëmmer am ländleche Raum, wou ganz oft d'Chancégleichheitsdefiziter vun de Frae méi grouss si wéi an der Stad.

Eng zweetlescht Fuorderung, déi mir ganz wichteg schéngt, dat ass e Konzept fir dat groust Potenzial un alternativen Energien aus dem Norde wéi Wand, Holz a Biogas systematesch ze notzen, wat eng Stärkung vun der Landwirtschaft géif mat sech bréngen an nei Filieren opmaachen fir kleng a méttel Betriber an domat d'Schafung vun nohaltegen Arbechtsplazen.

Schlussendlech déi lescht Fuorderung: Endlech e kohärent Konzept fir d'Nordstad zu engem zweeten Ennerzentrum nieft der Stad Esch zu Lëtzebuerg ze maachen.

OHär President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Leit aus dem Norde wësse ganz gutt, wat si brauchen a wat si wëllen. Si wëssen et vläicht besser wéi anerer hei am Land, well si déi Éischt waren, déi aus der Nout eraus d'Kierchtuermspolitik op der

Säit gelooss hunn, sech un een Dësch gesat hu fir zesummen d'Zukunft ze gestalten, well se als Éischt gezwonge waren aus enger benodelegter Situatioun eraus kreativ Léisungen, fir d'Entwécklung vun hirer Regioun ze sichen. Dës Regierung brauch nëmmen dofir ze suergen, dass d'Gemengen aus dem Norden endlech déi néideg Méttelen zur Verfügung kréien, fir des Léisungen an d'Realitéit kënne emsetzen. An des Regierung brauch nëmmen dofir ze suergen, dass déi entstanen Dynamik koordinéiert vir sech geet an déi néideg Grondinfrastrukturen zur Verfügung gestallt ginn.

Wann dat geschitt, ass et mir em de Norden net baang an déi Gréng wäerten, Här President, ganz genee verfolgegen, ob des Regierung den Norde sech selwer entwecke léisst. Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Den Här Schank huet d'Wuert.

■ M. Marco Schank (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass de Norden eng lieweg Regioun ass, dat weist sech un dem Engagement, der Begeescherung vu menge Virriedner - an et ass jo och nach net fäerdeg. Ech mengen dat ass vläicht eng Stärkt vum Norden, dass d'Leit parteiiewergräifend zesammenhalen, wann et wierklech em eppes Wichtiges geet. Ech hoffen, dass dat och an Zukunft esou bleift, och an Zäite vun engem Virwahljoer an nach doriwwer ewech.

#### (Interruption)

Richtig.

Ech packe mech elo, dass ech net iwwert d'IVL, iwwert d'Friché vu Wolz a Veianen, iwwert de Plan régional Norden, iwwert d'Nordstad an esou weider schwätzen, den Nico Loes huet dat gemaach. Ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister nach wäert zum Schluss dorobber agoen.

Am Norden ass d'Politik vun enne quasi erfondt ginn. Dat däreer ee mengen ech behaupten. Et ass also fir d'Éischt am Land, datt ausge-recht den Norden d'Regioun vun der Regionalentwicklung par excellence ginn ass. Et ass ganz frei - dat ass scho gesot ginn - an de Kantone Klierf a Réiden mat hire jeeweilige Gemengesyndikater, am Kanton Wolz mat dem Naturparksyndikat realiséiert ginn, dass et net duer geet ze jéieren an ze waarden, dass dat Gutt vun uewe kënnt, mä dass ee sech selwer op d'Bee stellt a Fuorderungen op den Dësch leet.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

An dann - ech hunn dat schonn esou dacks gesot - mat Iddië vun ennen a mat Sue vun uewe kann een am ländleche Raum ganz vill maachen. Ech wäert mech a menger Interventioun dann och speziell op d'Méiglechkeete vum ländleche Raum beschränken.

Et war ronderëm de Stausee, wou Ufank vun den 90er Joren am Kader vu LEADER I e richtigen Iddiendësch entstanen ass, wou sech déi éischte Kéier am Partenaariat d'Gemengen, de Stat, d'Berufschamberen, d'Bauern, d'Bëschbesëtzer an d'Leit aus dem Tourismusberäich beienee gesat hunn a Pläng entwéckelt hunn, wéi gesot vun ennen erop. Et si Projeten an Initiative gestart ginn am ekonomeschen, am ekologeschem Beräich, awer och am Beräich Kultur, Soziales an doriwwer ewech.

Ech hu gesot eng Dynamik vun ennen. D'Begeescherung an d'Engagement vun de Leit si wesentlech Voraussetzung fir eng weider positiv Entwécklung vum Norden. Ganz vill vun deem, wat an der Vergaangenheet schon erreecht ginn ass, huet op der Initiativ an der Bedeelegung vun de Leit berout. Dat wäert och an Zukunft nach esou

sinn. Et ass ëmmer mat Visiounen, mat Loftschlässer a mat Drem ugaangen. Dat ass esou. Dat heescht d'Visionäre vun haut sinn d'Realiste vu mar. Vun dohier soll een dat net negativ gesinn.

#### (Interruption)

Ganz niewebäi ass eng Opbrochstemmung entstan, déi mat Suen net ze bezuelen ass. Dat ass ganz wichteg. Et ass och dat, wat aner Regiounen aus dem In- an Ausland bei eis kucke kommen, esou wéi mir et och gemaach hunn an elo nach maachen. Mir ginn och an d'Ausland kucken, well déi meescht Rieder sinn erfondt. Mir probéieren se dann awer mat neien Iddien op d'Lëtzebuurger Verhältnisse emsetzen.

Enn 2002 gouf an der Duchfabrik zu Esch/Sauer a Presenz vum Agrarcommissaire Fischler an dem zoustännege Landwirtschaftsminister, e bëssen enner Ausschloss bal vun der Öffentlechkeet, de Bilan vum 5B-Programm am Norde gemaach, deen enner dem Motto stong: „Den Ufank fir eng Entwécklung am Norden!“. Émmerhi si bal 30 Milliounen Euro iwwert dee Programm an d'Regioun gefloss. Ech wäert och nach e Wuert dozou soen.

Dese Programm 5B zesumme mat de LEADER-Programmer huet, mengen ech, an deene schwach strukturierte Regiounen, déi et deemools nach waren a wou deemools nach eng Ofwanderung stattfonnt huet, wat haut ganz anescht ass, dem Norden immens vill bruecht. Net nëmme konkret um Terrain, also direkt duerch Hëlfelefen, mä och a Form vu Catalyseuren a vun Nowierkungen, déi mir haut nach mierken, wou nei Kooperatiounen entstanen sinn an nei Incentiven a ville Beräicher komm sinn.

Hei sinn zesumme mat de Ministere, mat de Verwaltungen a mat de Berufschamberen nei innovativ Weeër gaange ginn. Et ass eng nei Kooperatiounskultur entstan. Dat ass ganz wichteg. Dorophi koumen och no an no d'INTERREG-Programmer vun deene mir haut weiderhi profitéieren. Et koumen d'LEADER-Programmer a virun allem d'Naturparkgesetz, wat jo och e Modell ass - ech soen och nach e Wuert dozou - fir eng zukünfteg Entwécklung vun eise Regiounen am Norden, mä net nëmmen am Norden.

Émmerhi si bal 30 Milliounen Euro am Kader vun deene Programmer an d'Kantone Klierf, Veianen, Réiden a Wolz gefloss: 5 Milliounen an d'Land- a Forstwirtschaft, 5,5 Milliounen an d'Industrie an an de Méttelstand, 15,5 Milliounen an den Tourismus an an d'Liewensqualität.

Och d'LEADER-Initiativen hu ronn 180 Milliounen aler Frang an d'Regioun bruecht mat net manner wéi 100 Projete mat 50 Partnerorganisatiounen. Dat do ass d'Quantitéit, dat sinn d'Zuelen, mä ech géif behaupten, dass déi Zomme méi bewierkt hu wéi dee materiële Wuert, dee se direkt an d'Regioun bruecht hunn.

D'Hauptwierkung vun de Projeten LEADER a 5B läit awer an der Innovatioun an an der Motivatioun vun der ländleche Bevölkerung, an den neie Liewensqualitéiten, den nei opgebaute Partnerschaften, wat ganz wichteg ass, an am neie Selbstbewusstsein an der Regioun mat méi Know-how, wat mir an Zukunft brauchen. All dat ass domadder komm. A wann ech vläicht e puer Beispiller aus deene sëlliche Projeten ka soen: Et si Gütesiegele fir d'Landwirtschaft geschafe ginn, eng professionell Weidbildung, d'Schafung vu Gewerbeflächen, déi berufflech a sozial Agglidderung vu Chômeuren. Duerferneierung ass gemaach ginn, nei Héberge-mentsstrukturen, d'Veermaartung vu regionale Projeten, kulturell Initiative wéi regional Bibliothéiken, touristesche Unzéiungspunkten. D'Naturparke sinn am Fong virbereet ginn. De Guichet unique, dee, wéi

de Georges Wohlfart ganz richtig gesot huet, wäert weiderliewe mat Hëllef vun deene véier Syndikater: SICLER, SIVOUR, Naturpark a Wolz/Wanseler an dat mat der Hëllef vum Stat zu 50%.

A propos Naturparken, den Norden ass och d'Regioun vun den Naturparke mat deem éischten Naturpark zu Lëtzebuerg a mat deem zweeten Naturpark, deen an där Regioun wäert entsto, dat heescht d'Naturparkgesetz mat senger „bottom up“-Philosophie, wat fir seng Zäit wierklech virreife, pionéierhaft war an nach ass, huet ganz staark och d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Syndicats régionaux beaflosst. Mat senger finanzieller Bedeelegung vum Stat kënnt d'Naturparkgesetz als Modell wierke fir regional Finanzéierungen. Ech erënneren drun, datt fir Projeten an enger Naturparkregioun ëmmerhin 50% fir de Fonctionnement vum Stat kommen a bis zu 80% fir d'Paien ze bezuelen. Dat ass dat, wat och an anere Regiounen vläicht sénnvollerweis an Zukunft misst kommen.

D'Zukunft vum Norde läit net zu Lescht an de Méiglechkeeten an un de Chancé vum ländleche Raum. Dat heescht, d'Entwécklung vum ländleche Raum ass och eng Politik, ech soen dat ganz daitlech, vum aktiven Zesummeliewen, vum gemeinsamen Engagement a vun der soziokultureller Vielfalt, déi mer an eisen Dierfer brauchen, mat Hëllef vun de Veräiner an enger mënschlecher Solidaritéit.

Ech wollt ee Wuert zur Landwirtschaft soen, well se e ganz groussen Deel vum ländleche Raum anhëlt. Engersäits d'Fleeg an d'Erhalte vun den natierleche Landschaften, Landschaften déi fir den Tourismus a virun allem awer och fir den Ubau, an ech soen dat ganz konkret, well dat d'Zukunft ass, fir e Richtlinien-Ubau vun de Liewensmëttel. Virun ass de Marketing ugeschwat ginn. Dat neit d'Gesetz iwwert den Développement rural gëtt eis d'Méiglechkeeten, wann déi Règlements grand-ducaux all do sinn, fir genau dat ze maachen, also verstärkte Marketing vun eise landwirtschaftleche Produkter, spezifesch dann och fir eis Regioun. Wien attraktiv Landschaft seet, seet och Tourismus.

Den Norden huet eng ganz staark touristesch Vokatioun, déi vill Iddien vun ennen an dat Partenariat, vun deem ech geschwat hunn, aus 5B, aus LEADER, mat sech bruecht huet, esou datt mer dräi Entente hu mat insgesamt 40 Syndicats d'initiative, déi do zesammen operéieren, déi den Norden als Ganz gesinn, als Ganz kucken. Ech gi just dat Beispill vun deene 15 Mountainbikelisten, déi aus der Kooperatioun vun deene 40 Syndikater eraus erwuess sinn, déi den Norden touristesch gesinn als Ganz kucken. An doraus sinn nei, sougenannt all inclusive Offeren entstan, mat de Professionellen aus dem Hotelssektor, wéi zum Beispill d'Fahrradwandern ouni Gepäck, d'Promotioun no bannen an no baussen, a villes méi och am Kontext vun der Zesummenaarbecht vun deenen zwee Naturparken.

Ech wëll och soen - ech wëll virun allem dem Här Koepf dat soen -, datt mer ausgerechent 2002 am Norden ee ganz gudden touristesche Bilan haten, wou et an anere Beräicher vläicht net esou gutt gaangen ass. D'Hotellen hu beispillsweis an den Ardennen am leschte Joer ee ganz groussen Zouwuess vu Clienté kann, iwwerdurchschnittlech héich. 89% vun den Hotelieren hu gesot: Mir haten eng gutt Saison.

Wann een d'ONT-Émfro vun 2002 kuckt, da kann ee vun enger Trendwende schwätzen am Verhältnis Stad-Land zu Gonschte vum ländleche Raum, wat jo ganz wichtig ass, well den Norde ass sécher eng attraktiv Destinatioun. Deen Image muss mer an Zukunft nach verstärken.

■ **M. Jos Scheuer (LSAP).** - D'Proportioune klappen awer net!

■ **M. Marco Schank (CSV).** - Firwat klappen d'Proportioune net?

■ **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, ech wollt den Här Schank froen, ob e sech Gedanke gemaach huet iwwert d'Veerdeelung vun den touristeschen Infrastrukturen tëschent dem Zentrum am dem Norden? Do ass ganz kloer eng Diskrepanz. Dat heescht, wann den Norden zouleet, da leet e minimal zou en termes absolut, a wann den Zentrum ganz minimal zouleet, dann ass dat en termes absolut vill méi Wäert wéi dat wat fir den Norde geschitt ass.

■ **M. Marco Schank (CSV).** - Also et ass kloer, mir schwätze jo net iwwer Tourismus hei, well mer eis op den Norde beschränken. Ech wollt just soen, datt natierlech de City-Tourismus um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg 90% huet, soen ech emol, an datt et vläicht och nom 11. September an nom Abroch am Bankesektor och do méi lues geet. Dat heescht, déi Hotelle mat de fénnef Stären hunn et vill méi schwéier. Datt do dann en Abroch ass, deen dem ländleche Raum zegutt kënnt, dat ass ganz kloer. Dat wäert och an Zukunft nach vläicht méi staark de Fall sinn.

Ech wollt awer soen, datt och nach eng ganz Partie Reserven am Tourismus leien, am Kongresstourismus ganz daitlech, an am ländleche Raum. Vläch muss mer eis Muséeën didaktesch nach besser équipéieren, dat doudsécher. Mir wäerten an zwee Deeg iwwert de Fennefjoresplang schwätzen, wou mer am Detail do drop wäerten zréckkommen.

Ech wollt nach séier soen, well d'Zäit mer jo och elo e bësse fortleeft, datt mat deene sëllegen Aufgaben: der Landwirtschaft, dem Handel, dem Handwerk, dem Tourismus, der Kultur an esou weider, do brauche mir an Zukunft eng ganz zesammenhängend Démarche. Déi ass och schon hei erwähnt ginn. Ech soen et nach eng Kéier, well et esou e wichteg Gesetz ass, dat vum 21. Mee 1999, et ass richtig, wa mer dat Gesetz wëlle mat Liewen erfëllen, mer Sue brauchen, datt virun allem déi Gemengen, déi zesumme schaffen, an dat net nëmme bei der Hardware, wa se eng Schwemm zum Beispill bauen, mä och an der Software, wa se Leit astellen. Den Naturpark Oewersauer huet siwe Leit, déi natierlech ganz vill Aarbecht kënne maachen. Wann een dat op d'Nordstad héichrecht, da kéim een do op zéng oder eelef Leit, déi déi missten hu fir sëllegen Projeten am wirtschaftleche Beräich, am kulturelle Beräich an am ökologesche Beräich ëmzesetzen.

Dofir brauche mer am Kontext vun deem Gesetz déi Suen a mir wäerte jo och am Débat Kompetenz Stat-Gemenge doudsécher iwwert déi finanziell Virgehensweis schwätzen. Dat heescht mir brauchen insgesamt och méi Sue fir déi kleng Gemengen: Regiounen brauchen eng haaptamtlech Gestüen, Managerinnen a Manager déi Projete kënne ëmsetzen, soss ass eng regional Wäertschöpfung an Zukunft net méiglech.

Ech wollt dann nach soen, datt aus all deene Grënn, déi ech virdu gesot hunn, et wichtig ass, datt mer weiderhin um Ausbau vun eiser Betriebslandschaft am Norde bauen. Déi zwee Rahmgesetze, eent iwwert de Mëttelestand an dat anert ass d'Wirtschaftsrahmengesetz, déi am Moment iwwerschaff ginn, sinn och zwee wichteg Instrumenter déi mussen genotzt ginn, fir dëst Zil ze errechen. Mä natierlech läit et och un de Gemenge fir attraktiv an entspreche Zonen auszuweisen, an deenen och wirtschaftlech Aktivitéite kënne stattfannen.

E weidert Instrument - dat ass dat lescht wat ech wollt ernimmen - wat fir den Norde ganz wichtig ka ginn, dat ass dat Gesetz vum Développement rural. Dir erënnert lech vläch un d'Artikelen 42 bis 55, wou d'Méiglechkeete fir eng ekonomesch Entwécklung am ländleche Raum kënne mat Aidé viru gedriwwen ginn. Zum Beispill den Encouragement an d'Entwécklung vu Zones rurales gëtt subsidiéiert, d'Veermaartung vu regionale Produkter och, d'Oprechterhaltung - wat ganz wichtig ass - vu Services essentiels fir d'Ekonomie an d'Populatioun rurale, och do kënnen Aidé kommen. Datselwech gëllt fir d'Renovatioun an d'Entwécklung vun den Dierfer, also besonnesch och d'Mise en valeur vum Patrimoine rural, an zum Schluss d'Diversifikatioun vun den Activités agricoles an nei Akommesalternativen, déi kënne mat Hëllef vun deem Gesetz geholl ginn.

Profitéieren vun esou Aidé kënnen net nëmme déi eenzel Baueren, mä virun allem de Voll- an Nebenerwerb, mä awer och Zesummeschlëss vu Baueren, also Genossenschaften beispillsweis, an a bestëmmte Fäll och d'Gemengen an d'Gemengesyndikater.

Domat wär ech um Schluss. Här President, ech wollt soen, datt ech probéiert hunn den Tour ze maache vun deene wichtigste Facteuren an der Entwécklung vu Méiglechkeeten, déi mer an Zukunft wäerten hunn am ländleche Raum, fir besonnesch den Norden, awer och aner ländlech Regiounen am Land, virun ze driwwen. Ech mengen, d'Instrumenter hu mer zum Deel schon, mir mussen vläch nach verstärkt mat Liewe fëllen. Anerer kréie mer nach, an ech sinn iwwerzeugt, datt mer dann och méi breet d'Entwécklung an der Regioun Norden nach méi staark zu engem Erfolgsergebnis maachen, wéi dat an der Vergaangenheet war. Fir d'Leit am Norden, an eigentlech fir dat ganz Land, mengen ech, kënnt déi staark ländlech Komponent, déi mer hunn, méi wéi zegutt.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass d'Madame Durdu agedroen. D'Wuert huet elo d'Madame Durdu.

■ **Mme Agny Durdu (DP).** - Här President, Dir Dammen an Hären, wéi ech déi mëndlech Ausféierung vum Här Wohlfart héieren hunn, do war ech berouegt. Well wéi ech seng Interpellatioun, säi schrëftlechen Text vum 25. Abrell an dee vum 2. Mee virun allem gelies hat, war et mir baang, dass mir d'Éislek erëm géifen nëmme ënner zwee Gesichtspunkten analyséieren, nämlech deem vun der Landwirtschaft an deem vun zwee oder dräi Naturparken.

D'Ausféierungen, déi ech bis ewell héieren hunn, hu mech berouegt. D'Bauereproblematik ass nämlech momentan landop, landof fir all Bauer méi oder wéiniger déi nämlech. Et stelle sech vill Froer ronderëm d'Fischlerpolitik, och am Kontext vun enger EU-Erweiderung. Mat vill Spannung verfolgegen déi Éisleker d'Diskussiounen ëm Fusioun oder Synergie vu fënnef landwirtschaftleche Groussbetreiber: der CEPAL, dem Verband, dem Herdbuch, dem Maschinering an der Saatbaugenossenschaft.

Speziell am Éislek konnte sech awer an deene leschte Joren eng Partie Strukturen entwéckelen, déi grouse Succès hunn. Ech denken hei un d'Initiativen aus dem Naturpark Oewersauer an un d'Biobauern aus dem Ourdall. Si vermëttelen ee positiviiv Bild vum Éislek a vun de Baueren. Si sinn ee fest

Standbeen fir de Landtourismus an den Ökotourismus. D'Critères de production, déi si sech operleucht hunn, sinn héich. Ech erënneren och nach eng Kéier hei dorunner, dass mir onbedéngt prezis Qualitätslabel brauchen, besonnesch wa mer un den europäesche Konkurrenzkampf denken.

Och wollt ech ze bedenke ginn, datt d'Bioproduktioun een Nischeprodukt ass, bei deem d'Marchéregeler wäerte wahrscheinlech op eng ganz sensibel Aart a Weis spillen. Ech beruffe mech op zwee Artikelen aus dem Tageblatt an der Bauerenallianz wou draus ervirget, datt an Däitschland d'Bioprodukter en Abroch erliewen an datt d'Konklusioun an Däitschland ass: „Der Verbraucher achtet wieder nur auf den Preis und nicht auf die Qualität.“ Schued drëm.

Dofir si Biogasanlagen, d'Uplanze vu Rapsöl nieft den lessprodukter aus der Biolandwirtschaft an aus der traditioneller Landwirtschaft eng wichteg Komponent, déi och déi néideg Ennerstëtzung bei der Regierung fannen. Där Initiative gëtt et am Réidener Kanton an och zu Wäisswampech.

Am Beräich vun den erneierbaren Energie wollt ech just ee Chiffer nennen, nämlech deen, datt vum Environnementministère d'lescht Joer 640.000 Euro un divers kommunal Projete bezuelt gi sinn. Dat bedeit am Fong geholl 45% vun deene Suen, déi landeswäit ausbezult gi sinn.

Mat deem Geschéck komme mer dann elo zum Wirtschaftsberäich am Éislek, Wirtschaftsberäich deen am Éislek absolut net ze ënnerschätzen ass. Ech erënneren drun, datt et zu Wolz eng kleng Zone industrielle à caractère nationale gëtt an et gëtt eng Zone à caractère régionale, déi vum Syndikat Wolz/Wanseler bedriwwen gëtt. Zu Wolz an och esouguer zu Veianen gëtt et eng Friche industrielle, zwar eng Kleng par rapport zu deenen déi mer am Süden hunn. Dialog an Transparenzfäegkeet hunn hei esou gutt den Ekonomies- wéi den Umweltministère bewisen, andeem se mat deene betraffene Gemenge méi wéi eng Réunioun haten. D'lescht Woch war zu Wolz eng deementspreechend Informationsversammlung fir de grand public. Fazit: D'Initiativ läit bei der Gemeng Wolz, respektiv bei hirem Gemengesyndikat. Bei deene Veianer läit se bei hirem Gemeng.

De Réidener Kanton bedreift seng Zone régionale um Riesenhaaf an envisagéiert och dës auszubauen.

De Klierwer Kanton, dee méi wéi eng Kéier heibannen ugeschwat ginn ass, war de Kanton mat där éischter regionaler Zon. Mëtterweil hu mer fënnef esou Zonen. Eeselbur a Lenzweiler sinn déi, wou déi industriell Betriber ugesidelt sinn, wou mer bis ewell 758 Aarbechtsplazen hunn, a wann déi zwee Betriber, déi momentan amgaang sinn ze bauen, fäerdeg sinn, wäerte mer no un 900 Aarbechtsplaze kommen.

Doniewent hu mer zu Klierf e Site, zu Elwen sinn der zwee an Housen huet eng fuschne Zon. All dës Zonen si gesicht vun inlänneschen an auslänneschen Betriber. Et handelt sech hei ëm Kleng- a Mëtzelbetriber. Doriwwer eraus si mat der Ennerstëtzung vun deser Regierung zwee Bâtiments relais gebaut ginn zu Rammerech an zu Housen, eng Initiativ iwwerregens, déi bei där leschter Regierung op wéineg Géigeléift gestouss ass.

**(Interruptions)**

Jo Rammerech okay, also de Réidener Kanton an zu Housen. Dës Initiativ ass geduecht fir jonk Betriber ze ennerstëtzen, déi nach net vill Eegekapital hunn, dofir awer gutt Iddien an déi enner anerem mat engem bëllege Loyer eng Startméiglechkeet kréien.

Natierlech, wann een deesen Développement gesäit, muss ee sech och der Transport- an der Infra-

strukturpolitik unhuelen. De SICLER, dat heescht de Syndikat aus dem Klierwer Kanton, hat deementspreechend eng Etude de trafic lancéiert. De Bauteministère soll dës Etude deene concernéierte Schäfferéit nach virstellen, fir ze kucke wou a wéi dee meeschte Verkéier leeft. D'Contournement Elwen an Housen verléiere mer net aus den Aen, déi vu Schieren an Eitelbréck si jo ewell gebaut.

Am Wëlzer Raum erënneren ech drun, datt dës Regierung sech net gescheit huet den Ausbau vun der Zuchlinn Kautebaach-Wolz intensiv finanziell ze ennerstëtzen. Bussen am Stonnentakt gëtt et net nëmme am Réidener Kanton.

Bei mengem Exposé gesitt Der, datt ee Raum feelt, an dat ass och ewell vu méi wéi engem Interlocuteur ervirgehuewe ginn, nämlech dee vun Dikrech-Ettelbréck. Dofir ass all Initiativ, déi an deem Raum entsteet, wichtig a wäert och déi néideg Ennerstëtzung op Regierungsniveau fannen. Si mer dann zu Dikrech-Ettelbréck, dann denke mer natierlech u Schoulgebaier, an ech wëllt hei dem Plan sectoriel, dee mer den nächste 5. Februar an dräi Kommissiounen virgestallt kréien, net virgräifen. Mä nach wëllt ech ennersträchen, datt eng Partie wichteg Décisiounen fir d'Éislek getraff gi sinn.

1. De Lycée agricole bleift do wou en ass.

2. Den Dikrecher Lycée classique gëtt ausgebaut an deen, deen et net gleeft, ka kucke goen, d'Aarbechte lafen.

Et gëtt een neie Lycée am Raum Dikrech-Ettelbréck envisagéiert an de Site ass erausgesicht. De Réidener Lycée ass duerch de Regierungsrat, zu Wolz ass den zweeten Ausbau gestëmmt an dem Klierwer Kanton bleiwe mer der gudder Hoffnung, datt d'Evolutioun esou wäert sinn, datt och mir e Lycée kënne kréien.

Déi meescht Gemengen, an ech schwätzen elo iwwert d'Primärschoulen, am Éislek hunn entweder zu zwou oder zu méi Gemengen zentral nei Primärschoule gebaut, respektiv huet eng Gemeng eleng, deemno wéi d'Gemenge sinn, eng Zentralschoul gebaut. Ech denken hei u Wolz, Wäisswampech, Elwen, mä och Heischent an nach aner Gemengen. Freeë géife si sech, wann déi néideg Subsidien aus dem Innenministère awer méi séier géife kommen.

Schoulinfrastrukturen a Sportsinfrastrukture si wichtig, mä d'Servicer ronderëm si grad esou wichtig, an ech wollt der hei zwee ennersträchen.

D'Regionalisierung vum Inspektorat an deenen dozou gehéierende Servicer wäert besonnesch fir d'Éislek eng Plus-value am Service public bedeiten. Dofir kann ech och nëmme déi lokal Autoritéiten, wou déi néideg Lokaler gebraucht ginn, invitéiere méiglechst séier déi néideg Mesuren ze ergräifen, fir der Populatioun dës Servicer ze offriieren.

Ennersträche wëllt ech nach eng aner Initiativ, déi am LEADER-Gebitt Klierf-Veianen momentan an Ugrëff geholl ginn ass, nämlech déi, fir eis Primärschoule mat Computeren ennereneen ze vernetzen. Op alle Fall wäert dës Initiativ am SICLER mat der Gemeng Wëlzerwolz gestart ginn. Der Educatiounsministesch an hire Beamte vun hei aus eise Merci fir hir Ennerstëtzung.

Schlussendlech wollt ech nach een Thema ganz kuerz belichten, dat momentan am Klierwer Eck Furore mécht, nämlech dat vun de Gemengefusiounen.

Wëntger ass déi éischt fusionéiert Gemeng a kann dëst Joer seng 25 Joer feieren. Ech wollt hei e puer prinzipiell Iwwerleeungen zu Gemengefusiounen maachen.

1. Prinzipiell wäert Der ni vu mir eng negativ Ausso iwwer Gemen-

gefusiounen héieren, well ech nämlech der Meenung sinn, datt Gemeengefusiounen en intelligenten an en effikassen Deel vun enger gudder Politik vum Aménagement du territoire duerstellen, a si géifen d'Arbecht an de Baitrëtt zu muenchem Syndikat méi einfach maachen, well een dann nämlech Partner ronderëm den Dësch féint, déi d'Problemer op eng ähnlech oder op déi nämlech Aart a Weis analyséieren.

2. Fir Gemeengefusiounen ze erreeche muss een de Gemengen awer Zäit loossen. Fir mat der Briechstang virzegoen notzt absolut glat a guer nâischt.

3. Mat dem Fusiounsgesetz ass d'Fusioun nach bái wäitem net fäerdeg, well da geet se emol lass. Da muss een nämlech emol schaffen, fir iwwerhaupt déi Gemengen, déi een do huet, zesummen ze kriegen.

4. Ze mengen d'Fusiounsgemengen esou ze gestallten, datt se direkt iwwer 3.000 Awunner géife leien a mat der Iddi, direkt an de Proorzsystem ze falen, ass menger Meenung no falsch. Fir eng Fusioun ze erreechen an eng gutt Fusioun ze erreechen, bräicht een nämlech nëmmen dat, wat ech momentan net hunn, Zäit.

Als Konklusion wollt ech soen, datt d'Fro net déi d'äerf sinn, wat d'Regierung am Éislek wëllt maachen, mä si misst éischter sinn: Wat wëlle mir am Éislek? Wichteg Komponente spillen hei, an esou gutt ech wéi meng Virriedner hunn et bewisen, staark Gemengen a Gemengesyndikater, déi sech trauen op nei Weeër ze goen. Esou sinn zum Beispill am Réidener Kanton an am Klierwer Kanton Altersheimer op regionaler Basis gebaut ginn. Am Jugendberäich hu mer am SICLER en neie Projet gestart, nämlech deen, Jugendtreffen ze organiséieren op regionalem Plang fir Jugendlecher tëschent 12 an 18 Joer. Mir hoffen, datt déi och vun de Jugendleche wäerte profitéiert ginn.

Doriwwer eraus starte mer awer och Initiative wou déi eenzel Syndikater matenee schaffen. Och dat ass ewell hei ernimmt ginn. Esou wäerten déi zwee ekonomesch Syndikater Wolz, Wanseler an de SICLER, mat den zwee Naturparken de Guichet unique erëm nei an d'Liewe ruffen. An ech wollt hei ënnersträichen, datt deen éischte Guichet unique, wat e Pilotprojet aus dem Éislek wor, net un der Regierung an net un de Gemenge gescheitert ass. All Initiative, déi mir um Terrain gesinn, do gëtt geschaff mat der Ennerstëtzung vun der Regierung, mä déi meeschten Initiative mussen vun ennen eropkommen, an och dat huet d'Éislek bewisen a kritt et nawell ganz gutt fäerdeg.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

**M. le Président.** - De leschten Diskussionsriedner ass den Här Jean Colombera. Den Här Colombera huet d'Wuert.

**M. Jean Colombera (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Éislek, Norden, Ardennerlandschaft, dës Begrëffer si fir vill Leit hei am Land synonym mat Bauerlandschaft an touristesch Excursiounen. Esou ass et net selten, datt d'Leit de Weekend notze fir an dëser Region de Stress ofzebauen, déi berühmten Hameschmier iessen ze goen a gemittlech Stonnen an der haaptsächlech grénger Landschaft ze notzen, fir de Geescht an de Kierper ze regeneréieren, an deem si Sauerstoff vun excellenter Qualitéit anootmen.

Dat wat bis elo de prioritäre Statut vun dëser Region, eng Region, déi total am Abseits louch a läit, wat déi grouss zukünftige Investisementer betrëfft. Déi grouss Projekte konzentrierte sech ëm d'Haaptstad an am Süde vum Land, mat enger grousser Rivalitéit

tëschent dësen zwou Regionen. Méi wéi d'Halschent vun eisem nationale Bruttoprodukt gëtt an der Haaptstad a ronderëm d'Haaptstad realiséiert, woumat den interregionalen Déséquilibrer entsteet. D'Geschicht widderhëlt sech ëmmer an ëmmer erëm, trotz aneren Acteuren.

Fréier sinn d'Leit um dräi Auer gestane fir op d'Arbecht schaffen ze goen, owes um fënnf Auer ware si erëm doheem an hunn do weider am Bauerebetrieb geschafft. Hautdësdays gëtt et nach ëmmer vill Leit, déi vum héijen Norden erof an d'Stad an nach méi wäit schaffe ginn. Mir wëssen alleguerten, datt d'Liewensqualitéit vun dëse Leit manner wéi Null ass.

#### (Interruptions)

Tatsach ass, datt den Norde vum Land keng staark politesch Lobby huet fir seng Interessen ze verteidigen. D'Politiker vum Norde konnte sech net genuch duerchsetzen an et wore Privatinitiativen, déi et erméiglechen hunn, fir den Norden aus dem Anonymat ze befreien, virun allem d'Initiativ vum René Maertz an dem Michel Wehrhausen, déi mat hire Frënn 1979 de Klierwer Kanton gegrënnt hunn. Ouni dës Leit wär am Kanton Klierf héchstwahrscheinlech nâischt gelaf, d'Schafung vum interkommunale Syndikat SICLER ass op d'Pionéierarbecht vum Klierwer Kanton zréckzeféieren.

Sécherlech ass déi lescht Joren eng gewësse Beliewung am Norde sichtbar ginn. D'Politik versicht aus hirer Lethargie ze erwachen. Mat der Ennerstëtzung vun der Europäescher Gemeinschaft an der Aklässierung vum Norden als 5B-Region ass versicht ginn, fir schwaach strukturéiert Gebitter vum Norden ze ennerstëtzen an hinnen eng nei Entwécklungsdynamik ze ginn. Vill Initiativen an haaptsächlech privat Initiativen am Domän vum der Kultur, dem Tourismus an der Agrikultur si realiséiert ginn. Dës Privatleit sinn innovativ Weeër gaangen an hu bewisen, dass am Norden nach ganz vill Potenzial besteet an dass d'Leit an dëser Region bereet sinn, fir nach méi ze maachen a sech total anzusetzen, virausgesat dass d'Politik si deementsprechend ennerstëtzt.

Wann ech vu Politik schwätzen, da sinn domat net nëmmen déi néng Norddeputéierte gemengt, déi haut hei opgetrueden sinn, mä déi 60 Verrieder vum lëtzebuergesche Vollek. Verrieder där Missioun et ass, fir alle Bewunner vum Land gläichméisseg Liewenskonditiounen ze garantéieren an net nëmme Kierchtuermropolitik hei op der Chambertribün ze bedriewen. Et ass grad dës Kierchtuermropolitik, déi massiv hei an der Chamber bedriewen gëtt, déi dem Norden déi noutwenneg Projeten a Mëttelen entzunn huet, fir sech harmonesch ze entwéckelen.

Mir als ADR si frou, dass den Här Wohlfart d'Nordproblematik a Form vun enger Interpellatioun ugeschwat huet, mä grad seng sozialistesche Kolleegen hunn et ëmmer verstane fir de Schwéierpunkt vun der politescher Aktivitéit an de Süden ze verlagere.

#### (Brouhaha général)

Dobäi hätten d'Sozialiste kënnen a 15 Joer Regierungszäit alles besser verdeelen a si hätten ouni Zweifel vill Sympathien an der Nordregion kritt, wann de Rehazenter, fir nëmmen deen ze nennen, zum Beispill am Norde gebaut gi wär. Dat wär theoretesch méiglech gewiescht. Mir wëssen alleguerten, wat e Rehazentrum ass. D'Leit solle sech regeneréieren, si solle sech ausrouen an dat an enger grénger Landschaft.

Mä et ass nâischt geschitt. Déi sozialistesche politesch Lobby wollt de Rehazenter an de Süden, op Dideleng, an op eng verseuchte Plaz. A wéi déi Demokratesch Partei hinnen e Strich duerch d'Rechnung gemaach huet an de Rehazentrum op de Kierchberg, op eng

grad esou problematesch Plaz verfracht huet, do hunn d'Südsozialisten mat dem Statslaboratoire eng Kompensatioun kritt.

Här President, hei brauch een nëmmen op d'Tribün jâizen ze kommen, e puer Sonndesrieden ze halen an da kritt een alles, wat ee wëllt.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dir zielt elo egal wat.

#### (Hilarité)

**M. Jean Colombera (ADR).** - Dat ass net déi Politik, déi mir wëllen. Dovunner mussen mir eis als Politiker distanzéieren.

#### (Brouhaha général)

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dir zielt egal wat, awer wierklech egal wat.

**M. Jean Colombera (ADR).** - Här Di Bartolomeo, hunn ech lech ugeschwat?

**Une voix.** - Also d'DP distanzéiert sech vum Här Di Bartolomeo.

**M. Jean Colombera (ADR).** - Et gëtt nach ëmmer vill ze vill punktuell gehandelt. Sécherlech ass et interessant, wann den Émweltministère zum Beispill am Kanton Veianen en un ekologesch Gesichtspunkten orientéierte Wunnengsbauprojet konzipiéiert huet, wa lénks a riets e puer Wandmillen opgericht ginn, wann e Musée renovéiert gëtt, wann en Duerfkär nei beliefte gëtt. Dat si sécherlech positiv Akzenter, mä wat ännert dat? Dat ass dem Norden a senger Leit net substanzuell gehollef.

Verschiede Politiker zitieren gär de Begrëff vun der Masse critique, déi erreecht muss ginn, fir eppes ze bewegen. Mä wéi kann een am Kanton Veianen, Klierf, Réiden oder Wolz eng Masse critique erreechen? Wat sollen d'Leit aus dëse Géigenden ennerhuelen? Solle si mat hirem Trakter hei an d'Stad kommen an d'Stroosse blockéieren, fir Gehéier ze fannen?

#### (Interruption)

Ech fannen dat inakzeptabel an enttäuschend, dass d'Politik da reagiert, wann d'Leit dobaussen ufänken onroueg ze ginn, an d'Leit am Norde ginn onroueg. Menger Meenung no misst d'Politik duerch eng gutt duerchduechten organiséiert a preventiv Landesplanung sech fir de Bierger setzen, egal ob de Bierger an engem Kanton vu 50.000 oder an engem Kanton vun 5.000 Leit wunnt.

**M. Jos Scheuer (LSAP).** - Ma Dir hutt Recht.

#### (Hilarité)

**M. Jean Colombera (ADR).** - Här President, den Norde brauch eng ganz nei Approche, e gréngen Zentrum, en öffentlecht Forschungsinstitut, en Entwécklungspang fir den Opbau vun enger Bio-region, d'Waasserwirtschaftsamt, den Ausbau vun der Ackerbauschoul, den Ausbau vun der Forstwirtschaft, en neit Urbaniséierungskonzept, d'Schafung vun engem Parc d'activités tertiaires, d'Entwécklung vun der Nordstad (Ierpeldeng/ Ettelbréck/Dikrech) als drëtten urbanistesche Pôle an d'Usiedlung vun öffentlechen Administratiounen, zum Beispill engem Deel vun der Agraverwaltung.

Mat der Planung vun e puer neie Lycéeën ass e gudd Schratt ageleeet ginn. Ze bedauern ass, dass nëmmen Ettelbréck als modern Klinik ausgebaut gëtt, Wolz dogéint ëmmer méi un Afloss verléiert. D'Leit vum héijen Norde mussen sech bei schwéierege Fäll op Ettelbréck déplacéieren. Ze bedauern ass och, dass op touristescher Basis et vun der Regierung verpasst

gouf, zum Beispill fir d'Skipiste zu Buerschent ze ennerstëtzen...

**Une voix.** - Oh mei!

**M. Jean Colombera (ADR).** - ...mam Argument, dass d'Skipiste zu Bottrop net rentabel wär an esou e Fiasko virprogramméiert wär. Wéi mir awer virun e puer Méint de Bedriewer vun der Skipiste, den Här Marc Girardelli, um RTL héieren hunn, huet hie gesot d'Skipiste wär rentabel. Wat soll een dozou soen? Sécher ass awer, dass mir eng grouss touristesch Attraktioun brauche fir den Norden.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, virun e puer Joer ass zu Viichten e Mosaik fonnt ginn. D'Original vun dësem Mosaik ass an d'Stad komm. Viichten huet eng Kopie kritt. D'Leit vum Norde si keng Bierger vun der zweeter Klass. Si wëlle keng Kopie vum Original sinn.

#### (Interruption)

Si hunn eng eegen Dynamik a wëlle sech profiléieren a weiderentwéckelen. Si si bereet fir dës Erausforderung. Dat interregionaalt Gläichgewicht muss gefördert gi fir eng méi grouss sozial Kohesiv. Dat ass d'Missioun vun de Politiker. Den Norden ass eng eemoleg Chance fir eist Land. En ass de Joker, deen eist Land elo richtig asetze muss.

Här President, ech ginn nach zwou Motiounen of. Déi éischt geet iwwer d'Implantatioun vum Waasserwirtschaftsamt am Norden. Ech hunn nach keng Ennerschrëften. Ech hoffen, dass d'Deputéierte vum Norde mech heiranner ennerstëtzen. Déi zweet Motioun bréngen ech an am Kader vun der Zentralisatioun, fir dass en Deel vun der Agraverwaltung uewen an den Norde kënn. Ech soen lech merci.

#### Motion 3

*La Chambre des Députés*

- *considérant que suite à l'industrialisation et l'urbanisation massive du Sud et du Centre du Grand-Duché le centre de gravité de l'agriculture luxembourgeoise se situe désormais au Nord du pays;*

- *jugeant qu'une certaine décentralisation des administrations et des services de l'Etat vers des régions économiquement défavorisées contribue au développement harmonieux du pays;*

- *considérant qu'une décentralisation des administrations publiques liées au monde agricole vers le Nord rapprochera ces services davantage à la majorité de leurs utilisateurs principaux;*

*invite le Gouvernement*

- *à créer au Nord du pays un nouveau centre de services lié à l'agriculture et englobant, au moins partiellement, l'administration des services techniques de l'agriculture, le service d'économie rurale, l'administration des services vétérinaires et - dans la mesure du possible - le laboratoire de médecine vétérinaire.*

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

#### Motion 4

*La Chambre des Députés*

- *considérant que dans l'accord de coalition d'août 1999, le Gouvernement a opté pour une politique concentrée en matière de gestion de l'eau qui aura comme finalité le regroupement des différents aspects ayant trait à l'économie de l'eau. Ainsi les différentes administrations et divisions de service qui, à l'heure actuelle, ont des compétences en matière de protection et de gestion de l'eau seront fusionnées dans une même entité afin de créer l'instrument nécessaire à une véritable gestion intégrée de l'eau;*

- *considérant que dans la même déclaration le Gouvernement avait prévu de garantir le niveau de vie*

*et la compétitivité économique des régions dans le cadre du développement durable;*

- *jugeant une certaine décentralisation des administrations publiques vers des régions économiquement défavorisées propices au développement harmonieux du pays;*

*invite le Gouvernement*

- *à élaborer dans les meilleurs délais un projet de loi visant à implanter le service de gestion de l'eau dans le Nord du pays.*

(s.) Jean Colombera.

**Une voix.** - Très bien.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Här Colombera, wëllt Är Fraktioun déi Motioun net ennerschreiwen?

**M. Jean Colombera (ADR).** - Wat gliff?

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Wëllt Är Fraktioun déi Motioun iwwer d'Waasserwirtschaftsamt net ennerschreiwen?

**Plusieurs voix.** - Dach.

**M. Jean Colombera (ADR).** - Dach, kee Problem.

#### (Brouhaha général)

**M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

**M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den nördlechen Deel vun eisem Land hat während laanger Zäit en negativen Image. Den Norde stoung fir Réckstännegkeet, Ennerentwécklung, eng Géigend, déi net un der Gesamtentwécklung vum Land bedeelegt wär respektiv net vun hir profitéiere géif.

Dëst Bild ass net nëmme vu bausen, mä och déif bei de Leit aus der Region verbreet gewiescht. Mir gesinn - an d'Diskussioun vun haut beweist et -, dass déi Situatioun amgaangen ass sech grondleeënd ze änneren. Déi meescht vun deenen néng honorablen Deputéierten aus dem Norden, déi haut hei intervenéiert sinn, si mat där Analys d'accord mat punktuellen Ausnahmen, déi ech beim Här Gira héieren hunn, dee vu Schlammgeschwat huet, wann et ëm de Norde gaangen ass, an elo déi lescht dach méi humoristesche Einlag vum Här Colombera, deen der Meenung war, d'Leit am Norden hätten eng Liewensqualitéit, déi manner wéi null géif bedroen.

#### (Interruptions)

Ech wëll, well et müssge ass, mech driwwer ze ennerhalen, ob de Mérite vun där Entwécklung elo exklusiv bei der Regierung, bei de Gemengen oder bei der Privatinitiativ ze sichen ass, soen, dass dat eng Entwécklung ass, déi vu ville Partner op ville Plaze gedroe ginn ass, ouni dass een do vun engem exklusiv kéint schwätzen, ouni allerdéngs ze bemierken, dass een haut am Norde vun enger flächebreeder a mat gläichem Mooss gedroener Begeeschterung a vu grousser Initiativgeescht ka schwätzen. Ech kommen dorobber zréck.

Fest steet awer, dass am Norden eppes lass ass, dass am Norde ganz vill Projeten an Initiative stattfannen, an dass den Norde vun haut, ech huelen och un den Norde vu mar een aneren ass, och am Bild vun de Leit aus der Géigend an iwwer d'Géigend eraus, wéi deen Norden, dee mir nach virun zéng a viru 15 Joer kannt hunn.

Ech wëllt meng Interventioun mat e puer Remarken ufänken. Déi éischt ass déi, dass ech der Meenung sinn, an dat vläicht als Eenzegen, deen haut hei schwätzt an deen net aus dem Norden ass - op jidde Fall net aus der éischter Generatioun aus dem Norde kënn -, dass wa mir iwwer de Norde vum Land schwätzen, mir net iwwer een Norde kënnen schwätzen.

Den Norden ass vill méi villsäiteg, et ass keen homogene Grupp dee sech do duerstellt vu Gemengen, déi allegueren déiselwecht Problemer haten, a vu Regiounen an deem Norden, déi déiselwecht Problemer hätten. Ech géif mengen, dass ee mindestens vun dräi wann net esouguer vu véier Géigende kéint schwätzen, déi een net ka puschal an een Dëppe werfen.

Do gëtt et zum engen de Réidener Kanton, deem am Norden eng ganz extra Plaz huet, well e vill méi no zum Zentrum vum Land geleëen ass an och d'Kontakter schonn historesch gesinn e gudder Strapp méi zum Zentrum dévolpéiert waren. Do gëtt et d'Regioun Dikrech-Ettelbréck, fir mech d'Suergekand an der Entwécklung vum Norden an déi Plaz wou mer am néidegsten hätten, dass mer eppes un d'Rulle géife kréien. An do gëtt et dann déi Regioun iwwer Dikrech-Ettelbréck, déi déi aus dem Süde vum Land d'Éislek ganz oft nennen, wat awer och net en homogene Grupp duerstellt, well ech der Meenung sinn, dass et eng grouss Differenz gëtt tëschent der Situatioun an der Aart a Weis wéi d'Leit zu Wolz denken an der Situatioun an der Aart a Weis wéi d'Leit zum Beispill am Kanton Klierf denken.

Et muss een also, wann een iwwert den Norde schwätzt, ganz nuancéiert an der Approche goen an et muss een och d'Beantworter vun de Froe ganz differenzéiert ugoen.

Beim Image vum Norde sinn ech der Meenung, dass et souwuel intern, an deene ville Gesprächer déi ech féieren, wéi och extern, vu bausse eran, amgang ass engem ganz staarke Wandel ze ënnerleien. Dat negatiivt Image ass op ganz ville Plazen ënnerbrach ginn, et ass gebrach ginn an huet sech gewandelt. Beispiller si vun alle Virriedner gebraucht ginn, Beispiller déi ëmmer erëmkommen, dat huet mech gewonnen, well et si keng aner komm: de Klierwer Kanton, den Naturpark Oewersauer, den Naturpark Our, de Réidener Kanton. Véier Beispiller déi praktesch an alle Rieden erëmkommen sinn. Wann ech awer d'Kaart vum Norde kucken an ech huelen d'Flächekonstellatioun vun deenen dote véier Plazen, dann ass dat nach net de ganzen Norden, da feelen do nach eng ganz Rei Plazen, mä et spiert een eng reell Dynamik, déi aus enger Rei vun Initiativen erausgaangen ass.

Allerdéngs, an dat wëll ech ganz kloer soen, spiert een déi Dynamik awer och, well op deenen eenzelne Punkten ee praktesch konkret ka soen, wien den Investigateur vun der ganzer Geschicht war, wou den Ausléiser war. Ganz oft kann een den Développement op eng, zwou, dräi Persounen oder Associatiounen festmaachen, déi am Fong den Développement vun hirer Regioun, vun hirer Gemeng, vun hirem Kanton an de Grapp geholl hunn. Eng Rei vun deene Leit sätzen och haut heibannen, déi säit Joren a Jorzéngten dorunner schaffen. Op anere Plazen, an dat mierken ech wa mer do uewen zirkuléieren, do gëtt nach vill geklot, déi befanne sech nach an enger Zort Lethargie, do geet de Ruff no méi Stat, no méi staatlecher Interventioun, dem Stat, deem am Fong de Motor misst si vum Développement vun där Regioun oder vun deem Eck.

Ech kommen net derlaanscht zwee Beispiller ze nennen, well se mech extrem frappéieren, an der Hoffnung, well et jo eng konstruktiv Diskussioun ass, dass mer do Verbesserung kréien. Dat ass a mengen Ae ganz kloer Wolz. Wolz, wou een net aus der Gemeng eraus haut deeselwechten Dynamismus spiert, dee mer op villen anere Plazen fannen. Ech hunn haut an der Zeitung gelies, dass d'DP aus dem Norden eng Réunioun hat iwwert d'Zukunft vun den Industriebroochen aus dem Norden, wou mäi Kolleg, de Minister Grethen, gesot huet, dass selbstverständlech och fir d'Industriebroochen zu Wolz an

an der Géigend vu Wolz déiselwecht Moyene géifen zur Verfügung gestallt gi vun der Regierung wéi dat fir d'Industriebroochen am Süden de Fall ass. Ech géif dat och nach eng kéier wëlle vergläichen. Et kann een natierlech net Industriebrooch an Industriebrooch matenee vergläichen, mä et ass kloer dass bei der Fro vun der Sanéierung, der Fro vun der Weiderentwécklung vun deenen Industriebroochen de Stat bereet ass mat der Gemeng zesummen a mat der Regioun virun allem, well et ass dat, wat op där Plaz dringend noutwendeg ass, dass et net nëmme eng Initiativ eleng vun der Stad a vun der Gemeng Wolz ass, mä dass doriwwer eraus d'Regioun sech och ëm de Problem do mat bekëmmert.

Deen zweete Problem, an ech kommen herno am weidere Verlaf dorobber zréck, dat ass sécher d'Géigend vun Dikrech-Ettelbréck, wou mir geschwënn net méi wëssen, wat mer nach solle maachen a wou ech och hoffen, dass déi Debatte vun haut een Ausléiser gëtt.

Wat ass d'Realitéit? D'Realitéit ass, dass den Norden an engem staarke Wandel ass, dass en awer aus enger strukturell schwacher Situatioun eraus kënn. D'Populatioun huet sech am 19. Jorhonnert bis wäit an d'20. Jorhonnert an der Regioun Norde ganz staark ofgebaut duerch Ofgang an d'Ausland, duerch eng intern Immigratioun an de Süden, an et ass eréischt säit 1981 wou mer e Renversement virfannen. An deene leschten zéng Joer ass d'Croissance vun der Populatioun am Norde méi héich wéi am Duerchschnëtt vum Land.

Den Norden, wann een e mol a senger Fonctioun vun deene fënnf Kantone vum Wahlbezirk aus kuckt, huet haut ronn 68.000 Awunner am Recensement vun 2001. Déi machen eppes méi wéi 15% vun der Bevëlkerung aus. Den Norde mécht awer och 45% vum Territoire aus. Dat mécht eng vun de Particularitéiten aus, déi engem, wann een iwwert den Développement vun der Regioun schwätzt, ze schaffe mécht. Déi Diskrepanz, et gëtt hei vu Masse critique geschwat, jo Masse critique brauch een, wann ee gewësse Saache wëllt dévolpéieren. Et kann een net alles maachen, wann een net déi néideg Masse critique huet an de Raum, deem een zur Verfügung huet, engem Schwierigkeete mécht, Schwierigkeeten am Sënn vun Erausforderungen, déi et ze léise gëtt.

D'Densitéit: 58 Leit op de Quadratmeter géint 170 am Land, an dann een Norden, dee sech och charakteriséiert duerch 45 Gemengen, dat heescht 38% vun de Gemenge kommen aus dem Norden. An der Moyenne liewen zëmlech genau 1.500 Leit an enger Gemeng am Norden. Wa mer awer eleng d'Gemenge vun Eitelbréck an Dikrech eraus rechnen, ouni elo déi aner Gemengen, déi d'Nordstad nach betreffen - ech hu just déi zwou eraus gerechent -, da get den Duerchschnëtt vun der Populatioun an deenen aneren 43 Gemenge schonn op 1.250 Leit zréck. Dat si ganz kleng Chifferen. Ech wëll herno nach eng kéier dorop zréckkommen.

Wa mer iwwert den Développement vum Norde schwätzen, ass et och wichteg iwwert d'Zukunft vun eise Gemenge sech eng kéier seriö de Kapp ze zerbréchen. Positiv ass, dass den Norde vill jonk Leit huet. 27% vun der Bevëlkerung hu manner wéi 20 Joer, wat och komplett verschidden ass nach zu dem Image, dat den Norde laang Zäit hat, nämlech als en ale Bezirk, e Bezirk wou nëmme nach eeler Leit géife wunnen. Et gesäit een, dass sech och do ganz vill geännert huet, wat dann nees an der Konsequenz d'Méiglechkeet gëtt, notament an der schoulescher Infrastruktur, ganz aner Weeër ze beschreide wéi dat an der Vergaangenheet objektiv de Fall war.

Iwwert zwee Drëttel vun de Leit, déi am Norde wunnen, schaffen och am Norden. Et ass also net esou, wat och e wäitverbreitent Viruerteel ass, dass d'Leit aus dem Norden allegueren géifen an d'Stad schaffen goen. Et ass e relativ gudde Taux dee mer do hunn. Et ass een Taux, dee sech d'ailleurs net nëmme fir d'Leit aus der Nordstad applizéiert, mä generell iwwert déi ganz Regioun, an et sinn nëmme 14,14% vun de Leit, déi an d'Stad selwer schaffen kommen.

Schlussendlech, fir deen dote Punkt ofzeschléissen, de Bevëlkerungsundeel: D'Lëtzebuurger maachen 72% vun der Regioun aus, dat ass liicht iwwert dem Duerchschnëtt am Land, dee mer bei 63% hunn.

Et ass, Dir Dammen an Dir Hären, ganz vill am Norden an deene leschte Jore geschitt. Ech hunn och dofir meng Kollegen an der Regierung gebiede fir ee kleng Resumé vun den Aktivitéiten duerzustellen. Et war net geduecht fir deen am Virfeld auszedeelen, mä e war am Fong als Contributioun zu menger Ried geduecht a fir den Deputéierten d'Méiglechkeet ze ginn duerno am Kader vun deene Versammlungen, déi si mat hire Bierger hunn, Informationsmaterial ze hunn. Et si Feeler dran, mir hunn et gesinn. Mir hunn och scho Feeler rektifizéiert. Mir hunn och wëlles dat Dokument, wat mer hei ausgedeelet hunn, op den Internet ze setzen. Dat soll am Laf vum Dag vu muer geschéien, fir dass déi Leit, déi am Norden interesséiert an deene Chifferen sinn, d'Méiglechkeet hunn iwwer Internet déi Chifferen ofzerufen.

Et bleift awer, an do sinn ech mam Här Gira d'accord, dass mer ee grouss Problem an der Landesplanung hunn. Mer hunn an der Préparatioun vun deem Dossier op en Neits gesinn, dass mer an der Landesplanung hei zu Lëtzebuerg praktesch keng koordinéiert Chifferen hunn. All eenzelne Secteur huet seng Chifferen. Déi sinn awer op kenger Plaz zentral gefaast. Se leien zum Deel op de Gemengen, se leien zum Deel op de Ministère, also e Punkt op deen ech wëll a muss erëm kommen, wa mer hei iwwert de Bilan schwätzen, dee mer wëllen zéie vun der Landesplanung. Et schéngt fir mech urgent ze sinn, dass mer niewent dem Statec, deem eng haaptsächlech wirtschaftlech Orientatioun huet, a wa mer seriö Landesplanung wëllen an Zukunft maachen, déi op objektiv Faite sech baséiert, Datebanke kréien, déi mer amgang si rudimentaire am IVL zesummen ze setzen, fir dass mer kënnen op eng propper Aart a Weis déi Diskussiounen féieren.

Ech wëll awer och soen, dass mer am Norden eng Initiativ hate wéi mer am Süden eng haben, den Oresud, den Orenord, fir ze kucken am Kader vun de Gemengen eng Rei vun Donnéeën ze kréien. Do muss ech allerdéngs soen, dass den Echo awer net op alle Plazen dee vun der totaler Begeeschterung war, besonnesch da wann et drëm gaangen ass säin Obolus an d'Keess ze leeën, wann et drëm gaangen ass fir Donnéeën ze kréien.

Ech wëll et am Telegrammstil maachen, well ech weess, dass déi Debatte hei am Norde ganz staark suivéiert gëtt. Ech war selwer iwwerrascht iwwert déi Multitude vu Projeten, déi an deene leschte Joren am Norde gemaach si ginn. Wéi gesot, ech wëll kuerz derduerch goen, net am Detail. Den Detail ass, wéi gesot, accessibel vu muer un op Internet.

Dat geet u bei der Modernisatioun vun der Nordstreck an den 80er Joren, iwwert d'Elektrifikatioun vun der Ligne Gouvy-Rivage-Léck op

Lëtzebuerg. Dat war, mengen ech, déi éischte kéier, wou mer am Ausland zu engem Investissement bäigedroen hunn, deen als Zil hat fir eng Géigend vun eise Land, an zwar de Norden, ze désenclavéieren. Mir hunn an den 90er Joren - an dat ass am Rapport iwwert d'Mobilitéit nozeliesen - eng ganz Rei vun Initiativ geholl, wou d'Tronçon op der Nordstreck moderniséiert gi sinn, wou Garen, notament d'Gare vu Miersch als Projet pilote geholl ginn ass, fir en zukünftigen Aménagement ze maachen, an et ass eng ganz Rei vun Initiativ ennerwee. Ech hunn dat zesumme gerechent. Dat maachen 90 Milliounen Euro. Dat heescht 3,6 Milliarde Frang sinn am Norde geplangt fir de Réaménagement vu Sektionsbléck op der Nordstreck, d'Duebelgleisgasse vum Tronçon Mëchela-Buerschent fir 14,5 Milliounen Euro, zwee Projets de loi, déi déposéiert sinn, gesi 40 Milliounen Euro vir fir de Renouvellement vun de Schinnen op der Nordstreck, fir d'Erneuerung vun der Antenne Kautebaach-Wolz 31 Milliounen Euro, fir d'Erneuerung vum Schinnennetz vun Eitelbréck op Dikrech op enger Distanz vun 3,5 Kilometer 2 Milliounen Euro.

Wat de Stroossebau ubelaangt: D'Nordstrooss, déi jorzéngtelaang gefrot ginn ass, déi amgang ass realiséiert ze ginn. Ech kommen net op all déi Schwierigkeeten zréck, déi déi successiv Regierungen domatter haten, muss awer soen, dass d'Nordstrooss wesentlech dozou bäigedroen huet, dass den Norde méi no un de Rescht vum Land erukënn, wat een als eppes Positives ka gesinn, wat awer och op där anerer Säit selbstverständlech eng Rei vun Erausforderungen fir den Urbanismus, fir d'Landesplanung, fir d'Aart a Weis wéi sech den Norden an Zukunft soll dévolpéieren, mat sech bréngt. Well wann Der an Zukunft, an dat hu mer jo elo gesinn, wéi 2001 deen Tronçon opgaangen ass vu Miersch erop bis op Kolmer, wéi sech do d'Zäit reduzéiert huet, déi een op där Stréck brauch, a wann een dat extrapoléiert wann d'Nordstrooss eng kéier faerdeg ass, da réckelen den Zentrum zum Norden an déi Deeler déi iwwer Eitelbréck-Dikrech léien op eng hallef Stonn, op 35 Minutte un d'Stad Lëtzebuerg erun.

#### (Interruption)

Selbstverständlech net moies um aacht Auer, dat ass richtig, mä et ass awer domadder ze rechnen, dass sech doduerch fir den Norden a besonnesch fir deen Deel vum Norden nach e groussen Développement wäert maachen.

Et ass an deene leschten 20 Joer ganz vill och an de Rescht vum Stroossennetz investéiert ginn. Wann s de haut mat de Buergermeeschtere schwätzt, hues de ganz aner Diskussioun wéi déi vum Stroossennetz. Punktuell si wuel nach eng Rei vu Problemer, mä et kann een awer feststellen, dass flächeméisseg do eng ganz grouss Verbesserung komm ass.

Zones d'activités ginn et der entretemps 44. Dat ass eng Evolutioun, déi virun 20 Joer eréischt ugefaangen huet. Mir hunn dräi national Zonen. Mir hu siwe regional Zonen an 34 lokal Zonen d'activités am Norden an iwwert den Norden eraus - op all Kantonen hu mer se verdeelt -, déi och wesentlech dozou bäigedroen hunn, dass méi Aarbechtsplazen konnten an der Regioun geschafe ginn an dass d'Leit, déi an der Regioun wunnen, och d'Méiglechkeet hunn an der Regioun selwer ze schaffen. Ech si virun dorobber agaangen.

D'Gemengen hunn enorm Efforte gemaach wat d'Schoulinfrastruktur ubelaangt. Wëntger, Rammerech hunn den Ufank gemaach, an an deene leschte 15 Joer sinn noeneen zu Housen, zu Harel, zu Reiler, zu Wëlwerwol, zu Tandel, zu Heischent interkommunal Schoule gebaut ginn, déi, dat well

ech och emol eng kéier soen, zu deene modernste Schoulen haut zielen, déi mir am Land hunn. Munchereen aus dem Norde ka sech roueg emol eng kéier Schoulen an anere Géigende vum Land ukucke goen. Ech behaupten, well ech jo bei deenen Aweijunge ganz oft dobäi sinn, dass mer mat de modernsten Outil Primärschoulen, mat allem wat do ronderëm gravéiert an ëmmer méi gravéiert, haut am Norden hunn.

D'Education précoce ass amgang opgebaut ze ginn. Dat ass allerdéngs e Problem an enger ganzer Rei vu Gemengen. Do schwätzen ech nees iwwert déi berühmte Masse critique, déi noutwendeg ass fir dat ze maachen.

Mir hunn och decidéiert an der Regierung, well mer gesinn, dass déi Fro vun de Schoulen d'Gemengebudgeten däermoosse belaascht, dass mer de Subsid fir d'Zentral-schoule vu 50 op 75% hécken, mat Réckwirkung op den 1. Januar vum leschte Joer, an dass mer och déi normal Subside fir d'Gemengen, wat d'Schoulen ubelaangt, déi jo haut vun 0 op 40% ginn, viru vun 25 op 65% ze hécken, esou dass an Zukunft all Gemeng, wa se eng Schoul baut, kann op d'mannst e Vérel vum Investissement iwwer e staatleche Subsid zréckkréien. Mir hu gemengt, dass dat wichteg wär, net nëmme fir d'Gemengen aus dem Norden, mä allgemeng fir d'Gemengen, fir en Akzent ze setzen an de schouleschen Infrastrukturen, déi, wéi gesot, d'Budgete vun de Gemengen extrem belaascht hunn an deene leschte Joren, fir do e bësse Fräiraum ze schafen en attendant aner Diskussiounen, déi mer mam SYVICOL zesumme wëllen iwwer eng méi globaliséiert Reorganisatioun vun de Gemengenfinanze féieren.

D'Madame Durdu huet et gesot. Ech géif dorobber referéieren. D'Schoulinfrastrukturen am Secondaire. Et ass, Dir Dammen an Dir Hären, alles decidéiert, och déi Geschicht vun der Ackerbauschoul. Do gëtt nach driwwer diskutéiert, ob d'Ackerbauschoul hir Versuchsfelder selwer soll bedreiwen oder ob et soll esou weiddergoe wéi et haut ass, nämlech dass se bei Baueren oder a Bauebetriber gi fir ze kucken, fir d'Versuchsfelder dann zesumme mat de Bauebetriber ze maachen. Mä d'Lokalisatioun vun der Ackerbauschoul op deem Site, deen elo besteet, ass decidéiert. Mir haten decidéiert, dass mer en neie Site unique fir de Lycée technique vun Eitelbréck zu lerpeldeng sichen. Mir hunn zwee Joer dorunner geschafft a mir hunn elo e Site fonnt. Mä elo komme mer an eng aner Diskussioun. Mir hunn an der Nordstad 12 Sitë gesicht. Elo hu mir de Site fonnt, an elo wëllen d'Leit net verkafen.

#### (Hilarité)

Dir laacht doriwwer. Ech fänken u guer net méi driwwer ze laachen, wann ech gesinn, dass de SEBES amgang ass ze probéieren eng Leitung vu Miersch op Jonglënster ze leeën, dass meng Beamten all owes, oder bal all owes duerch d'Land pilgere fir mat de Propriétaires vun den Terrainen ze schwätzen an dass mer entretemps ufänken ze mierken, dass d'Leit emol net méi bereet sinn engem en Droit de passage ze ginn, fir eng Waasserleitung duerch d'Land ze leeën.

Dat sinn och Problemer wa mer iwer Entwécklung schwätzen, wa mer iwwer Landesplanung schwätzen, wa mer iwwert déi beschte Sitë schwätzen. Da fanne mir déi beschte Sitën an da si mer an der Situatioun, dass d'Propriétaires net bereet sinn ze verkafen. Mir missten also iwwer eng Expropriatioun fueren. Et ass ëmmer eng Saach vum Präis, mä wann Der fir e Wisestéck 300.000 Frang den Ar gären hätt, dann ass dee beschte Budgetminister vun der Welt, an deen hu mer jo bekanntlecherweis, net méi à même fir do mat ze maachen.

Mir hunn e Lycée zu Réiden déi- déiert. Firwat? Mä wëll mer eng Masse critique am Réidener Kanton entre-temps vu Leit hunn, déi et erlaabt esou e Lycée ze bauen, awer nëmme sous condition, Dir Dammen an déi Hären, dass d'Kanner aus dem Réidener Kanton och herno an dee Lycée ginn an dass d'Elteren se net awer an d'Stad oder soss anzousch an d'Lycée schécken, well soss ris- kéiere mer Lycéeën ze bauen, wou mer zwar eng theoretisch Unzuel vu Schüler hunn, déi an der Rei ass, mä wou awer herno de Betrib hallef eidel steet, well d'Vollek net mat geet. Ähnlech Iwwerleeunge si mir amgaangen am Kanton Klierf ze maachen, wou mer zu Klierf e Lycée wëlle maachen. Dat gëtt och den nächste Mount presentéiert, sous condition, dass d'Bevölke- rungsentwécklung am Kanton Klierf an deenen nächste Jore sech weider esou entwéckelt, dass mer genuch Masse critique hu fir dee Lycée och kënnen ze bedriewen.

Ech mengen, Landesplanung, De- zentralisatioun, Regionalisatioun ass gutt, mä si ass awer nëmme da gutt, wa me och déi néideg Un- zuel vu méiglechen Usageren op der Plaz an an der Géigend hunn, fir kënnen esou en Outil ze bedrei- wen.

D'kulturell Infrastrukturen am Nor- den gi gefördert, mengen ech, wéi kaum op enger anerer Plaz. Et geet u bei Schlässer. Veiane fir 400 Mil- lionne restauréiert. Zu Klierf d'Schlass komplett restauréiert, Fa- mily of Man eragesat. Och zu Buer- schent: grouss Efforté gemaach fir d'Restauratioun vum Schlass. Mir hunn d'Restauratioun vum der Kof- fergrouf zu Stolzebuerg gemaach mat Installatioun vum engem Musée. Mir sinn amgaangen e Pro- jet ze maache fir d'Schiefergrou- wen zu Maarteleng. Entre-temps ass de Stat Propriétaire dovunner ginn.

Zesumme mat Sites et Monuments sinn am Norden Dausende vum Haiser an deene leschte Jore re- stauréiert a renovéiert ginn.

Et ass de Centre des arts pluriels Ed Juncker zu Ettelbréck geschaf- ginn, deen e Modell kéint si fir eng méi intensiv Kollaboratioun tëschent de Gemengen an a ron- derem d'Nordstad, deen net man- ner wéi 16.000 Visiteuren dat éischt Joer ugezunn huet, de Cinéma zu Elwen. Grouss Projete fir d'Zukunft sinn do: de Centre culturel zu Wolz, de Centre culturel zu Maarnech, d'Maison Goergen zu Wëlwerwolz, déi als Haus vum der Lëtzebuerg- er Sprooch soll ausgebaut ginn.

Sportsinfrastrukturen. Ech hunn dat opgeschriwwen, mä ech hunn net genuch Zäit, fir dat hei ze déve- loppéieren. An deene leschten drai Fënnjorespläng sinn insgesamt 25 Milliounen Euro, dat heescht eng Milliard aler Frang, a sechs Halls multisports, ee Centre multi- sports, siwen Halls des sports, fën- nef Salles des sports, 19 Sportster- rainen, véier Tennishallen, zwee Tenniszentren, zwee Tennister- rainen, ee Bassin d'apprentissage, fënnf zoue Piscinen, zwou oppe Piscinen, e Centre aéronautique zu Useldeng.

**(Brouhaha général)**

**(Coups de cloche de la Prési- dence)**

■ M. le Président.- Elo lauschte- re mer emol dem Här Minister no.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Dann nach eng Piste fir Motocross zu Boukels an e Centre nautique zu Lëlz.

Am nächste Plan quinquennal, dee vum Joer 2003 bis zum Joer 2007 geet, ass virgesinn...

■ Une voix.- Deen zweetgréis- ste Flughafen.

**(Hilarité)**

■ M. le Président.- Ech géif em Är Opmierksamkeit bieden

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Et ass virgesinn e Stade omnisports zu Dikrech ze maachen, eng Hall multisports zu Useldeng, e Centre sportif zu Dik- rech, zwou Sportshalen, eng zu Wëlwerwolz an eng zu Ettelbréck, eng Salle des sports zu Gilsdréf, e Sportterrain zu Mäerzeg, e Fuss- ballterrain zu Wëntger, véier zoue Piscinen: zu Dikrech, zu Wëntger, zu Klierf an zu Kolma-Bierg, en Aérodrome zu Useldeng an e Ka- jaksstadion zu Dikrech. Dëst stellt insgesamt en Investissement vu 25 Milliounen Euro, enger Milliard aler Frang duer, déi eleng am Sport an deenen nächste Joren an den Nor- de vum eise Land sollen investéiert ginn.

**(Interruption)**

Dëst ouni vum Bau vum enger Hall multisports fir de Lycée classique vum Dikrech, ouni vum enger Pis- cine an enger Hall des sports am Lycée vu Wolz; an ouni vum där Pis- cine à grande dimension, déi ze- summe mat enger Dose Geme- gen am Raum Ierpeldeng fir d'Nordstad, fir d'Schüler, mä och fir d'Kanner aus deene Gemenge soll gebaut ginn, ze schwätzen.

D'Sozialinfrastrukturen: zu Holztem 20 Plazen am Centre psychogériatri- que, 110 Plazen am Centre inté- gré pour personnes âgées vu Réi- den, 97 Better an der Maison des soins, Transformatioun an Exten- sion zu Dikrech.

Structures socio-familiales: e Ju- gendzentrum zu Groulgen, e Centre de rencontre pour jeunes zu Elwen, zu Helzen, zu Wäisswampech, e Jugendzentrum zu Bëtzel, e Scout- schalet zu Dikrech, d'FNEL zu Uerschdréf.

**(Brouhaha général)**

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Infrastrukture fir Han- dicapéierter: d'Foundation autisme, de Foyer d'accueil an den Atelier protégé zu Munzen, rezent ageweit d'Coopération Wolz mat Ateliers protégés an Transformatiounen.

Et ginn zwee Internater am Norde gebaut: een zu Dikrech mat 108 Better, een zu Elwen fir Primär- schoulkanner mat 62 Better.

An der Planung ass e grouss Centre intégré fir eeler Leit zu Ettel- bréck mat 137 Better.

Ech iwwersprangen d'Jugendpoli- tik, wou Initiativen an enger ganzer Rei vu Gemengen an deene leschte Jore geholl gi sinn. Ech kommen op de Logement. De soziale Wun- nungsbau ass ugeschwat ginn. Am Fënnjoresplang, an deem aachte Programme de construction d'en- sembles, sinn net manner wéi 18 Projeten, déi de Logement ube- laangen, déi am Norde projeziert si mat insgesamt 723 Wunnunitéit- en, déi solle gebaut ginn, dovun- ner 473 an enger Zone d'assainise- ment, 96 nei Logementer, déi solle verkaaft ginn, 134 lokativ Aménagement an 20 Bauplazen, déi solle vun de Gemengen amé- nagéiert a verkaaft ginn.

Am Kader vum Tourismus sinn am sechste Plan quinquennal 165 Mil- lionne Lëtzebuerg Frang an den Norde gaang: an d'Moderniséie- rung vum Camping vu Wäisswam- pech, an d'Renovéierung vum Bar- teshaus zu Wëntger, an den neie Bureau d'accueil zu Dikrech, an d'Moderniséierung vum Bureau d'accueil zu Veianen, an d'Moder- niséierung vum Musée Victor Hugo zu Veianen an an d'Remise en état vum Cornéliushaff. D'nächst Woch oder d'iwwernächst Woch gëtt dee Bau zu Hengescht ageweit.

Ech schwätzen elo net iwwert d'Syndicats d'initiative, well awer soen, dass d'Syndicats d'initiative am Norde mat 190 Milliounen am leschte Fënnjoresplang enner- stëtzt gi sinn. An eng ganz Rei vu Projete sinn am nächste Fënn- joresplang vum Tourismus, deen an deenen nächste Woche soll dis- kutéiert ginn, virgesinn.

**(Coups de cloche de la Prési- dence)**

Wann Dir nach fënnf Minutten Zäit hätt!

■ M. le Président.- Ech géing lech bieden dem Minister noze- lauschteren. Et ass eng impressio- nant Bilanz, déi den Här Minister virféiert an déi soll jiddferee wës- sen.

**(Hilarité)**

Fuert weider Här Minister. Et ass ganz interessant.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech muss op déi Re- marque vum Här Mehlen, wat jo e grouse Lokalpolitiker a Regional- politiker ass, an dee vill manner enk dat gesäit, wann et sech em den Osten handelt, dass den In- nenminister net tributaire ass vum Ordre a vun der Aart a Weis wéi d'Chamber sech Zäit gëtt. Den In- terpellant huet 35 Minutte ge- schwat. Ech sinn, et deet mir Leed, net à même fir d'Probleme vum Norden an d'Diskussionsfelder, déi sech am Norde stellen, inner- halb vun 20 Minutten hei kënnen valablement ze traitéieren. Elo musst Dir mir soen, ob Dir net méi wëllt, dass ech weider fueren. An deem Fall halen ech op a ginn lech de Rescht schréfflech eran.

■ M. Jean-Pierre Koepf (*ADR*).- Neen, mir lauschteren lech gar no.

■ M. Jeannot Krecké (*LSAP*).- Dir hutt nach näischt iwwert déi nei Telefonskabine zu Schlënnerna- nescht gesot.

**(Hilarité)**

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Précisément ass et dat do, wat vill Norddeputéierten u Leit, déi net aus dem Norde kom- men, absolut net kënnen leiden, déi doten Aart a Weis, fir iwwert den Norden ze schwätzen.

**(Interruption)**

■ Des voix.- Très bien.

**(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

■ M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*).- Ech verstinn net, Här Minister, dass Dir esou maacht, wéi wann dës Regierung dat doten al- les gemaach hätt. Do si vill Geme- gen, déi hu ganz vill dofir misse be- rappen. Enner anerem gëtt de Centre des arts pluriels als grouss Errungenschaft duergestallt. Do huet d'Ettelbrécker Gemeng zwee Drëttel bezuelt.

**(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

■ M. le Président.- Loosst dach den Här Minister schwätzen. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert net.

Här Minister fuert weider an déi aner lauschteren no.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech weess net wou den Här Di Bartolomeo viru ronn zéng Minutte war, mä ech hu ganz kloer am Ufank vun deem Deel vun deem ech elo hei geschwat hu ge- sot, dass dat Infrastrukture sinn, déi net vum Stat eleng dohinner gesat gi sinn, mä dass déi vun de Gemengen mat der Mathélef vum Stat ganz oft gebaut gi sinn.

Am seltenste Fall sinn déi Sa- chen, déi ech hei elo opgezielt hunn, duerch den integrale Finan- zement vun enger Gemeng ge- maach ginn. Am heefegste Fall, ech géif souguer soen a bal alle Fäll, huet enner enger Form oder enger anerer e Subsid vum Stat dozou bäigedroen, fir der Regioun Norden, iwwert déi mir hei schwät- zen, d'Méiglechkeet ze ginn, fir en

Développement ze hunn, deen och an anere Géigende vum Land gang und gäbe ass.

■ M. Niki Bettendorf (*DP*).- Och zu Diddeleng, Här Minister!

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech iwwersprangen d'Kapitel iwwert d'Strukturfongen. Den Här Schank huet ausgiebig doriwwer geschwat. Hien huet och de Rôle vum de Strukturfongen, notamment dem Objectif 5B a dem LEADER-Programm, op den Déve- loppement vun enger ganzer Rei vun Initiativen am Norden ervirge- hewen an och de finanziellen Im- pakt vun deene Fongen, déi 30 Mil- lionen Euro, déi do gefloss sinn, zesumme mat der Bündelung vu Kräften, déi doduerch entstanen ass. Haut schwätzt jo all Mensch vum Naturpark Oewersauer.

Mäi Kolleg Bodry, den Här Loes an den Här Schank kéinten lech awer nach e puer Saachen iwwert den Naturpark Oewersauer a seng Entstehungsphas erzielen, dass dat guer net esou einfach war, fir d'Leit dovunner ze iwwerzeegen, dass een nei Weeër soll goen, dass een aus de getrëppelte Weeër misst erausgoen. Toujours est-il, dass déi dote Programmer, also eng communautaire Initiativ, Här Di Bartolomeo, wou de Stat bäigedroen huet an déi eenzel Ge- menge selbstverständlech och hi- ren Obolus bäigedroen hunn, we- sentlech zum Entstoen an zum Ge- deie vum Naturpark Oewersauer an hoffentlech och zur definitiver Konstitutioun vum Naturpark Our an nächster Zukunft bäigedroen hunn.

Ech kommen zu menger Conclu- sion: Den Norden ass an deene leschte Joren duerch seng eege Kraaft an duerch d'Hëllef vu baus- sen e ganz Stéck gewuess. Et si ganz vill Infrastrukturen an den Norde vum Land komm a mir hu gesinn, dass och fir d'Zukunft an der Pipeline nach munches ass. Ech soen awer, an dat wollt ech kuerz déveleppéieren a vläicht ren- voyéieren op eng aner Diskus- sion, well ech gesinn, dass et ufänt méi komplizéiert ze ginn, dass et net duer geet an Infrastruk- turen ze investéieren.

Wat a mengen An extrem wichteg ass fir den Norden, a wa mir iwwert d'Zukunft schwätze vum Norden, ass en Développement vu Struk- turen, vu Kooperatiounen, déi nach rudimentaire bestinn, déi op ver- schiddene Plaze ganz gutt fonc- tionnéieren, op anere Plazen iwwer- haapt net fonctionnéieren, mat

allen Tëscheplatten, déi mir do kennen, déi ech awer perséinlech als wesentlich gesinn, wa mir deen Développement, deen an der Landesplanung an am Programme directeur fir den Norde virgesinn ass, a wa mir déi Plaz fir den Nor- den, déi hei vun deenen eenzelen Deputéierten och ugemahnt ginn ass, wëllen errechen, da bleift nach munches ze verbessern.

Do komme mir Stéchwierder, wéi Régionalisatioun, Déconcentra- tioun an Dezentralisatioun an de Sënn, woubäi, wann ech iwwer De- zentralisatioun och munches ze soen hätt, et méi einfach ze soen ass, Dir musst eng Administratioun esou an esou vun do op dohin dé- placéieren, wéi dass et en fin de compte ze maachen ass.

Ech verheemlechen net, dass ech drun denken an dass ech dru ge- duecht hunn, fir d'Waasserwirt- schaftsam an de Raum Nordstad ze setzen. Ech hunn allerdéngs vu menge Beamte mer d'Struktur komme gelooss vun der Plaz wou déi Leit, déi haut am Waasserwirt- schaftsam schaffen, wunnen an da soen ech lech, wa mer vun hi- rem Objectif aus gi fir ze soen, mir maachen deen doten Déplace- ment bis hin zur konkreter Realisa- tioun vun deem Ganzen, en sach- ant pertinentment wéi einfach et hei zu Lëtzebuerg ass, fir d'Leit an eng gewësse Mobilitéit eranzekrei- en - dat ass jo een Exercice deen hei zu Lëtzebuerg vill méi einfach ass wéi am Rescht vun der Welt -, da wäerte mer nach ganz vill Schwierigkeete begéien, an och vläicht berechtigt Schwierigkeeten aus der Siicht vun deene Leit déi et concernéiert. Also och do muss ee ganz mat Fangerspëtze- gefill virgoen an et muss een dat Ganz an ee Kader kënnen setzen.

Ech sinn der Meinung, dass och Stéchwierder wéi Kompetitivitéit, Complémentaritéit, Universalitéit wichteg si fir den Norden. Den Nor- den huet net d'Vokatioun een Nat- urresevat ze sinn. Den Norden huet och net d'Vokatioun en Er- hueelungszentrum fir gestresste Leit aus dem Zentrum an dem Süden eleng ze sinn. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer an de- nen drai Planungsregiounen, déi mer wëllen am Norde schafen, eng op déi eege Regioun ofgestëm- men Entwécklung wëlle proposéie- ren, an dat ass net fir all Planungs- regioun déiselwech. Ech ginn d'ailleurs ze considéieren, dass, wann Der de Plan directeur gutt gekuckt hutt, an et ass kaum an Niewesatz ernimmt ginn, sech d'Planungsregioun Norden am Sënn vun Ettelbréck-Dikrech, also d'Nordstad, sech wesentlich bis



**www.avenir-europe.lu**  
de Lëtzebuerg Site  
iwwert den EU-Konvent

an den Zentrum era wäert déve-  
loppéieren an den zweete Centre  
de gravité an där Region Miersch  
ass, dass also vum Programme di-  
recteur vun der Landesplanung  
hier ganz kloer d'Nordstad als  
deen zweete Pôle de développe-  
ment niewent Esch ugesi gëtt, an  
et dofir noutwendeg ass, dass mer  
eis d'Moyene gi fir deen Dévelop-  
pement ze maachen.

Mir wëllen dräi Regione maachen.  
Mir wëllen an deene Regionen am  
Kader vun der Déconcentration,  
Pôle schafen, déi staark genuch  
sinn, fir dass d'Aktivitéiten an deen  
eenzelne Regione kënnen ge-  
maach ginn. Mir wëllen - an dat  
hunn ech bei bal alle Leit de Mët-  
ten hei héieren - net nëmme hei  
driwwer schwätzen, mä mir sinn an  
der Flicht alleguer, Här Di Bartolo-  
meo, Regierung, Regionalpolitiker,  
Gemegevertrieder a Bevölke-  
rung,...

#### (Interruptions)

...fir dat Konzept vun der Nord-  
stad, Realitéit ginn ze loossen. Déi  
Realitéit ass net nëmme eng Ze-  
summenaarbecht um Niveau vum  
Centre des arts pluriels, et ass net  
nëmme eng Zesummenaarbecht  
fir ee Pompjesbau ze schafen, et  
ass net nëmme eng Zesum-  
menaarbecht fir Jugendzentren  
opzeiichten. Dat si luewenswäert  
Initiativen, mä wa mer déi Iddien an  
déi Gedankegang, déi net kontes-  
téiert sinn, Här Gira, an déi och am  
Programme directeur dra stinn - do  
steet ganz kloer dran, wat fir eng  
Missioun d'Nordstad soll hunn -, da  
muss dat méi wäit goen. Da muss  
et méi wäit goe wéi déi Verkéiers-  
etüd, déi awer ee wichtige Be-  
standdeel ass, mä da muss et esou  
wäit goen, dass d'Leit sech och  
domadder identifizéieren.

Ech wäert de Gemengen, déi ech  
d'ailleurs a regelméissegen Of-  
stänn emfänken, soen, d'Initiativ  
misst vun enne kommen, d'Initiativ  
misst aus de Gemengen eraus  
kommen a si missten déi Saach elo  
an Ugrëff huelen. Ech wäert se  
nach eng Kéier ruffen. Ech men-  
gen, dass mer eng Initiativ musse  
starten, ähnelech wéi mer dat am  
Süde gemaach hunn, fir ze  
probéieren an der Nordstad e  
Flächennutzungsplang ze kréien.  
Mir mussen ewech komme vun  
deene strikte lokale Grenzen, wat  
Gemegegrenze sinn, a mussen  
an enger éischter Phas hikommen  
zu enger Kooperatioun vun de  
Gemege vun Ettelbréck, Ierpeldeng  
an Dikrech, an an enger zweeter  
Phas vun deem Krees ronderëm.

Wann ech soe Flächemanage-  
ment, dann heescht dat Auswei-  
sung vun Zonen, wou mer der  
Meenung sinn, dass d'Bevölkerung  
sech soll weider vergrësseren,  
weidere Logement soll kommen.  
Ausweisung vun Zonen, wou méi  
wirtschaftlech Aktivitéite sollen  
hikommen, kombinéiert mat engem  
serieuse Verkéiersplang fir déi ganz  
Regioun.

Mer brauche staark Gemengen.  
Ech sinn elo aacht Joer Minister  
vum Intérieur. Ech mengen, dass  
ech entretemps e gudden Iw-  
werbléck hätt iwwert d'Potentialer  
an iwwert d'Méiglechkeeten, déi  
mer an de Gemengen hunn an ech  
waarde mat relativ vill Enthousias-  
mus op déi Debatt vun der Réparti-  
tion Etat-communes, déi mer an  
dësem Fréijoer nach hoffentlech  
wäerte féieren, well et an der Fro  
vun der Répartition Etat-communes  
esou wesentlech drop ukënnt, wéi  
mer d'Zukunft vun eise Gemengen  
definéieren. Ech soen dat hei an  
der Debatt iwwert den Norden, well  
de Gros vun deene ganz kleng  
Gemengen, vun deene struktur-  
schwaache Gemengen, vun deene  
Gemege wou ech perséinlech der  
Meenung sinn, dass se net méi à  
même sinn hire Leit dee Service  
unzebidden, deen noutwendeg  
ass fir eng gutt Gemeng ze sinn,  
dass déi an där Regioun do leien.

Ech weess, well et jo probéiert ginn  
ass an de 70er Joren, dass dat eng  
Diskussioun ass, déi een net mat  
der Briechstaang ka féieren. Et ass

och net esou wéi mer dat gesinn,  
mä mir ginn awer gefrot op enger  
ganzer Rei vu Plazen, an dat ass  
dat, wat mech jo esou positiv  
stëmmt, dass ech mierken, dass  
op ganz ville Plazen, besonnesch  
am Norden an och esouguer Leit  
am Osten ufänke sech Gedanken  
ze maachen, eng Rei vu Buerger-  
meeschteren a Schäfferéit der  
Meenung sinn, dass si net méi wéi  
leider fuere mat Unitéite vu 700,  
900, 1.300 oder 1.500 Leit.

D'Ausland huet d'ailleurs d'Fro  
beäntwert. An Däitschland hu se  
sech d'Fro gestallt a se beäntwert.  
An der Belsch hu se sech d'Fro ge-  
stallt a se beäntwert. Frankräich,  
wat jo ëmmer als Muster duerge-  
stallt gëtt hei zu Lëtzebuerg vun  
deene 36.000, ass amgaang se ze  
beäntweren iwwert d'Communauté  
de communes, iwwert d'Ag-  
glomérations urbaines, déi auto-  
matesch no aacht oder no zéng  
Joer d'Fusioun vun deene Geme-  
gen, déi sech do zesummen doen,  
beinhalten. D'Fransose sinn am-  
gaangen hir Gemengen ze  
probéieren innerhalb vun deenen  
nächsten zéng Joer op manner wéi  
10.000 ze reduzéieren.

Mir mussen eis d'Fro stellen, an  
och am Norde musse mer eis se  
stellen, an anere Géigenden awer  
och, ob eng Gemeng net muss  
esou grouss, esou vill Moyenen,  
esou vill Masse critique hunn, dass  
se hire Bierger esouwuel tech-  
nesch wéi sozial, éducativ wéi ad-  
ministrativ e volle Service ka bid-  
den. Mir wäerten an deenen näch-  
ste Jore gesinn, dass nach méi  
Kompetenzen, déi de Stat huet,  
wäerten d'Tendenz hunn erofgela-  
gert ze ginn an d'Proximitéit, dat  
heescht bei eis op d'Gemengen.  
Mir mussen, esouwuel wat de poli-  
tischen Encadrement wéi och wat  
den administrativen Encadrement  
ubelaangt, d'Moyene schafe fir dat  
ze maachen. Wéi gesot, ech spie-  
ren op ganz ville Plazen, dass dat  
vun ennen erop kënnt.

Dir sot mer: Du bass e bëssen ze  
vill optimisteschen an dat geet net  
esou séier. Et ass méiglech, dass  
et net esou séier geet. Mä ech  
kann lech awer soen, dass, wéi  
mer viru fënneg Joer d'Diskussioun  
iwwert d'Ofschafe vun de Sektio-  
nen, iwwert d'Ofschafe vum zwee-  
te Wahlsonndeg an deene sel-  
wechte Majorzgemengen haten,  
do hunn d'Leit och am Ufank ge-  
sot, dat dote kriss du ni duerch. Et  
ass d'ailleurs interessant ze ge-  
sinn, dass wann ech op ville Plazen  
déiselwech Leit begéinen, déi  
deemools géint d'Ofschafe vun de  
Sektioone waren, déi mer soen,  
dass se haut géint all aner Organi-  
satioun vun der Gemengestruktur  
sinn.

Mä dat ass eng Fro, déi ech net  
wëll ausdiskutéieren, well mer am  
Kader vun der Debatt Etat-communes  
dorobber kommen. Et ass fir  
mech awer e wesentleche Punkt fir  
méi Visibilitéit ze kréien, fir d'Struk-  
ture méi einfach ze kréie fir déi Ab-  
berzuel vu Syndikater, déi do dra  
sinn, a Risesyndikater, an zudeem  
fir d'Problematik besser kënnen ze  
léisen. Et géif eng Verbesserung  
duerstellen, och vun der polites-  
cher Aarbecht, well een doduerch  
iwwert de Congé politique och eng  
ganz Rei Saache kéint aneschtens  
regléieren, a last but not least  
wäert et eis och d'Méiglechkeet gi  
fir d'Gemegefinanzen mat engem  
anere Bléck ze kucken.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären,  
ech wëll mech entschëllegen, be-  
sonnesch bei de Vetrieder vun  
ADR, dass ech esou laang an esou  
exhaustif war, mä ech hu gemengt  
dass et wichteg wär an engem krui-  
ziale Moment, wou mer an deenen  
nächste Méint d'Diskussioun kréien  
iwwer Etat-communes, wou mer  
d'Diskussioun kréien iwwert d'Land-  
esplanung, wou mer d'Diskus-  
sioun kréien iwwert d'Zukunft vum  
Programme directeur, wou mer  
d'Debatt kréien iwwert d'Zukunft  
vun der Regionalisatioun a vun der  
Déconcentration um Beispill vum  
Norden ze weisen, dass ee ganz

villes ka maachen an dass nach  
ganz villes ze maache bleift.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Den Här  
Gast Gibéryen huet d'Wuert.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** -  
Här President, ech wollt just op  
d'Replik vum Här Minister antwer-  
ten. Den ADR hat kee Problem do-  
mat, dass den Här Minister esou  
laang hei geschwat huet. Ech wollt  
just drun erënneren, dass Dir, Här  
President, de Mëtteg, gesot hutt,  
mir sollten eis un d'Zäit halen. Mir  
misste vläicht an der Presidente-  
konferenz an Zukunft kucken, wéi  
laang dass d'Regierung gären zu  
den Interpellatiounen schwätzt, a  
wann d'Regierung seet, mir  
schwätze gäre 40 Minuten dozou,  
da solle mer dann eben higoen an  
den Temps de parole 2 huelen, fir  
dass dann d'Fraktiounen och  
deementspriedend Zäit hätten,  
amplaz dass mer en Temps de pa-  
role festleeën, dee mer herno net  
anhalen.

■ **M. le Président.** - Et ass ëm-  
mer schwéier, well néng Riedner  
hunn de Mëtteg geschwat, an de  
Minister muss deenen dann alle-  
guerten antworten. Wann en nëm-  
men op d'Halschent antwert, kritt e  
virgeworf en hätt keng komplett  
Antwort ginn. Ech mengen, mir  
sinn net esou klenglech. Jiddferree  
versteet, dass mer bei esou enger  
wichteger Debatt wéi där heiter net  
mam Chronometer do setzen a  
soen: Elo ass dee schon dräi Mi-  
nutten iwwert d'Zäit.

Also, Dir Dammen an Dir Hären,  
d'Kapitel vun den Diskussiounen  
ass ofgeschloss, a mir kommen elo  
zum Vote vun de Motiouen. Et si  
véier Motiouen abuecht ginn. Zur  
Motioun 1 freet den Här Gira  
d'Wuert.

#### Motions

■ **M. Camille Gira (DÉI  
GRÉNG).** - Här President, ech wollt  
ganz kuerz am Numm vun der  
grénger Fraktioun Positioun zu alle  
Motiounen huelen. Ech wollt soen,  
dass mer bei der Motioun vun der  
LSAP der Meenung sinn, dass an  
deem zweete Considérant, dat  
drëttlescht Wuert „routières“ iw-  
werflësseg ass, well mir als Gréng  
der Meenung sinn, dass dat de  
mannste Problem ass, deen am  
Norden existéiert, de Mangel u  
Stroosseninfrastrukturen. Mä de  
Rescht vun der Motioun kënnen  
mer awer deelen, esou dass mer déi  
géinge stëmmen.

Ech wollt zu deenen zwou Motiou-  
ne vum ADR soen, dass mer eis  
enthalten, well mer hir Approche  
awer e bësse simplisteschen fannen.  
Mir sinn déi, déi zënter éiweg fir  
eng Dezentraliséierung vu staat-  
leche Servicer plädéieren. Ech  
weess awer net ob et d'Léisung  
ass, fir deen een oder aneren nëm-  
men eemol existéierende Service  
wëlle per force an den Norden ze  
setzen, mat all deene Problemer,  
déi de Minister elo évoquéiert huet,  
déi ech och verstinn. Énnert De-  
zentraliséierung vu staatleche Ser-  
vicer versti mir éischter dass all  
existéierend Servicer, wéi zum  
Beispill Steierverwaltung, Enregist-  
rement an esou weider, méi staark  
eng Présence um Terrain hunn. Dat  
misst jo haut mat deene moderne  
Kommunikatiounsmethode méig-  
lech sinn. Dat hei ass eis e bëssen  
ze simplisteschen an dofir géinge  
mer eis bei deenen zwou Motiou-  
nen enthalten.

■ **M. le Président.** - Den Här  
Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger  
(DP).** - Här President, well déi  
zwou Motioune sech un den Transpor-  
tminister richten, wëlle mer den  
Autreure matdeelen, dass mer déi  
net kënnen stëmmen, well mer näischt

kënnen stëmmen, wou mer net  
capabel sinn an deem Laps de  
temps, deen eis elo nach bleift, dat  
ze realiséieren.

■ **M. le Président.** - Mir stëm-  
men dann iwwert déi Motioune of.  
Ass e Vote électronique verlaangt?

#### (Assentiment)

##### Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat  
Jo, déi dogéint si mat Neen oder  
enthale sech.

D'Motioun ass verworf mat 33  
Neen- a 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Jean Asselborn,  
Alex Bodry (par M. Jean Assel-  
born), Mme Mady Delvaux-Stehres,  
M. Mars Di Bartolomeo, Mme  
Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM.  
Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jean-  
not Krecké, Mme Lydia Mutsch  
(par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos  
Scheuer, Georges Wohlfart et Marc  
Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombero, Gast  
Gibéryen, Fernand Greisen (par M.  
Aly Jaerling), Jacques-Yves  
Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre  
Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Gar-  
cia, Camille Gira, Jean Huss et  
Mme Renée Wagener (par M.  
François Bausch).

*Ont voté non:* MM. Willy Bourg (par  
M. Ady Jung), Lucien Clement,  
Marcel Glesener (par Mme Ferny  
Nicklaus-Faber), Jean-Marie Hals-  
dorf (par Mme Nelly Stein), Norbert  
Hauptert (par M. Paul-Henri Meyers),  
Ady Jung, Nico Loes, Paul-  
Henri Meyers, Mme Marie-Josée  
Meyers-Frank, M. Laurent Mosar,  
Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM.  
Patrick Santer, Marco Schank (par  
M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme  
Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz,  
Fred Sunnen, Lucien Weiler et  
Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot  
Belling, Xavier Bettel, Niki Betten-  
dorf, Emile Calmes, Mme Agny  
Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Hel-  
minger, Alexandre Krieps, Claude  
Meisch, Mme Maggy Nagel, MM.  
Jean-Paul Rippinger, Marco  
Schroell (par M. Jeannot Belling),  
John Schummer et Théo Stende-  
bach.

Da komme mer zur Motioun 2. Dir  
hutt se schrëfflech virun lech leien.  
Si ass explizéiert ginn an ech men-  
gen, dass mer direkt kënnen driw-  
wer ofstëmmen.

##### Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stëmme mat  
Jo, déi aner mat Neen oder enthale  
sech.

D'Motioun ass mat 34 Neen- a 24  
Jo-Stëmme verworf.

*Ont voté oui:* MM. Jean Asselborn,  
Alex Bodry (par M. Jos Scheuer),  
Mme Mady Delvaux-Stehres, M.  
Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err  
(par M. Jean Asselborn), MM. Ben  
Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot  
Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M.  
Jeannot Krecké), MM. Jos Scheu-  
er, Georges Wohlfart et Marc Za-  
nussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombero, Gast  
Gibéryen, Fernand Greisen (par M.  
Aly Jaerling), Jacques-Yves  
Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre  
Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Gar-  
cia, Camille Gira, Jean Huss et  
Mme Renée Wagener (par M.  
Robert Garcia);

*Ont voté non:* MM. Willy Bourg (par  
M. Ady Jung), Lucien Clement,  
Marcel Glesener (par M. Lucien  
Clement), Jean-Marie Halsdorf (par  
M. Lucien Weiler), Norbert Hauptert  
(par Mme Nelly Stein), Ady Jung,  
Nico Loes, Paul-Henri Meyers,  
Mme Marie-Josée Meyers-Frank,  
M. Laurent Mosar, Mme Ferny  
Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer,  
Marco Schank (par M. Paul-  
Henri Meyers), Jean Spautz, Mme  
Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz,  
Fred Sunnen, Lucien Weiler et  
Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot  
Belling, Xavier Bettel, Niki Betten-  
dorf, Emile Calmes, Mme Agny  
Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Hel-  
minger, Alexandre Krieps, Claude  
Meisch, Mme Maggy Nagel, MM.  
Jean-Paul Rippinger, Marco  
Schroell (par M. Claude Meisch),  
John Schummer et Théo Stende-  
bach.

Mir kommen dann elo zur Motioun  
3.

##### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo,  
déi aner mat Neen oder enthale  
sech.

D'Motioun 3 ass mat 34 Nee-Stëm-  
men, 7 Jo-Stëmme a 16 Absten-  
tiounen verworf.

*Ont voté oui:* MM. Jean Colombe-  
ra, Gast Gibéryen, Fernand Grei-  
sen (par M. Aly Jaerling), Jacques-  
Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-  
Pierre Koepp et Robert Mehlen.

*Ont voté non:* MM. Willy Bourg (par  
M. Ady Jung), Lucien Clement,  
Marcel Glesener (par M. Claude  
Wiseler), Jean-Marie Halsdorf (par  
M. Fred Sunnen), Norbert Hauptert  
(par Mme Nelly Stein), Ady Jung,  
Nico Loes, Paul-Henri Meyers,  
Mme Marie-Josée Meyers-Frank,  
M. Laurent Mosar, Mme Ferny  
Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer,  
Marco Schank (par M. Nico Loes),  
Jean Spautz, Mme Nelly  
Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred  
Sunnen, Lucien Weiler et Claude  
Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot  
Belling, Xavier Bettel, Niki Betten-  
dorf, Emile Calmes, Mme Agny  
Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Hel-  
minger, Alexandre Krieps, Claude  
Meisch, Mme Maggy Nagel, MM.  
Jean-Paul Rippinger, Marco  
Schroell (par M. Claude Meisch),  
John Schummer et Théo Stende-  
bach.

*Se sont abstenus:* MM. Jean Assel-  
born, Alex Bodry (par M. Jean Assel-  
born), Mme Mady Delvaux-Stehres,  
MM. Mars Di Bartolomeo, Ben  
Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot  
Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M.  
Mars Di Bartolomeo), MM. Jos  
Scheuer, Georges Wohlfart et Marc  
Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. François Bausch, Robert Gar-  
cia, Camille Gira, Jean Huss et  
Mme Renée Wagener (par M. Ca-  
mille Gira).

Mir kommen dann zur Motioun 4. Et  
ass awer nëmme eng Enner-  
schréft dorop.

■ **M. Jean Colombero (ADR).** -  
Här President, ech wollt domatt  
d'Norddeputéierte froen ob se  
mech kéinten ennerstëtzen. Wann  
dat net de Fall wär, da géif ech  
meng Fraktiounskolleege biede  
mer déi fënneg Ennerschrëften ze  
ginn. Et geet drëms dass d'Nord-  
deputéierte mech ennerstëtzen, a  
méi net.

■ **M. le Président.** - Wien en-  
nerstëtzt déi Motioun 4?

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** -  
Här President, eis Fraktioun enner-  
stëtzt selbstverständlech déi Mo-  
tioun, well si ass ganz wichteg fir  
den Norden.

■ **M. le Président.** - D'Motioun  
4 gëtt ennerstëtzt niewent dem Här  
Colombero nach vun den Häre  
Gast Gibéryen, Jacques-Yves  
Henckes, Aly Jaerling a Jean-  
Pierre Koepp. Mir stëmmen dann of  
iwwert d'Motioun 4.

Déi fir d'Motioun 4 si stëmme mat  
Jo, déi aner mat Neen oder enthale  
sech.

D'Motioun ass mat 34 Nee-Stëm-  
men, 7 Jo-Stëmme a 16 Absten-  
tiounen verworf.

*Ont voté oui:* MM. Jean Colombe-  
ra, Gast Gibéryen, Fernand Grei-  
sen (par M. Aly Jaerling) Jacques-  
Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-  
Pierre Koepp et Robert Mehlen.

*Omt voté non:* MM. Willy Bourg  
(par M. Ady Jung), Lucien Cle-  
ment, Marcel Glesener (par M.

Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank (par M. Lucien Weiler), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Betten-doff, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Kriepps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel), John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Diskussioun vum Projet de loi 4961, eng Ofännerung vun der Konventioun vun Espoo. Et sinn agedroen: déi Häre Schank, Bodry, Mehlen a Gira. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Häre Gusty Graas.

## 8. 4961 - Projet de loi portant approbation de l'amendement à la Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention à Sofia, le 27 février 2001

### Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gusty Graas (DP), rapporteur.- Häre President, Dir Dammen an Dir Hären, den 15. Juni 1993 hu mir hei an der Chamber d'Konventioun vun Espoo gestëmmt gehat, an zwar geet et do iwwer Impaktstudien, déi an engem grenziwwerschreidende Kontext gemaach ginn. D'Gesetz dréit zwar den Datum vum 29. Juli 1993, d'Konventioun selwer ass awer eréischt den 10. September 1997 a Kraaft getrueden, bedéngt duerch déi spezifesch Prozedur, déi muss ugewannt gi fir international Konventiounen.

De Prinzip vun där Konventioun besteet dodran, datt, wann e Stat e Projet realiséiere wëllt, deen haaptsächlech laanscht seng Grenzen aménagéiert gëtt, an deen och en Impakt op d'Grenz nient dem Stat huet, dann deementspreechend eng Impaktstudie muss gemaach ginn.

An der Konventioun gëtt als Impakt d'Awierke vun enger ekonomescher Aktivitéit op den Envrionnement ugesinn. Um Niveau vun der Europäescher Unioun ass des Konventioun emgesat ginn duerch d'Direktiv 85/337, déi dann och modifizéiert ginn ass duerch d'Direktiv 97/11. D'Bewäertung vun der Inzidenz op d'Ëmwelt ass jiddefalls ëmmer och an de Genehmigungs-dossieren integréiert. Dat heescht also, datt d'Leit mussen informéiert a selbstverständlech och gehéiert ginn. Déi europäesch Reglementatioun mécht allerdéngs en Ënnerschied tëschent deene Projekte wou d'office muss eng Impaktstudie gemaach ginn an deenen anere Projekten, wou vu Fall zu Fall gekuckt gëtt ob eng Impaktstudie soll

realiséiert ginn. Allerdéngs ginn do natierlech spezifesch Kritären applizéiert.

Da kann ee soen, datt des Konventioun unni Zweifel dozou gefouert huet, datt d'Grenzen am Ëmweltberäich ugefaangen hunn ze verschwannen.

Si huet eis u sech e wichtege Schrëtt weiderbruecht an der géigesäiteger Consultatioun tëschent deenen eenzelne Staten a si erlaabt eis et u sech och haut a méi enger oppener Atmosphär iwwer öffentlech Dossieren ze diskutéieren. Ech wëll op deser Plaz nach enger kuerz un déi wichtegst Obligatiounen erënneren, déi déi Parteien, déi d'Konventioun ënnerschriwwen hunn, respektéiere mussen.

Zum Beispill mussen natierlech all Moosname geholl ginn, dass den Impakt vun engem Projet op d'Ëmwelt esou geréng wéi méiglech ass. All déi Parteien, déi duerch esou e Projet kënnen beréiert ginn, mussen esou fréi wéi méiglech doriwuer informéiert ginn, dat heescht si mussen den Dossier direkt zougestallt kréien. Eng aner wichteg Obligatioun ass déi, dass déi Leit, déi an där betreffender Zon leien, d'Méiglechkeet gebuede mussen kréien den Impakt op d'Ëmwelt selwer mat kënnen ze bestëmmen.

De Moment, wou déi definitivéiert Decisioun da geholl gëtt, fir de Projet ze realiséieren, si jiddefalls d'Resultater vun där Impaktstudie mat Sécherheet dann awer och a Betruecht ze zéien. Schlussendlech kann een festhalen, dass de betrafene Parteien des Decisiounen selbstverständlech mussen matgedeelt ginn.

Och fir Lëtzebuerg huet des Konventioun unni Zweifel eng gewësse Bedeutung, well mir si jo awer vu Länner emginn, déi an der Vergaangenheet deen een oder deen anere Projekte realiséiert hunn deen eng direkt Inzidenz op den Envrionnement bei eis hat. Ech denken natierlech hei un eisichter Linn u Cattenom. Et kann ee roueg behaapten, wann eng Konventioun vun Espoo an de 70er respektiv an den 80er Jore bestanen hätt, dann hätt een en anert wierksaam Instrument gehat, fir géint dee Projet virzegoen. Bei eis sinn u sech déi Bestëmmunge vun der Konventioun vun Espoo am Kommodosgesetz vum 1999, dem Naturschutzgesetz vum 1982 awer och dem Gesetz vum 16. August 1967 iwwer de Stroossebau an dem Fonds des routes zréckbehalen.

Fir allerdéngs en eventuelle Vide juridique an där ganzer Matière hei ze évitéieren, gëtt de Moment d'Kommodosgesetz an d'Naturschutzgesetz emgéännert respektiv adaptéiert. Dann huet Regierung jo och decidéiert, fir nach e Spezialgesetz ze maachen, wat d'Ëmsetzung vun de communautaire Réglementatiounen a folgende Beräicher betrëfft: de Stroossebau, de Flughäfen an d'Schinneninfrastrukturen.

Häre President, Dir Dammen an Dir Hären, de 27. Februar 2001 ass en Amendement vun der zweeter Réunioun vun de Parteien zu Sofia ugehol ginn. Et ass u sech deen Amendement, deen d'Basis ass vun deem Gesetzesprojet, dee mir solle stëmmen. U sech verfollegt en zwee Haaptobjektiver. Éischens: D'Notion publique gëtt méi preziséiert, dat heescht, dass an Zukunft den Dialog mat de Leit nach méi intensiv soll gefouert ginn. Ech denken natierlech do un eisichter Linn un d'Zivilgesellschaft. Dann zweetens soll des Konventioun nach kënnen op méi engem breeden Niveau applizéiert ginn, an zwar solle virun allem déi Länner, déi net Member vun der Europäescher Unioun respektiv net Member vun der UNO sinn d'Méiglechkeet kréien des Konventioun awer ze ratifizéieren.

Ech géif lech ofschléissend bidden deemem Projet de loi zouzestëmmen. Ech bréngé gläichzäitig den

Accord vu menger Fraktioun. Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Häre Nico Loes.

### Discussion générale

M. Nico Loes (CSV).- Häre President, ech géif am Numm vun eiser Fraktioun dem Kolleeg Gusty Graas merci soe fir seng Fläissaar-becht a gläichzäitig och den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Häre Ben Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Häre President, ons Fraktioun ass och mat deemem Projet d'accord.

Des voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet den Häre Mehlen.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dat do war awer schwaach an der Argumentatioun.

### (Hilarité)

M. Robert Mehlen (ADR).- Häre President, et ass e ganz wichteg Gesetz a mir wëllen duerfir seng Ofstëmmung net retardéieren, doduerch dass mir e laange Riedebetrug bréngen. Ech bréngen och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

### (Brouhaha général)

M. le Président.- D'Wuert huet den Häre Gira.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Häre President, ech wëll lech matdeelen, dass déi gréng Fraktioun dese Projet net wäert stëmmen,...

Une voix.- Ou!

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- ...an zwar net well den Inhalt vun deser Konventioun schlecht wier, mä ganz einfach well mir es genuch hu mat der Hypokrisie vu ville Regierung, déi mir an deem Land haten an hunn, am Beräich vun der Impaktstudie am Matsproocherecht am Beräich Ëmwelt.

Mir froen eis nämlech, wat dat soll hei regelméisseg Konventiounen wéi déi, déi elo virläit, ofzestëmmen, ze maache wéi wa mir e groussen Interessi hätten, dass déi Législatioun géif bei eis emgesat ginn, wann déi jeeweileg Regierung et a 17 Joer net fäerdeg bruecht hunn déi fälleg EU-Impaktstudien direktiv korrekt an d'Lëtzebuerg Recht emzesetzen.

Dat ass duebel grave, well schonn 1997 eng Upassung vun der Direktiv vun 1985 komm ass. Mir si schonn a Veruch mat der zweeter Direktiv, hunn awer déi éischt nach ni korrekt emgesat. Ech muss lech soen, Häre President, wann een no 17 Joer eng europäesch Gesetzgebung nach ëmmer net korrekt an d'Lëtzebuerg Législatioun emgesat huet, dann ass dat keen Zoufall méi, dann ass dat och keng Inkompetenz, mä dann ass do System hannendrun.

Ech mengen, dass et a 17 Joer hätt misse méiglech sinn eng juristesche Léisung ze fannen, fir des Ëmsetzung an d'Weeër ze leeden, ze moos wou den Drock eigentlech grouss genuch war an ëmmer méi grouss gëtt. D'EU-Kommissioun huet eis regelméisseg opmierksam gemaach des Direktiv emzesetzen. Den 19. Februar 2002 si mir formal um Europäesche Gerichtshaff veruerteelt ginn, well déi Impaktstudien direktiv net korrekt emgesat ass. De ganze Schlamassel mat der Saarstrooss hu mir der Tatsaach ze verdanken, dass déi Direktiv net emgesat ginn ass. Där-

selwechter Direktiv hu mir ze verdanken, dass mir déi Saarstrooss scho fir d'zweet hei an der Chamber als Projet de loi gestëmmt hunn. En eemolege Virgang, mengen ech. Et gëtt souguer Leit, déi mengen, mir géifen och nach eng drëtte Kéier datselwecht Gesetz hei stëmmen.

D'lescht Woch, Häre President, huet elo d'Kommissioun eng éischt Mahnung u Lëtzebuerg geschéckt a mir riskéiere souguer eng zolidd Geldstrof ze kréien, ähnlech wéi Irland, wou d'Kommissioun elo decidéiert huet, dass wann net geschwënn déi lescht Ëmsetzungsparagraphe geschitt sinn, dass pro Dag 20.000 Euro mussen un d'EU-Kommissioun bezuelt ginn. Ech hunn net dat Gefill, dass mir um Enn vum Schlamassel wieren.

Effektiv huet de Rapporteur an dem Sënn Recht, dass mir elo amgaange sinn eng Reform vum Kommodosgesetz vum 1999 ze maachen, wou eng Rei vun deenen Defiziter emgesat ginn. Dat ass richtig, mä mir sinn do nach net duerch de Bësch. Do sinn elo nach eng Rei Amendementer zréck un de Statsrot, a wa mir gesinn hu wéi zum Beispill de Statsrot op d'Amendementer vun der Ëmsetzung vum Naturschutzgesetz reagéiert huet, da kéint een eventuell fäerten, dass dat eis och do geschitt.

Virun allem awer hunn ech nach keen Text gesi vun deem extrae Projet, deen dann elo erëm gemaach gëtt fir déi Sonderroll vun de Stroossen an den Eisebunnen. Vun de Flughäfen ass mir nei. Ech war der gudder Meenung - an dat krute mir och an der Ëmweltkommissioun verzielt - dat géif awer bei der Reform vum 1999er Gesetz dra bleiwen. Do gesäit een erëm wéi Recht, dass mir hate wéi mir an der Ëmweltkommissioun drop gepocht hunn, dass mir gären déi zwee Texter beieneen hätten, fir dann och sécher ze sinn, dass mir eng definitiv Ëmsetzung vum deser Direktiv hunn. Hei kréie mir all gudden Dag eppes aneschtens verzielt.

De Moment stinn d'Flughäfen an d'Eisebunnen an der Reform vum 1999. De Statssekretär huet eis gesot, et wier virgesi fir just d'Eisebunnen herno erëm bei d'Stroossen ze setzen. Haut ginn ech da gewuer respektiv kann ech liesen am Rapport vum Rapporteur, dass d'Flughäfen och elo emgéännert ginn.

Häre President, ech froen lech: Wéi e Kaz- a Mausspill gëtt hei gespillt? Bréngen et déiselwecht Leit, déi et bis elo 17 Joer laang fäerdeg bruecht hunn, dass mir alles hei zu Lëtzebuerg enger Impaktstudien direktiv ënnerwerfe mussen ausser de Stroossen, et elo fäerdeg, dass mir och d'Flughäfen net mussen dorënner fale loossen? Wann ee weess wéi d'Situatioun um Flughafen ass, da kann een dat verstoen.

Hei gëtt net nëmme d'Ëmwelt geschiedegt, hei ginn d'Leit och em hiert fundamentaalt demokratescht Recht bruecht. Dorëms geet et jo. Et geet op där enger Säit tatsächlech dorëm den Impakt ze studéieren vu Projekten op d'Ëmwelt, mä et geet awer och drëms, dass - an dat ass jo e wichtege Amendement vun deemem Projet de loi -, d'ONGen definitiv d'Recht kréie bei esou Projekte matzemaachen. Mir fannen, dass hei amgaangen ass eng duebel Hypokrisie ze entstoen.

Op där enger Säit stëmme mir hei Konventiounen a mir wëssen, dass mir net korrekt si mat der Direktiv. Ech ka mech dann nëmme wonneren, wann déiselwecht Leit, déi an der parfafter Illégalitéit an engem wichtege Ëmweltgesetz sinn, gläichzäitig e Projet hei erareechen, déi sou genannt Lex Greenpeace oder Lex Frieden, nennt se wéi Der wëllt, duerch déi de Leit awer wierklech näischt méi bleift fir sech ze wieren, wann d'Regierung an der parfafter Illegalitéit ass. Wat soll dann engem Bierger, enger Biergerin oder enger ONG nach bleiwe fir sech ze wiere wéi zivilen

Ongehorsam? Et ass eng duebel Hypokrisie, déi hei spillt. Op där enger Säit setze mir 17 Joer laang eng Direktiv, déi elementar Rechter vun de Leit an den ONGen am Ëmweltberäich aféiert, net em, an op där anerer Säit bréngt mir géint déi Leit, déi sech dann awer nach wëllte wiere mat zivilem Ongehorsam, elo déi Lex Greenpeace oder Lex Frieden eran.

Mir fannen dat ganz schlëmm an duerfir wëlle mir net einfach hei, wéi dat esou Usus ass, fir all déi international Konventiounen ze stëmmen, des stëmmen, fir ze weisen, dass hei eng duebel Hypokrisie vun der Regierung virläit. Si ass net onbedéngt eleng duerfir schëlleg, mä si huet et awer net fäerdeg bruecht an deenen dräi an engem halwe Joer endlech eng korrekt Ëmsetzung vun deser Impaktstudien direktiv fäerdeg ze bréngen. A wa se et och net fäerdeg bréngt, dass d'Ëmweltkommissioun sech mat dem zweete Volet vun deser Ëmsetzung beschäftegt, nämlech fir de Stroossebau an d'Eisebunnen, da mengen ech kann ee wierklech och soen: Wat soll dann nach des Impaktstudien direktiv? Et geet schlussendlech em d'Ëmwelt an da liicht et mir net an, dass d'Travaux publics des Direktiv sollen emsetzen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Häre Statssekretär Eugène Berger.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.- Merci, Häre President. Ech wëll dem Rapporteur merci soe fir säi kuerzen, mä awer ausféierlechen a prägnant Bericht.

Effektiv ass et esou, datt et hei em eng bestehend Konventioun geet, wou an der Praxis déi Prinzipien, déi an där Konventioun festgeschriwwen sinn, duerch Direktive respektiv national Gesetzgebungen zum groussen Deel emgesat sinn. Et ass am Fong geholl eng bestehend Konventioun, wou eng klang Neierung kënn, haaptsächlech datt déi Konventioun sech soll opmaache fir Länner, déi net am Beräich vun der UNO oder vun der Europäescher Communautéit ugesiedelt sinn.

Et gouf scho gesot, wat déi wichtege Prinzipie si vun där Konventioun. Déi sinn emgesat ënner anem duerch Gesetz wéi dat vun 1999 iwwer d'Etablissements classés, iwwer Gesetz am Naturschutzberäich, déi amendéiert gi sinn, net nëmme an deene leschte Méint, mä scho virun een, zwoe Joer.

Fir dann op dem Häre Gira seng Kritik anzegoen, datt d'Regierung an dräi Joer fir d'Ëmsetzung vun der Impaktstudien direktiv do nach näischt gemaach huet, muss ech awer drun erënneren, datt ënner anem d'Kommodosgesetz, dat amendéiert ginn ass, fir nach en Deel vun der Impaktstudien direktiv emzesetzen, schon iwwer e Joer oder anerhaleft Joer beim Statsrot déposéiert war. De Statsrot huet vill Aarbecht a vläicht dowéinst kann een dann net ëmmer esou schnell reagéieren. Dat kënn et verstoen. Et ass och e Projet dee vun der Bauteverwaltung respektiv vun der Ministesch vun den Travaux publics an deem Beräich scho virun zwee Joer déposéiert ginn ass, mä dee gouf nach net vum Statsrot positiv aviséiert. Nëmme fir ze soen, datt awer d'Regierung hir Aufgabe gemaach huet, an datt se weiderhin hir Aufgabe wäert maachen.

Et ass esou, datt dat Gesetz vum Kommodo mat Amendementer bei de Statsrot gaangen ass, wou e groussen Deel vun der Impaktstudien direktiv soll emgesat ginn. Ech hoffen, datt elo déi Prozedur weider ginn, an datt mer dann nach dës Joer, besser nach virum Summer dat Gesetz an der Chamber kënnen stëmmen. D'Bauteministesch wäert an den nächsten zwou, dräi Wochen dem Regierungsrat eng Versioun vun deem Deel wou d'Impaktstudien direktiv betraff ass

an deen d'Stroossen a Gleisprojete respektiv Flughäfen ueget, virleeën. Bei de Flughäfen wëll ech preziséieren, wann et eng ganz nei Piste ass iwwer 2.500 Meter, dass déi da géif ënnert dee Projet de loi falen. Esou datt do e Projet wäert deemnächst am Regierungsrot déposéiert ginn. Mir hoffen, datt dee neie Gesetzestext vun der Baute-ministesch sai Wee schnell duerch de Statsrot an duerch d'Chamber wäert fannen.

Dat gesot wéilt ech awer all deenen anere Fraktiounen hei am Parlament merci soen, datt se hir Ënnerstëtzung fir dese Projet ginn.

■ Des voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Diskussion ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 4961 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an uegholl.

Mir kommen zum Vote iwwert de Projet de loi 4961.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

De Projet de loi 4961 ass uegholl mat 52 Jo-Stëmme a 6 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par

Mme Marie-Josée Meyers-Frank), Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler (par M. Claude Wiseler) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Jeannot Belling), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jos Scheuer), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: M. Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia).

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

#### (Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Domat wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 19.19 heures)**

## Chambre des Députés

Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

#### Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg



Chambre  
des Députés

d'Chamber online op

**www.chd.lu**

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

## Sommaire des séances publiques

4927 - Projet de loi concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement dans la Communauté européenne des créances relatives à certains impôts, cotisations, droits, taxes et autres mesures page 232

5016 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un immeuble administratif situé à Luxembourg, route d'Esch pages 232-235

5033 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 235-236

Communications page 236

Ordre du jour page 236

5052 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2001 pages 236-243

4897 - Projet de loi modifiant

1° la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale

2° le code des assurances sociales

3° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat page 243

4768 - Projet de loi portant approbation du Protocole, établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés européennes de la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 29 novembre 1996

4794 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

- de l'Accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995

4903 - Projet de loi portant approbation du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relatif au champ d'application du blanchiment de revenus dans la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes et à l'inclusion du numéro d'immatriculation du moyen de transport dans la Convention, signé à Bruxelles, le 12 mars 1999 pages 243-245

4933 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire pages 245-251

5021 - Projet de loi portant

- création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;

- modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant pages 251-256

5037 - Projet de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de régler certaines matières

5058 - Proposition de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de régler certaines matières pages 256-258

Discours de fin d'année page 258

Allocution de M. le Président page 259

Communications page 259

Ordre du jour pages 259-260

Heure de questions au Gouvernement:

- Question N° 261 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Ady Jung relative à l'application directe du taux super-réduit de 3% de TVA pour les promoteurs page 260

- Question N° 262 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à l'introduction du service partiel (25,50 et 75%) dans la fonction publique page 260

- Question N° 263 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas relative à la législation concernant les établissements classés pages 260-261

- Question N° 264 du 27 janvier 2003 de Monsieur le Député Jean Huss relative aux problèmes d'approvisionnement de la population en eau potable lors de la contamination accidentelle des sources d'eau page 261

- Question N° 265 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Lucien Weiler relative au traitement des gaz de la décharge SIDEC page 261

- Question N° 266 du 28 janvier 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative aux libertés syndicales pages 261-262

- Question N° 267 du 28 janvier 2003 de Madame la Députée Renée Wagener relative à l'inscription des personnes non-luxembourgeoises sur les listes électorales page 262

Dépôt d'une proposition de loi page 263

Dépôt de deux motions par Mme Renée Wagener page 263

Interpellation de M. Georges Wohlfart au sujet de la politique du Gouvernement concernant le développement de la région Nord du Grand-Duché pages 263-274

4961 - Projet de loi portant approbation de l'amendement à la Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention à Sofia, le 27 février 2001 pages 274-275



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 7 / 2002-2003

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1861	Emile Calmes	Education précoce
1863	Georges Wohlfart	Hébergement des étudiants de l'école hôtelière (LTHAH)
1876	Jean Colombera	Recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional relative à la reconnaissance mutuelle des brevets de maîtrise allemand et luxembourgeois
1880	Marco Schank	Nouvelle organisation du Centre hospitalier neuropsychiatrique
1888	Jean Colombera	Système d'évaluation des branches de chimie, physique et mathématiques dans le régime du secondaire technique (technique commercial)
1900	Robert Garcia	Renégociation de la directive européenne sur la protection juridique des inventions biotechnologiques
1907	Laurent Mosar	Volume de l'impôt commercial pour 2003
1908	Jean Colombera	Fonctionnement du Service de Guidance de l'Enfance
1910	Renée Wagener	Foyer d'accueil pour personnes réfugiées à Marienthal
1911	Lydie Err	Ratification du Protocole N°12 relatif aux discriminations fondées sur l'orientation sexuelle
1912	Jeannot Krecké	Energie nucléaire
1913	Alex Bodry	Plan directeur régional de la région Sud
1914	Jean Colombera	Liquidation des prestations en espèces de l'assurance maladie dépendance

**Question 1861 (14.10.2002) de M. Emile Calmes (DP) concernant l'éducation précoce:**

En 1996, le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a invité les communes à renforcer les efforts dans le domaine de l'éducation précoce. L'Education précoce en tant que telle a été introduite comme projet pédagogique en 1998/1999 à raison d'une subvention étatique de l'ordre de 50% des infrastructures à créer par les communes jusqu'en 2004.

De plus, la Déclaration gouvernementale d'août 1999 stipule que „les partenaires de la coalition se mettent d'accord pour considérer une meilleure harmonisation entre la vie familiale et la vie professionnelle comme une des finalités de la politique familiale. Il est dès lors évident que les efforts en matière d'extension de l'offre de foyers du jour, de crèches, de cantines scolaires, d'internats pour les élèves du primaire, d'aide aux devoirs à domicile etc. doivent être continués“.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme le Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et à Mme le Ministre de la Famille:

1. Combien de communes ont entre-temps introduit l'éducation précoce et quelles sont ces communes?
2. Quels sont les différents types de structures d'accueil offerts actuellement par les communes et quelles sont ces communes?
3. De plus, quels sont les horaires des structures d'accueil offertes?
4. Enfin, peut-on d'ores et déjà affirmer que ces mesures ont permis une meilleure harmonisation entre la vie familiale et la vie professionnelle?

**Réponse commune (17.12.2002) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:**

1. L'éducation précoce, c'est-à-dire la prise en charge des enfants à partir de trois ans, a été

introduite en 1998/99 en tant que projet pilote.

Pour l'année scolaire 2002-2003, 76 communes offrent l'éducation précoce. 3 057 enfants sur environ 5 500 profitent de cette offre.

Le tableau reprenant ces communes figure à l'annexe 1.

(Annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

2. et 3. Comme il ressort du tableau synoptique à l'annexe 2, 60 communes disposent actuellement de structures d'accueil pour enfants scolarisés au préscolaire et au primaire. Le service d'accueil temporaire s'adressant aux enfants dont les parents travaillent tôt le matin est organisé directement par les communes et fonctionne sur 67 sites. Les services de restauration scolaire sont organisés dans 37 communes, essentiellement par les communes elles-mêmes.

Dans 31 communes des services d'aide aux devoirs organisés en dehors de l'organisation scolaire fonctionnent, dont 5/6ièmes sont directement organisés par les communes.

Dans 33 communes une prise en charge complète des élèves, vacances scolaires incluses, est offerte. Cette offre, qui existe sur 73 sites est souvent sous-traitée à des organismes sans but lucratif (dans 24 communes contre 9 communes qui organisent ces services elles-mêmes).

Les efforts du Ministère de la Famille visent au moins la création de services qui fonctionnent de 7.00 à 8.00 heures et de 11.40 à 14.00 heures pendant les périodes scolaires et de 7.00 à 14.00 heures pendant les vacances scolaires, l'objectif restant d'offrir des services couvrant l'horaire 7.00 - 19.00 heures pendant toute l'année.

Le Ministère de la Famille est actuellement en pourparlers avec de nombreuses communes désireuses de mettre en place de tels services dans des infrastructures séparées des bâtiments scolaires et disposant de petites salles permettant d'organiser à la fois et surtout en petits groupes l'accueil mati-

nal, la restauration et l'aide aux devoirs.

Concernant l'éducation précoce le tableau figurant à l'annexe 3 décrit la prise en charge en dehors des heures de classe des enfants. Il ressort du tableau que la très grande majorité des communes offre une prise en charge avant et après les horaires des activités.

4. L'avancée des structures d'accueil, leur incorporation aux projets de création de futures écoles, l'extension de l'éducation précoce ainsi que la concordance des horaires scolaires et des horaires de l'accueil avec ceux du monde du travail contribuent certainement à améliorer l'harmonisation entre la vie familiale et la vie professionnelle.

**Question 1863 (16.10.2002) de M. Georges Wohlfart (LSAP) concernant l'hébergement des étudiants de l'école hôtelière (LTHAH):**

D'après mes informations, les trois internats hébergeant des étudiants du Lycée technique hôtelier Alexis Heck, l'unique école hôtelière du Grand-Duché, ont été fermés et les élèves étaient en conséquence logés dans l'Hôtel du Parc depuis le 1er janvier 2002.

En ce qui concerne plus généralement les subsides touchés et le personnel mis à disposition par l'Etat, de fortes différences seraient à constater d'après mes informations selon les internats concernés.

Dans ce contexte j'aimerais bien obtenir les informations suivantes:

Quelles mesures a-t-on prévues pour un hébergement définitif des étudiants du LTHAH?

Quel est le montant des subsides attribués aux trois internats publics (LTHAH-Diekirch, Mersch et Wiltz), aux internats conventionnés par le Ministère de la Famille sous la dénomination Jacques Brocquart a.s.b.l. et, le cas échéant, de l'In-

ternat de l'Ecole privée du Fieldgen?

Comment s'expliquent d'éventuelles différences entre les trois internats publics d'une part et les internats publics et privés d'autre part?

Quel est le prorata élèves/personnel éducatif dans les différents internats et comment se justifient d'éventuelles différences?

En ce qui concerne les internats conventionnés et celui de l'Ecole privée, quelle est la participation de l'Etat aux frais de personnel?

**Réponse commune (31.12.2002) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:**

1. Pour héberger définitivement les élèves du Lycée technique hôtelier Alexis Heck, différentes initiatives sont en cours:

Les propriétaires de l'Hôtel du Parc où sont logés provisoirement une partie des élèves ont fait savoir qu'ils sont disposés à vendre l'hôtel. Un bureau d'études est chargé d'une étude de faisabilité sur la mise en conformité de cet immeuble suivant la réglementation en vigueur en matière de sécurité. Il dépendra des conclusions du rapport afférent si le comité d'acquisition entamera la procédure nécessaire en vue de l'acquisition par l'Etat de l'ancien Hôtel du Parc. L'affectation précise de cet immeuble, en cas d'achat par l'Etat, n'a toutefois pas encore été déterminée.

Un programme de construction pour la réalisation d'une aile d'internat supplémentaire a profité du Lycée technique hôtelier Alexis Heck à côté de l'Internat public à Diekirch a été élaboré et transmis au Ministère des Travaux publics.

En ce qui concerne l'ancien Hôtel du Midi, un architecte a été chargé de l'élaboration d'un projet de modernisation et de sécurisation de l'immeuble. A partir de 2003 des fonds sont disponibles pour garantir le financement du projet sur deux années.

2. Les crédits relatifs aux frais d'exploitation des internats exploités par le Ministère de l'Education nationale, inscrits au budget des recettes et dépenses de l'exercice 2002 sont les suivants:

Internat du Lycée technique hôtelier	2 500 €
Internat du Lycée classique de Diekirch à Mersch	170 000 €
Internat du Lycée du Nord	16 000 €

Il y a lieu d'ajouter que les montants des crédits en question ne sont pas comparables. En effet, les crédits prévus pour l'internat de Mersch doivent également couvrir l'ensemble des dépenses du restaurant scolaire, tandis que les crédits du Lycée du Nord ne couvrent que partiellement les dépenses de restauration.

Les élèves de l'internat du Lycée technique hôtelier Alexis Heck quant à eux prennent tous les repas au lycée.

Concernant les internats privés, il y a lieu de relever que «Les Internats Jacques Brocquart» constituent une association sans but lucratif qui gère actuellement cinq internats socio-familiaux, à savoir le Convict et l'Internat Ste Marie situés à

Luxembourg, l'Institution St Willibrord d'Echternach, le Pensionnat St Joseph de Diekirch et le Pensionnat St Joseph d'Ettelbruck. L'internat de l'Ecole privée Fieldgen est géré par AGEDOC a.s.b.l. (Association pour la Gestion des Ecoles et Internats des Sœurs de la Doctrine Chrétienne), tout comme le Pensionnat Ste Anne d'Ettelbruck et l'Internat Notre-Dame de Lourdes de Diekirch.

Le soutien financier accordé par le Ministère de la Famille aux deux associations dans le contexte de la convention 2002 est déterminé sur base d'une somme forfaitaire par usager et par jour appelé prix de pension global. Les recettes recouvrées par les associations de la participation des parents ou tuteurs au prix de pension sont portées en déduction du prix de pension global. Ce n'est donc que le solde des frais de fonctionnement acceptés par l'Etat et des recettes effectives qui est à charge du budget de l'Etat.

3. Le tableau ci-dessous émerge les chiffres concernant les effectifs d'élèves, le personnel ainsi que le prorata élèves/personnel des internats gérés par le Ministère de l'Education nationale (Tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

Les différences entre les 3 internats publics s'expliquent notamment par le fait que l'internat du lycée technique hôtelier accueille des élèves plus âgés dont la prise en charge est plus facile à assurer.

Le prorata élèves/personnel éducatif des internats privés conventionnés se résume comme suit: (Tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

La différence entre les internats publics et les internats privés résulte de la différence fondamentale entre les modes de calcul.

Alors que pour les internats publics les coûts sont établis sur la base du personnel engagé, pour les internats privés les coûts sont établis sur la base du nombre de pensionnaires.

**Question 1876 (28.10.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional relative à la reconnaissance mutuelle des brevets de maîtrise allemand et luxembourgeois:**

Der Interregionale Parlamentarier-Rat (IPR) hat in seiner Plenarsitzung am 3. November 1999 in Namur eine Empfehlung bezüglich der gegenseitigen Anerkennung der luxemburgischen und deutschen Meisterprüfung beschlossen. Der IPR hat die Regierungen Deutschlands und Luxemburgs aufgefordert, ein Abkommen zwischen beiden Staaten zur Anerkennung der Meisterprüfungszeugnisse im Handwerk anzustreben.

Derzeit ist eine gegenseitige Anerkennung der Meisterprüfungen nicht möglich, was dazu führt, dass sich deutsche Staatsbürger, die eine Luxemburger Meisterprüfung ablegen, für eine unmittelbar anschließende Existenzgründung in Deutschland grundsätzlich der deutschen Meisterprüfung unterziehen müssen. Dies stellt ein Hindernis auf dem angestrebten Weg zum Zusammenwachsen der Regionen der Grosse Region dar, das überwunden werden sollte.

Zudem ist eine gewisse Inländerdiskriminierung in Luxemburg fest-

stellbar, da in verschiedenen Handwerkssparten ausländischen Bürgern eine Existenzgründung ohne Meisterprüfung ausschliesslich auf Basis einer gewissen minimalen Berufserfahrung (6 Jahre) ermöglicht wird.

In diesem Zusammenhang stelle ich folgende Fragen an die Herrn Minister:

1. Hat die Regierung die Absicht der Empfehlung des IPR Folge zu leisten und wann ist mit einem Abkommen zwischen Deutschland und Luxemburg bezüglich der gegenseitigen Anerkennung der luxemburgischen und deutschen Meisterprüfung zu rechnen?
2. Ist mit einer Harmonisierung der europäischen Gesetzgebungen betreffend der Gewerbeordnung in nächster Zukunft zu rechnen, dies besonders vor dem Hintergrund der Feststellungen der Task Force „Vereinfachung des Unternehmensumfeldes“ der Europäischen Union, dass die Ausbildung zum Handwerksmeister, wie sie in Deutschland, Österreich und Luxemburg praktiziert wird, ein nachahmenswertes Beispiel für ein einheitliches und umfassendes Ausbildungssystem ist und den anderen Mitgliedsstaaten als Beispiel dienen soll?
3. Ist die Regierung bereit etwaige Inländerdiskriminierungen betreffend der Gewerbeordnung in Luxemburg abzuschaffen?

**Réponse commune (17.12.2002) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:**

1. Bereits vor der Empfehlung des Interregionalen Parlamentarier-Rates IPR vom 3. November 1999 hat sich die Luxemburger Regierung, am 6. Mai 1999 an den Bundesminister der Wirtschaft und Technologie gewandt, bezüglich der Anerkennung luxemburgischer Meisterprüfungen in Deutschland. In der Zwischenzeit wurden den deutschen Behörden die nötigen Unterlagen übermittelt. Die Bundesregierung hat das Forschungsinstitut für berufliche Bildung der Universität Köln mit der Analyse dieser Unterlagen beauftragt. In absehbarer Zeit werden zwischen den luxemburgischen und deutschen Partnern die weiterführenden Gespräche auf der Basis dieser Analyse anlaufen, mit der Zielsetzung zu einem positiven Abschluss zu gelangen.
2. Einer Harmonisierung der europäischen Gesetzgebungen bezüglich der Gewerbeordnung im Handwerk stehen momentan noch allzu weit auseinander klaffende Positionen der einzelnen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union im Wege. Daher ist eine kurzfristige Einigung nicht absehbar. Während der letzten Regierungskonferenz auf europäischer Ebene, die ihren Abschluss anlässlich des Gipfels von Nizza im Jahre 2000 fand, wurde der vorläufig letzte grosse Vorstoss unternommen, die Zugangsbedingungen zur Ausübung eines Handwerksberufs einheitlich zu gestalten. Eine Einigung hätte zu dem Zeitpunkt aber bedeutet, dass die Zugangsbedingungen wesentlich verwässert worden wären, was sowohl für Deutschland und Österreich als auch für Luxemburg nicht akzeptierbar war. Ein erneuter Vorstoss in Richtung Aufweichung der Qualifikationskriterien ist daher bei der nächsten Regierungskonferenz zu erwarten, die ihre Arbeit voraussichtlich im Jahre 2003 beginnen wird und dies aufbauend

auf den Beschlüssen des Europäischen Konvents.

3. Die luxemburgische Regierung und die das luxemburgische Handwerk vertretenden Organisationen, also die Handwerkskammer und der Handwerkerverband, sind von der Qualität des luxemburgischen Ausbildungssystems überzeugt. Diese Qualität führt zu den anerkannt positiven Resultaten des luxemburgischen Handwerks. Sie ist allerdings nur zu gewährleisten, wenn auch die Zugangsbedingungen zur Ausübung des Handwerks strenge Qualifikationskriterien vorsehen. Die Qualifikation und die daraus resultierende Qualität der geleisteten Arbeit ist also eine Grundvoraussetzung für die Wettbewerbsfähigkeit der luxemburgischen Unternehmen. Auf nationaler Ebene ist also ein direktes Einwirken auf die Qualität der Dienstleistung möglich. Die europäischen Richtlinien verlangen aber andererseits eine Anerkennung der Qualifikations- und Ausbildungsnachweise anderer Mitgliedsstaaten. Dass diese nicht immer gleichwertig mit den in Luxemburg erbrachten Nachweisen sind, ist eine Tatsache, die uns in unserer Bestrebung nach Wettbewerbsfähigkeit und Qualitätsarbeit nicht beirren darf.

**Question 1880 (31.10.2002) de M. Marco Schank (CSV) concernant la nouvelle organisation du Centre hospitalier neuropsychiatrique:**

- 1) Le nouveau projet d'établissement du CHNP prévoit entre autres sa décentralisation et par conséquent la délocalisation de 4 unités de réhabilitation psychiatrique avec un total de 100 lits, de l'hôpital de jour et du service psychiatrique à domicile sur le site éventuel du HPMA de Niedercorn tel qu'il ressort d'un récent communiqué de presse du CHNP. Les responsables du CHNP envisagent, en effet, de construire un nouveau bâtiment sur des terrains à proximité de l'Hôpital Princesse Marie-Astrid à Niedercorn.

Ce transfert et la gestion actuelle du CHNP soulèvent une série de questions concernant l'avenir et les conditions de travail du personnel actuellement occupé au sein du CHNP à Ettelbruck. En effet, quand bien même ces personnes ne devraient, au regard des récentes déclarations des responsables du CHNP, pas voir leur contrat de travail résilié suite au transfert sur le nouveau site, il n'en demeure pas moins que ce transfert aura un impact considérable au niveau de leurs conditions de travail et de leur qualité de vie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Santé:

- a. Le Gouvernement dispose-t-il d'informations sur le nombre exact des membres du personnel concernés par la fermeture des quatre unités de réhabilitation, de l'hôpital de jour et du service psychiatrique à domicile CHNP à Ettelbruck et leur transfert à Niedercorn, respectivement sur l'impact que ce transfert risque d'avoir au niveau des conditions de travail?
- b. A-t-il été envisagé de compenser les modifications/inconvénients résultant de ce transfert sachant qu'une partie du personnel a décidé de résider dans le Nord du pays afin d'être plus près de leur lieu de travail? Dans l'affirmative de quelle manière?

- c. Outre les 100 lits transférés à Niedercorn, il semble que l'augmentation du nombre de lits aigus à 45 dans chacun des quatre hôpitaux généraux du pays va sensiblement réduire le nombre de lits du CHNP passant de 237 à 318 lits fin 2005.

Quel va être l'impact de cette réduction de lits sur le nombre des collaborateurs actuels du CHNP? Est-ce que des collaborateurs actuels du CHNP risqueront, dans les années à venir, d'être orientés vers les services de psychiatrie aiguë des quatre hôpitaux généraux? Dans l'affirmative, des compensations ont-elles été prévues à leur rencontre?

- 2) Dans le cadre de la gestion actuelle du CHNP, il semble que les fonctionnaires et employés de l'Etat occupant des postes et fonctions à responsabilité ne peuvent profiter d'une prime de responsabilité accordée aux employés privés occupant la même fonction ou le même poste. Il paraît que dans d'autres établissements publics ou associations sans but lucratif, l'attribution d'une prime de responsabilité à des fonctionnaires et employés de l'Etat ne présente aucun problème.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Mme la Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- a. Le Gouvernement peut-il confirmer le fait que des établissements publics ou des associations sans but lucratif accordent des primes de responsabilité aux fonctionnaires et employés de l'Etat?
- b. Est-il exact qu'au sein même du CHNP il y ait des fonctionnaires qui bénéficient d'une prime de responsabilité depuis de nombreuses années?
- c. Le Gouvernement peut-il confirmer le fait que l'attribution d'une prime de responsabilité au sein du CHNP soit depuis la création de l'établissement public liée au statut des collaborateurs plutôt qu'à la fonction et qu'un fonctionnaire, qui assume une fonction à grande responsabilité au sein du CHNP, est actuellement obligé d'abandonner son statut de fonctionnaire pour pouvoir profiter d'une telle prime? Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-t-il remédier à cette situation qui pénalise gravement les fonctionnaires?

**Réponse commune (18.12.2002) de Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

L'honorable parlementaire soulève un certain nombre de questions en rapport avec la décentralisation projetée du Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP).

Il est rappelé que la politique de décentralisation du CHNP, préconisée dès 1993 par le rapport HÄFNER, procède d'une décision du conseil d'administration de cet établissement, constitué en établissement public disposant d'une large autonomie.

Le CHNP projette effectivement de transférer 100 lits du building actuel vers le nouveau site de Niedercorn, mais les services à transférer ne sont pas nécessairement ceux cités par l'honorable parlementaire dans sa question. Toujours est-il que ce transfert concerne à peu près 95 à 100 postes. S'agissant de l'impact de ce transfert sur les conditions de travail du personnel, dont s'inquiète l'honorable parlementaire, il convient de noter que les services à créer sur le nouveau site relèveront d'un concept nou-

veau et seront implantés dans des bâtiments neufs, d'où non seulement amélioration des conditions de séjour des patients, qui est l'objectif principal poursuivi, mais encore, par ricochet, amélioration des conditions de travail du personnel.

Quant aux inconvénients que ces transferts peuvent causer au personnel actuellement en place, il y a lieu de relever d'une part qu'ils ne seront réalisés qu'à moyen terme, et d'autre part qu'en ce moment déjà le CHNP est constitué de quatre sites, à savoir Ettelbruck, Useldange, Manternach et le Centre Pénitentiaire à Schrassig (en vertu d'une convention avec l'Etat). Le moment venu le CHNP tiendra compte au maximum de chaque situation individuelle.

La réduction supplémentaire de lits résultant d'une augmentation de lits psychiatriques dans les hôpitaux généraux du pays se fera par étapes. Il est à prévoir que l'un ou l'autre collaborateur actuel du CHNP sera recruté par les hôpitaux en question, alors qu'il n'y a pas en la matière pléthore de personnel qualifié au Luxembourg.

Quant au solde final en termes de postes sur le site d'Ettelbruck des changements projetés, il faut savoir qu'il existe un projet tendant à étendre la mission du CHNP à la gestion de services intégrés de soins pour seniors, et cela sur le même site. Si ce projet se réalise, ce service pourra récupérer une part importante des membres du personnel libéré par la délocalisation.

L'honorable parlementaire aimerait ensuite savoir ce qu'il en est de la prime de responsabilité des membres du personnel occupant un poste à responsabilité.

Dans ce contexte, l'honorable parlementaire désire savoir en premier lieu si le Gouvernement peut confirmer le fait que des établissements publics ou des associations sans but lucratif accordent des primes de responsabilité aux fonctionnaires et employés de l'Etat.

Il convient de rendre attentif au fait que les fonctionnaires de l'Etat sont rémunérés conformément à la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Cette loi ne prévoit en principe aucune prime de responsabilité à l'égard des fonctionnaires de l'Etat, à l'exception d'une prime pour fonctions dirigeantes au bénéfice des directeurs, ministres plénipotentiaires, administrateurs généraux etc. en vertu de l'article 22 VIII point b). Cependant, cette disposition ne constitue pas une véritable prime de responsabilité, mais se situe plutôt dans la logique des grades de substitution comme allongements de toutes les carrières étatiques. A noter encore que ni le règlement grand-ducal du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des employés occupés dans les administrations et services de l'Etat ni la convention collective des ouvriers de l'Etat ne prévoient de prime de responsabilité.

Les établissements publics sont constitués par une loi qui fixe entre autres la situation des personnes qui y sont employées. Ainsi, il y a des lois qui reprennent simplement les fonctionnaires et employés de l'Etat en leur garantissant le maintien de leur statut avec toutes les conséquences qui en résultent. D'autres offrent aux agents publics la possibilité d'opter pour le statut de l'employé privé. C'est entre autres le cas pour les agents du CHNP dont la loi a prévu cette option.

En deuxième lieu, l'honorable député voudrait savoir s'il est exact qu'au sein de ce même CHNP, il y ait des fonctionnaires qui bénéficient d'une prime de responsabilité depuis de nombreuses années.

A notre connaissance, aucun fonctionnaire ne bénéficie actuellement

d'une prime de responsabilité au sein du CHNP. Par contre, deux fonctionnaires se sont vu accorder une prime pareille par une décision du Gouvernement en conseil en vertu de leurs fonctions de chargés de direction qu'ils exercent au Centre thérapeutique de Manternach respectivement au Centre thérapeutique d'Useldange.

En dernier lieu, et concernant la question de savoir si l'attribution d'une prime de responsabilité au sein du CHNP est depuis la création de l'établissement public liée au statut des collaborateurs plutôt qu'à la fonction, il échet de rappeler que le CHNP a obtenu, par une loi du 17 avril 1998, le statut d'un établissement public. Il a donc dorénavant la personnalité juridique, jouit de l'autonomie financière et administrative sous la tutelle du ministre de la Santé et est géré dans les formes et d'après les méthodes du droit privé.

L'article 9 de la loi du 17 avril 1998 précitée dispose que „sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 17, le personnel est lié à l'établissement par un contrat de louage de services de droit privé“. Ledit article 17 a prévu notamment que «les fonctionnaires, employés ou ouvriers de l'Etat en service auprès de l'Hôpital Neuro-Psychiatrique sont repris par l'établissement suivant les modalités ci-après: (1) les fonctionnaires de l'Hôpital Neuro-Psychiatrique de l'Etat obtiennent une nomination auprès de l'établissement au niveau des fonctions qu'ils occupent au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. (...) Les carrières sont réglées en ce qui concerne les différentes fonctions qu'elles comportent, le nombre d'emplois, les fonctions de promotion ainsi que les conditions et la forme des nominations par les dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.»

Cette loi a encore prévu que les agents de l'Etat (fonctionnaires, employés ou ouvriers de l'Etat), en service à la date de son entrée en vigueur, peuvent opter entre leur statut actuel (agent public) et le nouveau régime (employé privé).

Par conséquent, les agents de l'Etat actuellement encore au service du CHNP qui n'ont pas opté pour le régime de l'employé privé sont soumis à toutes les dispositions législatives et réglementaires des fonctionnaires, des employés respectivement des ouvriers de l'Etat. En particulier, quant au traitement, il y a lieu de se référer à la loi modifiée du 22 juin 1963 précitée, au règlement grand-ducal du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des employés occupés dans les administrations et services de l'Etat ou à la convention collective des ouvriers de l'Etat.

Par contre, la situation des employés privés du CHNP est fixée par la convention collective de Travail des Salariés occupés dans les Etablissements Hospitaliers Luxembourgeois (ci-après la «CCT-EHL»), dont le texte coordonné du 31 janvier 2001 prévoit à l'article 15 des primes de responsabilité hiérarchiques ou de fonction «staff». En effet, d'après cette disposition, «une prime de responsabilité hiérarchique ou de fonction «staff» de 15 à 120 points (par mois) par tranche de 15 points peut être allouée aux salariés, quelle que soit leur carrière définie par la présente convention collective de travail. Les modalités d'attribution de ces primes sont à fixer dans un règlement interne à établir par le comité mixte s'il existe, ou d'un commun accord par la délégitimation du personnel et la direction de chaque établissement».

Il échet de préciser que d'un point de vue juridique, la CCT-EHL est applicable aux seuls «employés privés et ouvriers occupés dans les établissements membres de l'EHL». L'article préliminaire ajoute que «le terme salarié vise à la fois l'ouvrier et l'employé privé, qu'il soit de sexe masculin ou féminin conformément à la définition de l'article 1er alinéa 2 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.» L'article 1er alinéa 2 de la loi modifiée du 24 mai 1989 précitée dispose que «le terme salarié vise à la fois l'ouvrier et l'employé privé.»

Etant donné que cette disposition ne peut donc pas s'appliquer aux agents de l'Etat, le CHNP ne dispose d'aucune base juridique pour accorder une prime de responsabilité aux agents de l'Etat.

Pour conclure, et de manière générale, la possibilité d'introduire une prime de responsabilité au bénéfice des fonctionnaires de l'Etat ne peut pas s'analyser limitativement en prenant en considération la situation des seuls fonctionnaires et employés de l'Etat au service du CHNP. Il s'agit là d'une question de principe qui, si l'on est décidé à faire toute la justice au bénéfice de tous les agents de l'Etat, est susceptible de faire l'objet d'une analyse approfondie lors d'une étude globale relative aux traitements des fonctionnaires de l'Etat.

**Question 1888 (6.11.2002) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le système d'évaluation des branches de chimie, physique et mathématiques dans le régime du secondaire technique (technique commercial):**

Les trois dernières années scolaires les branches de chimie, physique et mathématiques des classes de 10e technique commerciale ont été évaluées ensemble et cela apparemment à cause d'une erreur ministérielle. Ainsi il suffisait d'avoir une note globale de 120 points sur 240 points pour être admis à la classe de 11e.

L'exemple suivant illustre particulièrement bien les conséquences de cette pratique douteuse: un étudiant ayant obtenu en physique 44 points (1/4), en chimie 46 points (1/4) et en mathématiques 15 points (2/4) et totalisant ainsi 120 points a été admis à la classe suivante. D'après les dires des professeurs de mathématiques beaucoup d'élèves délaissent à cause de cette pratique la branche des mathématiques dans leurs études. Bien évidemment les deux autres branches risquent également de ne plus être préparées du tout, ce qui n'est sûrement pas le résultat désiré par cette mesure.

Cette situation m'amène à poser les questions suivantes à Mme la Ministre:

- 1) S'agit-il d'une simple erreur ou est-ce que le Ministère a voulu cette règle telle qu'elle est appliquée actuellement?
- 2) S'agissant d'une erreur, pourquoi celle-ci n'a-t-elle pas encore été rectifiée et le cas échéant pour quelles raisons?
- 3) Quand Mme la Ministre envisage-t-elle de remédier à cette situation absurde?

**Réponse (9.12.2002) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:**

Le regroupement de certains chapitres appartenant à des champs thématiques des trois disciplines qui sont la mathématique, la physique et la chimie dans une seule branche, loin de constituer une erreur, constitue une mesure qui permet d'assurer un enseignement général dans un contexte de formation professionnelle. La branche

«Mathématiques/Sciences naturelles» est donc à considérer comme une seule branche pour les motifs suivants:

- Dans une formation orientée vers la pratique professionnelle il faut éviter que l'enseignement général ne soit décomposé en un grand nombre de branches de promotion qui peuvent constituer chacune prise individuellement une source d'échec.

- Le rôle de l'enseignement général dans cette formation est de dispenser des compétences linguistiques et scientifiques pouvant être utilisées tout d'abord dans l'environnement professionnel et ensuite dans un contexte plus large. Ainsi, l'introduction d'unités d'enseignement interdisciplinaires dans la branche «Mathématiques/Sciences naturelles» permet de décloisonner les différentes matières sous leur aspect fonctionnel pour l'acquisition de compétences professionnelles.

**Question 1900 (14.11.2002) de M. Robert Garcia (DÉI GRENG) concernant la renégociation de la directive européenne sur la protection juridique des inventions biotechnologiques:**

En date du 26 février 2002 la Chambre des Députés - à l'unanimité de ses membres - a invité le Gouvernement à demander auprès de la Commission européenne la renégociation de la directive 98/44/CE sur la protection juridique des inventions biotechnologiques.

Etant entendu qu'une demande de renégociation d'une directive est une étape procédurale précise qui se distingue d'une simple demande de précisions ou d'une notification de non transposition, il serait normal qu'une demande de renégociation telle que préconisée expressément par le Parlement soit identifiable par une lettre officielle envoyée à la Commission.

Or, un rapport tout à fait récent de la Commission au Parlement européen et au Conseil - COM (2002) 545 final - du 7 octobre 2002 intitulé «Evolution et implications du droit des brevets dans le domaine de la biotechnologie et du génie génétique» ne fait aucunement état d'une quelconque demande de renégociation. Au contraire, à l'annexe 4 du rapport cité - «Travaux entrepris depuis la conclusion de la directive: 1. Dans le cadre des échanges entre la Commission et les Etats membres» - l'on peut lire au chapitre 1-4 «Dialogue avec les Etats membres»:

«La Commission a engagé un dialogue avec les Etats membres qui ont sollicité son intervention essentiellement sur la base d'un échange de correspondance (France, Allemagne, Italie, Belgique et Pays-Bas).

En outre, d'autres Etats membres informaient la Commission de l'état de la situation de la transposition de la directive dans leur pays (Luxembourg, Grèce, Autriche).»

Ces informations contenues dans le rapport cité du 7 octobre 2002 m'amènent aux interrogations suivantes:

1. Est-ce que le fait que le rapport cité de la Commission ne fait pas état d'une demande de renégociation émanant du Grand-Duché de Luxembourg est imputable à une erreur matérielle ou à l'absence véritable d'une demande de renégociation telle que demandée par la Chambre?
2. Au cas où la demande de renégociation n'aurait effectivement pas été envoyée, il serait intéressant pour les 60 députés ayant expressément invité le Gouvernement à ce faire ainsi que pour l'opinion publique de

connaître les raisons de cette omission.

**Réponse (24.12.2002) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:**

Ad1

J'ai transmis à M. le Président de la Chambre des Députés le rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil intitulé «Evolution et implications du droit des brevets dans le domaine de la biotechnologie et du génie génétique» daté du 7 octobre 2002.

Selon nos informations, ce rapport constitue la réponse de la Commission européenne aux différents commentaires, interrogations et demandes émanant des représentants des gouvernements, des parlements nationaux, du Parlement européen et de la société civile.

La forme et le contenu de ce rapport sont de la responsabilité exclusive de la Commission. Je ne peux donc apporter aucun éclairage quant à la présentation des faits, repris sous le chapitre 1-4 «Dialogue avec les Etats membres», qui reflètent le point de vue de la Commission.

Ad2

Concernant la deuxième question, il y a lieu de préciser que les membres du Gouvernement et leurs représentants ont, à de nombreuses reprises et à différents niveaux, informé la Commission de la motion du 26 février 2002 en insistant sur la demande exprimée par la Chambre des Députés de renégocier la directive 98/44/CE sur la protection juridique des inventions biotechnologiques (la « Directive »).

Il convient cependant de rappeler que la Commission a le monopole de l'initiative législative. En effet, le Traité CE ne prévoit pas de procédure particulière - ni même la possibilité - de renégociation de textes législatifs existants à l'initiative des Etats membres. C'est à la Commission qu'il revient, si elle l'estime opportun, de proposer de nouvelles initiatives législatives ou des amendements aux directives existantes. Il faut, hélas, constater que la Commission européenne, malgré nos demandes explicites, n'a manifestement pas l'intention de rouvrir le dossier sur la brevetabilité des inventions biotechnologiques.

Par ailleurs, par courrier du 8 mars 2002 adressé à M. le Président de la Chambre des Députés, j'avais requis l'aide de la Chambre pour étayer l'argumentaire du Gouvernement face à la Commission européenne. Malheureusement, je n'ai pu bénéficier d'aucun appui de cette sorte dans l'effort de convaincre la Commission de la nécessité de modifier la Directive.

En tout état de cause, je puis vous assurer que les membres du Gouvernement luxembourgeois ont fait état de la motion de la Chambre et de sa volonté de renégocier la Directive dans les Groupes de travail du Conseil traitant de biotechnologie, au Coreper ainsi qu'au Conseil d'Administration de l'Office européen des brevets. De plus, le Premier Ministre a soulevé la question au Sommet européen de Barcelone.

Dans le même souci de répercuter la position de la Chambre, les conclusions adoptées par le Conseil Compétitivité du 26 novembre 2002 relatives notamment à la «Road Map», un document d'orientation de la Commission intitulé «Sciences du vivant et biotechnologie - Une stratégie pour l'Europe» du 23 janvier 2002 (COM (2002) 27 final), ont été très substantiellement amendées à la demande pressante et insistante de la délégation luxembourgeoise, avec référence explicite à la motion de la Chambre. Ces interventions

ont été faites tant au Groupe de travail qu'au Coreper.

A l'origine, la Commission ainsi que l'ensemble des Etats membres souhaitaient que ces conclusions contiennent un libellé très explicite, qui force la main aux Etats membres en exigeant qu'ils transposent de toute urgence la Directive. A la demande de la délégation luxembourgeoise, le texte a été substantiellement édulcoré. En effet, il se borne désormais à «inviter» les Etats membres à «poursuivre la transposition» de la Directive «en tenant compte du rapport de la Commission sur l'évolution et les implications du droit des brevets dans le domaine de la biotechnologie et du génie génétique».

Enfin, lors de ce Conseil Compétitivité du 26 novembre 2002, la résolution de la Chambre a été une nouvelle fois évoquée par notre délégation.

Il faut être conscient que, sur cette question, le Grand-Duché est très isolé et ne peut guère compter sur le soutien d'autres Etats membres.

Je puis donc affirmer que le Gouvernement a fait tout ce qui était en son pouvoir pour faire aboutir la résolution de la Chambre.

**Question 1907 (18.11.2002) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le volume de l'impôt commercial pour 2003:**

Le Gouvernement a déclaré que des moins-values de recettes fiscales considérables sont à attendre aussi bien au titre de l'exercice budgétaire 2002 qu'à celui de l'exercice 2003.

Dans ce contexte se pose bien évidemment la question du volume des recettes au titre de l'impôt commercial communal pour 2003.

J'aimerais donc savoir de M. le Ministre de l'Intérieur:

- si les consignes qui ont été données aux communes dans le cadre de la circulaire budgétaire pour 2003 seront maintenues concernant les recettes de l'ICC pour l'année à venir;

- si les consignes concernant les montants à inscrire au titre des recettes de l'ICC au budget rectifié pour 2002 restent valables;

- si, au cas contraire, une nouvelle circulaire budgétaire pourrait réévaluer ces recettes et les montants correspondants et, dans l'affirmative, dans quel ordre de grandeur pourraient être situées les moins-values de recettes au titre de l'ICC pour les exercices budgétaires 2002 et 2003.

**Réponse (9.12.2002) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

En réponse à la question parlementaire N°1907 du 18 novembre 2002 de M. le Député Laurent Mosar relative aux consignes à donner aux communes dans le contexte des moins-values de recettes fiscales à attendre au titre de l'exercice budgétaire 2002 et 2003 j'ai l'honneur de communiquer en annexe à la présente une copie de la circulaire N°2347 du 27 novembre 2002 que j'ai adressée dans ce contexte aux communes (*Circulaire à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Par voie de communiqué de presse publié les 27 et 28 novembre 2002 les communes ont été informées qu'une circulaire complémentaire à la circulaire budgétaire du 2 octobre 2002 allait leur parvenir.

**Question 1908 (19.11.2002) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le fonctionnement du Service de Guidance de l'Enfance:**

Le Service de Guidance de l'Enfance est un service de consultation et de thérapie psychopédagogique, offrant aide et appui aux parents et aux enfants en cas de problèmes personnels, familiaux ou scolaires. Il apporte son aide aux enfants qui, par l'effet de problèmes éducatifs, psychologiques, psychosomatiques, neurologiques ou mentaux, rencontrent des difficultés de développement et d'épanouissement.

Malgré son importance dans l'orientation d'enfants à problèmes soit psychiques soit pédagogiques, aucun chapitre n'est consacré au Service de Guidance de l'Enfance (SGE) dans le rapport d'activité du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Cette situation m'amène à poser les questions suivantes:

- 1) Quel est le déroulement de la prise en charge des enfants à besoins spécifiques par le SGE?
- 2) Comment et vers quelles institutions sont orientés ces enfants et quels sont les chiffres exacts?
- 3) N'y a-t-il pas un risque évident de double emploi avec le Service de Rééducation ambulatoire (SREA) et est-il vrai que Mme la Ministre envisage de regrouper le SGE et le SREA dans une seule et même institution?
- 4) Combien d'enfants sont actuellement encadrés par le SGE et combien de psychologues sont occupés dans les différents centres du SGE?
- 5) Est-il vrai que la collaboration entre le SGE et le SREA laisse à désirer et cela au détriment des enfants à besoins spécifiques?

**Réponse (20.12.2002) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:**

1) Le Service de Guidance de l'Enfance est un service de consultation psychologique et pédagogique pour tous les enfants de trois à douze ans présentant des problèmes éducatifs, scolaires, psychologiques ou psychomoteurs. Les enfants handicapés et/ou à besoins spécifiques ainsi que leurs parents profitent donc également de cette offre.

Les parents s'adressent soit de leur propre initiative, soit sur le conseil du personnel enseignant au Service de Guidance de l'Enfance. Aucun enfant ne peut être suivi par le Service de Guidance de l'Enfance sans l'accord préalable des parents.

Quand il s'agit de difficultés scolaires, les dossiers des élèves sont discutés au sein des commissions médico-psychopédagogiques régionales. Le cas échéant, un bilan scolaire, cognitif, psychologique et social est intégré au dossier.

Ensuite, la commission médico-psychopédagogique régionale propose aux parents soit des mesures d'aide et d'appui, comme par exemple des mesures de différenciation dans la classe ou une prise en charge et un appui par le Service rééducatif ambulatoire, soit une réorientation scolaire.

2) Au cours des dernières années les orientations suivantes ont été proposées en moyenne chaque année: 75 enfants dans une école de l'Education différenciée, 65 enfants dans une classe d'intégration et 35 enfants dans une institution à l'étranger.

Il faut y ajouter annuellement environ 750 orientations d'enfants vers les professionnels des secteurs médical (médecins-généralistes, neurologues, psychiatres, pédiatres) et paramédical (psychomotriciens, kinésithérapeutes, orthophonistes, logopèdes) pour bilans

et suivis médicaux ou rééducatifs.

Sont inclus dans ce chiffre les enfants orientés vers les services de pédopsychiatrie du Centre Hospitalier de Luxembourg ainsi que ceux dont la prise en charge psychiatrique est assurée par des instituts spécialisés à l'étranger.

Il va sans dire que les équipes du Service de Guidance de l'Enfance offrent également des consultations psychologiques et/ou pédagogiques dont l'envergure varie selon les besoins.

3) Pour éviter une confusion dans les interventions du Service de Guidance de l'Enfance et le Service rééducatif ambulatoire de l'Education différenciée et pour mieux utiliser les ressources humaines, les deux services seront regroupés sur un même site où ils fonctionneront en étroite collaboration avec le Service de l'Inspection de l'Enseignement primaire. Les parents peuvent ainsi demander conseil et appui à une adresse unique. Une fusion du Service de Guidance de l'Enfance et du Service Rééducatif ambulatoire de l'Education différenciée dans une seule institution n'est toutefois pas prévue.

4) Sur plus de 2000 enfants pris annuellement en charge par le Service de Guidance de l'Enfance les diagnostics se répartissent comme suit:

déficit de l'attention	35,4%
troubles de l'apprentissage	30,0%
retard intellectuel	28,7%
troubles de l'adaptation	19,5%
troubles de la communication	19,4%
troubles des habilités motrices	18,6%
abus et mauvais traitements	1,8%
troubles du sommeil	1,6%
encoprésie et énurésie	1,5%
troubles psychotiques	1,3%
troubles de l'alimentation	0,60%
comportement obsessionnel	0,20%

A noter que 30% des enfants souffrent de deux déficiences cumulées et 20% de trois déficiences.

Le personnel du Service de Guidance de l'Enfance se compose comme suit:

29 psychologues et 3 pédagogues  
2 éducatrices graduées

1 instituteur d'éducation différenciée

Les psychologues et pédagogues interviennent également au sein des équipes multidisciplinaires des centres et instituts spécialisés de l'Education différenciée.

5) La séparation géographique des deux services n'a pas facilité la collaboration entre les deux services. C'est précisément pour cette raison que leur regroupement est projeté.

**Question 1910 (19.11.2002) de Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG)** concernant le foyer d'accueil pour personnes réfugiées à Marienthal:

Il me revient que le Centre d'accueil pour personnes réfugiées de Marienthal serait dans un état déplorable. Les chambres seraient surpeuplées, les raccordements électriques ne correspondraient pas toujours aux normes de sécurité.

- Mme la Ministre peut-elle confirmer ces faits?

- Si oui, ne faudrait-il pas remédier d'urgence à cet état de choses afin d'éviter un accident et de garantir les normes de sécurité usuelles?

A ce qu'il paraît, se pose également - comme dans d'autres foyers - le problème que les personnes réfugiées ne sont pas autorisées à faire leur propre cuisine.

- Ne peut-on pas trouver des solutions plus souples dans ce domaine?

**Réponse (31.12.2002) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:**

L'immeuble à Marienthal n'est certes pas un exemple de logement qu'on saurait qualifier de modèle. Sa destination actuelle de foyer d'hébergement pour demandeurs d'asile a été décidée il y a quelques années faute d'alternative appropriée.

Toujours est-il qu'un projet de restauration de l'infrastructure dans le but d'y aménager un centre d'accueil et de récréation pour jeunes a été élaboré par l'Administration des Bâtiments publics.

Il est évident que dans ces conditions la création d'une nouvelle structure de logement pour demandeurs d'asile s'impose. Une solution appropriée est en train d'être étudiée sur le même site par mon Ministère, de concert avec le Ministère des Travaux publics.

Entre-temps certains travaux d'urgence seront entamés, à savoir le remplacement des gaines techniques, du système de désenfumage et la réadaptation du dispositif de sécurité.

Je puis cependant affirmer que les chambres ne sont pas surpeuplées. Les normes appliquées dans ce foyer sont les mêmes que celles appliquées dans les autres foyers.

Il n'est pas vrai non plus que les personnes sur place ne sauraient faire leur propre cuisine. Il y a une grande cuisine aménagée au sous-sol à la disposition des occupants. Par contre, il reste interdit pour des raisons de sécurité et de salubrité évidentes de cuisiner dans les chambres.

**Question 1911 (19.11.2002) de Mme Lydie Err (LSAP)** concernant la ratification du Protocole N°12 relatif aux discriminations fondées sur l'orientation sexuelle:

Le Protocole N°12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales interdit de manière générale toute forme de discrimination. Les dispositions actuelles de la Convention en matière de protection contre la discrimination (article 14) sont de portée limitée du fait qu'elles interdisent la discrimination seulement lorsqu'elle s'applique à l'un des droits reconnus par la Convention.

Le Protocole N°12 lève cette limitation et garantit que personne ne doit faire l'objet d'une quelconque forme de discrimination par aucune autorité publique et sous quelque motif que ce soit.

A l'occasion de la Journée internationale de la Tolérance du 16 novembre 2002, Peter Schieder, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et Ailsa Spindler, Directrice exécutive de la Région Europe de l'Association internationale des gays et lesbiennes, ont publié une lettre ouverte commune par laquelle ils invitent les pays du Conseil de l'Europe qui ne l'auraient pas encore fait à signer et à ratifier le prédit Protocole N°12 dès que possible.

En date du 4 novembre 2000, le Luxembourg a signé le Protocole N°12, mais ne l'a pas encore ratifié à ce jour.

Dès lors j'aimerais demander à Mme la Ministre:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement luxembourgeois n'a pas encore ratifié le Protocole N°12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales?

- Dans quel délai envisage-t-il de ratifier le Protocole N°12?

**Réponse (31.12.2002) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:**

A l'instar de l'honorable députée, le Gouvernement luxembourgeois se félicite de l'adoption par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe du Protocole N°12, Protocole qui étend considérablement la portée de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, et notamment de son article 14 relative à la protection contre la discrimination. L'importance de l'interdiction générale de discrimination, désormais introduite, ne peut être suffisamment soulignée.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le Luxembourg a été un des tous premiers pays à signer le Protocole, et ce dès son ouverture le 4 novembre 2000 à Rome. Aujourd'hui 27 Etats membres du Conseil de l'Europe ont signé le Protocole N°12. Malheureusement seuls deux pays, à savoir Chypre et la Géorgie, ont ratifié le Protocole alors que son entrée en vigueur requiert la ratification d'au moins 10 pays.

Si l'importante charge de travail, à laquelle les services compétents de l'Administration doivent faire face, a retardé quelque peu la procédure de ratification au niveau national, je puis assurer l'honorable députée que le Gouvernement est déterminé à mener à bien les procédures dans les meilleurs délais; le projet de loi devant être finalisé au cours du premier trimestre de l'année 2003.

**Question 1912 (20.11.2002) de M. Jeannot Krecké (LSAP)** concernant l'énergie nucléaire:

Lors de l'inauguration de la centrale TGV à Esch-sur-Alzette, M. le Ministre de l'Economie a lu un discours préparé par ses services dont il s'est départi un moment pour ouvrir une parenthèse personnelle. Ce fut pour vanter la récente décision du Parlement finlandais d'autoriser la construction d'une nouvelle centrale nucléaire dans ce pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre d'Etat:

Cette proclamation de foi du Ministre en faveur de l'énergie nucléaire, renforcée par un hommage à l'intelligence du peuple finlandais dont les capacités intellectuelles furent étayées selon lui par l'étude PISA, sera-t-elle suivie d'effets à Luxembourg? Le Ministre compte-t-il rouvrir le dossier de l'énergie nucléaire également dans notre pays?

**Réponse (16.12.2002) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:**

Comme M. le Député Jeannot Krecké le fait remarquer à juste titre, l'observation relative à la politique énergétique finlandaise a été faite en nom personnel.

Je puis assurer M. le Député Jeannot Krecké que le Gouvernement luxembourgeois n'envisage pas de rouvrir le dossier du nucléaire.

**Question 1913 (20.11.2002) de M. Alex Bodry (LSAP)** concernant le plan directeur régional de la région Sud:

Dans son programme de législature le Gouvernement a prévu l'élaboration de plans régionaux. Un tel plan directeur régional a notamment été annoncé à plusieurs reprises pour la région Sud du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

- Quel est l'état d'avancement des ces travaux annoncés par le Gouvernement?

- Le Gouvernement a-t-il pris les mesures préalables à l'élaboration d'une planification régionale?

- Comment s'explique-t-il que plus de trois ans après la mise en vigueur de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire les règlements d'exécution afférents n'ont pas été pris?

- Qu'en est-il du règlement grand-ducal prévu à l'article 8.6 de la loi précitée, prescrit pour préciser le contenu des parties graphique et écrite du projet de plan directeur régional?

**Réponse (24.12.2002) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

Je voudrais tout d'abord rappeler que la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire constitue la base pour la réalisation du programme directeur de l'aménagement du territoire lequel est rendu opérationnel pour la totalité du territoire national, soit pour une partie seulement par des plans directeurs régionaux et par des plans directeurs sectoriels.

Si le plan sectoriel constitue sans aucune équivoque l'instrument du Gouvernement pour réaliser ses objectifs en matière d'aménagement du territoire, le plan régional pour sa part est plutôt un dispositif devant permettre aux communes de poursuivre une collaboration intercommunale voire régionale dans le cadre du nouveau programme directeur lequel prévoit six régions d'aménagement.

Je saisis l'occasion pour souligner qu'au mois de mars 2003 j'entends présenter le programme directeur à la Chambre des Députés.

En ce qui concerne maintenant les plans régionaux, je voudrais préciser qu'il n'appartient pas au Gouvernement de précipiter les choses ou d'imposer quoi que ce soit. Il appartient exclusivement aux communes d'initier la planification régionale. Le Ministre de l'intérieur peut tout au plus accompagner le processus et coordonner à ce niveau l'action du Gouvernement.

En ce qui concerne le plan régional Sud il y a cependant lieu de rappeler que le Ministère a déjà fourni un travail préparatoire considérable. On peut citer dans ce contexte notamment la réalisation d'une étude des forces et faiblesses de la région, l'organisation d'une conférence régionale en 1999 ainsi que l'élaboration des documents de travail y relatifs. C'est à l'occasion de cette conférence régionale que j'ai demandé aux communes de prendre l'initiative pour faire avancer les choses.

Entre-temps le Ministère et les communes ont poursuivi la collecte de données de référence et d'analyse spécifiques au niveau de l'ORESUD.

Les statuts du futur syndicat PRO-SUD ont récemment fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat de sorte que rien ne devrait plus s'opposer à leur adoption définitive.

Une deuxième initiative a été lancée dans la région Nord où j'ai à plusieurs reprises eu des entretiens avec les élus locaux, ceci en vue de coordonner la préparation du plan régional Nord avec cer-

tains projets spécifiques de fusion volontaire de communes. La démarche ainsi initiée est innovatrice en ce sens qu'elle intègre les préoccupations de développement régional et celle de modernisation des structures communales. Une analyse des forces et faiblesses de la région est en voie de préparation et sera prochainement présentée aux communes.

En ce qui concerne la Région Centre Sud, une première conférence des communes concernées a eu lieu en date du 2 octobre 2002. Elle avait été précédée au mois de juin de la même année par une réunion préparatoire au niveau de l'agglomération de Luxembourg (Agglolux), réunion initiée conjointement par le bourgmestre de la ville de Luxembourg et le Ministre de l'Intérieur. Une analyse des forces et faiblesses de est également en préparation pour cette région.

Quant au projet de règlement grand-ducal précisant le contenu des parties graphique et écrite du projet de plan directeur régional, je voudrais signaler que le Conseil d'Etat a rendu un avis le 24 décembre 1999 déjà. Le projet de règlement grand-ducal prévoit e.a. que la partie écrite du plan régional doit respecter les indications d'une légende-type laquelle fera partie intégrante du projet. Il est vrai que le projet en question est actuellement en suspens alors qu'il est important de faire harmoniser cette légende unique avec les travaux préparatoires de la légende à prévoir en exécution de la nouvelle législation concernant l'aménagement communal.

**Question 1914 (20.11.2002) de M. Jean Colombera (ADR)** concernant la liquidation des prestations en espèces de l'assurance maladie dépendance:

La liquidation des prestations en espèce de l'assurance maladie dépendance et, le cas échéant, du forfait pour produits d'aides et de soins se fait régulièrement sur le compte bancaire de l'intéressé dans la première quinzaine suivant le mois pour lequel le droit aux prestations est accordé. Or, ce dernier temps un grand nombre de personnes s'est plaint que la liquidation des sommes dues s'effectue très tardivement, dans la troisième décennie du mois. Ce retard peut entraîner des difficultés financières pour les personnes concernées qui ne peuvent plus payer dans les délais leurs factures.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à M. le Ministre:

1. Est-ce qu'il existe un retard en ce qui concerne la liquidation des prestations en espèce de l'assurance maladie dépendance?
2. Si oui, quelles sont les raisons de ce retard?
3. Est-ce que les conditions qui ont conduit à ce retard peuvent être supprimées afin d'assurer la liquidation des prestations dans les délais?

**Réponse (31.12.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

En vertu de l'article 365 du code des assurances sociales, livre V relatif à l'assurance dépendance, «les prestations en espèces sont payées après le mois pour lequel elles sont dues.»

L'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance, l'Union des Caisses de Maladie, a confirmé qu'il n'existe pas de retard dans la liquidation mensuelle des prestations en espèces et que le délai légal est respecté.